

**REUNION DES MINISTRES  
DES FINANCES  
DE LA ZONE FRANC**

**COMITE DE CONVERGENCE**

**Rapport aux Ministres**

**28 et 29 septembre 2009**

**REUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE FRANC  
- le 29 septembre 2009 -**

**RESOLUTIONS DES MINISTRES**

## SOMMAIRE

<b>RESOLUTIONS DES MINISTRES .....</b>	<b>2</b>
<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL .....</b>	<b>5</b>
<b>3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN ZONE FRANC.....</b>	<b>8</b>
3.1 UEMOA .....	8
• PRODUCTION .....	8
• PRIX ET INFLATION.....	8
• FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE .....	8
• COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS.....	9
• SITUATION MONÉTAIRE.....	10
3.2 CEMAC .....	11
• PRODUCTION .....	11
• PRIX ET INFLATION.....	12
• FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE .....	12
• COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS.....	13
• SITUATION MONÉTAIRE.....	14
3.3 UNION DES COMORES .....	14
• CROISSANCE.....	14
• PRIX ET INFLATION.....	14
• FINANCES PUBLIQUES.....	14
• COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS.....	15
• SITUATION MONÉTAIRE.....	15
<b>4. ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2008.....</b>	<b>16</b>
4.1 UEMOA .....	16
4.2 CEMAC .....	17
• CRITÈRES DE PREMIER RANG.....	17
• CRITÈRES DE SECOND RANG .....	18
• INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES .....	19
4.3 UNION DES COMORES .....	19
• CRITÈRES DE PREMIER RANG.....	19
• CRITÈRES DE SECOND RANG .....	19
<b>5. PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 2009 ET CANAUX DE TRANSMISSION DE LA CRISE MONDIALE ....</b>	<b>20</b>
5.1 UEMOA .....	20
5.2 CEMAC .....	24
5.3 UNIONS DES COMORES .....	28
<b>6. RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>29</b>
6.1 UEMOA .....	29
6.2 CEMAC .....	31
6.3 UNION DES COMORES .....	33
<b>7. ANNEXES.....</b>	<b>34</b>
7.1 EVOLUTION DES CRITÈRES DE CONVERGENCE .....	35
UEMOA .....	35
CEMAC .....	36
7.2 SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE CHAQUE ETAT.....	39
UEMOA .....	39
CEMAC .....	55
7.3 TABLEAUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES .....	66

## 1. INTRODUCTION

---

Le Comité de convergence de la Zone franc est une structure de réflexion et de proposition créée par la Réunion des Ministres des finances de la Zone franc en 1999 avec pour objectif principal le renforcement de la surveillance multilatérale dans cette zone.

A cet égard, il a pour mission de rendre compte de l'évolution de la situation économique et monétaire de la Zone franc, de suivre le fonctionnement de la surveillance multilatérale dans chaque sous-région, de rendre compte des progrès réalisés en la matière et de formuler des recommandations propres à consolider ce processus.

Le Comité comprend quatre parties, à savoir l'UEMOA (Commission, BCEAO et BOAD), la CEMAC (Commission, BEAC et BDEAC), les Comores (Union des Comores et BCC) et la France (Direction générale du Trésor et de la politique économique – DGTPE – et Banque de France). AFRISTAT et l'AFD apportent également leur expertise au Comité.

Le Comité organise au moins une réunion semestrielle préparatoire à la réunion des Ministres des finances, présidée alternativement par la Commission de l'UEMOA et la Commission de la CEMAC. Le Secrétariat du Comité est assuré par la DGTPE.

Depuis la mise en œuvre du Comité en 1999, celui-ci s'est acquitté de sa mission en présentant à chaque réunion des Ministres un rapport sur l'état de convergence de la Zone franc assorti de résolutions. Les analyses de ce rapport s'appuient sur les données chiffrées produites par les trois sous-régions et validées en Conseil des Ministres.

L'intérêt de ces travaux a amené les Ministres à décider, en septembre 2004, la publication du rapport du Comité, traduisant ainsi leur attachement au principe de transparence et au souci de partager l'expérience de la Zone franc en matière de surveillance réciproque des politiques économiques nationales, souci repris par les Etats africains dans le cadre du mécanisme de la revue par les pairs du NEPAD.

Lors de la réunion de la Zone franc d'octobre 2007, les Ministres ont en outre décidé d'enrichir le suivi du processus de convergence par une analyse plus structurée des enjeux soulevés par l'actualité. Dans cet esprit, le comité de convergence a choisi de compléter le présent rapport par un chapitre consacré aux effets de contagions de la crise internationale et aux possibles implications pour les pays de la Zone franc. En effet l'importance de ces questions ne saurait trop être soulignée, dans la mesure où la difficulté extrême de la conjoncture peut conduire à revoir substantiellement tant les prévisions macroéconomiques de court terme que les priorités de politique économique et les perspectives de moyen terme. Conformément aux conclusions de la réunion des experts d'octobre 2008, ce rapport est en outre complété en annexe par une étude consacrée à la question du potentiel de croissance de la Zone franc, fruit du travail d'un groupe ad hoc d'experts des pays membres et institutions de la Zone franc.

\*

\* \*

Le présent rapport synthétise les travaux du Comité de convergence de la Zone franc qui s'est réuni à Paris, le 3 septembre 2009, conformément à son mandat. Il fait le bilan de la convergence à la date du 31 décembre 2008 et analyse les prévisions disponibles pour 2009.

Le respect des critères de convergence en 2008 a été fortement perturbé par l'impact du double choc exogène, sur les prix des produits alimentaires et de l'énergie, qui s'est traduit à la fois par un net surcroît d'inflation et, dans les Etats importateurs de pétrole, par une dégradation des finances publiques. Ainsi le critère relatif à l'inflation n'a été respecté dans aucun des Etats de la Zone franc.

- Pour l'UEMOA, le Bénin et le Niger ont pu respecter les trois autres critères de 1<sup>er</sup> rang, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal, deux, le Togo et la Côte d'Ivoire, un. Quant à la Guinée-Bissau, elle n'a pu respecter aucun critère de 1<sup>er</sup> rang. Au titre des critères de 2<sup>ème</sup> rang, le Bénin et le Sénégal en ont respecté trois, le Niger, deux, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali un. En ce qui concerne la Guinée-Bissau et le Togo, ils n'en ont respecté aucun. Les conditions d'accès à la phase de stabilité au 1er janvier 2009, n'ont donc pas été respectées. Face à cette situation et au regard de la crise économique actuelle, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a décidé, lors de sa réunion tenue le 17 mars 2009 à Ouagadougou, de reporter l'horizon de convergence au 31 décembre 2013.
- Pour la CEMAC, trois critères sur quatre ont été observés en moyenne sur la sous-région, de même qu'une légère amélioration de l'exercice de la surveillance multilatérale dans les Etats membres. Le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée-Équatoriale et le Tchad ont respecté trois critères sur quatre. La Centrafrique a observé deux critères (ceux relatifs au taux d'endettement public et à la non-accumulation des arriérés).

La situation économique et financière en 2008 et les perspectives pour 2009:

- dans l'UEMOA : l'activité en **2008** a enregistré un taux de croissance de 3,7% contre 3,4% en 2007, reflétant une amélioration de la croissance dans la plupart des Etats membres. Cette situation s'explique essentiellement par les performances du secteur primaire qui a bénéficié de meilleures conditions climatiques, en dépit des inondations survenues dans certains Etats membres. Pour l'année **2009**, les perspectives économiques sont marquées par des difficultés de la filière coton dans la plupart des Etats membres et, surtout, par les effets de la crise financière internationale qui a induit un

ralentissement de la croissance mondiale, une baisse des cours des matières premières et un ralentissement des transferts en provenance des pays développés. A cela s'ajoutent les incertitudes sur la campagne agricole en cours, des organismes spécialisés annonçant des conditions climatiques moins favorables, comparées à celles de l'année dernière. Toutefois, il est attendu un climat sociopolitique de plus en plus apaisé et la poursuite des travaux de construction d'infrastructures. Il en résulterait un taux de croissance de 3,5% en moyenne régionale.

- Dans la CEMAC : la situation économique a été caractérisée en **2008** par un ralentissement de l'activité, avec un taux de croissance du PIB réel évalué à 3,8 % contre 4,4 % en 2007. Ce ralentissement a été partiellement atténué par la performance économique enregistrée au Congo où le taux de croissance est passé de -1,6 % en 2007 à 6,4 % en 2008. Les perspectives économiques et financières en **2009** seraient dans l'ensemble marquées par: i) un ralentissement plus prononcé de la croissance économique, en liaison avec l'impact récessif de la conjoncture internationale sur le marché du pétrole, quand bien même le recul des cours apparaît plus limité qu'initialement anticipé; ii) une dégradation sensible des comptes extérieurs et des finances publiques, associées néanmoins à iii) un recul des tensions inflationnistes.

## 2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'année 2008 a connu deux phases distinctes caractérisée par : (1) au 1<sup>er</sup> semestre la hausse des cours des matières premières et notamment du pétrole, bénéficiant aux économies exportatrices tout en exacerbant l'inflation mondiale, au détriment des populations les plus vulnérables et des Etats importateurs. (2) au 2<sup>ème</sup> semestre de 2008, un reflux brutal des cours mondiaux, engendré par l'éclatement d'une crise financière et économique inédite par son ampleur et sa propagation. Selon le scénario central de prévision du FMI, la croissance mondiale n'a atteint que 3,1% en 2008 (contre 5,1% en 2007) et devrait accuser un repli (-1,4%) en 2009, soit le plus fort recul jamais enregistré depuis la deuxième guerre mondiale, avant d'enregistrer de nouveau une croissance positive de 2,5% en 2010. Le ralentissement de l'activité économique mondiale demeurera prononcé et la récession mondiale restera une menace en raison des systèmes financiers très affaiblis.

Les économies des pays avancées seraient les plus affectées avec un recul du PIB de 3,8% en moyenne en 2009 (baisse de 4,8% pour la Zone euro) avant un rebond hypothétique de 0,6% en 2010. Le FMI s'attend à ce que la croissance des économies émergentes et en développement ralentisse (1,5% en 2009 contre 6 % en 2008) sous l'effet d'une contraction de la demande d'exportations, d'une diminution des entrées de capitaux et d'une baisse des prix des produits de base.

S'agissant des pays émergents d'Afrique, plus touchés que prévu par le repli du commerce extérieur international, les projections de croissance ont été révisées à la baisse de 0,3 point pour 2009 mais restent inchangées pour 2010 (+4,1%). Ce taux devrait ensuite remonter à environ 4,7% en 2010, soit un taux encore inférieur à celui enregistré avant la crise. Globalement, selon le FMI, une diminution d'un point de la croissance mondiale (pondérée en fonction des échanges par partenaires commerciaux) se traduirait, en moyenne, par un recul d'environ 0,5 point de la croissance du PIB en Afrique.

### • Inflation

Depuis le début de l'année 2008, la surchauffe et l'envolée des cours des produits de base ont alimenté une inflation excessive. La forte baisse des prix du pétrole et de l'alimentation qui a suivi, sur fond de creusement des écarts de production, a conduit à un ralentissement sensible de l'inflation. En taux annuel, les prix à la consommation ont fléchi de plus de 4 % dans les pays avancés au 4<sup>ème</sup> trimestre de 2008. Les tensions inflationnistes ont continué de s'atténuer du fait de la fragilité persistante de l'économie mondiale (à peine +1,7 % en glissement annuel en mai 2009 contre environ 6 % un an plus tôt). Dans les pays avancés, l'inflation non corrigée est tombée au-dessous de 0 % en mai 2009, les prix du pétrole étant restés bien en deçà de leur niveau d'un an plus tôt, même s'ils se sont redressés récemment. L'inflation sous-jacente demeure voisine de 1½ %, contre 2 % il y a un an. De la même manière, l'inflation non corrigée et l'inflation sous-jacente ont reculé dans les pays émergents, où elles atteignaient en mai moins de 4½ % et environ 1 %, respectivement. Le FMI estime l'inflation annuelle pour les économies avancées à 0,1% en 2009 (contre 3,4% en 2008), et à respectivement 5,3% contre 9,3% pour les pays émergents et en développement. Les prévisions de 2010 laissent entrevoir un taux d'inflation de 0,9% pour l'ensemble des économies avancées et de 4,6% pour les pays émergents et en développement.

### • Evolution des cours des matières premières

L'année 2008 a été marquée par des variations exceptionnellement fortes des cours de matières premières, à la hausse comme à la baisse. La forte croissance des cours observée depuis le début des années 2000 s'est poursuivie jusqu'à l'été 2008 puis les cours se sont effondrés sur le second semestre, sous l'impact de la crise financière puis du tassement du commerce mondial provoqué par la récession dans les pays développés.

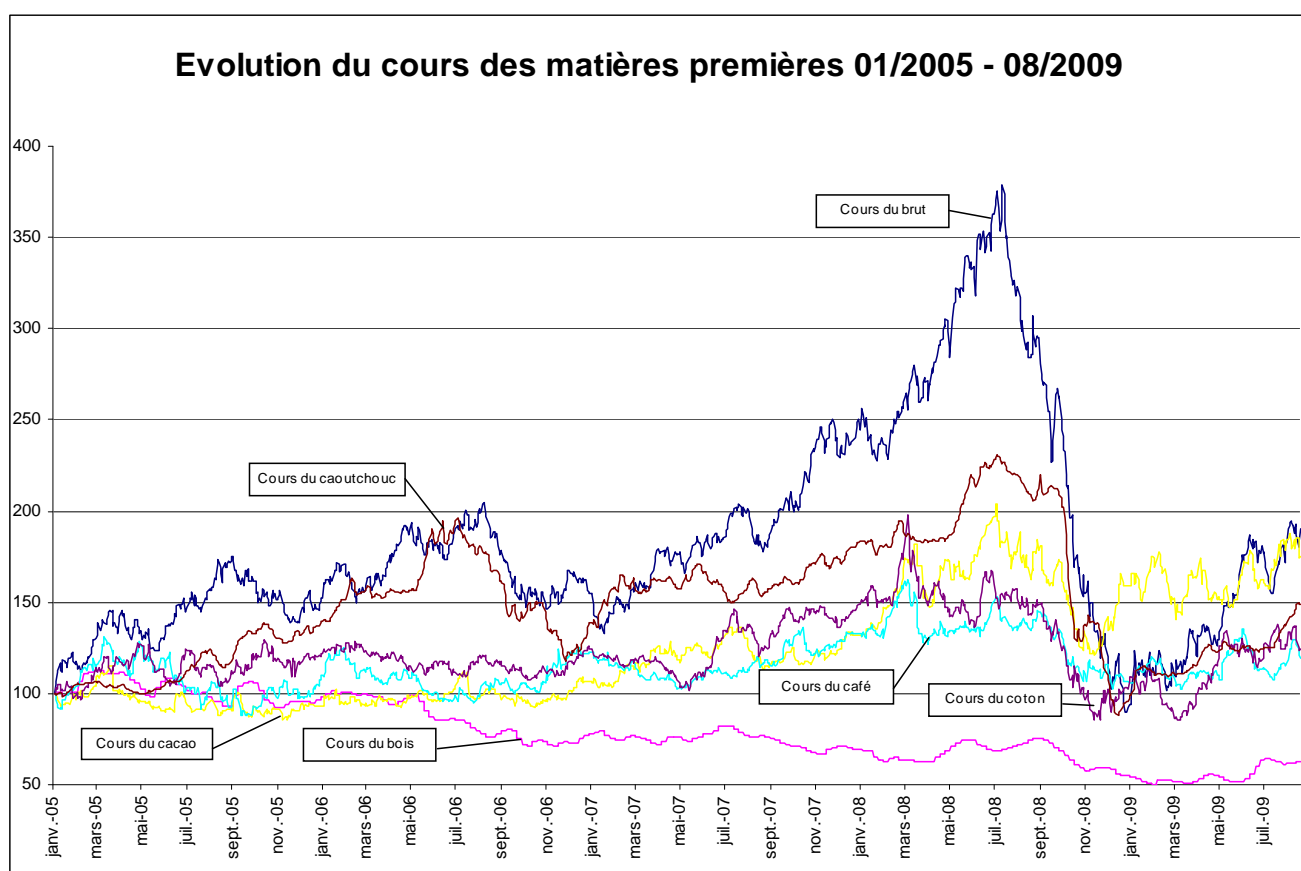
**En moyenne annuelle sur 2008, les cours des principales matières premières exportées par les pays de la Zone franc ont connu une très forte hausse.** Sont concernés à la fois les produits agricoles tels que le cacao (+ 31,3 % par rapport à 2007), le café (+ 21,3 %), les huiles d'arachide (+ 56,4 %) et de palme (+ 21,3 %), le coton (+ 12,6 %) et le caoutchouc (+13,6%) mais également le pétrole (+ 33,9 %) et les produits miniers (phosphates +127%, or +25,1%) à l'exception de l'uranium (-35,7%).

Depuis le début de l'année 2009, et à l'exception du cacao, dont l'offre sur le marché international s'avère insuffisante par rapport à la demande ce qui permet d'amortir les facteurs baissiers dus à l'environnement international, l'évolution des cours de la plupart de produits est orientée à la baisse : cacao (-10,4% en glissement annuel en juin 2009), café (-32%), huiles d'arachide (-42,3%) et de palme (-39,1 %), coton (-20,1 %), caoutchouc (-46,7%), pétrole (-48,3%), phosphates (-76,9%), uranium (-31,6%). Comme d'habitude, l'or fait figure d'exception (+7%) en tant que valeur refuge des épargnants.

S'agissant du pétrole, la volatilité de son prix illustre parfaitement l'instabilité des déterminants d'offre et de demande, qui rendent la brutalité de son évolution paroxystique : le cours a atteint un pic à 146 USD/ baril à la mi-juillet 2008 avant de chuter à 36 USD fin décembre. Selon le FMI, le prix moyen perçu par les pays exportateurs en 2008 a été de 90 USD, soit une hausse de 80 % par rapport à 2007. En 2009, les cours se sont stabilisés entre 36 et 50 USD/baril au 1<sup>er</sup> trimestre puis ont amorcé une remontée à partir de début mai avec des cours oscillant entre 56 et 73,5 USD/baril à la fin août 2009. Mais si le cours du Brent reste à des niveaux confortables pour les producteurs, le problème réside dans la capacité limitée à accroître l'offre en volume de la Zone franc. Ainsi, à l'exception du Congo, la plupart des producteurs de pétrole de la Zone franc (Guinée Equatoriale, Gabon, Cameroun, Tchad) ont tendance à voir leur production stagner voire décroître. Compte tenu de la forte dépendance de ces pays à l'exportation (taux d'ouverture moyen de 54%) et de la faible diversification du tissu productif, l'impact sur les recettes budgétaires apparaît dès lors très substantiel.

S'agissant du coton, les cours se sont bien tenus sur les trois premiers trimestres de 2008, atteignant 1,72 USD/kg en août 2008, avant un recul significatif au quatrième trimestre (1,22 USD/kg en décembre 2008). Ils se sont ensuite légèrement redressés retrouvant, en juin 2009 le niveau moyen de 2007 (1,35 USD/kg). Au total, l'indice A de « cotton-outlook », qualité de coton d'Afrique du Centre et de l'Ouest, a reculé en juin 2009 de 20,1 % par rapport à juin 2008, du fait de la dépression du marché du textile. Après une campagne mondiale 2007-2008 évaluée à 26,2 millions de tonnes, les prévisions pour 2008-2009 sont de l'ordre de 23,4 millions, les surfaces emblavées diminuant sensiblement, en raison de la relative faiblesse des prix aux producteurs alors que la demande mondiale devrait reculer à 22,7 millions de tonnes.

Les cours mondiaux des principaux bois tropicaux ont également été orientés à la baisse, en 2008, compte tenu de la chute de la demande mondiale qui était alimentée par le boom immobilier, notamment en Chine. Les cours du bois scié du Cameroun ont connu sur l'année une augmentation moyenne de 26% mais avec une forte rupture à la mi-année qui se traduit par un recul de près de 32% entre le niveau de juin 2008 et celui de juin 2009.



Sur la période récente, on observe une certaine remontée récente des prix des produits de base, qu'on peut relier à un phénomène plus global de stabilisation de l'économie mondiale et de raffermissement des anticipations des agents économiques. Dans le cas du pétrole, les prix ont réagi vivement au sentiment que la dynamique du marché était en train d'évoluer, et que, d'une

situation d'offre fortement excédentaire, l'on se dirigeait vers une situation plus équilibrée. Les marchés à terme prévoient un cours de 74,50 USD/ baril pour 2010, soit un niveau du même ordre de grandeur que le niveau actuel.

**L'or demeure une valeur refuge.** Les cours de l'once qui se maintenaient dans une fourchette de 512 à 712 USD/once en 2006 puis de 604 à 845 USD en 2007 sont passés à 711 USD/once au début de l'année 2008 pour se maintenir largement au dessus des 900 USD/Once (avec un pic à 1011 USD en mars). Les cours restent élevés depuis le début de l'année 2009, dans une fourchette comprise entre 810 et 954 USD/Once (le plus haut enregistré à la date du 24 août). Pour les principaux pays exportateurs (Sénégal, Mali) c'est une bonne nouvelle. Si cette tendance se poursuit, la Côte d'Ivoire pourrait en tirer bénéfice avec le développement de son plus grand gisement (Tongon, au nord du pays, dont le potentiel est estimé à 9-10 t par an),

- **Flux de capitaux privés et transferts de fonds des migrants**

Le tassement des flux de capitaux privés se traduit par le report et l'annulation de projets d'investissement, notamment dans les industries extractives (pétrole, uranium) et les infrastructures lourdes (routes, électricité). En effet, **les IDE**, qui avaient pris le pas sur l'aide publique au développement (APD) en Afrique (53 Mds USD en 2007 contre 29 Mds USD en 2000) ont chuté à 28,6 Mds USD en 2008 et sont prévus à 26,7 Mds USD en 2009. Cette diminution des IDE, qui résulte tant de l'assèchement des liquidités internationales et de l'aversion au risque que de la détérioration de la rentabilité de certains projets d'investissement (notamment dans l'extraction minière), augure mal de la capacité de rebond de ces économies à court terme. Compte tenu du poids des investissements privés dans leur économie, la Guinée Equatoriale (14% du PIB), le Burkina Faso (9%), le Mali (5%) apparaissent comme potentiellement les plus affectés. De même, **les transferts de fonds des migrants**, qui représentent un complément de revenu essentiel à la consommation des ménages dans certains pays ont déjà commencé à baisser significativement en raison du ralentissement de l'activité économique dans les pays d'accueil, essentiellement en Europe. En l'absence de tout filet de sécurité sociale, les répercussions sociales pourraient être importantes dans les pays les plus dépendants de ce type de flux (Togo et Sénégal avec 9% du PIB et surtout les Comores avec 23% du PIB).

### 3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN ZONE FRANC

---

#### 3.1 UEMOA

---

##### • Production

En 2008, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 3,7% contre 3,4% en 2007, suite à une amélioration de la croissance dans la plupart des Etats membres. Cette situation s'explique essentiellement par les performances du secteur primaire qui a bénéficié de meilleures conditions climatiques, en dépit des inondations survenues dans certains Etats membres.

*Par pays, le taux de croissance se présente comme suit : Bénin (5,0%), Burkina (5,3%), Côte d'Ivoire (2,3%), Guinée-Bissau (3,1%), Mali (5,2%), Niger (9,5%), Sénégal (2,5%) et Togo (1,6%).*

Pour l'année 2009, les perspectives économiques sont marquées par les effets de la crise financière internationale qui a induit un ralentissement de la croissance mondiale, une baisse des cours des matières premières et un ralentissement des transferts en provenance des pays développés (voir chapitre spécifique) ainsi que les difficultés persistantes de la filière coton dans la plupart des Etats membres. A cela s'ajoutent les incertitudes sur la campagne agricole en cours, des organismes spécialisés annonçant des conditions climatiques moins favorables, comparées à celles de l'année dernière. Toutefois, il est attendu une amélioration du climat socio politique et la poursuite des travaux de construction d'infrastructures, qui permettraient globalement d'atteindre un taux de croissance de 3,5%.

*Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (3,8%), Burkina Faso (3,5%), Côte d'Ivoire (3,7%), Guinée-Bissau (2,9%), Mali (4,1%), Niger (3,0%), Sénégal (3,1%) et Togo (2,5%).*

##### • Prix et inflation

En 2008, la croissance a été réalisée dans un contexte de fortes tensions inflationnistes, avec un taux d'inflation annuel moyen qui est ressorti à 7,4% contre 2,4% en 2007. Cette hausse de l'inflation est due à la crise des prix des produits alimentaire et énergétique ainsi qu'aux mauvais résultats de la campagne agricole 2007/2008 qui ont induit une progression des prix des produits alimentaires et des transports notamment. Ces tensions ont été enregistrées en dépit des nombreuses mesures prises par les Gouvernements des Etats membres pour atténuer la hausse des prix des produits alimentaires.

*Par pays, le taux d'inflation annuel moyen se présente comme suit : Bénin (7,9%), Burkina Faso (10,7%), Côte d'Ivoire (6,3%), Guinée-Bissau (10,4%), Mali (9,2%), Niger (11,3%), Sénégal (5,8%) et Togo (8,7%).*

*En ce qui concerne le taux d'inflation sous-jacente, il est ressorti à 5,9% contre 2,0% en 2007. Par pays, il se présente comme suit : Bénin (6,4%), Burkina Faso (6,7%), Côte d'Ivoire (4,0%), Guinée-Bissau (5,7%), Mali (8,0%), Niger (7,0%), Sénégal (4,2%) et Togo (5,7%)*

En 2009, il est attendu une baisse de l'inflation, en rapport avec la détente observée sur les cours du pétrole et des produits alimentaires sur le marché international. Les résultats obtenus au cours des cinq premiers mois de l'année 2009 avec un taux d'inflation de 4,3% contre 5,1% pour la même période en 2008, attestent d'un repli certain de l'inflation malgré la poursuite des tensions inflationnistes. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des prix des produits alimentaires de 7,8% après 10,4% enregistré sur cette période en 2008. Cette légère tendance à la baisse observée au cours des premiers mois pourrait néanmoins être ralentie compte tenu de la perspective de la hausse des tarifs de l'énergie électrique et des prix des produits pétroliers. Cette augmentation est déjà effective au Sénégal et au Bénin ; elle ne devrait pas tarder à l'être en Côte d'Ivoire, au Mali et au Togo. A cela, il convient d'ajouter les incertitudes qui pèsent sur la campagne agricole en cours.

Dans ces conditions, **la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3% maximum pourrait ne pas être respectée par la plupart des Etats membres au terme de l'année 2009.**

##### • Finances publiques et dette publique

En 2008, la situation des finances publiques a été caractérisée par une réduction des principaux déficits budgétaires en rapport principalement avec la baisse des dépenses de capital. Les recettes budgétaires ont augmenté de 9,5% pour représenter 17,7% du PIB contre 18,2% en 2007, grâce aux recettes fiscales qui se sont accrues de 9,3%. Le taux de pression fiscale est ressorti à 15,2% contre 15,5% en 2007. La croissance des recettes fiscales, dans tous les Etats membres, est consécutive aux efforts de recouvrement, notamment la lutte contre la fraude fiscale, l'examen plus rigoureux des exonérations, l'informatisation des régies et une plus grande collaboration entre les régies.

**Par pays, le taux de pression fiscale se présente comme suit : Bénin (17,2%), Burkina Faso (12,2%), Côte d'Ivoire (15,5%), Guinée-Bissau (10,8%), Mali (13,3%), Niger (11,7%), Sénégal (18,3%) et Togo (14,6%).**

Quant aux recettes non fiscales, elles ont connu une hausse de 11,0% pour représenter 2,3% du PIB contre 2,4% en 2007. Cette progression est liée principalement au recouvrement des dividendes payés par les sociétés minières, aux recettes tirées des licences de téléphonie mobile et des accords de pêche.



En ce qui concerne les dons, ils ont augmenté de 2,3% pour représenter 2,8% du PIB contre 3,0% en 2007. Les dons se sont accrus notamment en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Togo, en rapport avec la reprise progressive de l'assistance extérieure à ces Etats.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 7,5% pour représenter 22,2% du PIB contre 23,2% en 2007. Cette progression, enregistrée dans tous les Etats membres, est portée par les dépenses courantes. En effet, celles-ci ont été en hausse de 9,5%, essentiellement sous l'effet de l'accroissement des dépenses de transferts et subventions de 14,7% et de la masse salariale de 11,2%. L'accroissement de la masse salariale est lié aux recrutements effectués et au paiement d'indemnités aux fonctionnaires dans plusieurs Etats membres. Les dépenses en capital ont reculé de 2,7%. Cette évolution moyenne agrège en réalité une baisse au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal et une progression dans les 4 autres Etats membres. Au Bénin et au Burkina, le recul a concerné les investissements financés sur ressources extérieures. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire et le Togo notamment, l'amélioration obtenue serait liée à l'inverse à la reprise progressive de l'assistance extérieure.

La hausse des dépenses courantes, jointe à la progression des dépenses en capital financées sur ressources internes de 22,4%, ont induit un accroissement des dépenses de base de 10,4%. Il en est résulté un déficit du solde budgétaire de base représentant -1% du PIB, comme en 2007 (resp. un excédent de +0,6% contre +0,5% si l'on ajoute les dons et ressources PPTe). Le déficit global hors dons s'est réduit en se situant à 4,5% du PIB contre 5,1% en 2007. Quant au déficit global, il a également baissé en passant de 2,0% du PIB en 2007 à 1,8% en 2008.

La situation des finances publiques a été, par ailleurs, marquée en 2008 par des tensions de trésorerie dans certains Etats membres, qui se sont traduites par des accumulations d'arriérés de paiement dans ces Etats, à savoir la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo. Le montant des arriérés de paiement accumulés par ces Etats s'est élevé à 404,6 milliards dont 313,6 milliards au titre des arriérés de paiement extérieurs.

En 2009, il est attendu une dégradation des principaux soldes budgétaires. Les recettes budgétaires ne progresseraient que de 4,7% grâce aux recettes fiscales pour représenter 17,6% du PIB, les recettes non fiscales étant attendues en forte baisse. La hausse concernerait tous les Etats membres sauf la Guinée-Bissau et le Niger et serait fondée sur la poursuite de l'application des mesures administratives dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale et le début de la mise en œuvre du programme de transition fiscale. Sous ces hypothèses, le taux de pression fiscale s'améliorerait à 16,0%, la hausse attendue des recettes fiscales étant de 11,1%. Les recettes non fiscales en revanche chuteraient de 37,5% compte tenu des diminutions attendues en Guinée-Bissau et au Niger. Le niveau des recettes non fiscales était exceptionnel en 2008 dans ces deux pays, du fait de l'encaissement de recettes liées aux accords de pêche pour la Guinée-Bissau et aux licences d'exploration minière pour le Niger.

Les dépenses totales et prêts nets s'accroîtraient de 11,1% pour représenter 22,0% du PIB. Cette hausse des dépenses publiques serait portée principalement par les dépenses en capital qui progresseraient de 28,0%. L'accroissement des dépenses en capital concernerait tous les Etats membres sauf la Côte d'Ivoire, confrontée à l'insuffisance de ressources extérieures. La progression enregistrée dans les autres Etats membres serait liée à la poursuite des travaux de construction d'infrastructures. Quant aux dépenses courantes, elles seraient en hausse de 4,7% en moyenne, tirée par la forte progression au Bénin, au Mali et au Niger.

La progression des dépenses courantes et la hausse des dépenses d'investissement financées sur ressources internes entraîneraient un accroissement des dépenses de base de 6,3%. Il en résulterait une réduction de l'excédent du solde budgétaire de base qui ressortirait à 0,1% du PIB. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils s'aggravaient pour représenter 5,9% et 2,8% du PIB, respectivement.

En ce qui concerne la dette publique, la situation s'améliore régulièrement depuis plusieurs années. A fin 2008, l'encours de la dette publique a représenté 44,2% du PIB contre 49,0% à fin décembre 2007. Cette baisse est liée principalement aux allègements obtenus par le Togo qui a atteint le point de décision de l'Initiative PPTe en novembre 2008. La diminution se poursuivrait en 2009 et l'encours de la dette représenterait 41,5% du PIB. L'atteinte du point de décision par la Côte d'Ivoire fin mars 2009 et la bonne exécution du programme économique et financier en cours en Guinée-Bissau devraient permettre à ces deux pays de bénéficier également des allègements liés à ces différentes initiatives.

#### • Commerce extérieur et balance des paiements

En 2008, le profil des transactions extérieures courantes des Etats membres de l'Union a été impacté par l'environnement international peu favorable, marqué principalement par la forte hausse des cours des produits importés. Ainsi le déficit des transactions courantes se serait accru de 73,6 milliards pour s'établir à 1 839 milliards, en raison principalement du creusement du déficit de la balance commerciale et de celui des services. Hors dons, le déficit courant passerait de 7,5% du PIB en 2007 à 7,2 % du PIB en 2008.

Le déficit de la balance commerciale s'inscrirait en hausse à 1.019,6 milliards contre 994,9 milliards en 2007, en relation avec la progression des importations de 9,5% à 8.967,3 milliards, en raison principalement du renchérissement des produits pétroliers et alimentaires.

La dégradation du solde commercial a pu cependant être atténuée par le redressement des exportations. En effet, les ventes de l'Union à l'extérieur se situeraient à 7 948 milliards, en progression de 10,4% par rapport à 2007, grâce à la bonne tenue des

exportations de pétrole, d'or, d'uranium et de cacao. En particulier, les ventes de produits pétroliers s'inscriraient en hausse de 29,6% en valeur, portées par le niveau élevé des cours du pétrole.

Le solde global de la balance des paiements pâtirait également de la réduction sensible de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Cet excédent se replierait en effet de 602,3 milliards en 2008, soit une baisse de 25,1%, du fait essentiellement des apurements d'arriérés de paiement extérieurs dans certains Etats et de la baisse des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Au total, l'excédent global de la balance des pays de l'Union passerait de 777,9 milliards en 2007 à 81,0 milliards en 2008.

Les prévisions pour l'année 2009 prennent en compte la propagation des effets de la crise économique mondiale. En particulier, les hypothèses retenues se fondent sur une chute des cours des matières premières, singulièrement le pétrole et le coton, et des prix des produits alimentaires importés, ainsi qu'un repli des entrées de capitaux privés étrangers. Ces prévisions intègrent également la consolidation des relations avec les partenaires au développement, notamment pour les pays de l'Union en sortie de crise. Le solde global de la balance des paiements dans l'ensemble de l'Union dégagerait un excédent de 105,0 milliards, contre 81,0 milliards en 2008, en liaison avec l'amélioration du solde du compte courant et de celui du compte de capital et d'opérations financières. Le déficit des transactions courantes s'établirait, en effet, à 1.803,1 milliards contre 1.839,2 milliards en 2008. Ce repli du déficit courant résulterait de l'incidence de la décrue des importations, en relation avec le recul important des cours du pétrole et des produits alimentaires. Les importations s'inscriraient ainsi en baisse pour la première fois depuis 1993, avec un taux de croissance de -8,8% par rapport à 2008. L'impact du repli des importations sur le déficit courant a été cependant atténué, de façon significative, par la baisse de 7,9% des exportations de biens résultant notamment de celle des ventes extérieures de produits pétroliers et de coton imputable au repli des cours. En lien avec les effets de la crise économique mondiale, il est attendu, en outre, un accroissement du déficit des services lié à la baisse des recettes touristiques, ainsi qu'une réduction sensible des entrées nettes au titre des transferts courants privés, du fait du recul des envois de fonds des migrants.

Hors dons, le déficit du compte courant s'établirait à 7,2% du PIB, inchangé par rapport en 2008. L'excédent du compte du capital et d'opérations financières se situerait, pour sa part, à 1.908,1 milliards, en hausse de 6,2% par rapport à 2008, du fait singulièrement de la mobilisation accrue de ressources auprès des partenaires au développement, à la suite de la normalisation des relations entre certains pays de l'Union et les Institutions de Bretton Woods. Les flux de capitaux privés, notamment au titre des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille s'inscriraient toutefois en baisse, en relation avec la crise financière et les désengagements, notamment sur le marché des titres publics.

#### • Situation monétaire

Le Conseil des Ministres de l'UMOA, au cours de sa session de septembre 2007, avait arrêté les directives de politique de la monnaie et du crédit pour l'année 2008. Ces Directives fixaient un objectif d'accroissement des **avoirs extérieurs nets** de l'Union de 155,5 milliards à fin décembre 2008, une hausse de 10,3% du crédit intérieur et partant, une progression de 8,6% de la masse monétaire. Au terme de l'année 2008, l'évolution des agrégats monétaires a été caractérisée par une consolidation plus modérée des avoirs extérieurs nets, une hausse plus importante que prévu du crédit intérieur et de la masse monétaire.

**Les avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires se sont accrus d'une année à l'autre de 91,4 milliards pour s'établir à 4.757,2 milliards à fin décembre 2008.

**Le crédit intérieur** a enregistré une progression de 746,0 milliards ou 13,9%, pour s'établir à 6.132,1 milliards à fin décembre 2008, reflétant l'accroissement des crédits à l'économie et la dégradation de la Position nette des Etats vis-à-vis du système bancaire.

**L'encours des crédits à l'économie** s'est renforcé de 722,7 milliards ou 14,7%, d'une année à l'autre, pour s'établir à 5.627,0 milliards à fin décembre 2008. Cette hausse est portée essentiellement par les crédits ordinaires qui se sont accrus de 739,8 ou 15,5%, dont l'impact a été atténué par le repli de 17,1 milliards ou 11,6% des crédits de campagne. La progression des crédits ordinaires résulterait principalement des concours octroyés à des entreprises des secteurs de l'énergie, de l'agro-industrie, des télécommunications et du commerce.

**La position nette débitrice des Gouvernements**, ressortie à 505,1 milliards à fin décembre 2008, reflète une dégradation de 23,5 milliards par rapport à son niveau atteint à fin décembre 2007. Cette situation est liée au règlement de plusieurs dépenses engagées par les Etats, ainsi qu'aux effets des mesures d'exonération sur des produits de grande consommation dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie.

En rapport avec l'évolution de ses contreparties, **la masse monétaire** a enregistré une progression de 9,6%, pour s'établir à 9.327,2 milliards à fin décembre 2008. Cet accroissement de la liquidité globale est porté par la hausse de 580,1 milliards ou 9,7% des dépôts et celle de 235,6 milliards ou 9,3% de la circulation fiduciaire.

**Les perspectives pour l'année 2009** laissent apparaître à mi parcours, une évolution contrastée des agrégats monétaires. A fin juin 2009, les avoirs extérieurs nets se situent en recul à 4.518,5 milliards alors que selon les orientations du Conseil des Ministres contenues dans les directives de la politique de la monnaie et du crédit arrêtées pour l'année 2009, les avoirs extérieurs nets de l'Union devraient connaître une hausse de 105,0 milliards, pour s'établir à 4.926,3 milliards. La masse monétaire est ressortie à 9.408,2 milliards à fin juin 2009 et devrait s'accroître de 5,0% à fin décembre 2009 pour atteindre 9.704,0 milliards à fin décembre

2009. Le crédit intérieur pour sa part, s'est situé à 6.476,3 milliards à fin juin 2009 pour un objectif de progression de 278,1 milliards, ou 4,7% à 6.221,3 milliards à fin décembre 2009.

Les évolutions enregistrées à fin juin 2009 laissent apparaître un niveau de 5.666,0 milliards des crédits à l'économie et de 810,3 milliards pour la position nette des Gouvernements. La hausse attendue de l'encours du crédit intérieur à fin décembre 2009 serait induite par un accroissement de 265,3 milliards, ou 5,0% des crédits à l'économie. Pour sa part, la Position Nette des Gouvernements se dégraderait de 12,8 milliards pour se chiffrer à 610,2 milliards.

Attendus à 5.611,1 milliards à fin décembre 2009, les crédits à l'économie enregistreraient par rapport à décembre 2008, une progression qui serait induite par la hausse de 262,6 milliards des crédits ordinaires et de celle de 2,7 milliards des crédits de campagne.

### 3.2 CEMAC

---

Dans un environnement international marqué essentiellement par la crise financière internationale, la situation économique, financière et sociale de la CEMAC en 2008 a été caractérisée par un ralentissement de l'activité économique, une consolidation des soldes budgétaires impulsée par le maintien à un niveau élevé des prix moyens des principaux produits d'exportation et particulièrement des produits pétroliers, un raffermissement du compte extérieur courant et de la situation monétaire. Par ailleurs, les économies dans leur ensemble ont connu une reprise des poussées inflationnistes en 2008.

#### • Production

En 2008, la croissance économique réelle de la CEMAC a été estimée à 3,8% contre 4,4% en 2007, entraînant ainsi une appréciation du PIB réel par habitant de 1,2%. Par pays, cette croissance s'établit comme suit : Centrafrique (+2,2% contre +3,6% en 2007), Gabon (+2,3% contre +5,6% en 2007), Guinée Equatoriale (+15,0% contre +23,2% en 2007), Tchad (-0,7% contre +1,8% en 2007) et Cameroun (+3,1% contre +3,4% en 2007). Ce ralentissement de l'activité économique dans la sous région a été partiellement atténué par la performance économique enregistrée au Congo où le taux de croissance est passé de -1,6% en 2007 à 6,4% en 2008.

**Du côté de l'offre**, la croissance a été principalement soutenue par le secteur non pétrolier qui a contribué de 3,1 points alors que l'apport du secteur pétrolier n'a été que de 0,7 point.

La contribution du **secteur primaire** a été 0,1 point, reflétant le fléchissement des extractions pétrolières et la chute de la production de bois. En revanche, le concours de la branche de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche a été de 0,5 point à la croissance, sous l'effet du redressement des cultures vivrières et maraîchères principalement, grâce notamment aux conditions climatiques favorables enregistrées dans la plupart des États de la CEMAC en 2008. Les appuis multiformes apportés aux paysans par les structures de recherche et développement agricole ont également renforcé la croissance de ce secteur. La poursuite des activités dans le cadre du Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire, ainsi que des conditions de transformation et de conservation des produits agricoles et d'élevage, dans presque tous les pays de la CEMAC a contribué à accroître la croissance en 2008.

La participation de la sylviculture à la croissance a été négative (-0,3 point), en liaison avec la morosité du marché des bois tropicaux notamment asiatique. Ainsi, les exportations des grumes, toutes essences confondues, ont diminué de 16,7% en volume par rapport à 2007. Cette baisse procède des contractions enregistrées dans tous les pays exportateurs de grumes dont le Cameroun (-10%), la Centrafrique (-17%), le Congo (-6,3%), le Gabon (-22,9%) et la Guinée Équatoriale (-19,7%).

Les **industries extractives** ont contribué négativement à la croissance (-0,1 point), en rapport avec les effets de la crise financière internationale sur la demande mondiale et la baisse de la production de pétrole brut dans la plupart des États. En effet, la production du pétrole brut a diminué de 1,6%, de 52,4 Mt en 2007 à 51,6 Mt en 2008, en raison de la forte contraction observée au Tchad (-11,2%) et dans une moindre mesure au Cameroun, au Gabon et en Guinée Equatoriale (respectivement -1,8%, -2,6% et -0,6%). En revanche, la production pétrolière s'est accrue au Congo (+4,2%) à la faveur de la réhabilitation du Champ de Nkossa et de l'entrée en production du champ de Moho-bilondo. En définitive, la Guinée-Équatoriale reste le premier pays producteur de pétrole brut dans la CEMAC avec 17,4Mt, devant le Congo (11,7Mt), le Gabon (11,8Mt), le Tchad (6,5Mt) et le Cameroun (4,3Mt).

La production de méthanol et autres gaz en Guinée Équatoriale a participé fortement à la croissance en 2008. En effet, elle a atteint 4,7 Mt contre 3,3 Mt en 2007, grâce à la poursuite de la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités de l'usine de Punta Europa et de la mise en production de l'usine de LNG (gaz naturel liquéfié) depuis mai 2007 et dont le rendement est devenu de plus en plus important.

En revanche, le concours des industries minières a été négatif, traduisant les difficultés rencontrées par les activités diamantifères en Centrafrique. Au total, la production de diamants bruts a baissé de 9,7%, à 377 200 carats en 2008 contre 417 700 carats en 2007. Dans le même temps, la production de manganèse par la Comilog au Gabon a reculé de -2,6% à 3,3Mt.

Dans le **secteur secondaire**, les industries manufacturières ont soutenu la croissance à hauteur de 0,4 point grâce à la fermeté de la demande intérieure et une bonne tenue de l'activité, particulièrement dans les industries agroalimentaires dans la plupart des États membres. L'apport de la branche «électricité, gaz et eau» a été de 1,2 point, en liaison avec le renforcement des capacités de production des centrales électriques en Guinée-Équatoriale, au Cameroun et au Gabon. Cette branche a également bénéficié de la

normalisation progressive des approvisionnements en énergie électrique. La contribution des bâtiments et travaux publics à la croissance a été importante (0,6 point) en liaison avec le bon comportement des travaux d'utilité publique notamment les travaux routiers occasionnés par des dépenses soutenues d'investissements tant intérieurs qu'extérieurs. Le dynamisme de la construction de logements privés dans la plupart des États membres a renforcé la croissance de cette branche.

Dans le **secteur tertiaire**, les activités commerciales, touristiques, de transports et des télécommunications ont participé positivement à la croissance à concurrence de 1,3 point, en rapport avec notamment la hausse des revenus des ménages et l'expansion continue de la téléphonie mobile. Par ailleurs, ce secteur a bénéficié de la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures routières et le développement des activités liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (informatique et Internet). Enfin, les services non marchands ont soutenu la croissance à hauteur de 0,3 point, en rapport avec l'augmentation de la masse salariale des fonctionnaires de l'administration publique, liée aux nouveaux recrutements intervenus en particulier dans les secteurs prioritaires dans la plupart des États membres.

**S'agissant de la demande**, la demande intérieure a constitué la principale locomotive de la croissance économique avec un concours de 7,8 points, tirée par le dynamisme de la consommation globale (+2,8 points) qui a été impulsée par la consommation privée grâce aux recrutements dans les secteurs prioritaires de la plupart des États membres et les investissements bruts (+5,1 points). En revanche, la demande extérieure nette a obéré la croissance à concurrence de 4,1 points, la vigueur des exportations étant compensée par l'accroissement notable des importations.

Les perspectives économiques et financières de la CEMAC pour **2009** seraient dans l'ensemble marquées par: i) un ralentissement plus prononcé de la croissance économique, en liaison avec l'impact récessif de la conjoncture internationale; ii) une dégradation sensible des comptes extérieurs et des finances publiques, associées néanmoins à iii) un recul des tensions inflationnistes.

En effet, le taux de croissance réelle attendue au niveau communautaire serait de 1,6% contre 3,8% en 2008 avec par pays : 2,7% au Cameroun, 2,4% en Centrafrique, 7,2% au Congo, -0,8% au Gabon, -7,1% en Guinée Equatoriale, et 1,5% au Tchad.

#### • Prix et inflation

Au terme de l'année 2008, l'évolution du niveau général des prix dans la CEMAC a été marquée par de fortes poussées inflationnistes. En effet, sur la base des statistiques fournies par les Administrations nationales en charge du suivi de l'évolution des prix à la consommation des ménages, le taux d'inflation de la Communauté, mesuré par la variation de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation des ménages, s'est située à 5,7% à fin décembre 2008 contre 1,6% à fin décembre 2007.

Cette augmentation des prix s'explique par i) l'augmentation des prix des produits alimentaires au niveau international, accentuée par les difficultés d'approvisionnement au Cameroun, au Gabon, au Congo et en Guinée Equatoriale ; ii) les ajustements des prix du carburant à la pompe rendus nécessaires par la hausse du prix du baril de pétrole sur les marchés internationaux ; iii) les revalorisations salariales dans l'Administration publique enregistrées au Cameroun, au Congo et au Tchad ; iv) les acquis d'inflation résultant des troubles militaires survenus en début d'année au Tchad ; v) l'insécurité en République Centrafricaine et au Tchad ; vi) et par les comportements de marge et de spéculation de la part de certains opérateurs économiques de la Sous-région.

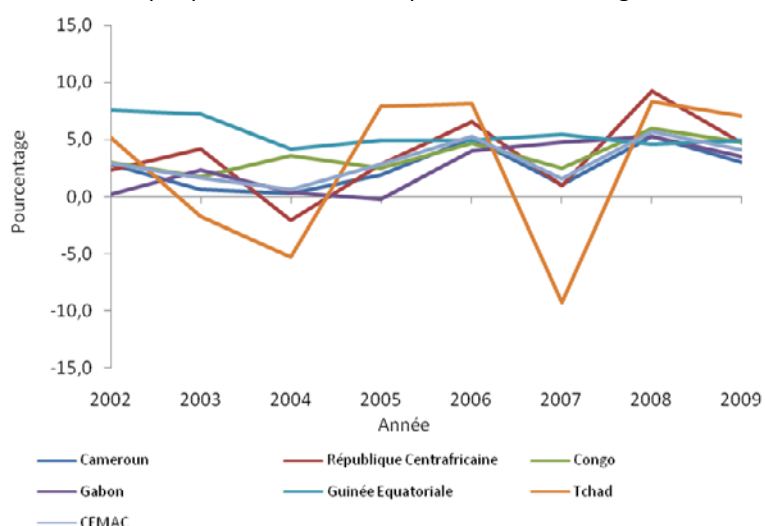
Par pays, le taux d'inflation se présente de la manière suivante : 5,3% au Cameroun, 9,3% en Centrafrique, 6% au Congo, 5,3% au Gabon, 4,7% en Guinée Équatoriale et 8,3% au Tchad.

Pour 2009, le taux d'inflation se situerait à 4,1% au niveau communautaire et demeurerait au-dessus de la norme communautaire de 3%. Par pays, le taux d'inflation serait de: 3% au Cameroun, 4,7% en Centrafrique, 4,8% au Congo, 3,5% au Gabon, 5% en Guinée Équatoriale et 7% au Tchad.

#### • Finances publiques et dette publique

En 2008, les **recettes budgétaires totales** ont augmenté 30,2% par rapport à 2007 (10 768 Mds en 2008 contre 8 268 Mds en 2007). Cette progression est essentiellement attribuable à l'accroissement des recettes pétrolières compte tenu du niveau élevé des cours internationaux du pétrole par rapport à la moyenne de 2007, et ce malgré le reflux des cours observé à partir du second semestre 2008. En effet, à elles seules **les recettes pétrolières** ont été évaluées à 7 948 Mds contre 5 535 Mds en 2007 (soit + 43,6%). Cette augmentation des recettes pétrolières a été observée au Cameroun (631 Mds en 2007 à 810 Mds en 2008), au Congo (1 284,5 Mds

Graphique 1: Évolution des prix dans la sous-région



en 2007 à 2 118 Mds en 2008), au Gabon (958 Mds en 2007 à 1 361 Mds en 2008), en Guinée Equatoriale (2 097 Mds en 2007 à 2 881 Mds en 2008) et au Tchad (563 Mds en 2007 à 777 Mds en 2008). Les recettes **non pétrolières** n'ont progressé que de 3,2% à 2 820 Mds en 2008 contre 2 733 Mds en 2007, en dépit des efforts engagés en matière de collecte d'impôts, d'élargissement de l'assiette fiscale et de réformes des régies financières. Néanmoins, on peut noter une amélioration de la gestion des finances publiques en Centrafrique, qui s'est traduite par une augmentation du taux de pression fiscale. Globalement le taux de pression fiscale s'est situé au niveau communautaire à 14,1% contre 14,8% en 2007. Cette faible performance s'explique en partie, pour ce qui concerne 2008, par les mesures de pauses fiscales prises pour juguler les effets de la crise financière.

Par pays, le taux de pression fiscale se présente de la manière suivante: 12,5% au Cameroun, 7,5% en Centrafrique, 17,4% au Congo, 21,9% au Gabon, 13% en Guinée Équatoriale et 10% au Tchad.

S'agissant des **dépenses budgétaires**, elles ont progressé de 23% (7 268 Mds en 2008 contre 5 912 Mds en 2007), en rapport essentiellement avec l'augmentation de 34,6% des dépenses en capital qui se sont établies à 3 053,5 Mds. L'augmentation des dépenses en capital est imputable aux dépenses dans les infrastructures de base et la lutte contre la pauvreté. De plus, les dépenses courantes ont atteint 4 215 Mds contre 3 642,5 Mds en 2007, en progression de 15,7%. Cette augmentation des dépenses courantes est attribuable aux accroissements observés notamment des traitements et salaires (1 266 Mds contre 1 085 Mds en 2007), reflétant principalement la volonté de la plupart des Autorités de la sous-région de soutenir le pouvoir d'achat des populations par une revalorisation des salaires et l'accroissement des effectifs dans la fonction publique. Les dépenses de biens et services ont également progressé à 1 261 Mds contre 1 092 Mds en 2007, en liaison avec l'amélioration du rythme de consommation des crédits budgétaires ainsi que des dépenses engagées au Tchad pour réparer les dégâts subis par les administrations publiques lors des événements de février 2008 et améliorer le contexte sécuritaire, indispensable à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP). Aussi, les dépenses au titre des transferts et subventions se sont-elles accrues à 1 356 Mds contre 1 171 Mds en 2007, en rapport notamment avec les dépenses exceptionnelles de sécurité engagées au Tchad suite aux événements de février 2008 et les contreparties des subventions liées aux prix des produits pétroliers et des denrées alimentaires.

Le solde budgétaire primaire s'est soldé par un excédent de 4 143 Mds correspondant à 12,4% du PIB en 2008 contre 2 922 Mds, soit 10,3% du PIB en 2007. De même, le solde budgétaire de base est ressorti excédentaire pour se situer à 11,4% du PIB en 2008 contre 9,2% du PIB en 2007.

En conséquence, la gestion budgétaire en 2008 s'est traduite par une amélioration de l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons qui s'est établi à 3 499,2 Mds (10,5% du PIB) en 2008 contre 2 356,3 Mds (8,3% du PIB) en 2007.

S'agissant de la **dette publique extérieure**, les évolutions des comptes extérieurs et budgétaires se sont traduites par une augmentation du ratio du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires (de 10,1% en 2007 à 15,2% en 2008) et du ratio du service de la dette par rapport aux exportations (de 5,3% à 8,4%), en liaison avec le traitement de la dette publique du Gabon effectué auprès des créanciers membres du Club de Paris. En revanche, le ratio du stock de la dette par rapport au PIB s'est contracté à 13,6% en 2008 contre 24,0% en 2007 grâce aux effets bénéfiques de l'initiative PPTTE au Cameroun, au Congo et en République Centrafricaine.

Pour 2009, la gestion des finances publiques se traduirait par un déficit budgétaire base engagements, hors dons, de 2,5% du PIB contre un excédent de 10,5% en 2008, causé par la chute des recettes budgétaires totales de 44,9% expliquée essentiellement par le tassement du marché pétrolier.

#### • Commerce extérieur et balance des paiements

Dans le domaine du **compte extérieur**, le solde des transactions courantes, hors transferts publics, de la CEMAC, déficitaire de 323 Mds en 2007 (-1,1% du PIB) s'est amélioré pour atteindre 581,5 Mds en 2008 (1,7% du PIB) essentiellement en raison des bons résultats enregistrés par le commerce extérieur et en dépit des déficits excessifs des autres composantes du compte extérieur courant.

En effet, l'excédent de la **balance commerciale** s'est accru de 28,5% à 11 433 Mds en 2008, grâce à l'activité soutenue dans les secteurs exportateurs et l'amélioration prononcée des termes de l'échange (+17,1%) en 2008. Les principaux produits d'exportation, dont les ventes ont soutenu le commerce extérieur sont le pétrole brut, le cacao, le manganèse, le caoutchouc, l'aluminium, le méthanol, et dans une moindre mesure le bétail et la banane, en raison essentiellement de la bonne tenue de leurs prix moyens sur les marchés mondiaux. En effet, les exportations ont crû de 24,6% à 18 590 Mds en 2008, en liaison essentiellement avec l'évolution des prix mondiaux et malgré la baisse du volume global des exportations dans la CEMAC. La consolidation des exportations a souffert de la contraction des ventes des produits tels que le bois, le café et le coton. Pour leur part, les importations ont enregistré une hausse de 18,7% en liaison avec la relance des programmes d'investissement dans le secteur pétrolier et le dynamisme des investissements publics.

Le déficit de la **balance des services** s'est fortement aggravé, pour atteindre 4 298 Mds en 2008 contre 3 8345 Mds en 2007, en rapport avec l'accroissement des importations du secteur pétrolier, du secteur public ainsi que du secteur privé hors pétrole particulièrement dans les unités de transformation du bois.

Le déficit de la balance des revenus s'est accentué à 6 530 Mds contre 5 389,5 Mds en 2007, compte tenu d'une hausse des revenus des investissements. Parallèlement, l'excédent des transferts courants s'est contracté à 111 Mds contre 133 Mds en 2007, en relation avec une moindre mobilisation des financements extérieurs.

L'excédent du **compte de capital** et des opérations financières est revenu à 1 007 Mds en 2008 contre 1 412,5 Mds en 2007, du fait essentiellement de l'évolution des investissements directs et d'une sortie de capitaux, avec une prise de participation de la Guinée Equatoriale dans le capital de DEVON ENERGY à hauteur de 2,2M USD américain.

En définitive, l'excédent global de la balance des paiements s'est amélioré de 796 Mds (2,8% du PIB) en 2007 à 2 222 Mds (6,7% du PIB) en 2008.

- **Situation monétaire**

Au 31 décembre 2008, la situation monétaire dans les États membres a été marquée par une amélioration de la position extérieure nette des États, une contraction des créances nettes sur les États, un accroissement des crédits à l'économie, et par conséquent un accroissement de la masse monétaire.

En effet, les **avoirs extérieurs nets** du système monétaire ont progressé 22,8% à 7 780 Mds à fin décembre 2008, sous l'incidence favorable des recettes d'exportation. Par conséquent, le **taux de couverture extérieure** de l'émission monétaire s'est fixé à 101,8% contre 97,2% au 31 décembre 2007.

La position nette créditrice des États vis-à-vis du système monétaire est passée de 2 966 au 31 décembre 2007 à 4 176 Mds au 31 décembre 2008, soit une croissance de 40,6%. Cette amélioration s'explique par la consolidation de la trésorerie publique dans la quasi-totalité des États de la CEMAC.

Les **crédits** à l'économie ont augmenté de 26,6% à 2873 Mds à fin décembre 2008. Ces concours ont été orientés principalement vers les secteurs pétroliers, du commerce, des bâtiments et travaux publics ainsi que des télécommunications et des services, en plus des crédits destinés au financement des campagnes agricoles.

Traduisant toutes ces évolutions, l'accroissement annuel de la **masse monétaire** est ressorti à 18,5%, pour s'établir à 5 479 Mds au 31 décembre 2008 contre 4 625 Mds au 31 décembre 2007.

Enfin, les perspectives monétaires pour 2009 tablent sur un taux de couverture de la monnaie de 100,1% contre 101,8% en 2008.

### **3.3 UNION DES COMORES**

---

L'instabilité politique, couplée à la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, a laissé l'activité économique morose en 2008. L'apaisement des tensions politiques, marqué par l'organisation des élections du chef de l'exécutif de l'Île d'Anjouan au mois de juin, a permis aux Autorités comoriennes de définir et mettre en œuvre un programme économique, et de conclure un programme d'aide d'urgence post-conflit avec le FMI.

- **Croissance**

Le taux de croissance du PIB est projeté à 0,2% en 2008 contre 0,8% en 2007 (le FMI a par contre estimé à 1% le taux de croissance du PIB en 2008, de même qu'en 2009, contre 0,5% en 2007). Ce niveau très faible et largement insuffisant pour atteindre les objectifs de développement est notamment lié à la restriction de l'offre de crédit du secteur bancaire aux entreprises publiques et à la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie au second semestre.

- **Prix et inflation**

La forte hausse des prix des denrées alimentaires (riz notamment) et pétroliers importés s'est traduite en 2008 par une poussée inflationniste (6,5% contre 4,5% en 2007 (le FMI estime l'inflation en fin de période à 7,4% en 2008 contre 2,2% du PIB en 2007). En particulier les prix de vente réglementés de l'essence à la pompe, du gasoil et du pétrole lampant ont été augmentés respectivement de 17%, 20% et 71%. Le riz, aliment de base, a également enregistré une forte augmentation de plus de 40% en moyenne. Au dernier trimestre 2008, une certaine détente des prix a pu toutefois être observée à la suite des mesures prises en novembre 2008 par l'Etat pour ramener les prix du gazole et de l'essence à leurs tarifs initiaux.

- **Finances publiques**

Les tensions de trésorerie se sont traduites en 2008 par des accumulations d'arriérés de paiement sur les salaires et la dette extérieure. Les principaux soldes budgétaires ont enregistré une détérioration. Ainsi le déficit budgétaire global hors dons s'est creusé à plus de 13% du PIB, contre 10% en 2007, tandis que le déficit budgétaire global s'est réduit à -2,5% du PIB contre -3,2% en 2007.

Les chiffres définitifs fournis par la Direction Générale du Budget affichent une amélioration des recettes fiscales de 9,6% par rapport à 2007, contrairement aux prévisions qui tablaient sur une baisse de 1,3%. Les recettes fiscales se sont établies à 18,3 milliards FC contre 16,7 milliards FC en décembre 2007, en liaison avec la forte croissance des recettes douanières, qui ont

quasiment doublé sur la période après la mise en service d'un nouveau système informatique généralisé dans les administrations douanières. Prévues en croissance de plus de 30%, les recettes non fiscales n'ont en revanche augmenté que de 9,2% en 2008, en liaison avec la situation financière difficile enregistrée par les sociétés d'Etat.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 22% et représentent 26% du PIB. Cette évolution serait liée à la fois à l'augmentation des dépenses courantes, en dépit de la baisse de l'assistance technique et du financement extérieurs des projets de développement et à l'augmentation des dépenses en capital consacrées essentiellement à la réhabilitation des routes dans la capitale (+55%).

En dépit de l'amélioration des recettes intérieures, l'augmentation des dépenses courantes s'est traduite par une dégradation du déficit du solde budgétaire de base, passant de 4,7 milliards FC en 2007 à 6,1 milliards FC en 2008, soit un recul de 0,6 point en pourcentage du PIB.

La situation de la dette publique s'est par contre améliorée du fait de l'apurement des arriérés de la BAD dont les Comores ont bénéficié suite à la conférence des bailleurs de fonds organisée à Paris en décembre 2007. La conclusion en décembre 2008 d'un programme d'urgence Post-conflit avec le FMI s'est en outre traduite par des décaissements de 1,8 milliard FC (soit 5,5 millions USD), contribuant à la réduction des arriérés intérieurs, tout en consolidant la position extérieure de la Banque centrale. A fin 2008, l'encours de la dette représenterait 68,5% du PIB contre 65,7% en 2007. Le programme sur lequel se sont engagés les Autorités prévoit un rétablissement de la coopération entre les Iles, un resserrement de la politique budgétaire et une réduction du déficit primaire à un niveau plus compatible avec les ressources disponibles.

- **Commerce extérieur et balance des paiements**

Dans le domaine extérieur, le déficit du compte courant s'est fortement détérioré, passant de 7% du PIB en 2007 à 12% du PIB en 2008, en liaison avec l'aggravation du déficit commercial, en dépit de la consolidation des transferts courants publics et privés, qui ont représenté 23% du PIB en 2008 contre 19% en 2007. Cette bonne tenue des transferts courants s'explique par la consolidation des envois de fonds des migrants, qui ont enregistré une hausse de 28%, assouplissant les inquiétudes d'une baisse des transferts de la diaspora suite à la détérioration du marché du travail en France. Par ailleurs, les transferts courants publics ont représenté 44% des ressources de l'Etat en 2008 contre 35% en 2007, concourant à l'amélioration du déficit global à hauteur de 2,5% du PIB en 2008 contre 3,2% en 2007.

- **Situation monétaire**

La masse monétaire a enregistré une hausse de 11,5% s'établissant à 50,8 milliards FC contre 45,5 milliards FC en décembre 2007. Cette augmentation s'observe à la fois au niveau de la monnaie fiduciaire (+8,2%) et de la « quasi-monnaie » (+19,6%).

L'accroissement de la masse monétaire a résulté essentiellement de l'augmentation du crédit intérieur net (+40,4%). Les créances nettes à l'Etat ont augmenté de 70%, en relation avec les décaissements des concours du FMI. L'encours des crédits à l'économie a enregistré une augmentation de 35% d'une année à l'autre, pour s'établir à 22,3 Mds FC à fin décembre 2008. Cette évolution traduit la reprise des octrois observée au dernier trimestre à des entreprises opérant dans le secteur de l'énergie et du commerce général.

Les avoirs extérieurs nets ont enregistré un recul de 7%, s'établissant à 40,6 Mds FC contre 43,5 Mds FC, en relation avec la détérioration de la balance commerciale. En conséquence, le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets s'est dégradé, passant de 95,6% en décembre 2007 à 79,9% en décembre 2008, et les réserves de changes ne couvrent plus que 5,6 mois d'importations de biens et services contre 7,6 mois en 2007.

#### 4. ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2008

Norme	Solde budgétaire de base <sup>1</sup> (en% du PIB)	Solde budgétaire de base complémentaire <sup>2</sup> (en % du PIB)	Taux d'inflation annuel (en %)	Taux d'inflation sous-jacente (en %)	Encours de la dette intérieure et extérieure (en % du PIB)	Accumulation des arriérés (Mds de FCFA)	
	>=0	>=0	<=3	<=3	<=70	Extérieurs	Intérieurs
<b>UEMOA</b>	0,6	-1,0	7,4	5,9	44,2	313,6	91
Bénin	1,6	0,5	7,9	6,4	19,1	0	0
Burkina Faso	-1,2	-4,5	10,7	6,7	23,2	0	0
Côte d'Ivoire	1,2	-0,2	6,3	4,0	71,5	292,1	80,3
Guinée-Bissau	-2,0	-9,3	10,4	5,7	219,3	20,7	10,7
Mali	-0,1	-1,0	9,2	8,0	37,5	0	0
Niger	5,0	3,0	11,3	7,0	20,1	0	0
Sénégal	-0,9	-2,3	5,8	4,2	25,8	0	0
Togo	-0,7	-0,7	8,7	5,7	62,4	0,8	0
<b>CEMAC</b>	11,4	2,4	5,7	n.d	20,3	0	0
Cameroun	2,3	-0,9	5,3	1,9	13,9	0	0
Centrafrique	-1,7	-1,7	9,3	4,1	69,2	0	0
Congo	27,7	10,4	6	5,9	63,1	0	0
Gabon	13	7	5,3	4,1	11,8	0	0
Guinée Equ.	19	3	4,7	n.d	1,1	0	0
Tchad	5	-5,3	8,3	1,5	24,1	0	0
<b>Comores</b>	-3,5	nd	6,5	nd	67,5	1,8 Md FC	2,7 Md FC

En grisé, critère rempli ; nd : non disponible

##### 4.1 UEMOA

###### • Critères de premier rang

**Le solde budgétaire de base** (dont la définition a été modifiée par décision des Ministres et correspond désormais à l'ancien solde budgétaire de base corrigé – voir notes infra) indique un excédent équivalent à 0,6% du PIB contre 0,5% en 2007. Trois Etats, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Niger ont respecté ce critère avec un excédent de 1,6%, 1,2% et 5,0%, respectivement. Pour les autres Etats membres, le déficit est compris entre 0,1% et 2,0%. En 2009, le ratio ressortirait à 0,1%. Deux Etats respecteraient ce critère, le Bénin et la Côte d'Ivoire.

**Le solde budgétaire de base « ancienne formule », présenté désormais à titre subsidiaire, s'établit quant à lui à -1,0% du PIB**, comme en 2007. Seuls deux Etats, le Bénin et le Niger, ont respecté ce critère avec un excédent de 0,5% et 3% respectivement. Le non respect de ce critère est un phénomène récurrent en UEMOA, qui s'explique principalement par la faiblesse de la pression fiscale et, plus récemment, par la hausse des dépenses courantes, en particulier les salaires et les dépenses de fonctionnement.

**Le taux d'inflation annuel moyen** est ressorti à 7,4% contre 2,4% en 2007. Aucun Etat membre n'a respecté ce critère en 2008, en raison principalement de la hausse des prix des produits alimentaires et des produits énergétiques. Quant au taux d'inflation sous-jacente, il est ressorti à 5,9% contre 2,0% en 2007.

<sup>1</sup> **En UEMOA** : Solde budgétaire de base = (Recettes totales hors dons + dons budgétaires + ressources PPTTE) – Dépenses courantes – Dépenses d'investissements publics financées sur ressources internes. Les dons budgétaires et les ressources PPTTE concernent les montants mobilisés ayant financés les dépenses courantes et les dépenses d'investissements publics. A compter du présent rapport, c'est donc l'ancien solde budgétaire corrigé qui devient le critère clé, en conséquence de l'Acte Additionnel n° 05/2009/CCEG/UEMOA du 17 mars 2009. **En CEMAC** : Solde budgétaire de base = recettes totales hors dons – dépenses courantes (y.c. prêts - recouvrements) – dépenses en capital sur ressources propres.

<sup>2</sup> **En UEMOA** : Il s'agit du Solde budgétaire de base suivant l'ancienne formule, soit = recettes totales hors dons – dépenses courantes (y.c. prêts - recouvrements) – dépenses en capital sur ressources propres. **En CEMAC** : Le solde budgétaire de base est corrigé en substituant aux recettes pétrolières de l'année une valeur lissée, calculée en appliquant un taux d'imposition tendanciel à la valeur des exportations potentielles (c'est-à-dire la valeur moyenne sur 3 ans).



En 2009, il est attendu une baisse du taux d'inflation en rapport avec la détente observée sur les cours du pétrole et des produits alimentaires sur le marché international. Toutefois, la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3% maximum pourrait ne pas être respectée par la plupart des Etats membres au terme de l'année 2009.

**Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** a été de 44,2% contre 49,0% en 2007. Six Etats membres, à savoir, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo ont respecté ce critère. L'atteinte du point d'achèvement par la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau devrait leur permettre de respecter prochainement ce critère (probablement dès 2009 pour la Côte d'Ivoire respecte).

**La non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs** sur la gestion de la période courante n'a pas été respectée par la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau qui ont accumulé en 2008 des arriérés de paiement intérieurs de 80,3 milliards et 10,7 milliards, respectivement.

**La non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs** sur la gestion de la période courante n'a pas été respectée par la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo qui ont accumulé en 2008 des arriérés de paiement extérieurs de 292,1 milliards, 20,7 milliards et 0,8 milliard, respectivement.

- **Critères de second rang**

**Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** est ressorti à 38,4% contre 37,7% en 2007. Trois Etats membres, le Niger, le Sénégal et le Togo ont respecté ce critère. Pour les autres Etats, les résultats se présentent comme suit : 35,6% pour le Bénin, 44,7% pour le Burkina Faso, 43,9% pour la Côte d'Ivoire, 106,7% pour la Guinée-Bissau et 35,8% pour le Mali. S'agissant de l'indicateur complémentaire, il a été de 35,3% contre 35,6% en 2007. Parmi les Etats n'ayant pas respecté le critère, seul le Mali a respecté le critère corrigé. Seuls les Etats ayant respecté le critère en 2008, le respecteraient également en 2009.

**Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** a été de 24,7% contre 24,5% en 2007. Cinq Etats membres ont respecté ce critère. Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal. Tous les Etats ayant respecté le critère ont également respecté le critère corrigé. Pour les autres Etats membres, le ratio corrigé a été de 14,0% pour la Côte d'Ivoire, 9,1% pour la Guinée-Bissau et 12,9% pour le Togo. Seuls les Etats ayant respecté le critère en 2008, le respecteraient en 2009.

**Le ratio du solde extérieur courant hors dons par rapport au PIB nominal** a été de -7,2% contre -7,6% en 2007. Seule la Côte d'Ivoire a respecté, comme les années précédentes, ce critère avec un excédent représentant 0,7% du PIB. Les autres Etats membres dégageraient des déficits compris entre 8,6% pour le Mali et 19,9% pour la Guinée-Bissau. La faible diversification des économies explique essentiellement cette situation. La Côte d'Ivoire demeurerait le seul Etat membres à respecter ce critère en 2009.

**Le taux de pression fiscale** a été de 15,2% contre 15,5% en 2007. Cette situation s'explique essentiellement par une faible capacité des Administrations fiscales, les exonérations et l'importance du secteur informel. Le Bénin et le Sénégal ont respecté ce critère avec des résultats de 17,2% et 18,3%, respectivement. Pour les autres Etats, ce ratio est compris entre 10,8% pour la Guinée-Bissau et 15,5% pour la Côte d'Ivoire. En 2009, le Bénin et le Sénégal projettent encore de respecter ce critère.

## 4.2 CEMAC

---

- **Critères de premier rang**

L'analyse sous l'angle des critères de convergence fait ressortir que la situation des finances publiques au niveau global de la Communauté s'est soldée par un excédent budgétaire de base estimé au 31 décembre 2008, à 11,4% du PIB, supérieur à la norme communautaire. Dans les États pris individuellement, cinq pays membres, à savoir le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale et le Tchad ont respecté ce critère avec des excédents de 2,3%, 27,7%, 13%, 19% et 5% du PIB, respectivement. La Centrafrique demeure le seul pays ayant un solde budgétaire de base négatif, à savoir -1,7% du PIB.

Compte tenu de l'importance des revenus pétroliers dans les pays de la CEMAC, le critère traditionnel de solde de base apparaît de moins en moins pertinent. Aussi, convient-il de compléter l'analyse de cette performance par le recours à deux critères complémentaires que sont le solde structurel et le solde hors pétrole.

Ainsi, pour ce qui est du **solde de base structurel**<sup>1</sup>, il présente le même profil que celui du solde de base traditionnel. Il reste positif (2,4%) au niveau de la CEMAC et des Etats à l'exception de la Centrafrique, du Tchad et du Cameroun pour 2008. Le détail par pays se présente comme suit : Congo (10,4%), Gabon (7%) et Guinée Équatoriale (3%). Le Cameroun, la Centrafrique et le Tchad ont respectivement enregistré des déficits de 0,9%, 1,7% et 5,3%.

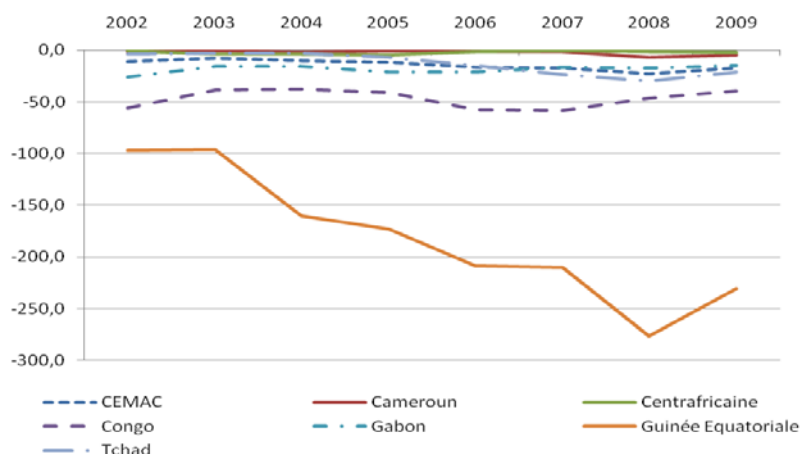
En ce qui concerne le **solde de base hors pétrole**, il montre une dégradation continue depuis 3 (cf. graphique 2) pour atteindre un déficit moyen de 23,1% en 2008. Au niveau des Etats, la dégradation est beaucoup plus marquée pour la Guinée-Équatoriale (-

<sup>1</sup> La méthode de calcul retenue pour ce critère est de substituer aux recettes pétrolières de l'année une valeur lissée, calculée en appliquant un taux d'imposition tendanciel à la valeur des exportations potentielles. Par manque d'informations, c'est la méthode des moyennes mobiles sur 3 ans qui a été utilisée.

276,6%) et le Congo (-46,6%). Quant au Cameroun et au Gabon, les déficits sont respectivement de 6,8 et 16,7%. Enfin, la RCA, seul pays non pétrolier, présente un solde de base en constante amélioration (-4% en 2004 et -1,7% en 2008).

Pour sa part, le **taux d'inflation** annuel moyen n'a pas été respecté par la Communauté. En se situant à 5,7% en 2008, il a été bien au-delà de l'exigence communautaire qui est un maximum de 3% et aucun pays considéré individuellement ne l'a respecté : 5,3% pour le Cameroun, 9,3% pour la Centrafrique, 6% pour le Congo, 5,3% pour le Gabon, 4,7% pour la Guinée Équatoriale et 8,3% pour le Tchad.

Graphique 2: Solde budgétaire de base hors pétrole (en pourcentage du PIB hors pétrole; critère >=0)

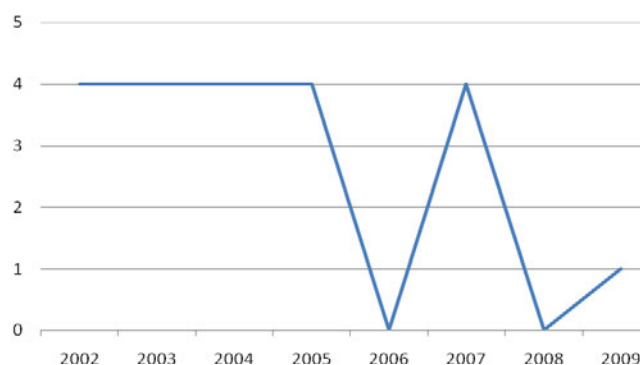


Le ratio de **l'encours de la dette totale** (intérieure et extérieure) rapporté au PIB nominal inférieur ou égal à 70% pour la Communauté s'est établi à 20,3%. Selon les données disponibles actuellement auprès de la caisse congolaise d'amortissement du Congo et de la Direction de la dette de la Centrafrique, les deux pays ont consenti beaucoup d'efforts dans le domaine de la gestion de la dette en réalisant 63,1% du PIB pour le premier et environ 69,2% pour le second, mettant ainsi fin à plusieurs années consécutives de non-respect de ce critère.

Enfin, s'agissant du critère relatif à la **non-accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs** sur la gestion courante, les résultats pour 2008 laissent apparaître qu'aucun État membre n'a accumulé d'arriérés de paiements extérieurs, une appréciation toutefois à relativiser compte tenu du manque de fiabilité voire de disponibilité des données.

Les données agrégées disponibles à fin décembre 2008 font apparaître que la Communauté a observé trois critères sur quatre pour toute l'année 2008, celui relatif à l'inflation n'a pas été respecté. Par pays, il se dégage globalement une légère amélioration de l'exercice de la surveillance multilatérale dans les États membres de la CEMAC, le seul goulot d'étranglement étant les évolutions importantes des taux d'inflation dans les États. À cet effet, cinq pays (le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale et le Tchad) ont respecté trois critères sur quatre, le taux d'inflation n'a pas été réalisé par les cinq pays. Dans l'état actuel des données disponibles, la Centrafrique a observé deux critères, à savoir ceux relatifs au taux d'endettement et à la non-accumulation des arriérés.

Graphique 3: Nombre de pays respectant le critère de l'inflation



#### • Critères de second rang

En plus des quatre critères ci-dessus, la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur un ensemble d'indicateurs traités comme des repères indicatifs. Ceux-ci permettent de porter un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. Dans le cadre du présent rapport, cinq indicateurs (tableau 3) sont examinés, à savoir le taux de couverture

extérieure de la monnaie, le solde budgétaire primaire, le taux de pression fiscale, la variation comparée de la masse salariale et des recettes de l'État et le déficit du compte courant.

Le solde budgétaire primaire, qui doit être positif pour couvrir les charges de la dette, représente 12,4% du PIB à fin décembre 2008 contre 10,3% du PIB en 2007.

Le **taux de couverture extérieure de la monnaie** à fin décembre 2008 est de 101,8% pour l'ensemble de la Zone, bien au-delà de la norme communautaire de 20%.

Concernant le **taux de pression fiscale non pétrolière**, qui traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'État pour faire face à ses charges structurelles, le niveau communautaire de 14,1% du PIB est faible au regard des normes fixées au niveau de la sous-région.

S'agissant du critère relatif à la variation comparée de la **masse salariale et des recettes budgétaires totales**, la Communauté a enregistré une évolution moins rapide des salaires versés par rapport aux recettes totales, en liaison avec l'amélioration progressive des recettes publiques liée notamment à la bonne tenue du secteur pétrolier.

Enfin, l'**excédent du compte courant**, hors dons, s'est nettement amélioré en 2008 pour atteindre 1,7% du PIB contre -1,1% du PIB en 2007, en rapport avec les excédents réalisés par le Gabon (22,4% du PIB) et la Guinée-Équatoriale (5,9% du PIB). Les déficits dans les autres pays de la CEMAC sont situés à 2,1% du PIB au Cameroun, 12,6% du PIB en Centrafrique, 9,9% du PIB au Congo et 12,4% du PIB au Tchad.

#### • Indicateurs complémentaires

**Tableau:** Couverture des dépenses courantes hors intérêts de la dette par les recettes fiscales non pétrolières

Libellés	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CEMAC	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7
Cameroun	1,1	1,2	1,1	1,1	0,9	0,9
République centrafricaine	0,7	0,7	1,0	0,9	0,9	0,8
Congo	0,6	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6
Gabon	0,9	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0
Guinée Équatoriale	0,5	0,4	0,4	0,4	0,2	0,3
Tchad	0,9	0,8	0,4	0,4	0,4	0,5
<b>Nombre de pays respectant le critère</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>

Pour l'indicateur de couverture des dépenses courantes hors intérêts de la dette par les recettes fiscales non pétrolières (indicateur complémentaire), seul le Cameroun présente un ratio proche de l'équilibre, avec toutefois une dégradation de cet indicateur en fin de période. Dans le cas de la RCA, seul pays non pétrolier de la Zone, l'indicateur n'est pas pertinent.

### 4.3 UNION DES COMORES

L'Union des Comores s'est engagée à poursuivre les efforts de convergence et à partager les objectifs fixés dans les zones CEMAC et UEMOA. Ces critères de convergence ont été inscrits dans la Loi de finances de l'exercice 2006 avec des objectifs tendant à satisfaire les principaux indicateurs à fin 2009.

#### • Critères de premier rang

A la fin 2008 les critères de 1er rang ont évolué comme suit :

- le solde budgétaire de base rapporté au PIB s'est dégradé, passant de -2,9% en 2007 à -3,5% en 2008, après -1,9% en 2006 (norme  $\geq 0\%$ ) ;
- le taux d'inflation, s'est établi à 6,5% contre 4,5% en 2007 (norme  $\leq 3\%$ ) ;
- l'encours de la dette publique a représenté 67,5% du PIB contre 65,1% en 2007 après 87,2% en 2006 et 90,8% en 2005 (norme  $\leq 70\%$ ) ;
- de nouvelles accumulations d'arriérés intérieurs et extérieurs ont été observées, atteignant 4,4 Mds FC en 2008 contre 2,5 Mds FC en 2007.

#### • Critères de second rang

- Le taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2007 a diminué, s'établissant à 79,9% contre 95,6% en décembre 2007.
- La masse salariale représente 86% des recettes fiscales en 2008 contre 92% en 2007 (norme  $\leq 35\%$ ).

## 5. PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 2009 ET CANAUX DE TRANSMISSION DE LA CRISE MONDIALE

### 5.1 UEMOA

La crise, qui a éclaté dans les pays de l'OCDE, a concerné, en premier lieu, le système bancaire et financier, avant de se propager dans le monde entier, et, à tous les niveaux. Ainsi, l'Afrique qui semblait, à première vue, épargnée du fait de sa faible intégration au marché financier international, subit, à présent, les effets de la tourmente financière. Dans ce contexte, comme le rappelle Philippe ONG SENG, Administrateur des pays de l'Union à la Banque mondiale, " plusieurs acquis réalisés au prix de nombreux sacrifices, principalement dans les domaines de la stabilisation du cadre macroéconomique, de l'attrait des flux d'investissements privés et de la promotion des secteurs sociaux, se trouvent dangereusement menacés, réduisant encore davantage les chances de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)".

La crise financière s'étant muée en crise économique, les conséquences se diffusent à travers divers canaux bien identifiés dans les économies à faible revenu ou pauvres comme celles de l'UEMOA. Suivant les canaux, quelles sont les répercussions possibles de cette crise et les perspectives des économies de l'UEMOA en 2009 ?

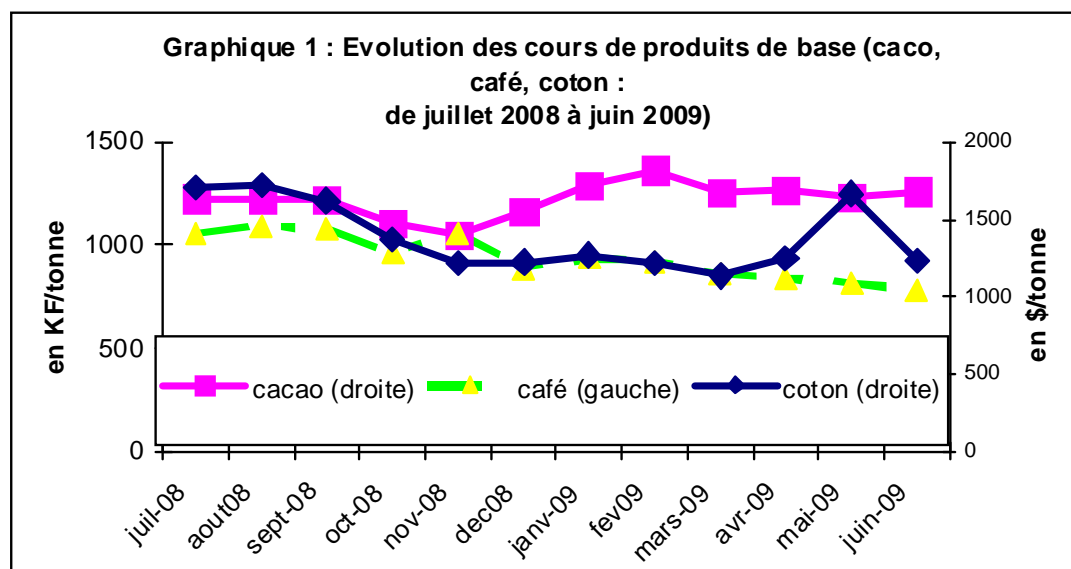
#### **A- Secteur réel, transferts privés et ressources budgétaires**

De par sa complexité et les incertitudes sur sa durée, la crise financière recèle de nombreux défis. Cette situation s'explique par la multitude des canaux de transmission et les risques majeurs auxquels sont déjà confrontées les économies de l'Union au cours de 2009.

Outre l'activité touristique - en régression notamment au Sénégal- les principaux canaux identifiés, suite notamment à la forte récession qu'enregistrent les pays de l'OCDE, se rapportent au commerce extérieur, aux transferts des fonds des migrants, aux IDE et APE, et au système financier.

Au niveau du commerce extérieur et du secteur réel, du fait de la perspective d'une contraction d'environ 13,2 % de la demande mondiale en 2009, et ceci pour la première fois depuis 60 ans, il est attendu un repli des exportations en volume des produits de l'Union, conjugué à une baisse drastique des prix à l'exportation. Outre la baisse importante des prix, les économies de l'Union ressentent déjà, des difficultés dans le placement de leurs produits d'exportation, notamment le coton, le bois, l'huile de palme, la noix de cajou, l'ananas et l'hévéa.

**Graphique 1:** Evolution des cours de produits de base (cacao, café, coton) de juillet 2008 à juin 2009.

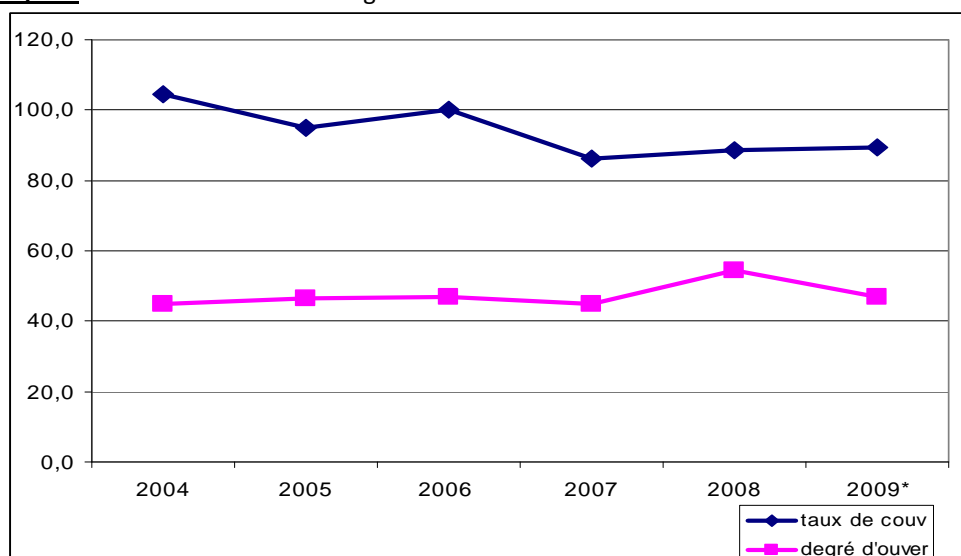


Source : Afristat

Parallèlement aux exportations de l'UEMOA, les importations des pays de l'Union enregistreraient une baisse en rapport avec le contexte de réduction des acquisitions de biens d'équipement en raison de la contraction des ressources extérieures, et des achats des produits alimentaires traduisant les effets des actions et mesures prises en 2008 dans le cadre de la politique agricole pour juguler la crise alimentaire dans l'Union.

Au total, comme l'illustre le tableau n°2 suivant ci-après, si le taux de couverture tend à stagner, le degré d'ouverture de l'Union, en revanche, s'affaiblirait de 7,4 points en 2009 pour s'établir à 47,0% contre 55,0% en 2008.

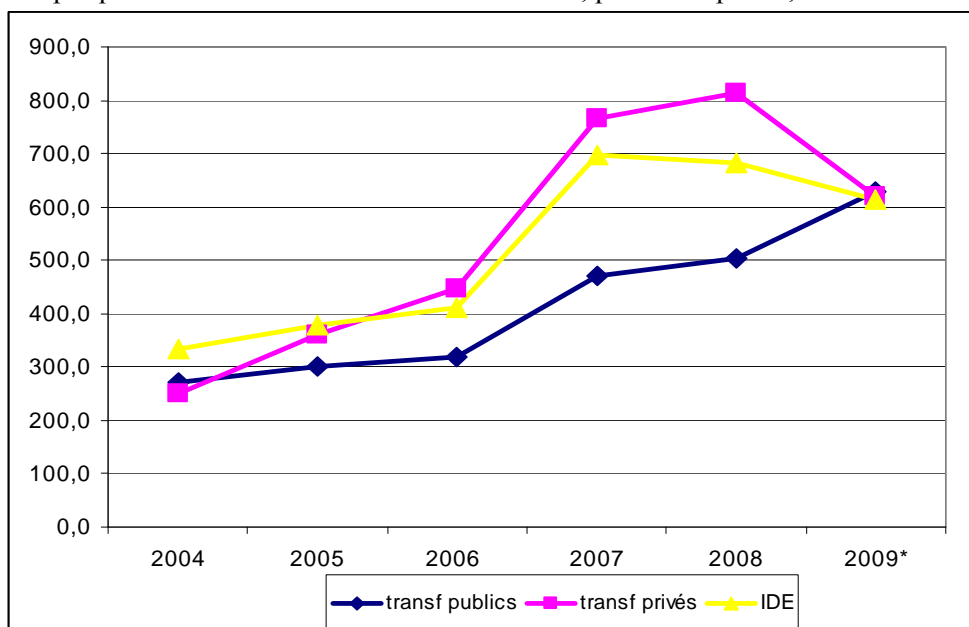
**Graphique 2:** Taux de couverture et degré d'ouverture des économies de l'Union entre 2004 et 2009.



Source : BCEAO

De même, la crainte d'une baisse des flux de capitaux, notamment les investissements directs étrangers (IDE) et des dons budgétaires à destination de l'Union, se confirme. Pis, les mesures ou instruments innovants arrêtés par le G20 sous l'influence de la République Française et lors du séminaire de haut niveau tenu à Dar es-Salaam en mars 2009, et entérinés par les institutions de Bretton Woods en vue d'atténuer ce reflux dans les pays africains, notamment ceux de la Zone Franc, mettront du temps à se mettre en place, et ceci, malgré les diligences et les interpellations des Ministres des Finances de la Zone franc, au terme de leur session de Ouagadougou, en avril 2009.

**Graphique 3:** Evolution des IDE et des transferts, publics et privés, de 2004 à 2009



Source : BCEAO

Seuls les transferts publics, portés essentiellement par le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Niger, sont supposés progresser de 21,7% en rapport avec les relations harmonieuses avec la communauté financière internationale, en particulier l'Union européenne. Toutefois, la prudence s'impose au regard des crises politiques dans certains Etats membres qui ont conduit certains donateurs à suspendre leurs appuis. Les transferts privés, constitués essentiellement des envois de fonds des travailleurs et des IDE, devraient chuter en 2009, respectivement, de 24,0% et 10,2%. La baisse des envois de fonds des travailleurs a une incidence directe sur la consommation des ménages et les BTP.

Ce tassement des flux de capitaux, ajouté à la baisse des recettes intérieures, en liaison avec la baisse des importations en valeur et les manques à gagner des droits uniques à l'exportation (Côte d'Ivoire essentiellement) et des BIC des grandes entreprises exportatrices, expliquent les difficultés financières accrues des Etats membres.

Le taux de croissance de l'Union prévu à 4,7% en 2009, a été révisé à la baisse à 3,5%, et pourrait encore diminuer, notamment si l'on prend en compte les perspectives d'une pluviométrie moins bonne que l'année dernière dans les pays de l'hinterland et d'autres facteurs d'ordre politique (remous sociaux, tenue des élections régulières,...) à forte incidence sur l'activité économique.

Au niveau des finances publiques, les recettes budgétaires vont baisser et la plupart des Etats membres de l'Union seront contraints à opérer des arbitrages au détriment des dépenses d'investissement, notamment celles des infrastructures socioéconomiques. L'objectif d'une croissance forte et soutenue, nécessaire à la réduction de la pauvreté à moyen et long termes risque d'être compromis. En effet, la diminution des flux de capitaux tant privés que publics, conjuguée à l'incapacité des pays à accéder au marché des capitaux privés, conduirait à renoncer à l'exécution de nombreux projets dans les secteurs porteurs de croissance.

Au Bénin, par exemple, les manques à gagner au niveau des recettes budgétaires, liés directement à la crise financière internationale, sont estimés à 60 milliards. L'Etat a dû procéder à l'ajustement des dépenses d'investissement de 50 milliards, le reste étant recherché au niveau des dépenses de fonctionnement hors dépenses sensibles ou incompressibles.

La situation d'ensemble constitue une source de difficultés supplémentaires pour les finances publiques des Etats membres de l'UEMOA qui rencontrent de fortes contraintes liées à l'insuffisance des ressources intérieures face aux exigences des dépenses publiques. Le déficit du solde global devrait s'aggraver de 1,0 point de pourcentage du PIB en 2009 pour s'établir à 2,8%. Toutefois, la tendance à freiner les dépenses d'investissement pourrait conduire à un déficit moins important que prévu.

## **B- Système financier de l'Union**

Au niveau des institutions financières, l'évolution de la liquidité bancaire, des opérations avec l'extérieur et de la bourse régionale des valeurs mobilières montre que les risques de contagion de la crise financière internationale par le biais des opérations de marché apparaissent encore limités. En effet, la liquidité bancaire se situe sur l'année 2008, à un niveau intermédiaire entre les volumes enregistrés en 2006 et 2007. Cette liquidité a donc continué d'évoluer à des niveaux proches de ceux observés en 2007, année pourtant marquée par des entrées exceptionnelles de ressources, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, notamment. Toutefois, à fin mars 2009, comparée à décembre 2008, elle a été caractérisée par un repli de 0,7% induit par la baisse des avoirs extérieurs nets, dont l'impact a été atténué par la progression du crédit intérieur. Le repli des avoirs extérieurs nets est en rapport principalement avec la diminution des réserves de change de 37,8 milliards, visant à faire face aux opérations de couverture des importations de produits pétroliers et au règlement de la dette publique de certains Etats membres.

A court terme, la crise ne semble pas avoir affecté de manière spécifique la liquidité bancaire de l'Union, épargnée par les actifs toxiques. Cependant, à moyen terme, certains établissements pourraient être affectés par une contraction de leurs dépôts, surtout ceux en provenance de l'extérieur et des Etats membres. De plus, la qualité des crédits pourrait être affectée puisque le taux net de dégradation du portefeuille des banques de l'Union s'est établi à 8,0% à fin mars 2009 contre 7,2% à fin décembre 2008.

Les opérations de refinancement de la BCEAO ont fait un bond au cours du premier semestre 2009, les Etats membres et le secteur privé ayant eu besoin de plus de liquidités pour régler respectivement leurs retards de paiement et faire face à leur besoin de financement. L'assouplissement de la politique monétaire, à travers la révision à la baisse des taux directeurs de la Banque centrale et la baisse des taux de réserves obligatoires en 2009 ainsi que les injonctions soutenues de liquidité, ont permis d'apporter un appui au système financier et de relancer les économies. Ainsi, depuis lors, dans l'Union, il n'a pas été relevé de tensions particulières sur le volume des échanges entre les banques. Mieux, les taux moyens sur les compartiments à une semaine se sont détendus en ressortant à 4,71% en mars 2009 contre 6,02 % en décembre 2008, en relation avec les actions menées par la Banque centrale sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres d'injection de liquidités et de l'ouverture du guichet à un mois.

S'agissant des positions extérieures des banques, des transferts et des relations avec les correspondants, il n'a pas été observé non plus de pressions particulières liées à la crise sur les sorties de fonds par le canal de la BCEAO ou des baisses de flux de rapatriement des ressources extérieures. Toutefois, les banques de l'Union pourraient enregistrer des modifications dans leurs relations contractuelles avec les correspondants extérieurs, notamment des banques étrangères confrontées à un processus de restructuration. C'est dire donc que la persistance de la crise de liquidité et de solvabilité au niveau des banques européennes notamment, pourrait entraîner des appels de fonds des maisons-mères des banques et des sociétés non financières installées dans l'Union.

S'agissant du marché financier régional et la bourse régionale des valeurs mobilières, au premier trimestre 2009, le marché des titres publics est demeuré relativement animé. En revanche, l'orientation à la baisse des indices de la bourse régionale des valeurs mobilières s'est poursuivie, traduisant le repli des indices et de la capitalisation des actions. Ce repli est dû notamment à la baisse des cours dans le secteur des télécommunications, représentant le tiers de la capitalisation boursière. Il faut observer que depuis 2007, près de 14% des actifs du marché financier de l'UEMOA, soit plus de 6% de la capitalisation boursière, sont détenus par des investisseurs étrangers. Il faut craindre que la pression subie par ces investisseurs par rapport à leurs actifs détenus sur d'autres places financières ne vienne affecter leurs décisions d'investissement sur le marché financier de l'Union.

Par ailleurs, la question d'apurement d'arriérés des paiements et de non accumulation de nouveaux arriérés au cours de la gestion budgétaire courante, constitue une préoccupation essentielle et un défi majeur dans le contexte actuel de crise financière. En effet, le risque demeure grand, qu'en présence d'une baisse des recettes, que les Etats membres soient tentés d'accumuler des arriérés ou de geler la mise en œuvre de leur plan d'apurement des arriérés intérieurs. Cette situation pénaliserait le secteur privé dont les activités productives seraient menacées ainsi, que l'emploi.

Au regard des multiples sources de contagion de la crise économique et financière internationale, il y a pour les économies de l'Union des risques majeurs de remise en cause des acquis aux plans macroéconomique et social. Les principaux risques qui se dessinent sont la baisse des investissements publics, l'accumulation des arriérés de paiements intérieurs au détriment du secteur privé, l'affaiblissement de l'intermédiation financière, la détérioration des soldes budgétaires, le ralentissement de la croissance économique de l'Union en 2009 et l'aggravation de la situation de pauvreté et les mouvements sociaux.

### C- Recommandations

En vue d'atténuer les effets de la crise et d'assurer la relance des économies de l'Union, le Conseil des Ministres de l'Union a adopté le 27 juin 2009, à Dakar, les grandes orientations des politiques économiques nécessaires. Celles-ci mettent l'accent sur **la nécessité de soutenir le secteur privé en apurant les arriérés de paiement intérieurs afin de lui permettre d'accroître la production de biens et services et de préserver les emplois**. La question des arriérés de paiement intérieurs, particulièrement préoccupante, a fait quant à elle l'objet d'un Conseil des Ministres extraordinaire, le 27 juillet 2009, à Abidjan.

Il est également préconisé, outre la poursuite de l'effort de recouvrement des recettes et la transparence dans la gestion des finances publiques, la qualité de la dépense publique et le maintien des dépenses d'infrastructures. **En particulier, il est nécessaire de préserver autant que possible l'investissement dans les infrastructures routières et l'énergie afin de créer des conditions d'une amélioration de la compétitivité de l'Union**. Selon une étude du FMI d'avril 2009 portant sur l'impact de la crise sur les économies de l'UEMOA, cette compétitivité s'est améliorée au cours des premiers mois de l'année 2009 en rapport avec le reflux du cours du pétrole et des denrées alimentaires (cf. tableau ci-après) ainsi que la dépréciation de la monnaie d'arrimage, l'euro.

Evolution des cours du pétrole et du riz (juillet 2008-juin 2009)

Produits/ mois	Juil08	Août 08	Sept 08	Oct 08	Nov 08	Déc 08	Jan09	Fév09	Mars09	Avr09	Mai09	Juin09
Riz (\$/tonne)	546,5	468,8	420,4	348,3	307,0	287,0	318,0	319,5	332,0	335,7	322,4	319,0
Pétrole (\$/baril)	132,83	114,57	99,66	72,69	53,97	41,34	43,86	41,84	46,65	50,28	58,15	69,15

Source : Afristat

**Un intérêt particulier doit être accordé à la promotion de l'intégration régionale afin de mieux positionner les acteurs économiques de l'Union pour saisir les opportunités qui pourraient naître de la crise économique et financière internationale.**

**Enfin, il est recommandé la poursuite des efforts de soutien et de promotion d'un système bancaire solide et efficace en vue d'un financement accru des économies, tout en veillant à la qualité des crédits octroyés.**

*Les Ministres ont identifié des ressources financières d'un montant global de 900 milliards représentant les 2/3 du stock des arriérés intérieurs. Cette initiative vient en complément des mesures prises pour préserver la stabilité du système monétaire et financier. Elles ont consisté à :*

- *des injections régulières de liquidité pour permettre un fonctionnement normal du système bancaire ;*
- *à la baisse des taux directeurs de la Banque centrale ;*
- *la révision à la baisse des taux de réserves obligatoires afin de donner plus de marge d'actions aux banques primaires dans le financement de l'économie ;*
- *l'invitation des Etats membres à recourir aux ressources du marché financier régional.*

*De plus, un système de suivi rapproché et communication a été mis en place entre la Banque centrale et les différents acteurs du système financier afin de prévenir à temps tous risques de dérapages.*

*Au niveau des Etats membres, plusieurs mesures ont été prises. Il s'agit notamment de la mise en place d'un Comité de veille de l'impact de la crise. En outre, les Gouvernements ont adopté des mesures de court terme, moyen et long termes. Au titre des mesures de court terme, elles sont ciblées et ont surtout trait à :*

- *l'accélération du paiement des créances des entreprises privées sur l'Etat afin de leur permettre d'honorer leurs engagements vis-à-vis des banques ;*
- *la mise en place d'un plan d'apurement des arriérés intérieurs ;*
- *le respect par l'Etat des échéances de paiement de ses titres arrivés à maturité ;*
- *la prudence dans le recours par l'Etat, aux mécanismes du marché financier pour financer son déficit, afin d'éviter les effets d'éviction ;*
- *la nécessité de maintenir les dépenses d'investissement productif tout en préservant les dépenses sociales ;*
- *la poursuite des efforts de recouvrement de ressources intérieures.*

*En ce qui concerne les mesures à moyen et long termes, elles ont un caractère structurel et visent à améliorer la compétitivité des économies de l'Union. A ce titre, on peut citer :*

- *les efforts en faveur du secteur de l'énergie électrique ;*
- *la sécurisation foncière ;*
- *l'amélioration du climat des affaires ;*
- *une meilleure organisation du secteur agricole reposant davantage sur le secteur privé.*

*En plus de ces mesures, on peut ajouter celles spécifiques à certains Etats membres, tels le suivi des transferts des migrants et des entrées de touristes au Mali, les mesures en faveur de la réexportation au Bénin, une loi de finances rectificatives au Sénégal.*

*Les Etats membres ont conscience que toutes ces mesures ne suffiraient pas à redresser durablement la situation économique. Il est donc attendu **qu'au niveau international**, les conclusions du G20 de Londres en avril 2009, entérinées par les hautes instances des institutions de Bretton Woods, soient traduites rapidement en actions concrètes. En particulier, il faut permettre aux Etats de l'Union de bénéficier le plus rapidement que possible de l'appui financier des partenaires au développement, notamment dans le cadre des mécanismes rénovés récemment et déjà adoptés par les instances compétentes des IBW pour atténuer l'impact de la crise économique mondiale sur les pauvres.*

## **5.2 CEMAC**

---

### **A- Diagnostic**

Pour l'année 2009, l'activité économique au premier trimestre s'est caractérisée par la propagation des effets de la crise internationale dans les économies de la CEMAC avec ses conséquences notamment sur les secteurs du pétrole, du bois, du manganèse et du diamant, et la persistance des pressions inflationnistes. Sur la base des tendances observées sur les premiers mois de l'année, les projections macroéconomiques ont été révisées à la baisse par rapport aux prévisions initiales (1,6 % au lieu de 2,8 % initialement anticipé). Au niveau des prix à la consommation, après une année 2008 marquée par une crise alimentaire et financière ainsi qu'une envolée des cours du pétrole au plan international, l'évolution des prix dans les pays membres de la CEMAC est demeurée caractérisée par la persistance des tensions inflationnistes jusqu'à fin mars 2009. Pour l'ensemble de l'année 2009, l'inflation devrait commencer à reculer à partir du second trimestre, en relation avec le reflux des prix des produits pétroliers sur les marchés internationaux et les stratégies nationales de lutte contre la vie chère. De ce fait, l'inflation en moyenne annuelle ressortirait autour de 4,1 % en 2009, contre 5,7 % en 2008.

La gestion des finances publiques au cours de l'année 2009 s'inscrirait dans un contexte de baisse des recettes conjuguée à une hausse des dépenses sur fond de revalorisation du pouvoir d'achat des ménages et de progression des dépenses d'investissement.

Les échanges extérieurs en 2009 se solderaient par une forte détérioration du solde global de la balance des paiements essentiellement attribuable à la chute des cours et à la baisse des productions des principales matières premières exportées par la Sous-région.

Les prévisions monétaires établies pour la fin d'année 2009 sont caractérisées par : (i) une légère détérioration de la position extérieure nette du système monétaire; (ii) une réduction de la position nette créditrice des Etats, en relation avec la détérioration de la trésorerie publique, consécutive au fléchissement des recettes pétrolières; (iii) une augmentation modérée des crédits à l'économie; et, en conséquence, une progression de la masse monétaire de 3,0 %.

### **B- Mesures**

Afin de relever les principaux défis posés par cette crise, les autorités régionales ont organisé plusieurs séances de concertation qui ont abouti à l'adoption par le Conseil des Ministres de la CEMAC de recommandations des mesures d'ordre fiscal, monétaire, bancaire et financier sans oublier l'amélioration du climat des affaires (Cf. tableau ci-dessous). Il convient de présenter l'esprit et l'état d'exécution des mesures regroupées en 3 groupes.

- **MESURES BUDGÉTAIRES ET FISCALES**

S'agissant des mesures fiscales, les Etats se trouvent devant le défi d'améliorer le niveau des recettes fiscales et d'atténuer les effets de la crise sur les secteurs affectés afin de préserver les emplois.

Pour les secteurs touchés par la crise, la CEMAC encourage les Etats à mener une étude sur les coûts des allègements fiscaux et ensuite d'accorder, le cas échéant, des allègements fiscaux aux entreprises de la filière forestière engagées dans un processus d'aménagement forestier ou de transformation avancée du bois. En outre, il est recommandé d'abaisser la TVA sur le bois vendu localement en vue de stimuler la demande intérieure. Quant aux entreprises minières, il est recommandé, le cas échéant, des réductions ponctuelles sur les taxes d'importation des biens d'équipement.

Pour l'amélioration des revenus fiscaux, la CEMAC recommande l'accélération de la réforme tarifaire en vue de réduire les taux et le nombre de catégories du TEC ainsi que l'examen d'une fiscalité adaptée au secteur informel.



Au niveau des Etats, des allègements fiscaux limités ont été accordés aux entreprises du secteur forestier. En revanche, la plupart des allègements fiscaux accordés en 2008 pour lutter contre la crise alimentaire restent en vigueur ou ont été reconduits.

- **MESURES MONÉTAIRES, BANCAIRES ET FINANCIÈRES**

Pour ce qui est des mesures monétaires, bancaires et financières, la CEMAC recommande une baisse significative des taux d'intérêt et un financement plus accru de l'économie par le secteur bancaire et financier tout en préservant la stabilité du système financier.

Au regard de cette préoccupation, la politique de détente des taux d'intérêt de la Banque Centrale, amorcée en décembre 2008 a été poursuivie en 2009 en vue de contribuer à la réduction du coût du crédit. Ainsi, le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres, principal taux directeur de la BEAC, a été réduit le 23 mars 2009 de 4,75 % à 4,50 %, puis le 29 juin 2009 à 4,25 %. Au total, depuis le mois de décembre 2008, la baisse du principal taux de refinancement de la BEAC est de 0,50%. Cet assouplissement des conditions monétaires a concerné également les autres taux d'intervention de la Banque Centrale, notamment celui des avances aux Trésors à l'intérieur des plafonds statutaires.

Dans le contexte actuel qui demeure notamment caractérisé par la situation de surliquidité du système bancaire dans son ensemble, cette mesure est apparue nécessaire du point de vue de l'effet d'annonce et de l'orientation accommodante de la politique monétaire, et ce compte tenu également de la décrue attendue des pressions inflationnistes au second semestre et du niveau confortable des réserves de change. S'agissant des réserves obligatoires, les coefficients appliqués aux banques ont été réduits le 23 mars 2009 de 1,25% pour les pays à situation de liquidité suffisante. Ces coefficients ont été maintenus inchangés pour les pays ayant une liquidité excédentaire, étant entendu que les banques des pays à situation de liquidité fragile ne sont pas assujetties à ce mécanisme. Le 29 juin 2009, le taux de rémunération des réserves obligatoires a été ramené à 0,05 % ; au lieu de 0,10 % précédemment.

Par ailleurs, le Projet d'Emission des Titres Publics à Souscription Libre est supposé démarrer au second semestre 2009 avec pour objectif de renforcer l'intégration financière sous-régionale et de permettre aux Etats de lever des capitaux sur le marché. Il constitue également une des réponses à la surliquidité du système bancaire, car il permettra aux agents économiques de diversifier davantage leurs placements.

Enfin, le comité de stabilité financière, regroupant les représentants des Etats Membres en charge des Finances, la BEAC et les Organes de régulation et de contrôle de tous les compartiments de la sphère financière dans la CEMAC en Afrique Centrale, est en cours de mise en œuvre. Ce comité aura pour mission fondamentale de promouvoir la stabilité financière et prévenir les risques systémiques.

Sur le plan bancaire, il convient de signaler l'adoption d'un nouveau projet de règlement sur le Fonds de garantie des dépôts ainsi que la fixation d'un capital minimum pour les banques. Quant au secteur de la microfinance, un plan d'action a été adopté en vue de sa restructuration.

- **Climat des Affaires**

La 3<sup>ème</sup> catégorie des mesures concerne le climat des affaires et à cet égard, la CEMAC propose des actions précises visant notamment la simplification des formalités de création des entreprises, la sécurisation du cadre juridique et judiciaire à travers la mise en place d'un observatoire régional de suivi du climat des affaires et pour lequel les modalités de mise en œuvre sont en cours d'étude.

**CONCERTATION SOUS REGIONALE SUR LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE ET SON IMPACT EN ZONE CEMAC (Douala, 04-06 mars 2009)**

Domaines	N°	Type de mesures	Délai d'exécution	Programme de travail	Effets attendus	Chef de file pour la mise en œuvre	Autres acteurs concernés	Acte et/ou décision attendus
		<b>MESURES CONJONCTURELLES</b>						
	1	Permettre aux compagnies minières de bénéficier ponctuellement des réductions/exemptions des taxes d'importations sur les équipements, outillages et autres produits nécessaires aux activités de recherche/exploration et d'exploitation.	juil-09	Groupe de travail	Relancer les activités du secteur et limiter les licenciements	Etats/CEMAC	CEMAC/Secteur Privé	Règlement et Loi de Finances
	2	Celles engagées dans l'aménagement forestier ainsi qu'aux industries du bois ne possédant pas de sources propres d'approvisionnement, concourant à l'augmentation du taux de transformation du taux de transformation des bois. Celles-ci bénéficieraient en cas de besoin des financements ad	sept-09	Groupe de travail et projet de texte	Relancer les activités du secteur et limiter les licenciements	Etats	CEMAC/Secteur Privé	Loi de Finances
	3	Réduire les taxes sur le bois vendu localement en vue de stimuler la consommation intérieure (TVA=0)	juil-09			Etats	CEMAC	
	4	Recourir à certains partenaires au développement pour obtenir des appuis budgétaires aux Etats	juil-09			Etats	CEMAC, BEAC	
	5	Explorer le potentiel du secteur informel en matière de fiscalité						
FISCAL	6	Accélérer la réforme tarifaire (TEC) par la réduction des taux et des catégories	déc-09		Améliorer la compétitivité des entreprises	CEMAC	Etats	Règlement CEMAC
	7	Création d'un Fonds de Soutien aux secteurs touchés par la crise financière internationale (Industrie du Bois, ...)	déc-09	Etudes et Termes de référence	Atténuation des effets de la crise sur des secteurs identifiés	CEMAC	BEAC, BDEAC, APEC	Décisions des Chefs d'Etat
	8	Mettre à jour les valeurs mercatoriales des secteurs touchés par la crise	juin-09		Relancer les activités du secteur et limiter les licenciements	Etats	CEMAC	Loi de Finances
	9	Mener une étude sur les coûts fiscaux des allègements fiscaux	juin-09			Etats/CEMAC/BEAC		
	10	Mettre en place une fiscalité spéciale permettant aux entreprises du secteur informel d'intégrer le secteur formel	déc-09			Etats/CEMAC		
	11	Baisser significativement les taux d'intérêt bancaires, notamment le taux directeur de la Banque Centrale	juil-09	Comités de Politique Monétaire de la BEAC mars et juillet 2009	Réduction du coût du crédit et renforcement du financement des activités économiques	BEAC	APEC, COBAC	Décisions des Comités de Politique Monétaire de la BEAC
	12	Éliminer effectivement l'ensemble des frais implicites de tenue de comptes et autres commissions pesant sur le coût de crédit (frais de gestion, assurance...)	Immédiat	Mise en application des décisions antérieures y relatives	Augmentation du pouvoir d'achat des déposants	COBAC	APEC, Ministères en charge des finances	Décisions déjà prise (Commission COBAC du 04 juillet 2008)
	13	Accompagner le secteur forestier dans l'effort de transformation, poussée (2 <sup>ème</sup> , 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> niveau de transformation)	juil-09			Etats	Banques/Secteur privé	
	14	Accélérer la mise en œuvre effective des comités nationaux et du conseil régional de la concurrence	déc-09		Redynamisation de la concurrence entre les banques	CEMAC	Etats, APEC, COBAC, UNIPACE	
MONETAIRE ET BANCAIRE	15	Faire appliquer effectivement la règle d'affichage des conditions des banques	immédiat	Missions COBAC dans tous les Etats membres	Transparence du marché bancaire	COBAC	APEC	
	16	Accélérer la création du Forum de Stabilité Financière de la CEMAC	30-juin-09	Concertation entre les acteurs concernés	Préserver les acquis de l'assainissement du système bancaire	BEAC	COBAC, COSUMAF, CMF du Cameroun, CIMA, APEC, BDEAC, BV/MAC, DSX	En cours de réalisation
	17	Institutionnaliser le Forum Annuel sur le Financement de l'Economie de la CEMAC	déc-09	Réunions préparatoires	Augmentation des crédits à l'économie	CEMAC	BEAC, UNIPACE, APEC, CC, Administrations, BV/MAC, DSX, COBAC, BDEAC, CIMA, OHADA	Décision ministérielle
	18	Accélérer la mise en place du Fonds de Garantie des Dépôts en Afrique Centrale (FOGADAC) et encourager les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au FAGACE et au FSA	30-juin-09	Réunion du Comité Ministériel de l'UMAC	Attrait du système bancaire et limitation des faillites bancaires et sécularisation des déposants	COBAC	BEAC, CEMAC, APEC	Décision ministérielle

	Augmenter et élargir le capital social de la BDEAC en portant la part de la BEAC à plus de 50 %	déc-09	Conseils d'Administration et Assemblées Générales	Consolidation des capacités de financement des projets de la BDEAC	BDEAC	BEAC, CEIMAC, Etats	Décisions des Ministres et Décisions du Conseil d'Administration
<b>MONETAIRE ET BANCAIRE</b>	Améliorer les règles d'admission des signatures au refinancement (Accords de classement)	déc-09	Comités de Politique Monétaire de la BEAC mars et juillet 2009	Réduction du coût du crédit et renforcement du financement des activités économiques	BEAC	APEC, COBAC	Décisions des Comités de Politique Monétaire de la BEAC
	Inclure les banques, la BDEAC et les opérateurs économiques à recourir aux financements à long terme. <b>CEIMAC, COBAC, BEAC</b>	Immédiat		Augmenter le financement	BEAC	CEIMAC, Etats	
	Faire un effort dans le remboursement et de la non accumulation de la dette intérieure	Immédiat	Elaborer un plan d'apurement	améliorer les activités des entreprises	Etats	CEIMAC	
	Simplifier les formalités de création des entreprises notamment en plaçant des guichets uniques et en renforçant l'efficacité de ceux qui existent	Immédiat	Elaborer les ToRS	Accroître le nombre des entreprises	CEIMAC	Secteur privé	Textes réglementaires
	Sécuriser le cadre juridique et judiciaire notamment par la création des structures adaptées (Tribunaux de Commerce, Chambre d'Arbitrage, Observatoire régional, ...) par l'interdiction de saisie/distribution des comptes bancaires avant tout jugement définitif et par l'adoption des mesures de raccourcissement des délais de jugement, et par la prise des sanctions disciplinaires	Immédiat		Augmenter les investissements	Etats	CEIMAC et secteur privé	Textes réglementaires
<b>CLIMAT DES AFFAIRES</b>	Autoriser les cautions contratuelles pour toutes les opérations de transit dans la sous-région.	Immédiat		Réduire le délai de transit et le coût de transaction	Etats	Secteur privé	Textes réglementaires
	Éliminer tout prélèvement ayant un caractère obligatoire sur la circulation des biens et des personnes de la sous-région non autorisé par un dispositif légal et réglementaire	Immédiat		Améliorer la compétitivité	Etats	CEIMAC	Textes réglementaires
	Renforcer la facilitation et sécuriser le transit des marchandises sur les corridors Douala-Bangui et Douala-N'djamena notamment par l'application de la convention instaurant la vignette unique	Immédiat		Réduire le coût de transport	Etats	CEIMAC/Secteur Privé	Textes réglementaires
	Mettre en place un baromètre permettant de suivre l'évolution du climat des affaires (indicateurs quantitatifs et qualitatifs comparables entre les pays)						
	<b>MESURES STRUCTURELLES</b>						
	1 Impliquer davantage la BDEAC dans le financement des projets intégrateur dans la zone CEIMAC			Renforcer l'intégration	BDEAC	CEIMAC	
	2 Assurer une meilleure collaboration des banques entre elles et à l'intérieur de la CEIMAC (syndication des crédits).		Rencontres BEAC - COBAC - APEC	Accroître le financement de l'économie	BEAC	COBAC, APEC	
	3 Promouvoir les mécanismes spécifiques d'accès au crédit en faveur des PME/PMI			Accroître le financement de l'économie	CEIMAC	Etats	
	4 Renforcer les capacités d'analyse macroéconomique des institutions communautaires			Améliorer l'efficacité des décisions	CEIMAC		
	5 Promouvoir et encourager les Associations des consommateurs des produits financiers				Etats	Patronats, Chambres de commerce, APEC	
<b>MONETAIRE ET BANCAIRE</b>	6 Restructurer le secteur de la microfinance			Accès de crédit aux PME/PMI	COBAC	EMF, Etats	
	7 Création des Banques régionales spécialisées notamment dans les domaines agricole, de l'industrie et de l'artisanat <b>CEIMAC, COBAC, BEAC</b>			Accroître le financement de l'économie	CEIMAC	BDEAC, BEAC, COBAC	
	8 Explorer, sur la base de la solidarité et de financement innovant les possibilités de mobilisation des ressources disponibles dans le contexte de l'UMAC, en faveur des projets intégrateurs			Renforcer l'intégration	CEIMAC	Etats-BDEAC-BEAC	Textes réglementaires
	9 Ouvrir progressivement les représentations de la BDEAC dans tous les Etats membres	déc-12	Présentations des dossiers aux Conseils d'Administration	Meilleure connaissance des économies des Etats membres et accroissements des financements	BDEAC	CEIMAC, Etats	Décision du Conseil d'Administration de la BDEAC

### 5.3 Unions des Comores

---

Aux Comores, la crise financière a été perçue à ses débuts comme un phénomène qui ne concernait que les pays industrialisés. Les risques de contagion dans l'économie comorienne ont été considérés très faibles du fait de l'étroitesse du secteur bancaire, avec une activité très peu orientée vers l'international, les ressources et les emplois intérieurs représentant plus de 95% du total de bilan des banques. En situation de liquidité abondante, les banques placent en effet plus de 40% de leurs excédents auprès de la Banque centrale qui les rémunèrent à un taux proche de celui du marché monétaire européen.

Les activités des institutions financières décentralisées (IFD) ou institutions de micro finance, occupant une position importante dans le système bancaire comorien, sont essentiellement orientées sur les opérations de collecte de l'épargne et d'octroi de crédit à leurs adhérents, essentiellement résidents. Même si les dépôts de la diaspora comorienne en France constituent une part importante des ressources de ces institutions, l'exposition des IFD aux impacts de la crise semble très faible.

Aussi, l'appartenance des Comores à la Zone Franc et les instruments associés à la coopération monétaire constituent un amortisseur aux chocs exogènes, en termes de couverture de la monnaie et de taux de change. La réglementation des changes qui définit les relations financières entre les Comores et l'étranger constitue un filet de sécurité, qui permet de contrôler les sorties de capitaux afin de garantir la valeur externe de la monnaie et d'encadrer les opérations de placements et d'investissements extérieurs, dispositif de protection contre les flux financiers spéculatifs.

Cependant, à la fin du second semestre 2008, certains indicateurs ont laissé apparaître un début de répercussion de la crise dans l'économie comorienne dont la balance des paiements est particulièrement vulnérable compte tenu de sa petite taille et son degré d'ouverture.

Ainsi, le déficit commercial s'est fortement creusé, en relation avec la baisse de la demande extérieure des produits de rente (vanille, girofle, ylang-ylang), impactant négativement sur les exportations, qui régressent de 55% par rapport à l'année 2007. Le déficit du compte des transactions courantes s'est aggravé et a représenté plus de 12% du Pib en 2008 contre 7% en 2007. Cette évolution défavorable a été toutefois atténuée par la consolidation des transferts courants, premier poste de revenu de la balance des paiements, représentant 23% du Pib en 2008 contre 19% en 2007. Cette bonne tenue des transferts courants s'explique par la consolidation des envois de fonds des migrants. Par ailleurs, les transferts courants publics ont représenté 44% des ressources de l'Etat en 2008 contre 35% en 2007, concourant à l'amélioration du déficit global à hauteur de 2,5% du Pib en 2008 contre 3,2% en 2007.

Devant l'aggravation de la crise, l'abaissement important des taux d'intérêt de la BCE a eu des répercussions immédiates sur les comptes d'exploitation de la Banque centrale Comores (BCC) et des autres banques et établissements financiers, en situation de liquidité abondante. En conséquence, la Banque centrale a réduit ses taux d'intérêt. En décembre 2008, le taux de rémunération des réserves obligatoires a été revu à la baisse, de «EONIA – ¼ » à «EONIA –1,25 », mesure suivie d'une révision à la baisse des taux de rémunération de l'épargne par le Ministre des Finances. En effet, le taux plancher de rémunération des comptes sur livret et des autres comptes d'épargne est passé de 2,5% à 2% à partir du 1er janvier 2009. Ce taux a été revu à la baisse pour une 2ème fois au mois de juin, pour être fixé à 1,75% à compter du 1er Juillet 2009.

Dans le cadre de la stabilité du système bancaire, la BCC a engagé un programme de coopération avec les autorités de contrôle des pays où sont implantés les maisons-mères des établissements bancaires installés aux Comores. Au mois d'août 2009, elle a signé une convention avec la Banque centrale de Tanzanie visant à renforcer et à faciliter l'exercice de leur mission de contrôle et de supervision des établissements transfrontaliers.

## 6. RECOMMANDATIONS

---

### 6.1 UEMOA

---

En 2008, aucun Etat membre n'a pu respecter les quatre critères de premier rang, en raison principalement des fortes tensions inflationnistes consécutives à la hausse des prix des produits alimentaires et des produits pétroliers. Il en a résulté le non respect du critère relatif à l'inflation par tous les Etats membres. Deux Etats membres, le Bénin et le Niger ont pu respecter les trois autres critères de premier rang, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal, deux, le Togo et la Côte d'Ivoire, un. Quant à la Guinée-Bissau, elle n'a pu respecter aucun critère de premier rang.

Au titre des critères de second rang, le Bénin et le Sénégal ont respecté trois, le Niger, deux, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali un. En ce qui concerne la Guinée-Bissau et le Togo, ils n'en ont respecté aucun.

Les conditions d'accès à la phase de stabilité au 1<sup>er</sup> janvier 2009, n'ont donc pas été respectées. Face à cette situation et au regard de la crise économique actuelle, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a décidé, lors de sa réunion tenue le 17 mars 2009 à Ouagadougou, de reporter l'horizon de convergence au 31 décembre 2013.

Tenant compte des risques majeurs qui pèsent sur les perspectives économiques en 2009 et pour permettre l'assainissement du cadre macroéconomique et favoriser le respect des critères de convergence, les Autorités des Etats membres devront prendre des dispositions pour :

- la poursuite et l'accélération des réformes structurelles en particulier dans les filières riz, café, cacao, coton, pétrole, énergie, eau, télécommunications, phosphates, transports et l'organisation de nouvelles filières pour diversifier la base productive ;
- le renforcement des actions menées en faveur du secteur agricole et plus particulièrement celles visant à accroître la production vivrière et améliorer les circuits de distribution des produits alimentaires, notamment les céréales et les féculents ;
- la poursuite de la politique de développement des infrastructures socioéconomiques afin de conforter la croissance économique, créer des emplois et améliorer les conditions de compétitivité ;
- le renforcement des efforts de recouvrement des recettes budgétaires par l'élargissement de l'assiette fiscale et la mise en œuvre du programme de transition fiscale ;
- l'élaboration et la mise en œuvre un plan d'apurement progressive du stock existant de la dette intérieure et l'amélioration du suivi de l'exécution du budget pour éviter de nouvelles accumulations d'arriérées de paiement intérieurs.

*En ce qui concerne les Etats pris individuellement, les recommandations de politique économique du Comité sont les suivantes:*

Le **Bénin**, voit ses performances en matière de convergence se dégrader en 2008, avec le respect de trois critères de premier rang contre quatre en 2007. En 2009, le critère relatif au taux d'inflation risque également de ne pas être respecté. Pour consolider les performances enregistrées, les Autorités béninoises sont invitées à :

- poursuivre les efforts de recouvrement des recettes budgétaires et de la lutte contre la fraude afin de limiter l'impact de la crise financière et économique sur les finances publiques ;
- améliorer les circuits de distribution des produits alimentaires, notamment les céréales et les féculents afin d'atténuer les risques liés aux effets spéculatifs ;
- poursuivre la mise en œuvre des programmes de réformes structurelles, notamment, dans le secteur de l'énergie électrique afin de permettre une exploitation efficace des capacités de production.

Le **Burkina Faso** a respecté deux critères de premier rang contre trois en 2007. Il s'agit des critères relatifs au taux d'endettement et à la non accumulation d'arriérés. Au titre des critères de second rang, comme les années précédentes, seul le critère relatif aux investissements financés sur ressources internes a été respecté. Aucune amélioration sensible n'est attendue pour 2009.

Pour améliorer les performances macroéconomiques, les Autorités burkinabés sont invitées à :

- accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles et des politiques sectorielles en vue de la consolidation et de la diversification des bases de production ;
- accroître la production vivrière et améliorer les circuits de distribution des produits de grande consommation ;
- poursuivre les efforts visant à améliorer le recouvrement des recettes fiscales ;
- renforcer la maîtrise des dépenses courantes, notamment la masse salariale.

La **Côte d'Ivoire** a respecté deux critères en 2008, ceux relatifs au solde budgétaire de base et solde extérieur courant hors transferts publics. Pour le critère relatif à l'encours de la dette, le repli entamé depuis plusieurs années s'est poursuivi rapprochant un peu plus ce critère de la norme communautaire. La récente conclusion d'un programme économique et financier soutenu par les ressources de la FRPC et l'atteinte du point de décision de l'Initiative PPTTE en mars 2009 devraient contribuer à une amélioration notable de la situation macroéconomique en 2009, ce qui se traduirait par une amélioration des performances en matière de convergence.

Afin de renouer avec une croissance robuste et de réaliser les objectifs de convergence, les Autorités ivoiriennes sont invitées à prendre les dispositions nécessaires en vue de :

- consolider la stabilité sociopolitique par la poursuite de la mise en œuvre des actions retenues dans le cadre des Accords de Ouagadougou ;
- poursuivre les actions visant à accroître l'offre de produits vivriers et la circulation des produits alimentaires afin de contenir l'inflation ;
- poursuivre les réformes structurelles, en particulier dans les filières café, cacao, coton, pétrole ;
- poursuivre la mise en œuvre du programme économique et financier triennal appuyé par la communauté financière internationale dont dépend le traitement de fond de la dette publique.

La **Guinée-Bissau** n'a respecté aucun critère. Pour renforcer durablement le cadre macroéconomique, les dispositions suivantes doivent être prises:

- consolider la normalisation de la situation socio politique ;
- accroître la production vivrière pour maîtriser l'inflation ;
- assurer une bonne exécution du programme d'Assistance d'Urgence Post Conflit afin de favoriser une mobilisation accrue des ressources extérieures ;
- maintenir l'effort d'assainissement des finances publiques, notamment la mobilisation accrue des ressources intérieures et la maîtrise de l'évolution des dépenses courantes ;
- accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des télécommunications et des transports.

Pour le **Mali**, seuls les deux critères de premier rang relatifs au taux d'inflation et au solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal sont non respectés. Les critères de second rang relatifs à la masse salariale (critère corrigé) et aux investissements financés sur ressources internes affichent des résultats conformes aux normes prescrites dans le cadre du Pacte. En 2009, la situation de convergence serait encore marquée par le non respect de critères clés.

Par rapport à cette situation d'ensemble, les Autorités maliennes sont invitées à prendre des mesures pour conforter la base économique et renforcer la capacité financière de l'Etat. Il s'agira de :

- poursuivre et consolider l'initiative riz, tout en veillant à la maîtrise du circuit de distribution ;
- restructurer la filière coton et poursuivre les réformes structurelles, notamment la privatisation de la CMDT ;
- poursuivre la politique de développement des infrastructures ;
- poursuivre les efforts de recouvrement des recettes budgétaires et de maîtrise des dépenses courantes.

Le **Niger** respecte tous les critères de premier rang, excepté le taux d'inflation. Quant aux critères de second rang, il respecte également ceux relatifs à la masse salariale sur les recettes fiscales et aux investissements publics financés sur les ressources internes.

Pour renforcer le cadre macroéconomique et favoriser la convergence de l'économie, les Autorités nigériennes sont invitées à prendre les dispositions suivantes :

- accélérer la politique d'organisation de la production agricole et des filières d'exportation, notamment l'oignon, le niébé, le souchet, la gomme arabique et les produits de l'élevage en vue de renforcer les bases de la croissance économique et d'améliorer le solde extérieur courant ;
- poursuivre l'accroissement de la production vivrière en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de contribuer ainsi à une meilleure maîtrise de l'inflation ;
- poursuivre les efforts d'élargissement de l'assiette fiscale et d'amélioration du recouvrement des recettes fiscales ;
- maîtriser les dépenses courantes, notamment les dépenses relatives aux matériels et fournitures, les transferts et subventions

Le **Sénégal** a respecté cinq critères de convergence dont deux de premier rang. Il s'agit des critères relatifs au taux d'endettement et à la non accumulation d'arriérés. En 2009, six critères seraient respectés mais le critère relatif au solde budgétaire de base ne le serait pas. Dans ce contexte, les Autorités du Sénégal sont invitées :

- poursuivre les actions visant à accroître l'offre de produits agricoles et améliorer le circuit d'approvisionnement des marchés afin de contenir l'inflation ;
- poursuivre les restructurations sectorielles, notamment celles portant sur l'énergie, le phosphate le transport et les programmes spéciaux susceptibles d'induire une croissance forte et soutenue ;
- intensifier la mise en œuvre des programmes visant à diversifier les exportations, de manière à tirer profit des opportunités offertes par les marchés internationaux ;
- poursuivre les efforts de mobilisation des recettes;
- maîtriser les dépenses courantes notamment les transferts et subventions, afin de consolider les bénéfices tirés des bons résultats macroéconomiques du début des années 2000.

Le **Togo** respecte un critère de premier rang, en l'occurrence le taux d'endettement et un critère de second rang, le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales. Pour l'année 2009, les perspectives indiquent que les critères relatifs à l'encours de la dette et à la non accumulation d'arriérés seraient respectés. Aucun critère de second rang ne serait respecté.

La situation économique et financière du Togo a été globalement satisfaisante en 2008 avec une bonne exécution du programme FRPC. Pour améliorer la situation macroéconomique, les Autorités togolaises sont invitées à :

- augmenter la production agricole et améliorer les circuits de distribution des produits de grande consommation, en vue de contenir les pressions inflationnistes ;
- poursuivre la mise en œuvre des réformes des régies financières ;
- accélérer la restructuration de la filière coton afin de rétablir la confiance des cotonculteurs et d'augmenter la production de coton graine ;
- accélérer l'élaboration de la stratégie de développement de la filière phosphate en se fondant sur les résultats de l'audit stratégique.

## 6.2 CEMAC

---

Il ressort de l'analyse qui précède que la crise financière internationale du dernier trimestre de l'année 2008 se poursuit en 2009 en se muant en une crise économique internationale. L'accélération de la crise financière internationale a eu, en 2008, un impact limité sur les activités économiques de la Communauté. Cependant, sur la base des prévisions actuelles, les effets de cette crise vont lourdement impacter en 2009 les activités économiques de la Communauté avec un ralentissement notable de la croissance qui

reviendrait à 1,6% contre 3,8% en 2008 en relation avec la chute de la demande et des cours des principales matières premières exportées par la sous-région notamment le pétrole et le bois.

Dans la perspective d'une stratégie de réaction proactive de la sous-région pour relever les principaux défis posés par cette crise, les autorités régionales ont organisé plusieurs séances de concertation qui ont abouti à l'adoption par le **Conseil des Ministres de la CEMAC** de recommandations des mesures d'ordre fiscal, monétaire, bancaire et financier sans oublier l'amélioration du climat des affaires ainsi que la création d'un comité de veille chargé du suivi de leur mise en œuvre par les Etats membres et les institutions communautaires.

En complément de ces mesures de lutte contre la crise économique internationale, les Etats sont encouragés à poursuivre les réformes structurelles indispensables à un développement durable. En particulier, ils doivent :

- Approfondir l'intégration régionale afin de promouvoir une croissance durable en adoptant une démarche régionale pour l'élimination des obstacles structurels à la diversification et à la compétitivité ;
- Améliorer le cadre macroéconomique à travers notamment une bonne coordination des politiques budgétaires et monétaires, la réforme tarifaire et l'accroissement des moyens d'intervention de la banque régionale de développement ;
- Diversifier la base productive par le développement des infrastructures de soutien à l'économie ;
- Améliorer le taux d'investissement à travers notamment la promotion des industries extractives, le lancement de l'agriculture intensive et la restructuration/réhabilitation des entreprises agricoles, le développement des filières industrielles par le secteur privé avec l'appui de l'Etat, la promotion des PME/PMI pour résoudre les problèmes d'emploi.

Les recommandations spécifiques par Etat se présentent comme suit :

**Au Cameroun**, face à la baisse tendancielle des recettes pétrolières, l'économie étant relativement diversifiée, le pays devrait continuer à renforcer les recettes non pétrolières. Afin de soulager les finances publiques, les axes d'actions prioritaires du gouvernement seront les suivants :

- Poursuivre les efforts de mobilisation des recettes non pétrolières et améliorer l'efficacité des dépenses publiques ;
- Poursuivre et renforcer les actions en cours en matière de bonne gouvernance ;
- Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté ;
- Accélérer la mise en œuvre des projets structurants notamment dans les domaines de l'énergie, des mines et des infrastructures ;
- Diversifier les sources de financement de l'économie.

**En République centrafricaine**, les actions à mettre en œuvre consistent à :

- Améliorer la contribution du secteur des ressources naturelles (forestières et minières en particulier) aux finances publiques ;
- Renforcer l'environnement juridique, judiciaire et réglementaire en vue d'améliorer le climat des affaires et la compétitivité économique ;
- Poursuivre et structurer la mise en œuvre des réformes au niveau des finances publiques.

**Au Congo**, le pays devra s'appuyer sur une croissance modérée des dépenses courantes afin d'assurer la stabilisation macroéconomique et un budget soutenable. À cet égard, il faudra :

- Poursuivre l'assainissement des finances publiques ;
- Mobiliser les ressources internes et les affecter de façon optimale vers les secteurs favorisant une croissance durable et génératrice d'emplois notamment l'agriculture, l'élevage, l'exploitation forestière, les PME/PMI ;
- Poursuivre la réalisation et le financement des investissements structurants avec l'appui des partenaires au développement, encadrés par une politique d'endettement viable.



**Au Gabon**, en droite ligne avec les objectifs du programme économique triennal (2007-2010) appuyé par un accord de confirmation avec le FMI, les Autorités doivent :

- Poursuivre l'assainissement des finances publiques;
- Améliorer l'environnement des affaires et la gouvernance ;
- Progresser dans les réformes structurelles indispensables à une croissance tirée par le secteur privé et une diversification accélérée de l'économie.

**En Guinée-Équatoriale**, la prudence et l'efficacité dans la gestion des finances publiques doivent de rigueur, principalement en termes de gestion des investissements publics. Sur la base de la forte rente pétrolière, les autorités doivent constituer des réserves, afin de faire face au repli des cours du brut. Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Poursuivre les efforts de transparence dans la gestion et l'utilisation des revenus pétroliers ;
- Améliorer davantage la transparence et l'efficacité dans la gestion des dépenses publiques ;
- Poursuivre les efforts de diversification de l'économie ;
- Améliorer l'environnement juridique, judiciaire et réglementaire en vue d'améliorer le climat des affaires et la compétitivité ;
- Poursuivre la construction des infrastructures de base pour l'éducation et la santé.

**Au Tchad**, les nombreux défis à relever consistent à :

- Poursuivre la recherche de la paix, condition sine qua non d'un développement socio-économique harmonieux ;
- Poursuivre et accélérer les réformes dans le cadre du programme d'action pour la modernisation des finances publiques ;
- Promouvoir la croissance du secteur non pétrolier ;
- Renforcer le secteur financier et de la micro finance ;
- Renforcer la stabilité politique et améliorer la gouvernance et les institutions ;
- Encourager les banques primaires à financer l'économie ;
- Construire et renforcer les infrastructures de soutien à la production.

### **6.3 UNION DES COMORES**

---

La maîtrise de l'inflation et le redémarrage de l'activité économique constituent un défi d'autant plus grand que les Comores sont très exposées aux chocs exogènes (ainsi que l'ont démontré l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires et énergétiques). Les bons résultats de la 2ème revue de l'AUCP ont permis d'ouvrir des discussions sur un accord triennal au titre d'une FRPC qui pourrait être présenté au Conseil du FMI en septembre 2009. Son acceptation se traduirait par des avancées dans le processus d'annulation de dette au titre de l'initiative PPTE. L'engagement des Autorités dans la voie des réformes paraît dès lors essentiel. Elles doivent en priorité poursuivre leurs efforts en matière de gestion des finances publiques et de maîtrise de la masse salariale, être vigilantes sur la question des arriérés de paiements extérieurs du pays et poursuivre leur recherche d'appuis auprès de l'ensemble de la communauté des bailleurs.

## 7. ANNEXES

---

- 7.1. Evolution des critères de convergence
  
- 7.2. Situation économique et financière de chaque Etat
  
- 7.3. Tableaux des opérations financières

## 7.1 Evolution des critères de convergence

UEMOA (En grisé, critère rempli)

CRITERES DE CONVERGENCE		RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE MULTILATÉRALE DANS L'UEMOA AU 31 DÉCEMBRE 2008										Nombre de pays respectant le critère		
		UEMOA	BENIN	BURKINA FASO	CÔTE D'IVOIRE	GUINÉE BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	2008	2007	2006	
		Critères de premier rang												
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme $\geq 0$ )	0,6	1,6	-1,2	1,2	-2,0	-0,1	5,0	-0,9	-0,7	3	3	3	
	<i>Solde budgétaire de base sur PIB (ancienne formule)</i> (norme $\geq 0$ )	-1,0	0,5	-4,5	-0,2	-9,3	-1,0	3,0	-2,3	-0,7				
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme $\leq 3\%$ )	7,4	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7			1	
	<i>Taux d'inflation sous-jacente</i> (norme $\leq 3\%$ )	5,9	6,4	6,7	4,0	5,7	8,0	7,0	4,2	5,7				
3	Encours de la dette publique totale sur PIB (norme $\leq 70\%$ )	44,2	19,1	23,2	71,5	219,3	37,5	20,1	25,8	62,4	6	5	5	
4	Accumulation d'arriérés de paiement (Mds FCFA)	404,6	0	0	372,4	31,4	0	0	0	0,8	5	4	3	
4.1	<i>Arriérés de paiement intérieurs</i>	91	0	0	80,3	10,7	0	0	0	0	6	4	3	
4.2	<i>Arriérés de paiement extérieurs</i>	313,6	0	0	292,1	20,7	0	0	0	0,8	5	5	5	
		Critères de second rang												
5	Masse salariale sur recettes fiscales (norme $\leq 35\%$ )	38,4	35,6	44,7	43,9	106,7	35,8	29,8	32,0	33,3	3	4	4	
6	Inv. financés sur ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales (norme $\geq 20\%$ )	24,7	23,7	43,7	14,9	12,4	23,5	42,4	30,7	12,9	5	2	4	
7	Solde extérieur courant hors donc sur PIB (norme $\geq -5\%$ )	-7,2	-10,3	-11,9	0,7	-19,9	-8,6	-15,1	-11,2	-8,9	1	1	1	
8	Taux de pression fiscale (norme $\geq 17\%$ )	15,2	17,2	12,2	15,5	10,8	13,3	11,7	18,3	14,6	2	1	1	
Nombre de critères respectés par pays		2008	5	3	2	0	3	5	5	2				
		2007	5	4	2	0	5	6	6	3				
		2006	3	4	2	2	2	6	6	6	2			

CEMAC

CRITERES DE CONVERGENCE		RÉSULTATS D'EXECUTION DE LA SURVEILLANCE MULTILATÉRALE DANS LA CEMAC AU 31 DÉCEMBRE 2008										Nombre de pays respectant le critère		
		Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad	CEMAC	2008	2007	2006			
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme >=0)	2,3	-1,7	27,7	13,0	19,0	5,0	11,4						
	Solde budgétaire de base structurel rapporté au PIB nominal (norme >0) <sup>1</sup>	-0,9	-1,7	10,4	7,0	3,0	-5,3	2,4			5	5	5	
	Solde budgétaire de base hors pétrole rapporté au PIB nominal (norme >0) <sup>2</sup>	-6,8	-1,7	-46,6	-16,7	-276,6	-29,6	-23,1						
2	Taux d'inflation annuel moyen (Norme <3%)	5,3	9,3	6,0	5,3	4,7	8,3	5,7						
	Taux d'inflation sous-jacente <sup>3</sup> (Norme <3%)	1,9	4,1	5,9	4,1	nd	1,5	nd			0	4	0	
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	13,8	69,2	63,1	11,8	1,1	24,1	20,3			5	5	5	
	Arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			5	3	6	
4	Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0						
	Nombre de critères respectés par pays	3	2	3	3	3	3	4						
	<b>2008</b>													
	<b>2007</b>													
	<b>2006</b>													

En grisé, critère rempli

<sup>1</sup> Indicateur complémentaire de convergence

<sup>2</sup> Indicateur complémentaire de convergence

<sup>3</sup> Indicateur complémentaire de convergence

## CEMAC Critères de premier rang

Libellés	2004	2005	2006	2007	2008	2009
						Prév.
<b>Taux d'inflation (en% ; critère : ≤ 3)</b>						
CEMAC	0,6	2,9	5,2	1,6	5,7	4,1
Cameroun	0,3	1,9	5,1	1,1	5,3	3,0
République centrafricaine	-2,1	2,9	6,6	1,0	9,3	4,7
Congo	3,6	2,5	4,7	2,5	6,0	4,8
Gabon	0,4	-0,2	4,0	4,8	5,3	3,5
Guinée Équatoriale	4,2	5,0	5,0	5,5	4,7	5,0
Tchad	-5,3	7,9	8,1	-9,0	8,3	7,0
<b>Nombre de pays ayant respecté le critère</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>Solde budgétaire de base (en% du PIB ; critère : ≥ 0)</b>						
CEMAC	4,9	9,2	11,1	9,2	11,4	-1,2
Cameroun	2,8	4,9	5,7	5,3	2,3	-0,2
République centrafricaine	-4,0	-4,6	-1,1	-0,7	-1,7	-2,5
Congo	4,9	17,4	17,8	10,1	27,7	-0,6
Gabon	8,0	9,6	10,2	9,5	13,0	1,5
Guinée Équatoriale	11,4	20,9	25,7	21,2	19,0	0,5
Tchad	2,1	1,1	3,8	3,8	5,0	-12,1
<b>Nombre de pays ayant respecté le critère</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>2</b>
<b>Taux d'endettement public (en% du PIB ; critère : ≤ 70)</b>						
CEMAC	63,6	49,8	32,8	27,8	20,3	22,7
Cameroun	54,2	51,1	20,2	16,9	13,9	14,1
République centrafricaine	120,1	113,1	90,9	85,6	69,2	34,7
Congo	172,5	123,1	92,7	73,0	63,1	70,0
Gabon	52,2	39,4	31,9	32,8	11,8	13,8
Guinée Équatoriale	6,1	2,7	1,9	1,5	1,1	1,8
Tchad	49,5	29,1	27,1	27,7	24,1	29,6
<b>Nombre de pays ayant respecté le critère</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>Arriérés (int. et ext.) gestion courante (en Mds ; critère : retard de paiement ≥ 120 jours)</b>						
CEMAC	49,0	22,2	54,9	19,2	0,0	0,0
Cameroun	12,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République centrafricaine	21,3	16,9	18,6	4,1	0,0	0,0
Congo	6,9	3,6	18,4	11,2	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée Équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	8,1	1,7	17,9	3,8	0,0	0,0
<b>Nombre de pays ayant respecté le critère</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>6</b>

Sources : BEAC, Administrations nationales et Commission de la CEMAC

1. Mesuré par l'indice des prix à la consommation, 2. Recettes totales (hors dons) - dépenses totales + investissements financés sur ressources extérieures, 3. Dette publique extérieure et intérieure à partir de 2002 pour tous les pays, sauf la Guinée Équatoriale

## Critères de second rang

Libellés	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
<b>Taux de couverture extérieure de la monnaie, en% (avoirs extérieurs sur engagements à vue ≥ 20)</b>						
CEMAC	73,8	86,6	94,6	97,2	101,8	100,1
Cameroun	51,9	67,4	77,5	88,5	92,6	92,1
République centrafricaine	85,6	80,8	74,6	60,7	67,0	65,6
Congo	29,3	71,7	87,9	85,9	98,6	97,8
Gabon	61,8	74,8	90,7	84,7	98,4	98,5
Guinée Équatoriale	100,2	100,2	100,2	97,7	97,9	98,0
Tchad	71,4	63,5	90,9	90,2	92,3	54,5
<b>Solde budgétaire primaire positif (en% du PIB)</b>						
CEMAC	7,4	11,0	12,8	10,3	12,4	-0,4
Cameroun	4,7	6,4	7,0	5,8	2,7	0,2
République centrafricaine	-2,7	-3,4	0,2	0,7	0,1	-0,8
Congo	11,3	22,1	22,4	12,8	31,0	1,4
Gabon	11,9	12,4	12,5	11,6	14,7	3,5
Guinée Équatoriale	25,9	32,9	42,9	41,2	39,6	27,9
Tchad	2,8	1,4	4,3	4,2	5,3	-11,6
<b>Solde budgétaire de base hors pétrole (en pourcentage du PIB hors pétrole ; critère &gt;=0)</b>						
CEMAC	-10,1	-11,7	-16,7	-17,7	-23,1	-17,2
Cameroun	-1,5	-0,4	-1,3	-1,2	-6,8	-4,4
République Centrafricaine	-4,0	-4,6	-1,1	-0,7	-1,7	-2,5
Congo	-37,5	-40,6	-57,6	-58,1	-46,6	-38,7
Gabon	-15,7	-21,3	-21,3	-16,0	-16,7	-14,7
Guinée-Équatoriale	-160,6	-173,3	-208,4	-210,5	-276,6	-230,6
Tchad	-3,0	-6,7	-14,8	-23,7	-29,6	-20,9
<b>Taux de pression fiscale (en% du PIB)</b>						
CEMAC	13,5	14,0	14,3	14,8	14,1	13,9
Cameroun	11,5	12,8	13,3	13,5	12,5	11,7
République centrafricaine	7,0	6,9	7,8	7,5	7,5	7,6
Congo	18,0	17,2	17,3	16,8	17,4	16,6
Gabon	22,9	22,5	22,6	23,4	21,9	23,2
Guinée Équatoriale	22,0	20,0	20,4	16,2	13,0	19,4
Tchad	8,4	8,4	7,1	9,5	10,0	10,8
<b>Variation masse salariale et recettes budgétaires (masse salariale/recettes budgétaires)</b>						
CEMAC	5,0	0,0	0,5	1,1	2,7	4,3
Cameroun	-2,7	-0,3	0,1	1,4	2,4	-0,6
République centrafricaine	1,5	0,1	-0,2	-1,7	0,1	0,6
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,2	0,9	0,0	-0,1
Guinée Équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Tchad	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Déficit extérieur courant de la BDP (en% du PIB)</b>						
CEMAC	5,7	10,8	9,0	-1,1	1,7	-12,0
Cameroun	-6,6	-4,0	-2,3	-1,7	-2,1	-9,4
République centrafricaine	-6,8	-8,3	-8,0	-9,4	-12,6	-13,3
Congo	15,1	10,7	0,1	-19,3	-9,9	-11,3
Gabon	13,7	15,3	18,1	18,7	22,4	7,1
Guinée Équatoriale	9,3	19,0	9,1	1,2	5,9	-22,5
Tchad	-27,3	-1,1	-11,5	-13,2	-12,4	-40,7
<b>Service de la dette extérieure/Exportations (en%)</b>						
CEMAC	10,9	8,2	19,4	5,3	8,4	7,2
Cameroun	23,6	18,9	101,7	4,1	4,2	5,9
République centrafricaine	23,2	19,4	67,7	16,6	21,1	339,5
Congo	15,6	16,0	13,7	11,1	7,8	6,6
Gabon	17,8	10,7	10,0	10,0	27,2	8,1
Guinée Équatoriale	0,4	0,6	0,3	0,3	0,0	0,4
Tchad	1,7	1,1	2,3	1,6	3,0	3,4

Sources : BEAC, Administrations nationales et Commission de la CEMAC

## 7.2 Situation économique et financière de chaque Etat

---

### UEMOA

#### 1. BENIN:

En 2008, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 5,0% contre 4,6% en 2007. Cette évolution est imputable aux performances de tous les secteurs de l'économie. Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été, respectivement, de 1,1 point, 1,0 point et de 2,9 points. En 2009, l'activité économique enregistrerait un ralentissement avec un taux de croissance de 3,8%. Cette croissance serait soutenue par l'ensemble des secteurs de l'économie, en particulier, les secteurs secondaire et tertiaire.

L'évolution des prix intérieurs a été marquée par des tensions inflationnistes au cours de l'année 2008. En effet, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 7,9% contre 1,3% en 2007. Ces tensions inflationnistes sont imputables principalement au renchérissement des produits alimentaires, consécutif à la hausse des prix de ces produits à l'échelle mondiale. Cette évolution des prix aurait été plus importante en l'absence des mesures prises par le Gouvernement pour atténuer son impact sur le pouvoir d'achat de la population. Epousant le même profil, le taux d'inflation sous-jacente s'est établi à 5,9% en 2008 contre 2,0% un an plus tôt.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2009, le taux d'inflation annuel a atteint 5,3% contre 4,6%, pour les cinq premiers mois de l'année 2008. Cette évolution a été impulsée principalement par la hausse des prix des produits alimentaires. Si la tendance observée se maintenait, le pays réaliserait en 2008, un taux d'inflation annuel moyen au-delà de la norme communautaire de 3%, au maximum.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une dégradation du déficit global qui est ressorti à 0,6% du PIB contre un excédent de 1,8% en 2007, suite à une progression plus importante des dépenses totales que celle des recettes. En effet, les recettes budgétaires ont progressé de 6,2% pour représenter 19,5% contre 20,7% du PIB en 2007. Cette évolution des recettes est en liaison avec la chute des recettes non fiscales exceptionnelles encaissées un an plus tôt. Quant aux recettes fiscales, elles ont connu une hausse de 14,9% en 2008. Les dons se sont inscrits en baisse de 3,2% pour représenter 2,8% du PIB en 2008 contre 3,3% un an plus tôt.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 16,5% pour s'établir à 22,9% du PIB contre 22,2% en 2007. La progression des dépenses est imputable à la hausse des dépenses courantes de 17,9%, les dépenses en capital ayant baissé. Les dépenses d'investissement financées sur ressources internes se sont accrues de 29,5% et ont concerné, entre autres, la construction des logements dans le cadre de l'organisation du 10<sup>e</sup> Sommet de la CEN-SAD en juin 2008. Cette hausse des dépenses d'investissement financées sur ressources internes a induit celle des dépenses de base de 20,2%. Le solde budgétaire de base est ressorti excédentaire de 1,6% du PIB. Le déficit global hors dons s'est établi à 3,4% du PIB contre 1,5% en 2007. Quant au déficit global, il s'est situé à 0,6% du PIB contre un excédent de 1,8% en 2007.

Pour l'année 2009, les recettes budgétaires totales progresseraient de 18,7% pour représenter 22,1% du PIB. Les dépenses totales augmenteraient de 25,0% pour s'établir à 27,4% du PIB. Les dons seraient en hausse de 22,6% soit 3,3% du PIB.

Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 25,0% pour représenter 27,4% du PIB sous l'effet de la hausse des dépenses en capital. En effet, les dépenses en capital augmenteraient de 75,7% contre un recul de 7,8% un an plutôt. La hausse des dépenses en capital serait en rapport avec la poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures économiques et sociales, les dépenses de lutte contre la pauvreté, l'appui aux filières agricoles, notamment le Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire. Quant aux dépenses courantes, elles augmenteraient de 16,0%, en liaison avec la hausse de la masse salariale, en réponse aux revendications des agents de l'Etat.

Au total, les dépenses de base progresseraient de 20,8% entraînant une réduction de l'excédent du solde budgétaire de base qui représenterait 1,2% du PIB. Le déficit global hors dons s'établirait à 5,2% du PIB et le déficit global représenterait 1,9%.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours rapporté au PIB nominal s'est établi à 19,1% contre 15,0% en 2007. Le service dû de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires s'est situé à 5,3% contre 3,7% en 2007. En 2009, l'encours de la dette totale rapporté au PIB nominal s'établirait à 20%, en rapport principalement avec l'accroissement de la dette publique intérieure.

Le déficit des transactions courantes enregistrerait une légère augmentation en 2008, en ressortant à 250,5 milliards contre 237,0 milliards. Cette dégradation du compte courant serait liée essentiellement à la hausse de 4,7% des importations, sous l'effet de l'accroissement des achats de produits énergétiques, de biens d'équipement et de produits alimentaires. Les exportations, pour leur part, devraient augmenter de 3,4%, en liaison notamment avec l'augmentation des réexportations et des ventes de coton.

Les déficits des services nets et des revenus se stabiliseraient respectivement à 96,0 milliards et 4,9 milliards, alors que le solde créditeur des flux de transferts courants ressortirait à 135,2 milliards contre 128,7 milliards en 2007.

Hors dons, le déficit courant s'établirait à 9,4% du PIB contre 10,0% en 2007.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières ressortirait en baisse de 21,6%, à 285,2 milliards en 2008, en relation avec la baisse des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Au total, la balance des paiements en 2008 afficherait un solde global excédentaire de 34,7 milliards contre 141,4 milliards en 2007.

En 2009 le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 10,0 milliards, après celui de 34,7 milliards en 2008. Le déficit des transactions courantes s'aggraverait pour ressortir, hors dons, à 11,4% du PIB contre 9,4% du PIB en 2008, du fait de la dégradation du solde des échanges de biens et de services. Cette évolution défavorable résulterait du recul des exportations, en liaison avec la chute des cours et de la production du coton, et de l'augmentation des importations soutenue par la mise en œuvre des projets de construction d'infrastructures.

La détérioration du compte courant serait toutefois atténuée par le quasi-doublement des appuis budgétaires.

Le compte de capital et d'opérations financières serait en hausse de 7,4% à 306,3 milliards, en relation avec l'augmentation des entrées nettes de capitaux publics, en particulier les dons-projets.

Les **avoirs extérieurs nets** se sont établis à 691,5 milliards à fin décembre 2008, en hausse de 34,8 milliards par rapport à la même période de l'année 2007.

**L'encours du crédit intérieur** est ressorti à 442,3 milliards à fin décembre 2008, en hausse de 210,3 milliards ou 90,7% par rapport à fin décembre 2007. **La position nette créditrice du Gouvernement** s'établirait à 182,1 milliards à fin décembre 2008 contre 287,9 milliards un an plus tôt, soit une détérioration de 105,9 milliards. Cette évolution traduit l'effet de la hausse des concours bancaires à la suite des émissions de titres publiques (bons et obligations du Trésor d'un montant total de 70,1 milliards). **L'encours des crédits au secteur privé** a progressé de 104,4 milliards ou 20,1%, pour ressortir à 624,4 milliards, en liaison avec l'augmentation de 110,7 milliards des crédits ordinaires. La hausse des crédits ordinaires résulterait essentiellement de mises en place de crédits en faveur d'entreprises évoluant dans les secteurs de l'agro-industrie, de la distribution de produits pétroliers, de l'énergie, des télécommunications, de la microfinance, du commerce général et des services.

**La masse monétaire** a augmenté de 237,1 milliards ou 27,3% sur la période sous revue, pour s'établir à 1.106,5 milliards en décembre 2008. L'accélération de la croissance de la masse monétaire est imputable à la progression de 51,3% de la circulation fiduciaire et de celle de 18,1% des dépôts en banque.

**A fin juin 2009**, les avoirs extérieurs nets se sont situés à 646,1 milliards pour un objectif de 779,7 milliards à fin décembre 2009. L'encours du crédit intérieur, attendu à 286,8 milliards à fin décembre, s'est établi à 535,7 milliards à fin juin 2009. La masse monétaire pour sa part s'est située à 1.156,0 milliards pour un objectif annuel de 1.051,7 milliards.

- En 2008, les performances en matière de convergence se sont dégradées, avec le respect de trois critères de premier rang contre quatre en 2007. En 2009, le critère relatif au taux d'inflation risque également de ne pas être respecté. Pour consolider les performances enregistrées, les Autorités béninoises sont invitées à :
- poursuivre les efforts de recouvrement des recettes budgétaires et de la lutte contre la fraude afin de limiter l'impact de la crise financière et économique sur les finances publiques ;
- améliorer les circuits de distribution des produits alimentaires, notamment les céréales et les féculents afin d'atténuer les risques liés aux effets spéculatifs ;
- poursuivre la mise en œuvre des programmes de réformes structurelles, notamment, dans le secteur de l'énergie électrique afin de permettre une exploitation efficace des capacités de production.

## 2. BURKINA FASO

En 2008, le taux de croissance de l'activité économique s'est amélioré. Il s'est établi à 5,3% contre 3,6% en 2007. Cette évolution est essentiellement liée aux performances du secteur primaire, grâce à la hausse des productions de céréales et des cultures de rente. L'agriculture a bénéficié d'un retour à la normale des conditions pluviométriques, après les difficultés enregistrées en 2007 et des mesures prises par le Gouvernement pour accompagner les producteurs. Il s'agit notamment, de la fourniture de semences améliorées et de la facilitation de l'acquisition de matériel agricole. Le secteur



secondaire est resté dynamique grâce au regain d'activités dans les industries extractives, aux performances de l'égrenage de coton, des autres industries manufacturières modernes et au dynamisme du BTP.

Pour 2009, il est attendu un taux de croissance de 3,5% contre 5,5% initialement prévu, en rapport avec les effets de la crise économique et financière internationale qui a induit une baisse de la demande mondiale et du cours du coton, un ralentissement des importations, des transferts privés et des investissements directs étrangers. La baisse du cours du coton a entraîné une réduction du prix au producteur fixé à 160 F le kilogramme pour la campagne 2009/2010 contre 165 F la campagne précédente. L'activité serait soutenue par les bonnes perspectives de la production industrielle d'or, à la faveur de l'ouverture prochaine d'une nouvelle mine, celle de Belahouro.

L'activité économique en 2008 s'est déroulée dans un contexte de fortes tensions inflationnistes, avec un taux d'inflation annuel moyen de 10,7% contre -0,3% en 2007. Cette forte progression de l'inflation est liée à la crise des prix des produits alimentaires, et énergétiques, ainsi qu'aux mauvais résultats de la campagne agricole 2007/2008. Cette forte hausse des prix a été enregistrée, malgré les mesures prises par le Gouvernement pour atténuer l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires. Quant au taux de l'inflation sous-jacente, il a été de 6,7% contre 1,5% en 2007.

Les tensions inflationnistes ont persisté au cours des cinq premiers mois de l'année 2009. En effet, le taux d'inflation annuel moyen au cours de cette période a été de 6,6%, contre 8,0% observée au cours de la même période en 2008. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des prix des produits alimentaires de 11,0% contre 17,7% pour la même période en 2008. Si la tendance observée se poursuit, la norme d'un taux d'inflation annuel de 3% au maximum, pourrait ne pas être respectée.

Au titre des finances publiques, les recettes budgétaires ont progressé de 9,9% pour représenter 13,3% du PIB contre 13,6% en 2007. Les recettes fiscales se sont accrues de 9,8% mais le taux de pression fiscale est ressorti à 12,2% contre 12,5% en 2007. La hausse des recettes s'explique par la bonne tenue des taxes sur les biens et services, notamment la TVA, en rapport avec les actions d'amélioration des recouvrements. Les performances des régies ont été quelque peu atténuées par les mesures prises par le Gouvernement pour contenir les effets de la flambée des prix sur les couches vulnérables. S'agissant des dons, ils ont chuté de 30,1% pour atteindre 146,9 milliards, représentant 4,0% du PIB contre 6,5% en 2007. Cette baisse s'explique par le retard dans la mobilisation de certains dons.

Les dépenses totales et prêts nets ont baissé de 5,1% pour représenter 21,7% du PIB contre 25,8% en 2007. Ce repli est imputable aux dépenses d'investissement, les dépenses courantes ayant progressé de 1,1%. Les dépenses d'investissement ont reculé de 15,2%, en raison de la chute de 45,6% de la composante financée sur ressources extérieures, en liaison avec le retard accusé dans la mise en œuvre de certains projets, notamment le barrage de Samandéni. Quant aux dépenses d'investissement financées sur ressources internes, elles ont connu une hausse de 36%. Cette hausse s'explique en partie, par le non décaissement aux dates prévues de certains financements extérieurs attendus, obligeant l'Etat à suppléer dans certains cas, aux défaillances.

La forte progression des dépenses d'investissement financées sur ressources internes a entraîné une hausse des dépenses de base de 10% entraînant une dégradation du solde budgétaire de base qui est ressorti à -1,2% du PIB contre -0,7% en 2007. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils se sont réduits pour représenter 8,4% et 4,4% du PIB, respectivement, contre 12,2% et 5,7% en 2007.

En 2009, les recettes budgétaires progresseraient de 5,0% pour représenter 13,2% du PIB. Les recettes fiscales seraient en accroissement de 4,7% et le taux de pression fiscale ressortirait à 12,1%. La progression des recettes fiscales s'expliquerait principalement par la poursuite de la modernisation des régies, l'intensification des actions de sensibilisation et la poursuite de la lutte contre la fraude.

Les dépenses totales et prêts nets augmenteraient de 18,9% pour se situer à 24,5% du PIB en rapport essentiellement avec l'augmentation des dépenses en capital de 43,3%. Cette forte progression s'expliquerait par un effet de rattrapage, après la baisse enregistrée en 2008. Les dépenses courantes seraient en hausse de 4,9%, en rapport avec la progression de la masse salariale. L'effet de la progression des courantes sur le solde budgétaire de base serait atténué par le recul des dépenses d'investissement financées sur ressources internes. Il en résulterait une amélioration du solde budgétaire de base dont le déficit représenterait 0,2% du PIB. En ce qui concerne déficit global hors dons et le déficit global, ils s'aggravaient pour ressortir à 11,3% et 5,0% du PIB, respectivement.

L'encours de la dette publique à fin décembre 2008 se chiffre à 845,6 milliards, soit 23,2% du PIB contre 22,5% en 2007. Le service de la dette a représenté 4,6% des recettes contre 5,0% en 2007. Le niveau relativement faible de ces différents ratios s'explique essentiellement par le bénéfice de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). En 2009, le ratio ressortirait à 22,0%.

Le solde global de la **balance des paiements** devrait ressortir déficitaire de 40,3 milliards contre un excédent de 188,1 milliards en 2007. Ce déficit serait induit par la dégradation du compte courant et le fort repli des flux<sub>41</sub>

d'investissements directs, à la suite du niveau élevé enregistré en 2007, du fait de la privatisation de l'Office National des Télécommunications (ONATEL).

Le déficit du compte courant extérieur, hors dons, devrait s'amplifier en ressortant à 11,9% du PIB contre 11,2% une année auparavant. Cette contre-performance serait liée à celle de la balance commerciale, dont le déficit devrait s'accroître pour s'établir à 333,1 milliards, consécutivement à l'accroissement des importations. Les importations totales enregistreraient en effet, une hausse de 9,5% en 2008 pour s'établir à 640,8 milliards, sous l'effet du regain de dynamisme de l'activité économique intérieure et du renchérissement des cours mondiaux de pétrole et des produits alimentaires.

Les exportations se situeraient, pour leur part, à 307,7 en hausse de 3,1%. Cette progression découlerait de l'augmentation des ventes extérieures d'or, dont l'incidence a été atténuée par la chute de 27,1% des exportations de coton.

Le déficit des services serait de 190,5 milliards, accusant une détérioration de 16,5 milliards, en liaison avec la hausse du fret et de l'assurance payés sur les importations, tandis que les revenus nets seraient quasi stables en ressortant à -1,6 milliard. Les transferts courants excédentaires s'établiraient à 183,3 milliards en 2008 contre 193,3 milliards en 2007, en liaison notamment avec la baisse des dons publics.

Les entrées nettes au titre des opérations financières et des transferts en capital ressortiraient à 302,2 milliards durant l'année 2008, en baisse de 34,0% par rapport à 2007. Celle-ci serait due au repli des investissements directs après l'opération de privatisation de l'ONATEL en 2007.

En 2009, le solde global de la balance des paiements dégagerait un excédent de 10,0 milliards en 2009, après le déficit de 39,7 milliards en 2008, en liaison avec la réduction du déficit du compte courant conjugué à un relèvement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant se réduirait en effet de 34,5 milliards en s'établissant à 307,4 milliards, du fait essentiellement de l'amélioration du solde commercial découlant de la progression des exportations. Celles-ci s'accroîtraient de 14,8%, en relation avec la hausse de la production de coton destinée à l'exportation et l'entrée en production de nouvelles mines d'or.

La progression des importations serait limitée à 2,3%, l'incidence de l'accroissement des acquisitions de biens d'équipement dans le cadre de la poursuite des programmes d'investissements public devant être compensée par le recul de la facture pétrolière.

Le déficit courant hors dons, s'établirait à 10,7% du PIB contre 11,9% du PIB en 2008.

Les entrées nettes au titre des opérations financières et des transferts en capital ressortiraient à 317,4 milliards en 2009 contre 302,2 milliards en 2008. Cette hausse proviendrait principalement de l'augmentation des dons-projets liée à la mobilisation des ressources du Millenium Challenge Account (MCA).

**Les avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires se sont contractés de 39,7 milliards d'une année à l'autre pour s'établir à 369,6 milliards à fin décembre 2008.

**L'encours du crédit intérieur** en ressortant à 603,7 milliards à fin décembre 2008, s'est inscrit en hausse de 150,9 milliards ou 33,3%. **La position nette créditrice du Gouvernement** s'est dégradée de 34,1 milliards, pour s'établir à 59,7 milliards à fin décembre 2008, en liaison essentiellement avec la baisse des recettes fiscales de l'Etat. **Les crédits à l'économie** se sont établis à 663,4 milliards, en hausse de 21,4% par rapport à décembre 2007, du fait de la progression de 22,8% des concours ordinaires dont l'impact a été atténué par le repli de 22,1% des crédits de campagne. L'accroissement des crédits ordinaires est dû aux concours accordés à des sociétés cotonnières ainsi qu'aux entreprises intervenant dans les secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications, du BTP, de l'agro-industrie, du commerce général et des services.

**La masse monétaire** s'est accrue de 12,0%, pour s'établir à 910,6 milliards à fin décembre 2008, traduisant ainsi la hausse concomitante de 14,1% des dépôts en banque et de 5,5% de la circulation fiduciaire.

**A fin juin 2009**, les avoirs extérieurs des institutions monétaires se sont établis à 498,2 milliards, largement au-dessus de l'objectif de 434,3 milliards à fin décembre 2009. L'encours du crédit intérieur est ressorti à 587,6 milliards à fin juin 2009 alors qu'il est attendu à 536,4 milliards à fin décembre 2009. La masse monétaire pour sa part s'est située à 998,5 milliards pour un objectif annuel de 938,2 milliards.

En 2008, deux critères de premier rang ont été respectés contre trois en 2007. Il s'agit des critères relatifs au taux d'endettement et à la non accumulation d'arriérés. Au titre des critères de second rang, comme les années précédentes, seul le critère relatif aux investissements financés sur ressources internes a été respecté. Aucune amélioration sensible n'est attendue pour 2009.

Pour améliorer les performances macroéconomiques, les Autorités sont invitées à :

- accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles et des politiques sectorielles en vue de la consolidation et de la diversification des bases de production ;
- accroître la production vivrière et améliorer les circuits de distribution des produits de grande consommation ;
- poursuivre les efforts visant à améliorer le recouvrement des recettes fiscales ;
- renforcer la maîtrise des dépenses courantes, notamment la masse salariale.

### 3. COTE D'IVOIRE

En 2008, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti à 2,3% contre 1,5% en 2007. Cette croissance a été portée par les secteurs secondaire et tertiaire, la valeur ajoutée du secteur primaire ayant régressé, du fait principalement de l'agriculture d'exportation en rapport avec les difficultés de la filière café-cacao. Les activités du secteur secondaire ont bénéficié du contexte de normalisation de la situation sociopolitique qui a entraîné le retour de la confiance des entreprises et des ménages. Quant au secteur tertiaire, il a poursuivi sa progression sous l'impulsion des télécommunications, du commerce et du transport.

En 2009, la croissance de l'activité économique serait de 3,7%, portée par le secteur primaire, en relation avec les bonnes performances attendues de l'agriculture d'exportation et de l'agriculture vivrière. Les conséquences de la crise financière internationale sur l'économie ivoirienne seraient limitées, notamment par la bonne orientation du cours du cacao. Par ailleurs, le café et le cacao bénéficieraient du renforcement du traitement du verger et de la poursuite du programme de régénérescence des plants. En outre, l'extraction minière et pétrolière devrait connaître une hausse avec la résolution des problèmes techniques dans les champs pétroliers.

En 2008, la croissance a été réalisée dans un contexte de fortes tensions inflationnistes, avec un taux d'inflation annuel moyen de 6,3% contre 1,9% en 2007. Ces pressions inflationnistes sont essentiellement dues aux crises alimentaire et énergétique qui ont entraîné la progression des prix des produits alimentaires et des transports. Quant au taux d'inflation sous-jacente, il a été de 4,0% contre 1,1% en 2007. La hausse de l'inflation aurait été plus importante en l'absence des mesures prises par le Gouvernement pour atténuer l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires.

Les tensions inflationnistes enregistrées en 2008 se sont poursuivies au cours des cinq premiers mois de l'année 2009. En effet, sur cette période, le taux d'inflation est ressorti à 4,4% contre 3,5% pour la même période en 2008. Cette évolution s'explique par l'accélération des prix des produits alimentaires et du transport. La hausse des prix des produits pétroliers et celle attendue du tarif de l'énergie électrique pourraient contribuer au maintien d'un taux d'inflation élevé. Si cette tendance se poursuivait, la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3% au maximum, ne pourra pas être respectée.

En 2008, les recettes totales ont progressé de 8,3% pour représenter 18,8% du PIB contre 19,2% en 2007. Cette évolution s'explique par la progression des recettes fiscales de 10,4%, induisant un taux de pression fiscale de 15,5% comme en 2007. L'amélioration des recettes fiscales est liée aux efforts des régies financières pour accroître les ressources de l'Etat. Les dons ont progressé pour représenter 1,7% du PIB contre 0,6% en 2007. Cette évolution a été obtenue en dépit du maintien de la suspension des décaissements de certains bailleurs, notamment la Banque Africaine de Développement.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 12,9% pour représenter 21,0% du PIB contre 20,5% en 2007. Cette évolution s'explique tant par la hausse des dépenses courantes que celle des dépenses d'investissement. Les dépenses courantes ont augmenté de 9,9%, sous l'effet principalement de l'accroissement de la masse salariale dont la progression est liée à la revalorisation de certains traitements et indemnités.

La progression des dépenses d'investissement de 26,0% est en rapport avec la réalisation des grands travaux d'investissement. La hausse des dépenses courantes et celle des dépenses d'investissement financées sur ressources internes ont entraîné une progression des dépenses de base de 11,9%. Toutefois, l'excédent du solde budgétaire de base rapporté au PIB s'est amélioré pour ressortir à 1,2% contre 0,5% en 2007 en raison de la hausse des recettes. Par contre, le déficit global hors dons s'est aggravé pour représenter 2,2% du PIB contre 1,4% en 2007. Quant au déficit global, il est ressorti à 0,4% contre 0,8% en 2007. Par ailleurs, la situation des finances publiques s'est traduite par des accumulations d'arriérés de 372,4 milliards dont 292,1 milliards au titre des arriérés extérieurs.

En 2009, les recettes budgétaires augmenteraient de 5,7% pour représenter 19,0% du PIB, grâce à la reprise de l'activité économique et à la poursuite de l'amélioration de l'efficacité des régies par des mesures administratives, ainsi que par le relèvement de la taxe spécifique sur les produits pétroliers et une réduction de la fiscalité sur le cacao. Toutefois, il sera observé une baisse des recettes du pétrole/gaz, en raison principalement de la baisse des cours mondiaux.

Les dépenses totales et prêts nets se réduiraient de 1,4% pour représenter 19,8% du PIB. Les dépenses courantes seraient en baisse de 2,5%, du fait principalement du recul prévu au niveau des dépenses de matériel et de fourniture. Quant à la masse salariale, elle serait en progression de 4,7%. Cette évolution serait liée principalement aux indemnités accordées à compter de juillet 2008 à certains agents de l'Etat et aux nouveaux recrutements. Les dépenses en capital reculeraient de 10,0% avec la décision du Gouvernement de freiner le rythme d'exécution des grands travaux d'investissement de l'Etat. Les dépenses de base reculeraient de 2,5% en rapport avec le repli des dépenses courantes et des dépenses d'investissement financées sur ressources internes. Le solde budgétaire de base s'améliorerait pour ressortir à 1,6% du PIB. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils représenteraient 0,8% et 0,4% du PIB, respectivement.

L'encours de la dette publique s'est établi à 7 494,1 milliards à fin décembre 2008, soit 71,5% du PIB contre 80,8% en 2007. Cette amélioration s'explique par l'annulation partielle de la dette vis-à-vis de la Banque Mondiale. La conclusion d'un programme économique et financier avec les institutions de Bretton Woods et l'atteinte du point de décision de l'Initiative PPTTE en mars 2009, la dette publique de la Côte d'Ivoire devrait s'alléger rapidement.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le solde courant extérieur, rapporté au PIB, passerait de -0,7% en 2007 à 2,1% en 2008 en relation avec une progression des exportations. Ces dernières ont enregistré, en effet, une progression de 8,8%, après la baisse de 6,3% en 2007, en liaison avec le niveau élevé des cours du pétrole, ainsi que la hausse des ventes extérieures de cacao. Les importations ont augmenté de 3,5% en 2008. Le solde courant, hors dons, rapporté au PIB s'est situé à 0,7%, après -1,3% en 2007.

Les estimations de balance des paiements pour la Côte d'Ivoire tablent sur un solde global déficitaire pour la première fois depuis 1999. Le déficit se situerait à 15,3 milliards en 2008, après un excédent de 212,6 milliards en 2007. Ce repli significatif traduit l'évolution du compte de capital et d'opérations financières, déficitaire de 233,9 milliards, après un excédent de 262,3 milliards. Cette évolution reflète les efforts fournis pour limiter les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, ainsi que le recul des entrées de capitaux privés.

L'incidence de la dégradation du compte de capital et d'opérations financières serait partiellement compensée par le redressement du compte des transactions courantes qui afficherait un excédent de 218,6 milliards, après le déficit accidentel de 66,6 milliards en 2007. L'embellie du compte courant serait liée au renforcement de l'excédent commercial de 262,3 milliards par rapport à 2007, du fait du redressement des exportations. Celles-ci enregistreraient en effet une progression de 8,8%, après la baisse de 6,3% en 2007, en liaison avec le niveau élevé des cours du pétrole, ainsi que la hausse des ventes extérieures de cacao. Les importations augmenteraient de 3,5% en 2008.

L'évolution favorable des transactions courantes serait également imputable à la baisse de 25,1 milliards du déficit des services et de 10,1 milliards des transferts courants. Le solde courant, hors dons, rapporté au PIB se situerait à 0,7%, après -1,3% en 2007.

En 2009, les échanges extérieurs devraient se solder par un excédent de 50,0 milliards de la balance des paiements, après le déficit de 15,3 milliards enregistré un an auparavant.

Cette évolution favorable résulterait d'une amélioration du solde du compte de capital et d'opérations financières, à la faveur de la normalisation des relations avec les partenaires au développement. En particulier, en liaison avec les mobilisations de ressources attendues dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) et les perspectives de rééchelonnement de la dette auprès des Clubs de Paris et de Londres, le déficit du compte de capital et d'opérations financières devrait se réduire à 142,8 milliards en 2009, après un niveau de 233,9 milliards en 2008.

En revanche, l'excédent du compte courant devrait fléchir, en rapport singulièrement avec la chute des cours du pétrole. En effet, les exportations se replieraient de 14,6%, en liaison avec la baisse d'environ 40,0% des ventes extérieures de produits pétroliers. L'incidence du recul des recettes d'exportations sur le solde courant serait cependant atténuée par la diminution des importations découlant de celle des achats de produits pétroliers, ainsi que l'amélioration des soldes des services, des revenus et des transferts courants. Au total, le compte courant afficherait un excédent de 192,8 milliards, en repli de 25,8 milliards par rapport à 2008. Hors dons, cet excédent se situerait à 0,2% du PIB contre 0,7% du PIB en 2008.

milliards à fin décembre 2008, imputable essentiellement à la contraction des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale.

**Le crédit intérieur** a progressé de 141,2 milliards ou 7,2% par rapport à son niveau de décembre 2007, pour s'établir à 2.103,7 milliards à fin décembre 2008. **La position nette débitrice du Gouvernement** en s'établissant à 399,6 milliards s'est améliorée de 31,1 milliards au cours de la période sous revue, en liaison avec la baisse des concours des banques à l'Etat. **L'encours des crédits à l'économie** s'est situé à 1.704,0 milliards à fin décembre 2008, contre 1.531,7 milliards à fin décembre 2007, traduisant une hausse de 11,2%, induite notamment par l'accroissement de 12,1% des crédits ordinaires. L'évolution des crédits ordinaires est essentiellement imputable aux nouvelles mises en place en faveur des entreprises intervenant dans les secteurs de l'agro-industrie, des télécommunications et de l'énergie.

**La masse monétaire** est en hausse de 5,7%, pour s'établir à 2.997,4 milliards à fin décembre 2008, du fait de la hausse de 7,0% des dépôts en banque et de celle de 3,4% de la circulation fiduciaire.

**A fin juin 2009**, les avoirs extérieurs des institutions monétaires sont ressortis à 893,2 milliards, pour un objectif annuel de 1151,6 milliards à fin décembre 2009. L'encours du crédit intérieur s'est fixé à 2.056,3 milliards à fin juin 2009 alors qu'il est attendu à 2.076,2 milliards à fin décembre 2009. La masse monétaire a atteint 2.840,4 milliards pour un objectif annuel de 3.127,0 milliards.

L'état de convergence de l'économie ivoirienne en 2008 montre que seul le critère relatif au déficit extérieur courant hors transferts publics a été respecté. Pour le critère relatif à l'encours de la dette, le repli entamé depuis plusieurs années s'est poursuivi rapprochant un peu plus ce critère de la norme communautaire. La récente conclusion d'un programme économique et financier soutenu par les ressources de la FRPC et l'atteinte du point de décision de l'Initiative PPTE en mars 2009 devraient contribuer à une amélioration notable de la situation macroéconomique en 2009, ce qui se traduirait par une amélioration des performances en matière de convergence.

Afin de renouer avec une croissance robuste et de réaliser les objectifs de convergence, les Autorités ivoiriennes sont invitées à prendre les dispositions nécessaires en vue de :

- consolider la stabilité socio-politique par la poursuite de la mise en œuvre des actions retenues dans le cadre des Accords de Ouagadougou ;
- poursuivre les actions visant à accroître l'offre de produits vivriers et la circulation des produits alimentaires afin de contenir l'inflation ;
- poursuivre les réformes structurelles, en particulier dans les filières café, cacao, coton, pétrole ;
- poursuivre la mise en œuvre du programme économique et financier triennal appuyé par la communauté financière internationale dont dépend le traitement de fond de la dette publique.

#### 4. GUINÉE BISSAU

En 2008, le taux de croissance du PIB s'est établi à 3,1% contre 2,7% en 2007. Cette croissance a été portée par tous les secteurs. Le secteur primaire a enregistré une hausse de 2,3%, en dépit d'un léger repli de la production de la noix de cajou. Le développement des activités dans le secteur de la pêche a contribué également à la croissance du secteur primaire. En 2009, les prévisions tablent sur une croissance économique de 2,9%. Ces projections se fondent sur l'hypothèse d'une baisse de 30% des prix à l'exportation de la noix de cajou, principal produit d'exportation du pays.

Le taux d'inflation annuel moyen s'est situé à 10,4% en 2008 contre 4,6% en 2007. Cette évolution est en rapport avec la forte progression des prix des produits alimentaires et du relèvement du prix du gaz domestique. Quant au taux de l'inflation sous-jacente, il a été de 5,7% contre 2,2% en 2007. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2009, le taux d'inflation a été de 4,6% contre 7,6% pour la même période en 2008. Le ralentissement de la progression des prix des produits alimentaires explique cette évolution. La baisse de l'inflation pourrait se poursuivre le reste de l'année.

L'exécution des opérations financières de l'Etat a été marquée par une amélioration des recettes budgétaires totales de 30,0% qui se sont établies à 34,6 milliards, représentant 18,0% du PIB contre 14,7% du PIB en 2007. Cette évolution est imputable essentiellement aux recettes non fiscales qui sont passées de 7,8 milliards en 2007 à 13,7 milliards en 2008.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont augmenté de 7,2 % en 2008 pour se situer à 40,1 % du PIB contre 39,7% du PIB en 2007, sous l'impulsion des dépenses en capital. La hausse des dépenses courantes et des dépenses d'investissement financées sur ressources internes ont induit une hausse des dépenses de base de 5,0%. Le déficit du solde budgétaire de base s'est amélioré pour représenter -2,0% du PIB contre -3,6% en 2007. Quant au déficit global hors dons, il a représenté 22,2% du PIB contre 25,1% en 2007. Le déficit global s'est situé à 6,2% du PIB contre 10,1% en 2007. Cependant, des arriérés de paiements intérieurs et extérieurs ont été accumulés à hauteur de 10,7 milliards et 20,7 milliards, respectivement.

En 2009, les recettes budgétaires s'établiraient à 29,8 milliards et représenteraient 13,9% du PIB contre 18,0% en 2008. Cette évolution serait imputable à la baisse des recettes fiscales et non fiscales de 9,6% et 20,4%, respectivement. Les dons s'inscriraient en hausse de 12,1% pour s'établir à 34,4 milliards et représenteraient 16,0% du PIB.

Les dépenses totales progresseraient de 2,1% pour représenter 36,7% du PIB. Cette progression serait principalement imputable à la hausse des dépenses en capital financées sur ressources extérieures. Les dépenses de base resteraient stables. Le déficit du solde budgétaire de base s'aggraverait pour représenter 2,9% du PIB. De même, le déficit global hors dons et le déficit global s'aggraverait pour représenter 22,9% et du 6,8% du PIB, respectivement.

L'encours de la dette publique totale s'est établi à 422,6 milliards à fin décembre 2008, soit 219,3% du PIB contre 258,5% en 2007. En 2009, l'évolution de l'encours de la dette publique dépendrait de la mise place d'un programme avec le FMI. Cependant, les projections font ressortir un taux d'endettement élevé représentant 210,9% du PIB nominal.

En 2008, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire à 15,1 milliards, en amélioration de 3,0 milliards par rapport à 2007. Cette situation a résulté de l'évolution favorable du compte courant liée à la hausse de 22,2% des transferts courants sous l'effet des compensations financières au titre des licences de pêche. Rapporté au PIB, le déficit courant a représenté 14,0% contre 17,4% en 2007.

Le solde global en 2008 ressortirait excédentaire à 15,1 milliards, en amélioration de 3,0 milliards par rapport à 2007. Cette situation résulterait principalement de la réduction du déficit du compte courant, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières étant en léger repli.

Le déficit courant passerait de 14,6 milliards en 2007 à 10,6 milliards en 2008. Hors transferts officiels, ce déficit représenterait 13,8% du PIB contre 18,1% une année auparavant, l'évolution favorable du compte courant serait essentiellement liée à la hausse de 22,2% des transferts courants sous l'effet des compensations financières au titre des licences de pêche. La balance commerciale, pour sa part, se dégraderait légèrement du fait de la hausse de 9,2% des importations liée au renchérissement de produits alimentaires et pétroliers et de l'augmentation de 9,3% des exportations, sous l'impulsion des exportations de la noix de cajou.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières serait en léger recul, ressortant à 22,7 milliards contre 24,3 milliards en 2007, en liaison avec le recul des investissements directs étrangers.

En 2009, le solde global de la balance des paiements dégagerait un excédent de 2,0 milliards, en diminution de 13,1 milliards par rapport à 2008.

Le déficit du compte courant devrait enregistrer une nette dégradation en s'établissant à 53,3 milliards contre 10,6 milliards en 2008. Hors dons, rapporté au PIB, ce déficit se situerait à 36,3% contre 13,8% en 2008. L'aggravation du déficit courant est imputable à l'accroissement de 24,0% des importations lié à des besoins importants en biens d'équipement et biens intermédiaires, en rapport avec l'exécution du programme d'investissements publics. L'impact de la hausse des importations de biens serait accentué par le léger recul des exportations, de la noix de cajou en particulier, la hausse du déficit des services nets, ainsi que le recul de transferts courants lié à la baisse des recettes au titre des licences de pêche accordées.

Le déficit du compte courant serait financé par un afflux de capitaux publics, singulièrement sous forme de dons-projets dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'investissements publics. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se situerait ainsi à 55,3 milliards contre 22,7 milliards en 2008, du fait du quadruplement des dons-projets.

**Les avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires se sont établis à 66,6 milliards à fin décembre 2008, en hausse de 15,1 milliards par rapport à fin décembre 2007 en liaison avec l'augmentation des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission ainsi que ceux des banques qui se sont renforcés de 8,6 milliards et 6,5 milliards respectivement.

**Le crédit intérieur** a enregistré une hausse de 7,1 milliards ou 34,1%, pour s'établir à 27,7 milliards à fin décembre 2008. **La position nette débitrice du Gouvernement** s'est améliorée de 1,1 milliard, pour se situer à 9,1 milliards à fin décembre 2008, en liaison avec l'accroissement des créances de l'Etat. **Les crédits à l'économie** se sont établis à 18,6 milliards à fin décembre 2008, en hausse de 8,2 milliards, du fait des concours ordinaires octroyés à des entreprises intervenant dans le secteur de la commercialisation de la noix de cajou.

**La masse monétaire** s'est accrue de 29,5%, pour se situer à 89,2 milliards à fin décembre 2008. Les dépôts en banque ont augmenté de 10,4 milliards ou 41,0% tandis que la circulation fiduciaire a progressé de 22,7%.

**A fin juin 2009**, les avoirs extérieurs nets sont ressortis à 69,3 milliards dépassant l'objectif annuel de 55,4 milliards. L'encours du crédit intérieur a atteint 33,6 milliards à fin juin 2009 alors qu'il est attendu à 31,3 milliards à fin décembre

2009. Traduisant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est située à 96,9 milliards à fin juin 2009 pour un objectif fixé à de 93,5 milliards à la fin de l'année 2009.

En vue de renforcer durablement le cadre macroéconomique, les dispositions suivantes doivent être prises, en vue notamment de :

- consolider la normalisation de la situation socio politique ;
- accroître la production vivrière pour maîtriser l'inflation ;
- assurer une bonne exécution du programme d'Assistance d'Urgence Post Conflit afin de favoriser une mobilisation accrue des ressources extérieures ;
- maintenir l'effort d'assainissement des finances publiques, notamment la mobilisation accrue des ressources intérieures et la maîtrise de l'évolution des dépenses courantes ;
- accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des télécommunications et des transports.

## 5. MALI

En 2008, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 5,2% contre 4,3% en 2007, en rapport avec une campagne agricole satisfaisante marquée par une production rizicole record. Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été, respectivement de 4,4 points, -0,9 point et 1,7 point. En 2009, la croissance réelle du PIB s'établirait à 4,1%. Cette évolution se justifierait notamment, par une légère reprise de la production du secteur secondaire et le dynamisme des secteurs primaire et tertiaire.

En ce qui concerne l'évolution des prix, le taux d'inflation annuel moyen s'est situé largement au dessus de la norme communautaire en 2008. Il est ressorti à 9,2% contre 1,4% en 2007 en liaison avec la flambée des prix des produits pétroliers et alimentaires. L'inflation sous-jacente s'est située à 8% contre 1,6% en 2007. En 2009, sur les cinq premiers mois, la tendance à la hausse des prix a nettement ralenti. Le taux d'inflation moyen est ressorti à 4,4% contre 7,0% sur la même période en 2008. Si cette tendance se maintenait, la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3% au maximum pourrait être respectée.

Dans le domaine des finances publiques, l'évolution de la situation a été marquée par une compression des dépenses publiques, qui a permis de contenir les déficits budgétaires.

Les recettes budgétaires ont augmenté de 6,6% pour s'établir à 15,5% du PIB. Cette performance se justifie par l'accroissement des recettes fiscales de 6,6% en rapport avec la poursuite de l'informatisation des centres fiscaux et la modernisation des services. Les recettes non fiscales, provenant essentiellement des dividendes des sociétés minières, ont diminué en passant de 22,2 milliards à 21,2 milliards. De même, les dons ont baissé de 17,3%.

Les dépenses totales et prêts nets ont régressé de 1,3% pour représenter 21,2% du PIB contre 24,5%. Cette évolution se justifie par une diminution des dépenses d'investissement de 24,2%. Dans la même période, les dépenses courantes ont crû de 5,7%, en rapport avec les mesures spécifiques prises pour atténuer les conséquences de la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers. Ainsi, la masse salariale a enregistré une hausse de 14,2% en raison notamment, de l'augmentation des salaires de la Fonction Publique.

La chute des dépenses d'investissement financées sur ressources internes a induit un recul des dépenses de base de 2,3%. Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal est ressorti à -0,1% contre -1,5% en 2007. De même, Le déficit global hors dons attendu à 7,4% du PIB s'est situé à 5,6% et le déficit global s'est établi à 2,2% du PIB, pour un objectif de 3%.

En 2009, les recettes budgétaires augmenteraient de 15,3% pour se situer à 16,7% du PIB nominal. Cette évolution serait le fait des recettes fiscales, qui croîtraient de 16,0% en liaison avec un meilleur suivi du secteur minier, la maîtrise des exonérations et l'intensification de la lutte contre la fraude. Le niveau des recettes non fiscales progresserait également, en passant de 21,2 milliards en 2008 à 26 milliards. De même, les dons enregistreraient une hausse de 56,6% en se situant à 210,2 milliards.

Au niveau des dépenses, les dépenses totales et prêts nets croîtraient de 30,1% pour représenter 25,7% du PIB nominal. Cette situation se justifierait principalement par le renforcement des dépenses d'investissement, qui augmenteraient de 46,6% en liaison avec la poursuite des efforts d'investissements publics dans les secteurs de base et la réalisation des travaux d'infrastructures.

Dans la même période, les dépenses courantes enregistreraient une hausse de 20,6% en s'établissant à 15,2% du PIB nominal. Cette évolution serait essentiellement le fait du renforcement des dotations en fonctionnement des services publics et de l'augmentation de la masse salariale. La hausse de la masse salariale de 16,7% serait consécutive à la poursuite de la mise en œuvre du calendrier de revalorisation de la rémunération des agents de la fonction publique, aux recrutements prévus dans divers secteurs et à la prise en charge des avancements statutaires des agents de l'Etat.

Au total, les projections relatives à l'évolution de la situation des finances publiques en 2009 présagent une aggravation des déficits budgétaires. Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal se situerait -0,3% en relation avec la forte progression attendue des dépenses de base. Le déficit global hors dons représenterait 9,0% du PIB nominal, tandis que le déficit global rapporté au PIB se situerait à 4,0%.

En ce qui concerne la dette publique totale, il est évalué à 1 466,6 milliards en 2008 et représente, par conséquent, 37,5% du PIB nominal. Le service de la dette publique totale est ressorti à 90,6 milliards, soit 12,7% des recettes budgétaires. Selon les prévisions, en 2009, l'encours de la dette publique totale représenterait 38,7% du PIB nominal.

Les échanges extérieurs seraient marqués par une nette dégradation du déficit commercial, qui passerait de 138,9 milliards en 2007 à 226,3 milliards en 2008. Cette évolution découlerait d'un accroissement de 25,8% des importations de biens imputable aux produits alimentaires et pétroliers. Les exportations enregistreraient une progression de 18,9% soutenue par l'or monétaire, mais amoindrie par la chute de 40,8% des ventes extérieures de coton.

Le déficit du compte courant s'accroîtrait ainsi, en ressortant à 328,1 milliards contre 278,5 milliards en 2007, nonobstant l'évolution favorable des revenus nets, en liaison avec la baisse des dividendes des sociétés minières, ainsi que la hausse des transferts courants. Hors dons, ce déficit est estimé à 8,9% contre 9,0% en 2007.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'établirait à 279,8 milliards, en hausse de 9,6% par rapport à 2007, du fait de l'augmentation des investissements directs, en particulier les recettes de privatisation de la Banque Internationale pour le Mali (BIM).

Au total, le déficit global de la balance des paiements se creuserait, passant de 10,7 milliards en 2007 à 48,3 milliards en 2008.

En 2009, le solde global de la balance des paiements est prévu à 8,0 milliards contre un déficit de 48,3 milliards en 2008.

Le solde courant devrait s'améliorer, passant de 328,1 milliards en 2008 à 301,1 milliards en 2009, en liaison avec l'orientation favorable de la balance commerciale. Hors dons, le déficit courant s'établirait à 7,8% contre 8,9% en 2008.

Le déficit de la balance commerciale est prévu à 101,8 milliards, en baisse de 124,5 milliards, sous l'effet combiné d'une hausse de 4,5% des exportations et d'un repli de 7,6% des importations. L'amélioration du solde de compte courant serait toutefois limitée par l'évolution défavorable de ses autres composantes. En particulier, le déficit des revenus se creuserait, en raison des paiements de dividendes par les sociétés minières, tandis que l'excédent des transferts courants baisserait de 21,5%, en liaison avec le repli des envois de fonds des migrants.

Le solde du compte de capital et d'opérations financières est attendu à 309,1 milliards, soit une progression de 29,3 milliards, en relation avec la hausse des tirages publics.

**Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires** se sont établis à 496,4 milliards à fin décembre 2008, en retrait de 30,0 milliards par rapport à la même période de 2007, reflétant essentiellement une baisse de 36,5 milliards des avoirs extérieurs nets des banques. Les avoirs extérieurs de la Banque Centrale qui sont ressortis à 467,1 milliards ont progressé de 6,5 milliards.

Pour sa part, l'encours du **crédit intérieur** est ressorti à 516,2 milliards, en progression de 4,3% par rapport à la période correspondante de l'année 2007. **La position nette créditrice du Gouvernement** s'est améliorée de 31,5 milliards, pour se situer à 155,0 milliards à fin décembre 2008, en liaison avec l'accroissement de 37,9 milliards des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, atténué par la hausse de 6,4 milliards de ses engagements. **L'encours des crédits à l'économie** s'est accru de 8,6%, pour atteindre 671,2 milliards, à la suite de la hausse des crédits ordinaires. Les mises en place ont concerné des sociétés opérant dans les secteurs des télécommunications, de l'énergie, de distribution de produits pétroliers, des mines, du commerce général, ainsi que des sociétés cotonnières et des associations villageoises, dans le cadre de la



commande d'intrants au titre de la campagne agricole 2008/2009.

**La masse monétaire** s'est située à 1.024,8 milliards, en hausse de 0,6% par rapport à fin décembre 2007. Les dépôts en banque se sont renforcés de 1,8% tandis que la circulation fiduciaire a reculé de 1,7%.

**A fin juin 2009**, les avoirs extérieurs nettes des institutions monétaires sont ressortis à 508,8 milliards, alors que leur niveau est attendu à 544,4 milliards à fin décembre 2009. L'encours du crédit intérieur s'est situé à 557,6 milliards à fin juin 2009 pour un objectif annuel de 607,8 milliards à fin décembre 2009. La masse monétaire, pour sa part, a atteint 1.050,2 milliards en juin et devrait se situer à 1.149,5 milliards à fin décembre 2009.

Pour ce qui est de l'état de la convergence, le taux d'inflation et le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal sont les deux critères de premier rang non respectés. Les critères de second rang relatifs à la masse salariale et aux investissements financés sur ressources internes affichent des résultats conformes aux normes prescrites dans le cadre du Pacte. En 2009, la situation de convergence serait encore marquée par le non respect du critère clé.

Par rapport à cette situation d'ensemble, les Autorités maliennes sont invitées à prendre des mesures pour conforter la base économique et renforcer la capacité financière de l'Etat. Il s'agira de :

- poursuivre et consolider l'initiative riz, tout en veillant à la maîtrise du circuit de distribution ;
- restructurer la filière coton et poursuivre les réformes structurelles, notamment la privatisation de la CMDT ;
- poursuivre la politique de développement des infrastructures ;
- poursuivre les efforts de recouvrement des recettes budgétaires et de maîtrise des dépenses courantes.

## 6. NIGER

En 2008, l'activité économique s'est consolidée avec un taux de croissance de 9,5% contre 3,3% en 2007. Cette forte progression est en rapport avec le bon déroulement de la campagne agricole 2008/2009 qui a bénéficié d'une bonne pluviométrie, des effets des programmes d'irrigation, notamment la petite irrigation et des aménagements hydro-agricoles. Il en est résulté une progression de la production agricole de 25,0%. Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été de 7,2 points, 0,3 point et 2,0 points, respectivement.

En 2009, l'activité économique enregistrerait une décélération. Le taux de croissance s'établirait à 3,0% en rapport avec le ralentissement du secteur primaire qui ne progresserait que de 1,5% contre 16,7% en 2008, en prévision d'une stagnation de la production agricole après la hausse exceptionnelle enregistrée en 2008. L'activité serait soutenue par les secteurs secondaire et tertiaire qui bénéficieraient des investissements réalisés en 2008 et ceux prévus en 2009.

L'activité économique en 2008, a été réalisée dans un contexte de hausse généralisée des prix, suite au renchérissement des cours mondiaux du pétrole et des céréales importées. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 11,3% contre un taux nul en 2007. Cette évolution est essentiellement imputable à la forte progression de des prix des produits alimentaires et des produits pétroliers suite à leur hausse sur le marché international.

La hausse s'est poursuivie en 2009. En effet, en glissement annuel, sur les cinq premiers mois de l'année 2009, la hausse des prix est ressortie à 9,2% contre 8,1% pour la même période en 2008. Cette hausse est imputable aux prix des produits alimentaires qui ont augmenté de 20,7% contre 13,4% sur la même période en 2008. Si la tendance se maintenait, de forts risques pèsent sur le respect la norme de 3,0% au maximum.

Au niveau des finances publiques, les recettes budgétaires ont progressé de 43,1% pour représenter 18,4% du PIB contre 15,2% en 2007. Les recettes fiscales ont crû de 20,6% pour se situer à 11,7% du PIB contre 11,5% en 2007. Les recettes non fiscales ont augmenté de 123,0% pour atteindre 158,8 milliards en 2008 soit 6,6% du PIB contre 3,5% en 2007, en rapport avec les nouvelles recettes liées aux permis miniers, au bonus de signature sur cession de permis pétrolier et aux dividendes exceptionnels des sociétés minières. En outre, il a été mobilisé un montant de 142,0 milliards de dons représentant 5,9% du PIB contre 7,2% en 2007.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 14,3% en 2008 pour se situer à 22,7% du PIB contre 23,4% en 2007. Les dépenses courantes ont crû de 25,9% sous l'impulsion des transferts et subventions et de la masse salariale. Les dépenses en capital ont connu une hausse de 8,3% résultant d'une progression de 36,5% des dépenses d'investissement sur ressources internes et d'une baisse de 8,2% des dépenses en capital financées sur les ressources extérieures. La hausse des dépenses courantes et des dépenses en capital sur ressources internes a entraîné une progression de 31,4% des dépenses de base. Mais cette situation a été compensée par une amélioration sensible des recettes budgétaires, ce qui a permis de dégager un

excédent du solde budgétaire de base représentant 5,0% du PIB contre 3,1% en 2007. En ce qui concerne le solde global hors dons et le solde global, ils se sont établis à -4,3% et 1,7% du PIB, contre -8,2% et -1,0% en 2007.

En 2009, les recettes budgétaires baisseraient de 29,4% pour représenter 12,4% du PIB, en raison principalement du faible niveau des recettes non fiscales projeté. En effet, les recettes non fiscales chuteraient de 93,6% pour ne représenter que 0,4% du PIB contre 6,6% en 2008 après les recouvrements exceptionnels des années précédentes. Quant aux recettes fiscales, elles progresseraient de 6,4% en 2009.

Les dépenses totales et prêts nets augmenteraient en 2009 de 15,9% pour atteindre 25,0% du PIB, en liaison avec l'accroissement de ses deux composantes. En effet, les dépenses en capital, sous l'impulsion du financement extérieur, connaîtraient une croissance de 22,9%. Les dépenses courantes augmenteraient de 13,7% tirées par la masse salariale et les dépenses de fonctionnement. La progression des dépenses courantes et des dépenses d'investissement financées sur ressources induirait une progression des dépenses de base de 16,6%. Cette situation jointe à la forte baisse des recettes budgétaires induirait un déficit de 0,7% du solde budgétaire de base après l'excédent enregistré en 2008. De même, le solde global hors dons et le solde global se dégraderaient pour s'établiraient à -12,6% et -4,4%, respectivement.

L'encours de la dette publique est estimé à fin décembre 2008 à 481,3 milliards, soit 20,1% du PIB contre 24,1% en 2007. Le service de la dette extérieure a représenté 3,2% des recettes budgétaires. En 2009, l'encours de la dette publique rapporté au PIB nominal remonterait à 22,7%.

Le solde global de la **balance des paiements** se situerait à 59,9 milliards contre 68,3 milliards en 2007, en rapport avec la dégradation du compte courant.

Le déficit du compte courant enregistrerait en effet une nette hausse, en passant de 168,3 milliards en 2007 à 326 milliards en 2008, du fait de toutes ses composantes à l'exception des transferts courants. Rapporté au PIB, le déficit courant hors dons passerait de 9,6% en 2007 à 15,1% en 2008.

La balance commerciale ressortirait à -202,8 milliards, soit une dégradation de 82,3 milliards par rapport à 2007, en raison d'une progression des importations plus forte que celle des exportations. Les importations augmenteraient de 37,1% pour ressortir à 600,9 milliards sous l'impulsion des produits pétroliers et des biens d'équipement. Les exportations devraient, pour leur part, se situer à 398,1 milliards contre 317,9 milliards en 2007, tirées par celles de l'uranium, en hausse de 40,5% par rapport à 2007.

Le solde du compte de capital et d'opérations financières présenterait un excédent de 395,2 milliards en 2008, en hausse de 61,2% par rapport à 2007. Cette augmentation serait due essentiellement à la réception par l'Etat de 123,4 milliards au titre du bonus de signature sur la cession de permis pétrolier à une entreprise chinoise, ainsi qu'à la hausse des flux entrants au titre des investissements directs étrangers dans le secteurs uranifère et pétrolier.

En 2009, le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 5,0 milliards, en fort recul par rapport à 2008, du fait singulièrement de la détérioration du solde du compte courant et de la baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

En 2009, le déficit du compte courant s'aggraverait en effet, passant de 326,0 milliards en 2008 à 353,4 milliards. Rapporté au PIB, ce déficit se situerait, hors dons à 17,2% contre 15,1% en 2008.

Le déficit commercial ressortirait à 226,7 milliards contre 202,8 milliards en 2008 du fait de la hausse sensible des importations, en relation essentiellement avec les produits pétroliers et les biens d'équipement. Les importations de biens d'équipement devraient, en particulier, s'accroître de façon significative, en liaison avec l'exécution des grands chantiers miniers et de construction d'infrastructures.

Le solde de la balance des services se dégraderait également de 51,1 milliards du fait du fret, tandis que le déficit des revenus nets s'accroîtrait de 14,6 milliards. La dégradation du compte courant serait atténuée par la poursuite de la hausse des exportations de biens et l'afflux d'aides budgétaires qui devraient plus que doubler.

Le solde du compte de capital et d'opérations financières s'établirait à 358,4 milliards en 2009, en régression de 9,3% par rapport à 2008. Cette évolution résulterait d'une baisse du solde du compte de capital, après les entrées exceptionnelles enregistrées en 2008 au titre de la cession de permis miniers. Ce reflux serait toutefois atténué par une<sub>50</sub>

amélioration du solde du compte d'opérations financières, liée à la hausse des tirages publics et des investissements directs étrangers.

**La position extérieure nette des institutions monétaires** est ressortie en hausse de 59,9 milliards, pour ressortir à 285,0 milliards à fin décembre 2008, contre 225,1 milliards un an plus tôt.

**L'encours du crédit intérieur** s'est inscrit en hausse de 5,7 milliards ou 4,0%, pour s'établir à 147,8 milliards à fin décembre 2008. **La position nette créditrice du Gouvernement** s'est améliorée de 65,0 milliards, pour se chiffrer à 114,8 milliards, du fait de la hausse de 77,1 milliards des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire. **L'encours des crédits à l'économie** s'est situé à 262,6 milliards, en hausse de 36,8% par rapport à leur niveau de décembre 2007, en liaison avec l'augmentation de 70,6 milliards des crédits ordinaires. La progression de l'encours des crédits ordinaires a été essentiellement due aux avances de trésorerie octroyées à des sociétés pétrolières, minières, des télécommunications, de l'énergie, de l'hôtellerie et des services.

**La masse monétaire** a enregistré une augmentation de 12,1%, pour s'inscrire à 399,2 milliards à fin décembre 2008. Cette hausse de la liquidité globale s'est traduite par un accroissement de 12,8% des dépôts en banque et une progression de 10,8% de la circulation fiduciaire.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont été portés à 248,9 milliards à fin juin 2009, et devraient atteindre l'objectif de 280,2 milliards à fin décembre 2009. Le crédit intérieur présente un encours de 222,0 milliards à fin juin 2009 et est attendu à 222,9 milliards à fin décembre 2009. La masse monétaire est ressortie à 455,5 milliards au terme des six premiers mois de l'année 2009 pour un objectif à fin décembre 2009 de 466,8 milliards.

En matière de convergence, excepté le taux d'inflation, tous les autres critères de premier rang ont été respectés en 2008. Quant aux critères de second rang, ceux relatifs à la masse salariale sur les recettes fiscales et aux investissements publics financés sur les ressources internes ont été également respectés

Pour renforcer le cadre macroéconomique et favoriser la convergence de l'économie, les Autorités nigériennes sont invitées à prendre les dispositions suivantes :

- accélérer la politique d'organisation de la production agricole et des filières d'exportation, notamment l'oignon, le niébé, le souchet, la gomme arabique et les produits de l'élevage en vue de renforcer les bases de la croissance économique et d'améliorer le solde extérieur courant ;
- poursuivre l'accroissement de la production vivrière en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de contribuer ainsi à une meilleure maîtrise de l'inflation ;
- poursuivre les efforts d'élargissement de l'assiette fiscale et d'amélioration du recouvrement des recettes fiscales ;
- maîtriser les dépenses courantes, notamment les dépenses relatives aux matériels et fournitures, les transferts et subventions

## 7. SÉNÉGAL

En 2008, le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 2,5% contre 4,7% en 2007 grâce principalement au secteur primaire avec un taux de croissance de 12,7% contre une baisse de 5,5% en 2007. Ce bon résultat a été favorisé par une pluviométrie bien répartie, de bonnes conditions phytosanitaires et la mise en œuvre effective de certaines réformes et projets identifiés dans le cadre de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) et de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA). Dans le secteur tertiaire, la croissance s'est établie à 2,8%, essentiellement tirée par la branche « Transports, Postes et Télécommunications » en relation avec le démarrage partiel des activités de la compagnie de téléphonie « SUDATEL ».

En 2009, l'activité économique progresserait de 3,1% sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs économiques. Toutefois, l'arrêt momentané des activités d'Air Sénégal International pourrait limiter cette progression.

L'activité économique s'est déroulée en 2008 dans un contexte de persistance des tensions inflationnistes. Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 5,8% contre 5,9% en 2007. Le taux d'inflation sous-jacente a baissé pour ressortir à 4,2 % contre 4,9 % en 2007. Pour l'année 2009, les cinq premiers mois sont marqués par une décélération de l'inflation. En effet, le taux d'inflation moyen, à fin mai 2009 est ressorti à 1,1% contre 5,4% un an plus tôt. Au vu de cette tendance, la norme communautaire de 3% au maximum pourrait être respectée.

En ce qui concerne les finances publiques, les recettes budgétaires ont augmenté de 4,7% pour représenter 19,4% du PIB. Cette situation est essentiellement imputable au renforcement de l'efficacité des régies financières à travers des

contrôles et la surveillance continue et régulière, notamment au centre des grandes entreprises. Quant aux recettes non fiscales, elles ont régressé de 9,7%, pour représenter 1,1% du PIB. Les dons mobilisés ont représenté 1,8% du PIB contre 2,4% en 2007.

Les dépenses totales et prêts nets se sont accrus de 5,9% pour ressortir à 25,5% du PIB contre 26,5% en 2007. Cette légère baisse de la part relative des dépenses et prêts nets résulte du repli des dépenses en capital de 0,5%. Quant aux dépenses courantes, elles ont progressé de 10,0% sous l'impulsion de l'ensemble de ses deux composantes. La hausse des dépenses courantes a induit la progression des dépenses de base de 7,1% en dépit de la contraction des dépenses d'investissement financées sur ressources internes de 7,9%.

Au total, le déficit budgétaire de base s'est établi à 0,9% du PIB contre 0,2% en 2007. S'agissant du déficit global hors dons, il a été de 6,2% comme en 2007. Le déficit global est passé de 3,8% en 2007 à 4,4% du PIB en 2008.

En 2009, les finances publiques seraient marquées par une progression de 4,1% des recettes budgétaires pour représenter 19,0% du PIB. Cette évolution serait impulsée par les recettes fiscales qui enregistreraient une hausse de 7,8%. Les recettes devraient bénéficier de la reprise totale des activités de la SAR et de l'abandon des mesures conjoncturelles prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la vie chère. Quant aux recettes non fiscales, elles régresseraient de 58,0% pour représenter 0,4% du PIB contre 1,1% en 2008. Cette baisse serait liée notamment à la réduction des dividendes que l'Etat percevrait de SONATEL, à la suite de la cession partielle de ses parts de capital aux opérateurs privés.

Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 6,2% pour s'établir à 25,6% du PIB. Les dépenses courantes progresseraient de 1,0%, en liaison avec la hausse de 8,2% de la masse salariale. Les dépenses en capital augmenteraient de 11,5% sous l'impulsion de ses deux composantes. La hausse de la composante financée sur ressources internes de 9,0% induirait un accroissement des dépenses de base de 7,7%. Il en résulterait une aggravation du déficit du solde budgétaire de base qui ressortirait à 2,3%. Quant au déficit global hors dons, il passerait de 6,2% en 2008 à 6,6% en 2009.

L'encours de la dette publique totale s'est établi à 25,8% du PIB contre 23,5% en 2007. Le service de la dette publique extérieure représenterait 3,8% des recettes budgétaires totales contre 4,6% en 2007.

Les estimations de la **balance des paiements** laissent apparaître un solde global déficitaire de 88,9 milliards, contre un excédent de 70,8 milliards en 2007. Cette évolution résulte de l'effet conjugué de l'aggravation du déficit courant et de la baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant ressortirait en hausse de 63,5 milliards par rapport à 2007, à 692,3 milliards, imputable à la dégradation de la balance des biens et services et de celle des transferts courants. Hors transferts officiels, ce déficit s'établirait à 12,3% contre 12,6% en 2007.

La dégradation de la balance commerciale serait liée à la hausse de 7,8% des importations, du fait du renchérissement des produits alimentaires et des biens d'équipement. La bonne orientation des exportations de biens, en augmentation de 14,2% par rapport à 2007, sous l'impulsion des ventes extérieures de produits chimiques (engrais et acide phosphorique) et de produits pétroliers, a toutefois permis d'atténuer la détérioration du solde commercial.

Le déficit des services nets s'inscrirait également en hausse, passant de 18,1 milliards en 2007 à 61,2 milliards, du fait de la révision à la baisse des recettes touristiques nettes, ainsi qu'à la hausse des dépenses de fret consécutivement au relèvement des importations.

Le solde du compte de capital et d'opérations financières se replierait de 90,6 milliards pour ressortir à 603,1 milliards, du fait notamment de la non mobilisation d'un prêt de 40,0 milliards destiné au financement de l'autoroute à péage, ainsi que du retard relevé dans le démarrage du programme d'investissement de « Mittal Steel ».

**En 2009**, le déficit courant devrait se replier pour s'établir à 521,3 milliards, en relation avec l'amélioration du solde des échanges de biens et de services. Hors dons, le déficit courant passerait de 12,3% du PIB en 2008 à 9,1% du PIB.

Le déficit commercial ressortirait à 975,9 milliards, en retrait de 202,8 milliards par rapport à 2008, en relation avec une baisse des importations (-14,8%) plus forte que celle des exportations (-6,6%). Le recul des importations reflète notamment le repli des prix des produits importés, en particulier le pétrole et les produits alimentaires.

Le déficit des services devrait s'établir à 49,0 milliards contre 61,2 milliards, soit une amélioration de 12,2 milliards d'une année sur l'autre, nonobstant la diminution des recettes touristiques nettes.

L'amélioration du compte courant serait atténuée par la hausse du déficit des revenus nets, en raison des dividendes versés

par la branche de la téléphonie, ainsi que la réduction de 14,7% de l'excédent des transferts courants lié à la chute attendue des envois de fonds des migrants.

Le compte de capital et d'opérations financières passerait de 603,4 milliards en 2008 à 536,3 milliards, du fait d'un repli des capitaux privés, notamment au titre des investissements directs étrangers, en relation avec l'impact attendu de la crise économique.

Au total, le solde global de la balance des paiements dégagerait un excédent de 15,0 milliards contre un déficit de 88,9 milliards en 2008.

**La position extérieure nette créditrice des institutions monétaires**, en s'établissant à 762,3 milliards à fin décembre 2008, a enregistré une détérioration de 88,9 milliards par rapport à fin décembre 2007. La baisse des avoirs extérieurs nets a été principalement le fait du repli de 97,7 milliards des avoirs extérieurs nets des banques, légèrement atténué par la hausse de 8,8 milliards de ceux de la BCEAO.

**L'encours du crédit intérieur** est ressorti en hausse de 144,3 milliards ou 10,9%, pour s'établir à 1.467,7 milliards à fin décembre 2008. **La position nette débitrice du Gouvernement** s'est améliorée de 65 milliards, pour s'établir à 28,2 milliards à fin décembre 2008. Cette situation s'expliquerait essentiellement par un renforcement des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire associé à une diminution de ses engagements. **Les crédits au secteur privé** se sont inscrits en progression de 17,0%, pour s'établir à 1.439,6 milliards à fin décembre 2008. Les crédits ordinaires augmenteraient de 214,5 milliards ou 17,6%, contre un repli de 5,2% noté sur les crédits de campagne. L'accroissement des crédits ordinaires s'explique principalement par la mise en place de concours en faveur des sociétés des secteurs des hydrocarbures, de l'agro-industrie, des industries manufacturières, de l'énergie, des télécommunications, de l'immobilier et des services.

**La masse monétaire** a augmenté de 1,8%, pour s'inscrire à 2.006,6 milliards à fin décembre 2008. Les dépôts en banque ont progressé de 3,6% tandis que la circulation fiduciaire s'est repliée de 1,9%.

**A fin juin 2009**, le profil d'évolution des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires laisse apparaître un niveau de 777,7 milliards, au-dessus de l'objectif de 748,2 milliards fixé à fin décembre 2009. L'encours du crédit intérieur est ressorti à 1.550,7 milliards à fin juin 2009 pour un objectif de 1.633,7 milliards à fin décembre 2009. La masse monétaire s'est située à 2.024,0 milliards à fin juin 2009. L'objectif fixé à fin décembre 2009 est de 2.178,5 milliards.

En 2008, le Sénégal a respecté cinq critères de convergence dont deux de premier rang. Il s'agit des critères relatifs au taux d'endettement et à la non accumulation d'arriérés. En 2009, six critères seraient respectés mais le critère relatif au solde budgétaire de base ne le serait pas. Dans ce contexte, les Autorités du Sénégal sont invitées :

- poursuivre les actions visant à accroître l'offre de produits agricoles et améliorer le circuit d'approvisionnement des marchés afin de contenir l'inflation ;
- poursuivre les restructurations sectorielles, notamment celles portant sur l'énergie, le phosphate le transport et les programmes spéciaux susceptibles d'induire une croissance forte et soutenue ;
- intensifier la mise en œuvre des programmes visant à diversifier les exportations, de manière à tirer profit des opportunités offertes par les marchés internationaux ;
- poursuivre les efforts de mobilisation des recettes;
- maîtriser les dépenses courantes notamment les transferts et subventions, afin de consolider les bénéfices tirés des bons résultats macroéconomiques du début des années 2000.

## 8. TOGO

L'activité économique a poursuivi son ralentissement débuté un an plus tôt avec un taux de croissance de 1,6 % contre 2,1 % en 2007. Cette décélération est imputable au secteur tertiaire dont la valeur ajoutée a reculé de 0,9%, en dépit de la hausse enregistrée au niveau des branches marchandes. Ce recul a été plus que compensé par les évolutions positives enregistrées au niveau des autres secteurs. Le secteur primaire a progressé de 3,2% grâce à la production agricole. Quant au regain du secteur secondaire, il est lié aux bonnes performances enregistrées au niveau des industries manufacturières et du BTP.

En 2009, la croissance économique est attendue à 2,5%, grâce principalement aux performances du secteur secondaire portées par les industries extractives et le BTP, en progression. L'embellie des industries extractives serait portée par la hausse de la production de phosphate et la reprise au niveau de la production de clinker

S'agissant des prix, l'année 2008 a été particulièrement marquée par des pressions inflationnistes dues au renchérissement des produits alimentaires et pétroliers. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 8,7 % contre 1,0 % en 2007. L'accélération de l'inflation a été également induite par les problèmes nés de la crise de l'énergie et des conséquences des inondations sur les récoltes agricoles. L'inflation sous-jacente s'est située à 5,2 % contre -0,5 % en 2007.

En glissement annuel sur les cinq premiers mois de l'année 2009, le taux d'inflation est ressorti à 5,0% contre 6,0% au cours de la même période un an plus tôt. Si cette tendance se maintenait, la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3% au maximum ne serait pas respectée.

La situation des finances publiques, à travers les principaux soldes budgétaires, s'est dégradée en 2008, suite aux mesures fiscales prises pour limiter l'effet de la flambée des prix des produits pétroliers. Les recettes budgétaires ont progressé de 7,9% pour représenter 15,3% du PIB nominal contre 16,9% en 2007. Les recettes fiscales ont progressé de 7,8% en relation avec la mise en œuvre des réformes nécessaires à la modernisation et au renforcement des principales régies financières et le respect de l'orthodoxie budgétaire. De même, les dons se sont établis à 29,3 milliards, soit 2,0% du PIB nominal contre 1,7% en 2007, à la faveur de la reprise de la coopération avec la communauté internationale.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont été en hausse de 14,5% pour représenter 17,5% du PIB contre 18,2% du PIB en 2007. Cette évolution est principalement imputable aux dépenses en capital qui sont passées de 24,1 milliards en 2007 à 49,9 milliards en 2008. Les dépenses courantes ont progressé de 1,0%, en liaison avec la hausse de la masse salariale et des transferts et subventions. La progression des transferts et subventions est expliquée par les subventions en carburant octroyées au secteur de l'électricité et aux réparations urgentes des dommages causés par les inondations. Les dépenses de base sont en hausse de 7,2%, en relation avec la progression des dépenses en capital financées sur ressources internes. Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal a été de -0,7% contre -0,9% en 2007. Le déficit global hors dons rapporté au PIB nominal est passé de 1,4% à 2,3%. Le déficit global rapporté au PIB nominal a été de -0,2% en 2008 contre un excédent de 0,3% en 2007.

En 2009, le rythme de progression des recettes totales serait de 2,3% pour représenter 15,0 % du PIB. Les recettes fiscales seraient en hausse de 2,0%, alors que les recettes non fiscales augmenteraient de 9,3%. En ce qui concerne les dépenses budgétaires totales, elles seraient en hausse de 17,2 % pour représenter 19,8% du PIB, en relation avec la hausse concomitante des dépenses courantes et des dépenses en capital. Le rythme de progression des dépenses courantes serait de 7,0%, en rapport avec la masse salariale qui s'accroîtrait de 10,8%. Les dépenses en capital progresseraient de 58,9%, grâce aux investissements financés sur ressources propres qui passeraient de 27,3 milliards en 2008 à 42,0 milliards en 2009. Cette progression induirait un accroissement des dépenses de base de 12,5%. Il en résulterait une dégradation du déficit du solde budgétaire de base qui représenterait 2,2% du PIB. De même, le déficit global hors dons et le déficit global se dégraderait pour représenter 4,7% et 3,6% du PIB, respectivement.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours rapporté au PIB nominal s'est établi à 62,4% en 2008 contre 96,2% en 2007, en relation avec le bénéfice du réaménagement de la dette extérieure opéré par les créanciers du Club de Paris, en juin 2008. En 2009, ce ratio se situerait à 57,7%.

Les **comptes extérieurs** dégageraient un solde global excédentaire de 39,4 milliards contre 0,5 milliard en 2007. Cette évolution serait induite par l'amélioration du solde du compte de capital et d'opérations financières, celui des transactions courantes se dégradant légèrement.

Le déficit du compte courant est attendu à 108,4 milliards contre 103,4 milliards en 2007, en rapport avec l'accroissement du déficit commercial qui passerait de 189,4 milliards à 197,7 milliards. Cette évolution serait imputable à la hausse de 5,8% des importations, portée par les produits pétroliers et les biens d'équipement, en liaison avec la réalisation des investissements dans le cadre de la modernisation des équipements de production de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) et de la mise en œuvre d'une politique énergétique visant à accroître l'offre de l'énergie électrique.

La dégradation du compte courant serait toutefois atténuée par le redressement des exportations de ciment, le recul des paiements d'intérêt sur la dette extérieure, ainsi que l'augmentation des transferts courants. Hors dons, le déficit courant rapporté au PIB se situerait à 8,9% contre 9,9% en 2007.

Le solde du compte de capital et d'opérations financières ressortirait excédentaire de 141,9 milliards contre 96,5 milliards en 2007 et résulterait d'une mobilisation accrue de ressources extérieures, à la suite de la normalisation de la situation socio-politique et des relations avec les partenaires au développement.

**En 2009**, le solde global de la balance des paiements serait excédentaire de 5,0 milliards, en repli par rapport à l'excédent de

39,4 milliards en 2008, du fait d'une évolution défavorable du compte courant.

Le déficit courant se situerait, en effet à 163,1 milliards, en aggravation de 54,7 milliards par rapport à 2008. Ce résultat proviendrait de la dégradation du solde de la balance commerciale et des services, les revenus nets et les transferts courants restant quasiment stables.

La détérioration de la balance commerciale serait la résultante d'une baisse des exportations (-1,9%) combinée à une progression des importations (7,4%), notamment celles de biens d'équipements et de biens intermédiaires, en relation avec la modernisation des équipements de production de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) et la poursuite de la mise en œuvre des mesures visant à accroître l'offre d'énergie électrique au Togo.

Le déficit du compte courant, hors dons, rapporté au PIB devrait passer de 8,9% en 2008 à 12,3% en 2009.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières ressortirait à 168,1 milliards en 2009 contre 141,9 milliards en 2008, en liaison avec la hausse des tirages sur prêts extérieurs conjuguée à une diminution des paiements au titre de l'amortissement de la dette extérieure.

**La position extérieure nette des institutions monétaires** s'est améliorée de 39,5 milliards par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente, pour s'établir à 238,5 milliards à fin décembre 2008. Cette évolution est imputable à la hausse des avoirs extérieurs nets des banques et de ceux de la BCEAO.

**L'encours du crédit intérieur** s'est élevé à 321,9 milliards à fin décembre 2008, en hausse de 58,7 milliards ou 22,3% par rapport à fin décembre 2007. **La position nette débitrice du Gouvernement** est ressortie à 78,6 milliards à fin décembre 2008 contre 8,1 milliards à fin décembre 2007, soit une détérioration de 70,5 milliards. **L'encours des crédits à l'économie** s'est replié de 11,8 milliards pour s'établir à 243,3 milliards à fin décembre 2008. Les concours accordés à des sociétés opérant dans le secteur de la distribution de produits pétroliers, expliqueraient, en partie, cette évolution.

**La masse monétaire** a enregistré un accroissement de 18,2%, pour s'établir à 531,4 milliards. Cette hausse de la liquidité globale a été portée par les dépôts en banque, qui ont augmenté de 22,7% et, dans une moindre mesure, par la circulation fiduciaire qui a progressé de 5,9% au cours de la période sous revue.

A fin juin 2009, les avoirs extérieurs nets ont atteint 216,8 milliards contre un objectif de 214,1 milliards à fin décembre 2009. Le crédit intérieur présente un encours de 340,9 milliards à fin juin 2009 alors qu'il est attendu à 318,6 milliards à fin décembre 2009. La masse monétaire, pour sa part, a atteint 533,5 milliards à fin juin 2009 et devrait, selon l'objectif annuel, s'établir à 525,5 milliards.

En 2008, le Togo a respecté un critère de premier rang, en l'occurrence le taux d'endettement et un critère de second rang, le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales. Pour l'année 2009, les perspectives indiquent que les critères relatifs à l'encours de la dette et à la non accumulation d'arriérés seraient respectés. Aucun critère de second rang ne serait respecté.

La situation économique et financière du Togo a été globalement satisfaisante en 2008 avec une bonne exécution du programme FRPC. Pour améliorer la situation macroéconomique, les Autorités togolaises sont invitées à :

7. augmenter la production agricole et améliorer les circuits de distribution des produits de grande consommation, en vue de contenir les pressions inflationnistes ;
- poursuivre la mise en œuvre des réformes des régies financières ;
- accélérer la restructuration de la filière coton afin de rétablir la confiance des cotonculteurs et d'augmenter la production de coton graine ;
- accélérer l'élaboration de la stratégie de développement de la filière phosphate en se fondant sur les résultats de l'audit stratégique.

## 1. CAMEROUN

La situation économique, financière et sociale du Cameroun en 2008 a été caractérisée par une consolidation des agrégats macroéconomiques quoiqu'atténuée par les multiples crises qu'a connues l'économie mondiale. Ainsi, les activités économiques ont enregistré une croissance soutenue, mais en repli par rapport à 2007, une bonne tenue des soldes budgétaires ainsi que des comptes monétaires. Cependant, l'environnement économique a connu une relative détérioration des soldes extérieurs courants accompagnée d'une reprise des poussées inflationnistes.

En 2008, le taux de croissance économique s'est établi à 3,1% contre 3,4% en 2007, entraînant une appréciation du PIB réel par habitant de 0,5%. Cette croissance a profité particulièrement du dynamisme des activités non pétrolières qui ont vu leur croissance atteindre 3,4% en 2008 pendant que le secteur pétrolier a enregistré une croissance négative de 1,8%.

**Du côté de l'offre**, le secteur primaire a contribué à hauteur de 0,2 point, grâce à la bonne tenue des branches « agriculture vivrière » et « élevage, chasse et piégeage », imputable à une bonne pluviométrie mais aussi, à l'appui multiforme apporté aux paysans par les autorités et le délaissement de certaines cultures d'exportation au profit des cultures vivrières plus rentables à court terme. Ces bons résultats ont été entamés par l'évolution des branches « agriculture industrielle d'exportation », « sylviculture » et « pétrole ». Au niveau du secteur secondaire, la branche des activités industrielles a contribué de 0,3 point à la croissance, grâce principalement à la multiplication des unités de transformation dans les industries agroalimentaires telles que la production de chocolat et des boissons. Le secteur secondaire a profité également du dynamisme des activités menées dans les Bâtiments et Travaux Publics et dans la branche « électricité, gaz et eau ». Enfin, le secteur tertiaire a été le principal moteur de la croissance avec un apport de 1,7%, en liaison avec l'amélioration des services de commerce, hôtellerie et restaurant (+0,8 point), les transports et communications (+0,4 point) et les autres services marchands (+0,4 point). Pour sa part, la branche des services non marchands a participé positivement à hauteur de 0,7 point.

**S'agissant de la demande**, la croissance économique a été essentiellement tirée par la demande intérieure, soutenue par la consommation globale impulsée par la consommation privée. Cette évolution s'explique par les mesures prises par l'Etat camerounais pour tenir compte des aspirations sociales des populations, notamment le relèvement des salaires et les nouveaux recrutements dans la fonction publique ainsi que le remboursement de la dette intérieure publique. De même, les investissements bruts ont soutenu la croissance avec, en particulier, l'intensification des programmes d'amélioration des infrastructures publiques. En revanche, la demande extérieure nette a pesé sur la croissance, compte tenu essentiellement de l'augmentation des importations plus forte que celle des exportations.

Les acquis de la bonne maîtrise de **l'inflation** en 2007 se sont dissipés en 2008, car cette année a été marquée par une forte hausse des prix à la consommation des ménages. En effet, le taux d'inflation a été estimé à 5,3% en moyenne annuelle, soit 4,2 points de plus que son niveau de 2007. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse des prix du pétrole à la pompe enregistrés au cours des six premiers mois et le déficit d'offre en denrées alimentaires. Un tassement est attendu en 2009 avec un taux d'inflation autour de 3%.

S'agissant des finances publiques, les recettes budgétaires totales se sont établies à 2 118 Mds en 2008 contre 1 926 Mds en 2007, en progression de 10%. L'augmentation de 28,4% des recettes pétrolières est imputable à la forte hausse des cours internationaux du pétrole, malgré une baisse de la production pétrolière. De son côté, la hausse des recettes non pétrolières relève des évolutions enregistrées par les impôts sur les personnes physiques, les impôts sur les biens et services et les taxes sur le commerce international. Enfin, les recettes fiscales ont maintenu leur profil de croissance en hausse, s'établissant à 1 226 Mds en 2008 contre 1 203 Mds en 2007, traduisant ainsi la volonté du Gouvernement de mobiliser plus de recettes à travers l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement du dispositif de collecte des régies de recettes.

Pour leur part, les dépenses budgétaires totales ont augmenté de 33,8%, pour atteindre 1 962 Mds en 2008 contre 1 467 Mds en 2007. L'augmentation de 18,7% des dépenses courantes procède des progressions des dépenses enregistrées par les traitements et salaires du fait principalement de la revalorisation des salaires du personnel de la fonction publique devenue effective depuis avril 2008, les biens et services et les subventions et transferts. Les dépenses en capital qui ont été de 299 Mds en 2007 sont passées à 575 Mds, en augmentation de 92,4%. Celles financées sur ressources propres ont plus que doublé car elles ont atteint 476 Mds en 2008 alors qu'elles n'étaient que de 233 Mds en 2007.

L'excédent du solde primaire s'est contracté à 2,7% du PIB en 2008 contre 5,8% du PIB en 2007, et celui du solde budgétaire de base à 2,3% du PIB contre 5,3% du PIB en 2007.



Enfin, la gestion des finances publiques en 2008 s'est traduite par une amélioration de l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 156 Mds (1,4% du PIB) contre 459 Mds (4,6% du PIB) en 2007.

En ce qui concerne la dette publique, le ratio du stock de la dette extérieure a fléchi de 9,9% du PIB en 2007 à 8,9% du PIB en 2008. De même, les ratios du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires et aux exportations de biens et services sont restés stables par rapport à leur niveau de 2007.

En ce qui concerne les **échanges avec l'extérieur**, le solde déficitaire du compte des transactions courantes, hors dons s'est détérioré, pour s'établir à 233 Mds (2,1% du PIB) en 2008 contre 168 Mds (1,7% du PIB) en 2007. Cette évolution s'explique par la baisse de l'excédent commercial (+219 Mds en 2008 contre 267 Mds en 2007) conjuguée avec les mauvais résultats enregistrés par les balances des services (-386 Mds en 2007 à -397 Mds en 2008) et des revenus (-126 Mds en 2007 à -130 Mds en 2008), malgré la bonne tenue de la balance des transferts courants (+127 Mds en 2007 à 142 Mds en 2008). L'excédent du compte de capital et des opérations financières s'est contracté à 344 Mds en 2008 contre 631,5 Mds en 2007, en relation avec l'atténuation de l'effet de l'annulation de la dette et de la baisse des investissements à long terme.

En définitive, la balance des paiements du pays est ressortie excédentaire de 149 Mds en 2008 contre 439 Mds en 2007. Ces ressources ont servi essentiellement à consolider les réserves officielles.

La **situation monétaire** du Cameroun à fin décembre 2008 a été caractérisée par une consolidation des avoirs extérieurs nets, une augmentation du crédit intérieur et un accroissement de la masse monétaire. L'évolution de la situation monétaire du Cameroun en 2008 s'est caractérisée par un affermissement de la position extérieure nette, une baisse des créances nettes sur l'État ainsi qu'un net accroissement des crédits à l'économie et de la masse monétaire. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est fixé à 92,6% contre 88,5% en 2007.

Les **perspectives économiques, financières et sociales** du Cameroun pour 2009 laissent entrevoir que, le ralentissement de l'activité observée en 2008 devrait se poursuivre, car le taux de croissance économique attendu serait de 2,7% contre 3,1% en 2008. La consommation demeurerait le principal contributeur à la croissance suite aux recrutements prévus et aux mesures visant l'atténuation du niveau d'inflation. Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, excédentaire de 1,4% du PIB en 2008 deviendrait déficitaire de 1,2% du PIB en 2009. Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du compte courant, hors dons, atteindrait 9,4% du PIB en 2009 contre 2,1% du PIB en 2009. Enfin, la situation monétaire se dégraderait. Le taux de couverture de la monnaie se situerait à 92,1% contre 92,6% en 2008.

En **matière de convergence**, le Cameroun a respecté trois critères de la surveillance multilatérale sur quatre en 2008.

## 2. CENTRAFRIQUE

La situation économique, financière et sociale de la Centrafrique pour l'année 2008 est globalement marquée par un ralentissement de la croissance économique, une détérioration du compte extérieur courant et de la situation monétaire, malgré le léger redressement des finances publiques, dans un contexte de reprise des poussées inflationnistes.

En 2008, les mauvais résultats économiques enregistrés par la Centrafrique découlent principalement de la conjoncture internationale difficile à savoir les multiples crises observées (crises alimentaires et énergétiques suivies de la crise financière internationale intervenue au second semestre). Ainsi, les activités économiques ont enregistré une croissance de 2,2% contre 3,6% en 2007.

**Du côté de l'offre**, la décélération du secteur primaire relève des contre performances enregistrées par les branches d'agriculture de rente, des activités forestières et des industries extractives particulièrement les activités de diamant. Cette contre-performance a été contrecarrée par les bons résultats enregistrés dans l'agriculture vivrière, les branches d'élevage et de chasse. Le secteur secondaire a profité de la bonne tenue de la production manufacturière, en liaison avec le dynamisme observé dans les emplois informels des activités manufacturières en dépit des difficultés d'approvisionnement des sociétés en électricité et le renchérissement des coûts d'importation. Cette branche a également bénéficié de l'activité dans la branche des BTP. Enfin, la croissance économique a été également soutenue par secteur tertiaire, grâce au dynamisme de la branche « commerce, transports et télécommunication » et à la poursuite de l'extension des réseaux de la téléphonie mobile à l'intérieur du pays, de la mise en place de la téléphonie satellitaire par la société Moov, de l'installation de la société Orange et le lancement de 15 000 lignes de GSM par la SOCATEL.

**S'agissant de la demande**, la croissance a été tirée principalement par la demande intérieure qui a contribué à hauteur 4,2 points soutenue simultanément par la consommation globale et l'investissement brut. La consommation a été impulsée par la consommation privée expliquée par l'accroissement de l'effectif employé dans les secteurs industriel et commercial, au versement régulier des salaires aux fonctionnaires et agents de l'État, ainsi qu'aux retombées économiques de

l'assainissement de certains secteurs clés de l'économie, les télécommunications en particulier. La demande extérieure nette, quant à elle, a pesé sur la croissance, sous le double effet de la baisse des exportations et des importations de biens et services consécutive à la reprise des activités économiques.

Le **taux d'inflation** a augmenté de 9,3% en 2008 en moyenne annuelle contre 1% en 2007. Cette reprise des poussées inflationnistes trouve son origine dans la pénurie de quelques produits alimentaires provoquée par l'impact de la hausse des prix des produits de première nécessité au niveau international et l'ajustement des prix à la pompe des produits pétroliers. Il convient de noter que les mesures d'atténuation des taxes sur certains produits alimentaires prises par le Gouvernement n'ont pas permis de résorber cette flambée inflationniste. Le taux d'inflation en Centrafrique est largement au dessus de la norme communautaire.

En ce qui concerne les **ressources budgétaires**, les ressources propres ont été recouvrées à hauteur de 92,5 Mds en 2008 contre 83,6 Mds en 2007, soit une hausse de 10,6%. Cette performance est due essentiellement : i) à l'amélioration du recouvrement de l'IMF, ii) à l'intensification des contrôles, iii) à l'utilisation des machines à oblitérer les timbres, iv) au renforcement de dispositif au guichet unique de transit RCA au port de Douala, v) au versement par les opérateurs de la téléphonie mobile des tarifs supplémentaires des redevances de télécommunications et, vi) au paiement de la première tranche du bonus du permis délivré à AREVA (3,7 Mds). Aussi, les ressources extérieures ont été mobilisées à hauteur de 48,5 Mds au cours de l'exercice 2008, dont 30% au titre d'appuis budgétaires et 70% d'appuis-projets.

Pour leur part, les **dépenses totales** ont été exécutées à hauteur de 138,2 Mds en 2008, en augmentation de 30,5% par rapport à 2007 et correspondant à 14,6% du PIB. Au niveau des dépenses courantes, les traitements et salaires ont été engagés à hauteur de 36,9 Mds (+1,7%) et les biens et services ont cru de plus de la moitié en relation avec les dépenses de maintien de la sécurité, l'organisation du Dialogue Politique Inclusif (DPI) et celles liées au paiement des arriérés aux fournisseurs. De même, les transferts et subventions ont progressé de 28,7%, en raison essentiellement de la subvention à la consommation des produits pétroliers et des prix de certaines denrées de première nécessité. L'accroissement de 36,4% des dépenses en capital traduit la volonté du Gouvernement à assainir la ville de Bangui et sa périphérie à travers les projets Travaux d'Aménagement de Galabadja (TAG) et Projet d'Urgence de Réhabilitation d'Infrastructures des Services Urbains (PURISU) et voirie urbaine.

L'excédent du solde primaire s'est contracté à 0,1% du PIB en 2008 contre 0,7% du PIB en 2007 et le déficit budgétaire de base de 0,7% du PIB en 2007 s'aggraverait pour atteindre 1,7% du PIB en 2008.

En définitive, la gestion budgétaire en 2008 s'est traduite par une aggravation du déficit global, base engagements, hors dons, qui a atteint 4,8% du PIB en 2008 (45,7 Mds) contre 3% du PIB en 2007 (26 Mds).

S'agissant de la dette publique extérieure, l'année 2008 a été marquée par la poursuite de l'amélioration du ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB avec 62,9% contre 68,5% en 2007. Le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires a connu également une amélioration, avec 22,1% en 2008 contre 22,9% en 2007. En revanche, compte tenu de la détérioration des échanges extérieurs, le ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services s'est fortement dégradé avec 21,1% contre 16,6% en 2007.

Dans le domaine **des échanges extérieurs**, le déficit des transactions courantes hors dons s'est détérioré pour atteindre 119,4 Mds en 2008 (12,6% du PIB) contre 81,1 Mds en 2007 (9,4% du PIB). Cette contre-performance est la résultante de la détérioration enregistrée par les soldes du commerce extérieur, de la balance des services et des revenus malgré une légère amélioration des soldes des transferts courants. De son côté, le compte de capital et d'opérations financières s'est nettement renforcé, atteignant 77,8 Mds en 2008 contre 14,8 Mds en 2007, en liaison avec la consolidation des investissements directs étrangers, grâce à la poursuite des investissements dans i) le secteur minier par les sociétés AREVA, AURAFRIQUE et GEM DIAMOND, ii) le secteur de la téléphonie mobile par l'installation de Orange CENTRAFRIQUE et la reprise de TELECEL par le groupe ORASCOM TELECOM et, iii) le secteur touristique par la construction de l'hôtel libyen.

En définitive, le déficit de la balance des paiements s'est fortement réduit à 7 Mds en 2008 contre 35,7 Mds en 2007. Tenant compte de la reconstitution des réserves officielles de 10,5 Mds, le besoin de financement s'est élevé à 17,5 Mds. Ce besoin a été couvert par les financements exceptionnels dont le réaménagement de la dette de 17,5 Mds.

La **situation monétaire** de la Centrafrique A fin décembre 2008 a été caractérisée par une augmentation des avoirs extérieurs nets, un accroissement des créances nettes sur l'État, une augmentation des crédits à l'économie et par conséquent une progression de la masse monétaire. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 67%.

Les **perspectives économiques, financières et sociales** de la Centrafrique dépendraient en grande partie de la consolidation de la stabilité socio-politique avec la mise en œuvre effective des recommandations du dialogue inclusif, de la

poursuite de la mise en œuvre du DSRP et de la consolidation des relations avec la communauté internationale avec l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPT. Dans ce contexte, l'année 2009 se caractériserait par une légère amélioration de la croissance économique, avec un taux du PIB réel de 2,4% contre 2,2% en 2008. Le taux d'inflation se réduirait à 4,7% en 2009 contre 9,3% en 2008. S'agissant des finances publiques, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, resterait déficitaire à 5,9% du PIB contre 4,8% en 2008. Au niveau des échanges avec l'extérieur, le déficit des transactions courantes, hors dons, s'aggraverait davantage; pour se situer autour de 13,4% du PIB en 2009 contre 12,6% du PIB en 2009. Enfin, les perspectives monétaires seraient mitigées, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie atteignant 65,6% à fin décembre 2009 contre 67% à fin décembre 2008.

En **matière de convergence**, la République Centrafricaine a respecté deux critères de la surveillance multilatérale sur quatre en 2008, ceux relatifs au taux d'endettement public et à la non accumulation des arriérés pendant la gestion courante.

### 3. CONGO

Après un repli de 1,6% de la croissance en 2007, la situation économie, financière et sociale de la République du Congo a été caractérisée par une amélioration des grands indicateurs macroéconomiques. Ils se sont alors soldés par une nette amélioration de la croissance, une consolidation des soldes budgétaires marquée par la prudence dans la gestion des dépenses publiques, un net renforcement des comptes extérieurs, une amélioration de la situation monétaire, malgré un climat de reprise de poussée inflationniste.

Les activités économiques se sont fortement améliorées en 2008, car la croissance économique s'est établie à 6,4% contre -1,6% en 2007, conduisant à une appréciation du PIB réel par habitant de 3,8%.

**Du côté de l'offre**, les performances économiques proviennent aussi bien du secteur pétrolier (8,4%) que de celui hors pétrole (5,6%) en 2008. En effet, au niveau du secteur primaire, la performance de la branche « agriculture, élevage, chasse et pêche » a bénéficié de l'apport supplémentaire en produits vivriers du département du Pool suscité par l'amélioration du réseau routier entre les localités de Kinkala et Brazzaville ainsi que celle des conditions de transport des marchandises sur la voie ferrée. La crise financière internationale a influencé négativement la croissance de la branche de sylviculture. L'apport des industries extractives relève de la mise en exploitation du champ Moho-bilondo, de l'amélioration de la capacité d'extraction des champs Nkossa sud, Loufika, Tilapia, Ikalou, Ikalou Sud et Nsoko et de l'amélioration du rendement de production de ceux déjà en fonctionnement. Au niveau du secteur secondaire, la contribution des industries manufacturières et de la branche « électricité, gaz et eau » provient essentiellement du maintien de l'augmentation de la production des brasseries et de la mise en exploitation de l'usine de fabrication de copeaux pour l'industrie de la pâte à papier. Le secteur tertiaire a également soutenu la croissance économique en 2008 grâce aux apports importants de la sous-branche transport-télécommunication et commerce. Le sous-secteur non-marchand a apporté 0,6 point à la croissance.

**S'agissant de la demande**, la croissance économique au Congo a été fortement influencée par la demande intérieure, stimulée simultanément par la consommation privée principalement et les investissements. L'évolution de la consommation s'explique en partie par la hausse généralisée des revenus consécutive au relèvement du SMIG<sup>1</sup>, au dynamisme de l'activité dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre dans les BTP, aux recrutements prévus dans les secteurs sociaux et au règlement partiel de la dette intérieure (notamment commerciale). Pour sa part, la demande extérieure nette a déprimé la croissance à hauteur de 5,5 points, en liaison avec l'augmentation des importations plus importante que celle des exportations.

Le Congo n'a pas été à l'abri de la contagion des **tensions inflationnistes** impulsées par l'environnement international. Ainsi, le taux d'inflation s'est établi à 6% en 2008 contre 2,5% en 2007, et se répartit en 7,3% contre 2,7% en 2007 à Brazzaville et 4,5% contre 2,5% en 2007 en Pointe-Noire. Cette poussée inflationniste résulte principalement du renchérissement au niveau mondial des produits alimentaires et énergétiques avec ses conséquences sur l'économie nationale particulièrement les difficultés d'approvisionnement d'électricité. De plus, les ajustements des prix du carburant à la pompe suite à l'augmentation du prix du baril de pétrole au cours du premier semestre 2008 sur les marchés internationaux ont fortement influencé la hausse des prix dans le pays. Enfin, les revalorisations salariales dans l'administration publique et la spéculation de certains opérateurs économiques ont contribué à l'augmentation des prix à la consommation des ménages.

Les **recettes budgétaires totales** ont progressé de 56,1%, pour se situer à 2 442 Mds en 2008 contre 1 564 Mds en 2007. Cette forte augmentation des recettes budgétaires est essentiellement imputable à l'évolution des recettes pétrolières en rapport avec le niveau moyen plus élevé des cours internationaux du pétrole par rapport au niveau moyen réalisé en 2007, ce, malgré le relatif essoufflement du marché international dans ce secteur au deuxième semestre de l'année. Les recettes

<sup>1</sup> Le SMIG au Congo est passé de 40 000 FCFA à 50 400 FCFA

non pétrolières, quant à elles, ont connu une hausse de 15,8%, pour atteindre 324 Mds en 2008 contre 279,7 Mds en 2007, en liaison avec la poursuite des efforts engagés par le pays en matière de collecte d'impôts, d'élargissement de l'assiette fiscale et des réformes des régies financières, grâce en partie à l'utilisation du logiciel SYDONIA pour les déclarations douanières et la gestion automatisée des impôts au niveau des unités des grandes entreprises et des inspections divisionnaires de Brazzaville et Pointe-Noire.

Pour leur part, **les dépenses budgétaires totales** se sont légèrement contractées de 0,1%, pour revenir à 1 238 Mds en 2008 contre 1 239,8 Mds une année auparavant, en rapport avec la baisse enregistrée principalement par les dépenses courantes. Cette baisse des dépenses courantes procède de la diminution simultanée des dépenses liées aux biens et services et celles des transferts et subventions. Cette dernière a été atténuée par une augmentation des traitements et salaires, reflétant principalement la volonté du pouvoir public de soutenir le pouvoir d'achat des populations par une revalorisation des salaires et l'accroissement des effectifs dans la fonction publique. L'augmentation des dépenses d'investissement traduit la volonté de l'État de profiter de la conjoncture du marché pétrolier pour accélérer la réalisation des investissements publics tels que le financement des infrastructures de base concourant à l'amélioration du cadre de vie des populations, à la lutte contre la pauvreté et à la promotion de l'emploi.

L'excédent budgétaire primaire s'est amélioré à 31% du PIB en 2008 contre 12,8% en 2007. Il en est de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui s'est situé à 27,7% du PIB en 2008 contre 10,1% en 2007.

En définitive, la gestion budgétaire en 2008 s'est traduite par un renforcement de l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons, qui est passé de 8,8% du PIB en 2007 (324,4) à 26,9% du PIB en 2008 (1 204,0 Mds).

La situation favorable des finances publiques et des comptes extérieurs s'est traduite par une baisse concomitante des **ratios du service de la dette** par rapport aux recettes budgétaires (12,8% en 2008 contre 20,6% en 2007), du **service de la dette** par rapport aux exportations des biens et services (7,8% en 2008 contre 11,1% en 2007) et du **stock de la dette publique** extérieure par rapport au PIB (60,2% en 2008 contre 68,8% en 2007).

Au niveau **des comptes extérieurs**, le déficit des transactions courantes, transferts publics exclus, s'est réduit de 36,6% par rapport à 2007, pour revenir à 450 Mds (9,9% du PIB) en 2008 contre 711 Mds (19,3% du PIB) en 2007, attribuable essentiellement à la forte progression de l'excédent commercial malgré la dégradation des autres balances. Le compte de capital s'est légèrement réduit, revenant à 820,7 Mds contre 826,3 Mds en 2007, en rapport avec la baisse enregistrée dans les flux d'investissements directs étrangers notamment dans le secteur pétrolier.

En définitive, le solde global de la balance des paiements, excédentaire de 84 Mds (2,3% de PIB) en 2007 s'est fortement amélioré pour se situer à 1 113,4 Mds (24,5% du PIB) en 2008.

En ce qui concerne la **situation monétaire** à fin décembre 2008, les agrégats monétaires ont été marqués par une consolidation des avoirs extérieurs, un renforcement des crédits à l'économie et par conséquent une augmentation de la masse monétaire. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 98,6% en 2008 contre 86% en 2007.

Les **perspectives économique, financière et sociale** telles que projetées par la Direction Générale de l'Économie du Congo reposent sur l'élan de croissance issu de l'année 2008 qui devrait se poursuivre en 2009. Ainsi, le cadre macroéconomique du Congo se caractériserait par une croissance à un taux de 7,2%, toujours tiré par le secteur pétrolier. S'agissant de la gestion des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 26,5% du PIB en 2008 céderait la place à un déficit de 1,7% du PIB en 2009. Le déficit des transactions courantes, hors dons, se détériorerait davantage, pour se situer à 11,3% du PIB en 2009 contre 9,9% en 2008. Enfin, la situation monétaire se consoliderait avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (9,1%). Le taux de couverture extérieure de la monnaie atteindrait 97,8% en 2009 contre 98,6% en 2008 et la masse monétaire progresserait de 18,5%.

En **matière de convergence**, le Congo a respecté trois critères de la surveillance multilatérale sur quatre en 2008.

#### 4. GABON

La situation économique, financière et sociale du Gabon en 2008 a été marquée par une contraction de l'activité économique, une détérioration des comptes monétaires ainsi qu'une poussée inflationniste, au même moment où on a assisté à un renforcement des comptes budgétaires et extérieurs.

En 2008, la crise économique mondiale marquée par la contraction de la demande des matières premières a induit la morosité de l'activité dans le secteur primaire. Cependant, les secteurs secondaire et tertiaire, suite aux bonnes performances enregistrées au cours des trois premiers trimestres de l'année, ont boosté la croissance

économique à la hausse. Ainsi, le taux de croissance s'est établi à 2,3% contre 5,6% en 2007, entraînant une diminution du PIB réel par habitant de 1,1%.

**Du côté de l'offre**, la contre-performance de 0,4% du secteur primaire à la croissance a été essentiellement enregistrée par les branches de la sylviculture et des industries extractives. Dans le secteur secondaire, la bonne tenue des activités « des industries manufacturières et énergie » est principalement imputable au comportement des activités des industries de transformation et des agro-industries. Les activités de la production et de la distribution de l'énergie ont connu une appréciation de leur activité en 2008. Enfin, le secteur tertiaire a enregistré des performances appréciables avec un regain d'activité dans les branches transport notamment aérien et la poursuite de bons résultats dans les autres branches en liaison avec une demande domestique toujours soutenue.

**S'agissant de la demande**, la croissance a été soutenue par la demande intérieure dont le concours a atteint 6,4 points à la croissance, sous l'effet conjugué de la consommation (+2,9 points) et des investissements bruts (+3,5 points). L'augmentation de la consommation globale relève du dynamisme de sa composante privée suite aux mesures prises par les autorités nationales pour tenir compte des aspirations sociales des populations, notamment la hausse des salaires et des effectifs dans l'Administration publique. De même, le renforcement des investissements bruts découle notamment de la poursuite des travaux d'exploration, de développement, de recherche et d'exploitation pétrolière. En revanche, la demande extérieure nette a affecté négativement la croissance de 4,1 points, en raison d'une hausse des exportations moins que proportionnelle à celle des importations de biens et services.

Sur le **front de l'inflation**, la conjoncture économique du Gabon a été marquée comme dans les autres pays de la CEMAC par une résurgence des tensions inflationnistes en 2008. Ainsi, l'inflation a atteint des points hauts jamais observés depuis 1995. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 5,3%, contre 4,8% en moyenne annuelle au 31 décembre 2007. Cette progression des prix s'explique entre autres par (i) la flambée des cours mondiaux des produits alimentaires importés, notamment le riz, les huiles et graisses, la viande de bœuf et les produits laitiers, accentuée par les difficultés d'approvisionnement (ii) la hausse domestique des prix du carburant intervenue en mars 2007 semblant avoir des effets durables sur les prix des poissons, des fruits de mer et des transports, (iii) la prise en compte de nouveaux produits dans le poste « communications », (iv) au comportement de spéculation de certains opérateurs économiques et (v) dans une moindre mesure, la poursuite des effets de revalorisations salariales en 2006 du Smig.

Les **recettes budgétaires totales** se sont établies à 2 078 Mds (32,2% du PIB) en 2008 contre 1 636 Mds (29,9% du PIB) une année plus tôt, en augmentation de 27%. La progression de 42,1% des recettes pétrolières est imputable au niveau plus élevé des cours internationaux du pétrole par rapport à la moyenne de 2007, et ce malgré la baisse des cours enregistrée à partir du second semestre 2008 et la contraction de 2,6% du volume exporté du pétrole. Parallèlement, les recettes hors pétrole se sont accrues de 5,7%. Cette augmentation résulte des performances observées dans le recouvrement des impôts directs qui se sont situés à 234 Mds contre 193,5 Mds en 2007, attribuables entre autres au renforcement des profits des entreprises particulièrement dans les secteurs des banques, de la téléphonie mobile et du bâtiment, du rendement du contrôle fiscal et de la retenue à la source. Par ailleurs, les autres recettes fiscales et non fiscales hors dons ont légèrement progressé à 75,5 Mds contre 72,1 Mds une année plus tôt, en rapport principalement avec la hausse des recettes des comptes spéciaux. En revanche, les recettes douanières ont baissé de 2%, revenant à 276,2 Mds en 2008 suite au ralentissement de l'activité dans les secteurs des mines et du bois. Enfin, les impôts et droits indirects stagnent à 130,7 Mds, en liaison avec le ralentissement de l'activité économique qui a entraîné une diminution de la TVA intérieure de 7,2 Mds par rapport à 2007.

En ce qui concerne les **dépenses budgétaires totales**, malgré les efforts fournis par les autorités en vue de renforcer les filets de sécurité sociale dans un contexte marqué par la gouvernance renforcée, elles se sont élevées à 1 296,2 Mds (20,1% du PIB) contre 1 165,8 Mds (21,3% du PIB) en 2007, en hausse de 11,2%. Cette hausse s'explique par l'accroissement des subventions et transferts particulièrement des subventions aux produits pétroliers, des traitements et salaires, des dépenses de biens et services et des dépenses liées au paiement des intérêts sur la dette intérieure. Les dépenses d'investissement se sont concentrées essentiellement aux projets structurants pour les travaux des fêtes tournantes en particulier. Elles se sont fixées à 298,5 Mds contre 246,9 Mds en 2007.

L'excédent budgétaire primaire s'est redressé à 14,7% du PIB contre 11,6% du PIB en 2007 et celui du solde budgétaire de base, à 13% du PIB contre 9,5% du PIB en 2007.

En définitive, la gestion des finances publiques est ressortie excédentaire, base ordonnancements, hors dons, de 781,7 Mds en 2008 (12,1% du PIB), contre 470,5 Mds (8,6% du PIB) enregistré en 2007.

S'agissant de la **dette publique**, l'évolution des finances publiques et des comptes extérieurs s'est traduite par une détérioration du ratio du service de la dette rapporté aux exportations à 27,2% contre 10% en 2007 et du ratio

du service de la dette sur les recettes budgétaires à 54,3% contre 21,2%. Par contre, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB est revenu à 11,2% en 2008 contre 31,3% une année plus tôt.

En ce qui concerne **les échanges avec l'extérieur**, l'excédent du compte des transactions courantes, hors transferts publics, s'est fortement consolidé, pour atteindre 1 445,1 Mds, correspondant à soit 22,4% du PIB, contre 1 024,3 Mds en 2007 (18,7% du PIB), résultant des performances enregistrées par la balance commerciale et dans une moindre mesure, une légère baisse du déficit de la balance des services, en dépit des mauvais résultats connus par les autres comptes. Le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'est dégradé davantage pour se situer à 885,4 Mds contre 776,7 Mds en 2007, en corrélation avec des sorties de capitaux massives relatifs aux autres investissements, le solde des investissements directs étant devenu créditeur.

En définitive, l'excédent de la balance des paiements s'élève à 380,5 Mds contre 1,3 milliard en 2007. Ces ressources en dehors des rééchelonnements et annulations déjà obtenus (7,7 Mds) ont servi à renforcer la reconstitution des réserves officielles à hauteur de 372,8 Mds.

La **situation monétaire** à fin décembre 2008 au Gabon a été marquée par une diminution des avoirs extérieurs nets, une consolidation des crédits à l'économie, une dégradation de la position nette du gouvernement et par conséquent une progression de la masse monétaire. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 98,4% à fin décembre 2008 contre 84,3% en 2007.

Les **perspectives économiques, financières et sociales** pour l'économie gabonaise pour l'année 2009 seraient défavorables, marquées par une croissance économique négative, une détérioration des finances publiques et des comptes extérieurs, et un renforcement de la situation monétaire dans un contexte caractérisé par la légère diminution des tensions sur les prix. En effet, le taux de croissance réelle atteindrait -0,8% contre 2,3% en 2008. Le taux d'inflation reviendrait à 3,5% en 2009 contre 5,3% en 2008. Concernant les finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 12,1% du PIB en 2008 se contracterait fortement à 0,1% du PIB en 2009. S'agissant de la balance des paiements, l'excédent du compte des transactions courantes, se contracterait à 7,1% du PIB en 2009, tandis que les agrégats monétaires seraient bien orientés avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 98,5% en 2009 contre 98,4% en 2008.

En **matière de convergence**, le Gabon a observé trois critères de la surveillance multilatérale sur quatre en 2008.

## 5. GUINEE EQUATORIALE

La situation économique, financière et sociale de la Guinée Équatoriale en 2008 a été marquée par un maintien d'une forte croissance économique quoiqu'en net repli de près de 9 points par rapport à 2007, un raffermissement de la situation budgétaire, un renforcement de la monnaie commune, et une stabilisation du compte courant, dans un contexte de poussée inflationniste.

En 2008, la croissance économique s'est établie à 15% contre 23,2% en 2007, entraînant une appréciation du PIB réel par habitant de 11,7%. Cette performance découle aussi bien du secteur pétrolier dont la croissance a atteint 14,7% que du secteur non pétrolier avec 16,2% de croissance.

**Du côté de l'offre**, le secteur pétrolier (y compris le méthanol, le gaz naturel et les autres produits dérivés) pris globalement reste le principal moteur de la croissance en Guinée Équatoriale. Il est également soutenu par le secteur tertiaire en liaison avec essentiellement le développement de la sous-branche « services financiers et immobiliers » et dans une moindre mesure de sous-secteur commerce et restaurants.

**S'agissant de la demande**, la demande intérieure demeure la composante motrice de la croissance économique en Guinée Équatoriale, avec un apport de 33,2 points à la croissance, impulsée simultanément par les investissements bruts (29,4 points) et la consommation globale (3,8 points). L'augmentation du pouvoir d'achat, due aux nouveaux recrutements dans la fonction publique et des recrutements dans le secteur informel des BTP, a été à l'origine de l'augmentation de la consommation privée. En revanche, la demande extérieure nette a obéré la croissance de l'ordre de 18,2 points en liaison avec une progression des importations plus forte que l'augmentation des exportations.

La **poussée inflationniste** enregistrée en 2007 a légèrement fléchi en 2008. Elle a été entretenue par les crises alimentaires et énergétiques du premier semestre 2008 et ensuite par la hausse des prix à la consommation des ménages, soutenue notamment par la revalorisation des salaires et l'expansion des activités dans les secteurs à haute intensité de main d'œuvre comme les BTP. En effet, selon les services de la Direction Générale des Statistiques et des Comptes Nationaux, le taux d'inflation s'est situé à 4,7% contre 5,5% en 2007.

Les **recettes budgétaires totales** ont été recouvrées à hauteur de 3 051,8 Mds en 2008 contre 2 308,5 Mds en 2007, en augmentation de 32,2% une année plus tôt. Elles sont composées de 2 881,4 Mds de recettes pétrolières et 62

170,4 Mds de recettes hors pétrole. La hausse de 37,4% des recettes pétrolières par rapport à 2007 est imputable au maintien du prix moyen du baril de pétrole resté à un niveau élevé malgré la baisse des cours du baril enregistré au cours du dernier trimestre de 2008. En revanche, les recettes hors pétrole se sont détériorées de 19,3%, en liaison avec le niveau encore embryonnaire des activités non pétrolières.

Pour leur part, les **dépenses budgétaires totales** se sont établies à 1 759,2 Mds en 2008 contre 1 219,3 Mds en 2007, soit en augmentation de 44,3%. Les dépenses en capital ont été fortes et sont passées de 1 018,8 Mds en 2007 à 1 391,5 Mds une année plus tard, traduisant ainsi les efforts du gouvernement dans sa politique d'engagement des ressources nécessaires à la mise en place des infrastructures de base. Les dépenses courantes, quant à elles, ont atteint 367,7 Mds en 2008 contre 200,5 Mds en 2007, soit en accroissement de 83,4%. Cette augmentation provient pour l'essentiel des évolutions enregistrées par la hausse des postes « biens et services » (+61,4%) et « des transferts et subventions » (+193,4%). L'évolution des traitements et salaires (7,4%) s'explique essentiellement par la révision à la hausse des salaires des fonctionnaires et aux nouveaux recrutements dans la fonction publique et des dépenses en biens et services.

L'excédent du solde primaire s'est contracté à 19,1% du PIB en 2008 contre 21,3% un an plus tôt, ainsi que celui du solde budgétaire de base, à 19% du PIB en 2008 contre 21,2% du PIB en 2007.

En définitive, la gestion budgétaire de l'État en 2008 est ressortie excédentaire de 1 292,6 Mds (19% du PIB) contre 1 089,2 Mds, soit 21,2% du PIB. Cet excédent a servi à couvrir l'amortissement de la dette extérieure de 2,5 Mds et le désengagement de l'État vis-à-vis du système bancaire et non bancaire à hauteur de 1 290,1 Mds.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des ressources budgétaires s'est traduite par une amélioration du ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires et des exportations des biens et services qui sont revenus à 0,1% en 2008 contre 0,6% en 2007 pour le premier et à 0% contre 0,3% pour le second. De plus, le ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB s'est également amélioré revenant à 1,1% en 2008 contre 1,5% en 2007.

Dans le **domaine des échanges extérieurs**, le solde du compte des transactions courantes, transferts publics exclus s'est amélioré davantage en 2008 et est ressorti excédentaire comme en 2007. Il a enregistré 397,6 Mds contre 59 Mds en 2007. Cette embellie découle des performances obtenues dans l'évolution du commerce extérieur en liaison avec la bonne tenue des termes de l'échange (+28%), en dépit des contre-performances enregistrées par les balances des services, revenus et transferts sans contre partie. Le compte de capital et d'opérations financières excédentaire de 248,1 Mds en 2007 s'est fortement contracté à 100 Mds en 2008, en relation avec l'évolution des autres investissements du secteur pétrolier.

En définitive, la balance des paiements est ressortie excédentaire de 373 Mds en 2008 contre 186 Mds une année plus tôt, en augmentation 100% par rapport à son niveau de 2007. Cet excédent de ressources a servi à la reconstitution des réserves officielles.

Les **agrégats monétaires** de la Guinée Equatoriale à fin décembre 2008 se sont fortement renforcés. L'amélioration de ces agrégats s'explique principalement par le bon comportement du secteur pétrolier, moteur de l'économie équato-guinéenne. En conséquence, le taux de couverture extérieure de l'émission monétaire a été de 97,9% à fin décembre 2008 contre 97,2% à fin décembre 2007

Les **perspectives économiques, financières et sociales** de la Guinée Equatoriale pour l'année 2009 sont moins favorables. Elles sont marquées par une dégradation des soldes budgétaires et des comptes extérieurs dans un contexte de persistance de poussée inflationniste. En effet, le taux de croissance atteindrait -7,1% en 2009 contre 15% en 2008. Parallèlement, les estimations actuelles du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale tablent sur un taux d'inflation de 5% en 2009 contre 6% en 2008, toujours supérieur à la norme communautaire de 3%. S'agissant des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 19% du PIB en 2008 se contracterait fortement à 0,5% du PIB en 2009. Au niveau des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes, hors dons, excédentaire de 5,9% du PIB en 2008, deviendrait déficitaire de 22,6% du PIB en 2009. Enfin, la situation monétaire resterait confortable en 2009, avec un taux de couverture de la monnaie de 98%.

En matière de convergence, la Guinée Equatoriale a respecté trois critères de la surveillance multilatérale sur quatre en 2008.

## 6. TCHAD

L'activité économique, financière et sociale a connu une évolution contrastée au cours de l'année 2008. En effet, en dépit de la hausse spectaculaire des prix du pétrole au cours du 1<sup>er</sup> semestre qui s'est traduite par une amélioration des finances publiques et des comptes extérieurs, une consolidation de la situation monétaire, l'année a clôturé avec une baisse du PIB.

En 2008, le rythme de l'activité économique a baissé au Tchad, malgré le dynamisme des activités des BTP impulsées par les

investissements publics. Ainsi, le taux de croissance réelle a diminué pour se situer à -0,7% contre +1,6% en 2007, ce qui a entraîné une réduction du PIB réel par tête de 3,1%.

**Du côté de l'offre**, la croissance a été principalement tirée par le secteur non pétrolier, et plus particulièrement par les secteurs tertiaire et secondaire avec des contributions respectives de 1,6% et 0,3%. La plus mauvaise contre-performance vient de la branche extractive, en liaison avec la baisse de la production pétrolière découlant des problèmes techniques rencontrés dans l'extraction du brut au niveau des principaux champs de production. Au niveau du secteur secondaire, l'augmentation de la contribution à la croissance globale provient essentiellement des performances enregistrées par les activités des bâtiments et travaux publics et dans une moindre mesure par la bonne tenue des activités artisanales. Le secteur tertiaire a vu son rythme de croissance ralentir (comparativement aux années antérieures) en raison des effets défavorables qu'il a subis suite aux événements qu'a connus le pays au cours de l'année 2008. Sa contribution à la croissance a été de 1,6 point en 2008, en net retrait par rapport à celle enregistrée en 2007 (3,1 points). Ceci tient essentiellement aux évolutions enregistrées par les branches commerce et administrations publiques. Cependant, la sous-branche des télécommunications a connu un regain d'activité économique en rapport avec la vive concurrence entre les opérateurs économiques et la reprise de Celtel par la société Zain Tchad.

**Du côté de la demande**, la demande intérieure a été le principal moteur de la croissance économique. Elle a été fortement soutenue par la consommation globale impulsée par la consommation privée grâce aux gains de revenus touchés dans les petites activités de transformation ainsi que le versement régulier des salaires aux agents de l'Etat. Elle a également profité des investissements réalisés dans le pays particulièrement dans les grands travaux des infrastructures routières. Pour sa part, la demande extérieure nette a obéré la croissance à concurrence de 8,3 points, sous l'effet de la progression plus forte des importations par rapport aux exportations des biens et services.

Sur le **front des prix**, l'inflation a notablement augmenté sous l'effet de la crise alimentaire et des difficultés d'offre en énergie notamment le charbon et le bois de chauffe. Ainsi, l'indice des prix à la consommation des ménages nationaux, suivi par l'Institut National de la Statistique et des Études démographiques (INSEED) s'est établi à 8,3% en moyenne sur l'année 2008 contre -9,0% en 2007. Cette évolution s'explique principalement par la forte augmentation des prix des produits alimentaires suite aux crises alimentaires et énergétiques qu'a connu le pays dans la première moitié de l'année 2008. L'évolution des postes « boissons non alcoolisées, articles d'habillement et chaussures, logement-eau-électricité et, enfin transports, restaurants et hôtels » ont également participé à cette poussée inflationniste.

Les **recettes budgétaires** de l'État se sont situées à 986,2 Mds en 2008 contre 749,6 Mds un an auparavant, en augmentation de 31,6%. L'augmentation des recettes pétrolières de 37,9% est imputable surtout à la hausse remarquable du prix du pétrole brut sur les marchés internationaux et à la révision des mécanismes de certaines dispositions de la convention liant l'Etat et le Consortium pétrolier (paiement de la redevance statistique sur les exportations du brut, nouveau mécanisme de paiement de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés et paiement de la redevance sur le stock mort). Cependant, cette hausse a été atténuée par la baisse des cours mondiaux des matières premières suite à la crise financière internationale intervenue au second semestre de l'année. Aussi, la dépréciation du dollar par rapport au franc CFA et des coûts financiers d'exploitation du consortium plus élevés que prévu a épongé une partie de cette augmentation. De l'autre côté, le faible niveau des recettes non pétrolières s'explique par le ralentissement de l'activité économique dans le secteur hors pétrole occasionné par les événements de février 2008 survenus à N'Djaména.

Les **dépenses publiques**, pour leur part, se sont établies à 875,1 Mds en 2008 contre 710,1 Mds un an plus tôt, en forte progression de 23,2% par rapport à 2007. Cette augmentation est imputable pour les dépenses courantes aux postes traitements et salaires (9,8%), biens et services (7,1%), subventions et transferts (33,5%) et dépenses d'investissements (20,3%). En effet, la masse salariale de l'armée a été revue à la hausse de 10 Mds du fait de l'accroissement du nombre de soldats et des salaires plus élevés. La progression des biens et services s'explique, entre autres, par l'évolution des effectifs supplémentaires de l'armée et de la facture plus élevée de la consommation d'électricité, d'eau et de téléphone de l'administration centrale. Les dépenses de sécurité exceptionnelles ont augmenté fortement, en liaison avec les événements de février 2008. Enfin, les dépenses d'investissement sur ressources intérieures ont atteint 220,1 Mds contre 155,4 Mds en 2007.

Le solde primaire excédentaire de 4,2% du PIB en 2007 s'est accru à 5,3% du PIB en 2008 en même temps que l'excédent du solde budgétaire de base qui est passé de 4% du PIB en 2007 à 5,3% du PIB en 2008.

Enfin, la gestion des finances publiques en 2008 a dégagé un excédent budgétaire, base engagements, hors dons de 111,1 Mds (3,0% du PIB) contre 39,5 Mds (1,2% du PIB) un an plutôt.



S'agissant de la **dette publique extérieure**, l'évolution des finances publiques et des comptes extérieurs s'est traduite par une dégradation du ratio du service de la dette rapporté aux exportations et du service de la dette rapporté aux recettes budgétaires qui sont passées de 1,6% en 2007 à 3% en 2008 pour le premier et de 3,9% à 6,2% pour le second. Quant au ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB, il s'est réduit à 23,9% en 2008 contre 27,2% en 2007.

Au niveau **des échanges avec l'extérieur**, le compte des transactions courantes, hors dons, déficitaire en 2007 s'est dégradé davantage pour se fixer à 458,8 Mds en 2008 contre 445,1 Mds une année auparavant. Cette détérioration des transactions courantes découle des contre-performances enregistrées dans les balances de services et des transferts sans contre partie en dépit des timides redressements observés par la balance commerciale et celle des revenus. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est amélioré à 550,8 Mds en 2008 contre 468,4 Mds en 2007, en liaison principalement avec la progression des investissements directs étrangers.

En définitive, le solde de la balance des paiements est ressorti excédentaire à 212,9 Mds en 2008 contre 121,4 Mds en 2007. Cet excédent a permis de renforcer la reconstitution des réserves officielles de 209,5 Mds et à payer une partie des arriérés extérieurs de 3,4 Mds.

La **situation monétaire** du Tchad à fin décembre 2008 a été marquée par un redressement sensible des avoirs extérieurs nets, rendu possible par la hausse des revenus pétroliers, une augmentation des crédits à l'économie et une nette amélioration de la position nette de l'Etat. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie a atteint 92,3 % contre 90,2% au 31 décembre 2007.

Les **perspectives économiques, financières et sociales** pour l'année 2009 se caractériseraient par une légère amélioration de la croissance (relativement à 2008) sur fond d'une dégradation importante des finances publiques et des échanges extérieurs en liaison avec les perspectives sombres de l'économie mondiale occasionnée par la crise financière internationale. Pour ce qui est des prix, les tensions inflationnistes resteraient fortes en 2009, en liaison avec le poste dans lequel se trouve le bois et le charbon et la hausse continue des prix des produits de base. Au total, le taux de croissance économique atteindrait 1,4% contre -0,7% en 2008 et l'inflation se situerait autour de 7,0% en 2009 contre 8,3 en 2008. Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire, base engagement, hors dons, excédentaire de 3% du PIB en 2008 deviendrait déficitaire de 14,5% du PIB. Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes hors dons s'accroîtrait fortement en 2009 à 40,9% du PIB contre 12,4% du PIB en 2008. Enfin, la situation monétaire se caractériserait par un taux de couverture de 53,7% en 2009.

En **matière de convergence**, le Tchad a observé trois critères de la surveillance multilatérale sur quatre en 2008.

## 7.3 Tableaux des opérations financières

**TABLEAU 1 PIB**
**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT  
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES  
UEMOA:**

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards )</b>	3 978,0	4 280,8	4 612,5	5 781,8	5 854,2	6 348,7	6 755,5
<b>RECETTES TOTALES (en milliards)</b>	3 488,0	3 735,2	3 998,6	4 400,9	5 017,6	5 493,0	5 748,8
recettes fiscales	3 112,5	3 343,5	3 580,5	3 907,2	4 295,7	4 697,3	5 217,5
recettes non fiscales	334,6	345,2	363,6	422,2	654,1	726,1	453,9
<b>DONNS (en milliards)</b>	490,0	545,6	613,9	1 380,9	836,6	855,7	1 006,7
<b>DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)</b>	4 433,0	4 842,7	5 306,5	5 746,5	6 413,7	6 897,8	7 660,7
dont Dépenses PPTE	121,9	123,8	165,4	104,7	153,6	130,6	130,4
<b>DEPENSES TOTALES (en milliards)</b>	4 413,1	4 832,6	5 260,8	5 716,8	6 429,7	6 823,0	7 630,6
<b>DEPENSES COURANTES</b>	3 139,4	3 289,9	3 562,3	3 899,3	4 233,1	4 633,9	4 850,3
<b>dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES</b>	2 786,0	2 979,0	3 272,5	3 660,0	3 978,8	4 356,7	4 608,8
masse salariale	1 192,3	1 254,0	1 361,2	1 465,9	1 620,9	1 803,0	1 938,9
intérêts de la dette publique	353,4	310,9	289,8	239,4	254,3	277,2	241,5
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	1 270,0	1 527,9	1 678,4	1 782,7	2 083,1	2 026,2	2 593,5
investissements financés sur ressources internes	605,5	724,8	830,0	944,2	1 051,2	1 162,3	1 302,2
<b>Variation des arriérés de paiements</b>	321,5	250,8	161,0	101,2	-70,2	-33,8	-1 139,7
<b>Solde primaire de base (en milliards)</b>	96,5	31,4	-103,9	-203,3	-12,5	-25,9	-162,2
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)</b>	-256,9	-279,5	-393,7	-442,7	-266,8	-303,1	-403,7
<b>SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)</b>	-945,0	-1 107,5	-1 307,9	-1 345,7	-1 396,1	-1 404,8	-1 911,9
<b>SOLDE GLOBAL (en milliards)</b>	-455,0	-561,9	-694,0	35,3	-559,5	-549,1	-905,2
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)</b>	-135,0	-155,7	-228,3	-337,9	-113,2	-172,5	-273,3
<b>Solde global base caisse (en milliards)</b>	-133,5	-311,1	-533,0	136,5	-624,4	-533,7	-2 132,5
<b>Solde courant (en milliards)</b>	348,6	445,3	436,3	501,5	784,5	859,1	898,5
<b>Solde primaire hors dons</b>	-571,7	-786,5	-972,4	-1 076,5	-1 157,8	-1 052,8	-1 640,3
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)</b>							
<b>Premier rang</b>							
<b>Solde budgétaire de base / PIB nominal (en %)</b>	<b>-1,2</b>	<b>-1,2</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,2</b>
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB n	0,2	0,0	-0,1	-0,6	0,5	0,6	0,1
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %)</b>	<b>1,2</b>	<b>0,6</b>	<b>4,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>7,4</b>	<b>3,0</b>
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	n.d.	0,7	2,7	2,4	2,0	5,9	n.d.
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%)	74,0	71,7	67,3	51,5	49,0	44,2	41,5
Arriérés de paiement :	622,2	951,3	516,9	482,5	359,3	404,6	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gest	174,2	164,3	52,5	100,5	65,7	91,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la ges	448,1	787,0	464,4	382,0	293,6	313,6	0,0
<b>Second rang</b>							
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %)</b>	<b>38,3</b>	<b>37,5</b>	<b>38,0</b>	<b>37,5</b>	<b>37,7</b>	<b>38,4</b>	<b>37,2</b>
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et de	36,7	36,2	36,2	35,7	35,6	35,3	34,2
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources</b>	<b>19,5</b>	<b>21,7</b>	<b>23,2</b>	<b>24,2</b>	<b>24,5</b>	<b>24,7</b>	<b>25,0</b>
Ratio des investissements publics financés sur ressources inter	15,6	17,8	18,6	21,7	21,0	21,5	22,4
ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)							
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-5,4	-5,7	-7,2	-4,3	-7,6	-7,2	-7,3
Taux de pression fiscale (en %)	14,4	14,8	14,7	15,1	15,5	15,2	16,0
<b>AUTRES INDICATEURS</b>							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-4,4	-4,9	-5,4	-5,2	-5,1	-4,5	-5,9
solde global sur PIB nominal (en %)	-2,1	-2,5	-2,9	0,1	-2,0	-1,8	-2,8
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-0,6	-1,4	-2,2	0,5	-2,3	-1,7	-6,5
solde primaire de base en % des R.F.	3,1	0,9	-2,9	-5,2	-0,3	-0,6	-3,1
solde courant en % du PIB	1,6	2,0	1,8	1,9	2,8	2,8	2,8
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,1	16,6	16,4	17,0	18,2	17,7	17,6
Dépenses totales en % du PIB	20,4	21,4	21,6	22,1	23,3	22,0	23,4
Dépenses courantes en % du PIB	14,5	14,6	14,6	15,1	15,3	14,9	14,9
Dépenses courantes primaires en % du PIB	12,9	13,2	13,4	14,1	14,4	14,1	14,1
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-1 173,0	-1 288,2	-1 747,1	-1 101,0	-2 089,0	-2 227,1	-2 368,2
<b>DETTE PUBLIQUE TOTALE</b>							
Encours dette publique (en mds)	16 017,1	16 170,0	16 386,4	13 327,3	13 547,5	13 715,2	13 563,6
Encours dette extérieure (en mds)	13 971,5	13 896,4	14 439,2	10 665,5	10 633,0	10 834,9	11 115,7
Encours dette intérieure (en mds)	2 045,5	2 273,6	1 947,2	2 661,8	2 914,5	2 880,3	2 447,9
<b>COMPTES NATIONAUX</b>							
PIB nominal (en milliards)	21 651,1	22 556,2	24 333,6	25 892,0	27 628,7	31 002,4	32 650,0
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	17 131,4	17 627,3	18 380,4	18 909,3	19 537,0	20 266,6	20 977,6
taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,4	2,9	4,3	2,9	3,3	3,7	3,5

**TABLEAU 1 Bis : BALANCE DES PAIEMENTS UEMOA***(en milliards FCFA)*

RUBRIQUES	2 005	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	-355,0	91,8	-994,9	-1 019,6	-858,1
Export FOB dont :	6 672,6	7 403,1	7 196,7	7 947,7	7 318,9
Produits pétroliers	1 223,3	1 758,8	1 399,3	1 813,0	1 074,5
cacao	1 098,0	1 067,8	1 056,3	1 269,0	1 460,7
Coton	468,8	470,9	378,7	292,5	244,4
Or	366,0	604,4	533,3	717,4	763,0
Import FOB (1)	-7 027,6	-7 311,2	-8 191,5	-8 967,3	-8 177,0
Produits alimentaires	-1 297,5	-1 309,5	-1 680,3	-1 914,7	-1 763,2
Autres biens de consommation	-1 147,5	-1 324,3	-1 496,5	-1 652,4	-1 665,4
Produits pétroliers	-1 979,9	-1 782,1	-2 155,9	-2 582,6	-1 659,1
Biens intermédiaires	-1 003,7	-1 200,0	-1 366,5	-1 366,8	-1 417,8
Biens d'équipement	-2 072,6	-1 963,0	-2 046,4	-2 336,1	-2 479,1
2-Balance des services	-1 235,9	-1 347,6	-1 408,6	-1 560,5	-1 578,1
dont fret	-1 158,0	-1 269,1	-1 336,2	-1 530,1	-1 440,3
3-Balance des revenus	-549,1	-579,6	-587,7	-576,7	-614,4
dont intérêt de la dette	-244,3	-177,2	-178,1	-176,8	-166,7
4-Balance des transferts courants	706,2	841,4	1 225,6	1 317,6	1 247,5
Privés	393,0	522,3	766,8	814,4	618,5
Publics	313,2	319,1	458,8	503,4	628,9
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES (1+2+3+4)	-1 433,7	-994,0	-1 765,6	-1 839,2	-1 803,1
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES (5+6)	1 512,8	1 659,9	2 398,8	1 796,5	1 908,1
5-Transferts de capital	643,9	4 736,3	670,8	806,4	826,7
Administrations publiques	577,6	4 659,6	580,9	696,9	740,6
Dont remise de dette	128,0	4 267,0	24,6	251,7	18,4
Autres secteurs	56,6	74,7	89,9	108,1	86,1
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	-0,3	28,2	92,2	122,7	-0,5
7-Opérations financières	869,1	-3 104,6	1 635,7	867,4	1 082,0
Investissements directs	427,9	449,4	747,3	682,2	612,5
Investissements de portefeuille	44,6	25,2	106,8	42,7	-52,4
Autres investissements	396,7	-3 579,1	781,6	142,5	521,8
dont publics	640,2	-3 363,0	470,8	114,4	595,8
-tirages	620,7	624,8	534,6	652,0	959,9
-variations des arriérés	461,2	380,1	300,3	-380,0	-231,6
-rééchelonnement	36,0	3,0	3,5	218,7	16,1
-Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	-10,5	0,0	240,2
-amortissements	-477,7	-4 370,9	-357,1	-376,3	-388,8
dont privés	-243,5	-216,2	310,8	28,1	-74,0
c-ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-29,3	-29,1	49,8	-0,4	0,0
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	50,0	637,0	683,0	-43,1	105,0
(e) Ajustement Statistique (2)	48,1	-99,2	94,9	124,1	0,0
SOLDE GLOBAL après ajustement (d+e)	98,1	537,8	777,9	81,0	105,0
<i>Ratios caractéristiques</i>					
Taux de couverture : Export/Imports (%)	83,3	87,4	78,5	78,8	78,4
Degré d'ouverture en %	66,6	71,4	72,3	70,0	61,0
Balance courante/PIB (%)	-5,5	-3,8	-6,4	-5,9	-5,5
Balance courante hors dons/PIB (%)	-6,1	-4,4	-7,5	-7,2	-7,2
Solde global/PIB (%)	0,4	2,0	2,8	0,3	0,3

(\*) estimation    (\*\*) :Prévision    (1) Données par produits en CAF

(2) Cet ajustement permet la prise en compte des opérations non réparties et du biais lié aux asymétries sur les transactions intra-UEMOA

La balance de l'Union est une agrégation des balances des paiements des Etats

Tableau 1 Ter - U.M.O.A. : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin (*)
9/9/09 13:08					
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>4 346,5</b>	<b>4 665,8</b>	<b>4 561,7</b>	<b>4 757,2</b>	<b>4 518,5</b>
Banque centrale	4 313,9	4 492,5	4 495,9	4 671,0	4 601,2
Banques	32,6	173,3	65,8	86,2	(82,7)
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>4 568,0</b>	<b>5 386,1</b>	<b>5 554,7</b>	<b>6 132,1</b>	<b>6 476,3</b>
Position nette des Gouvernements	297,5	481,7	397,6	505,0	810,3
Crédits à l'économie	4 270,5	4 904,4	5 157,1	5 627,1	5 666,0
Crédits de campagne	158,5	146,8	156,0	129,7	159,7
Crédits ordinaires	4 112,0	4 757,6	5 001,1	5 497,4	5 506,3
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>8 914,5</b>	<b>10 051,9</b>	<b>10 116,4</b>	<b>10 889,3</b>	<b>10 994,8</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>7 490,1</b>	<b>8 511,6</b>	<b>8 579,4</b>	<b>9 327,2</b>	<b>9 408,2</b>
Circulation fiduciaire	2 140,0	2 540,8	2 403,3	2 776,4	2 583,0
Dépôts en CCP	53,3	60,9	33,1	52,0	53,8
Dépôts en CNE	50,0	49,5	53,6	52,1	55,8
Dépôts en Banque	5 246,8	5 860,4	6 089,4	6 446,7	6 715,6
Sociétés d'Etat et EPIC	569,6	609,3	642,5	695,2	688,7
A vue	353,4	416,4	431,8	480,2	436,9
A terme	216,2	192,9	210,7	215,0	251,8
Part. & Ent. privées	4 677,2	5 251,1	5 446,9	5 751,5	6 026,9
A vue	2 458,0	2 739,0	2 793,0	2 913,2	3 117,5
A terme	2 219,2	2 512,1	2 653,9	2 838,3	2 909,4
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>1 424,4</b>	<b>1 540,3</b>	<b>1 537,0</b>	<b>1 562,1</b>	<b>1 586,6</b>
- Crédits à ct terme (y/c campagne)	2 709,1	3 112,4	3 201,0	3 502,5	3 375,8
- Crédits à moyen & long terme	1 561,4	1 792,0	1 956,1	2 124,6	2 290,2
Source : BCEAO					

(\*) = données provisoires

**TABLEAU 2**
**Population et PIB par tête: Etats membres de l'UEMOA**

25/08/2009 14:17

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Population en millions d'habitants</b>							
BENIN	7,0	7,2	7,4	7,6	7,9	8,2	8,5
BURKINA FASO	12,4	12,7	13,0	13,7	14,1	14,5	14,8
COTE D'IVOIRE	18,0	18,5	19,1	19,7	20,2	20,8	21,4
GUINEE BISSAU	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5
MALI	10,7	10,9	11,1	11,4	11,6	11,9	12,2
NIGER	11,8	12,2	12,6	13,0	13,4	13,9	14,3
SENEGAL	10,1	10,4	10,6	10,9	11,1	11,4	11,7
TOGO	5,0	5,1	5,2	5,3	5,5	5,6	5,7
UNION	76,2	78,3	80,4	83,0	85,3	87,7	90,2
<b>PIB nominal (en mds FCFA)</b>							
BENIN	2067,5	2140,0	2298,7	2459,4	2641,3	2974,8	3114,7
BURKINA FASO	2513,6	2656,7	2862,7	3017,6	3239,0	3646,9	3840,0
COTE D'IVOIRE	7984,3	8178,5	8631,0	9081,0	9486,5	10485,0	10964,0
GUINEE BISSAU	138,8	152,3	164,1	172,3	181,5	192,8	214,8
MALI	2453,6	2632,1	2893,9	3201,5	3424,5	3911,0	4183,0
NIGER	1534,3	1530,5	1777,1	1906,8	2035,3	2397,1	2521,5
SENEGAL	3986,4	4242,8	4593,1	4893,4	5407,7	5950,2	6310,3
TOGO	972,6	1023,2	1113,1	1160,1	1212,8	1444,7	1501,7
UNION	21651,1	22556,2	24333,6	25892,0	27628,7	31002,4	32650,0
<b>PIB à prix constant (en mds FCFA)</b>							
BENIN (1989)	928,5	957,4	984,9	1021,8	1069,0	1122,8	1165,5
BURKINA FASO (1999)	2264,7	2369,6	2537,9	2677,4	2774,2	2921,8	3024,1
COTE D'IVOIRE (1986)	4077,9	4144,8	4223,6	4253,1	4316,9	4416,2	4579,6
GUINEE BISSAU (1986)	90,5	93,3	96,8	98,7	101,4	104,5	107,5
MALI (1987)	1241,3	1269,2	1347,1	1417,8	1478,7	1554,2	1617,9
NIGER (1987)	1086,2	1077,3	1167,8	1235,7	1276,5	1397,8	1439,7
SENEGAL (1999)	3669,7	3885,6	4104,1	4204,3	4403,9	4513,4	4652,5
TOGO (2000)	941,6	965,5	977,5	1015,6	1036,7	1053,7	1079,7
UNION (1996)	17131,4	17627,3	18380,4	18909,3	19537,0	20266,6	20977,6
<b>PIB nominal per capita (en milliers FCFA)</b>							
BENIN	295,4	297,2	310,6	323,6	334,3	362,3	364,9
BURKINA FASO	203,2	209,2	219,6	219,8	229,8	252,1	258,8
COTE D'IVOIRE	443,6	441,0	452,0	461,9	469,0	503,7	511,9
GUINEE BISSAU	109,6	117,6	123,7	127,0	130,6	135,5	147,5
MALI	229,8	241,3	259,6	281,0	294,1	328,6	343,9
NIGER	130,0	125,5	141,1	146,6	151,5	172,7	175,8
SENEGAL	393,6	408,7	432,1	449,5	485,2	521,3	539,9
TOGO	195,7	201,0	213,6	217,4	221,9	258,2	262,1
UNION	284,1	288,0	302,5	312,1	323,9	353,5	362,1
<b>PIB à prix constant per capita (en milliers FCFA)</b>							
BENIN	132,6	133,0	133,1	134,4	135,3	136,7	136,5
BURKINA FASO	183,0	186,6	194,7	195,0	196,9	202,0	203,8
COTE D'IVOIRE	226,5	223,5	221,2	216,4	213,4	212,2	213,8
GUINEE BISSAU	71,4	72,0	73,0	72,7	72,9	73,4	73,8
MALI	116,3	116,3	120,8	124,4	127,0	130,6	133,0
NIGER	92,0	88,4	92,7	95,0	95,0	100,7	100,4
SENEGAL	362,3	374,3	386,1	386,2	395,1	395,4	398,1
TOGO	189,5	189,7	187,6	190,3	189,7	188,3	188,4
UNION	224,8	225,1	228,5	227,9	229,0	231,1	232,6

TABLEAU 1.1

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT  
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

BENIN:

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards )</b>	387,50	407,10	431,36	462,20	634,01	665,30	792,73
<b>RECETTES TOTALES (en milliards)</b>	350,70	351,40	383,43	416,93	547,20	581,30	689,77
recettes fiscales	313,60	311,40	334,01	378,81	445,90	512,20	614,77
recettes non fiscales	37,10	40,00	49,42	38,12	101,30	69,10	75,00
<b>DONS (en milliards)</b>	36,80	55,70	47,93	45,26	86,81	84,00	102,96
Dons courants	4,90	14,80	8,20	18,06	26,21	15,90	22,60
<b>DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)</b>	426,37	429,50	489,29	479,65	585,65	682,40	852,67
dont Dépenses PPTE	17,00	5,80	5,00	8,00	9,10	9,20	9,20
<b>DEPENSES TOTALES (en milliards)</b>	428,40	428,80	490,09	478,44	585,45	637,20	852,67
	-2,03						
<b>DEPENSES COURANTES</b>	287,30	297,80	345,89	357,84	378,58	446,40	517,65
<b>dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES</b>	275,00	290,80	338,99	352,00	373,45	438,30	505,88
masse salariale	108,00	118,30	130,28	135,00	143,10	182,40	196,06
intérêts de la dette publique	12,30	7,00	6,90	5,85	5,13	8,10	11,77
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	141,10	131,00	144,20	120,59	206,87	190,70	335,02
investissements financés sur ressources internes	71,80	61,20	76,30	55,79	93,67	121,30	167,91
<b>Variation des arriérés de paiements/ajustement statistique</b>	16	-19	21	8	15	-108	-15
<b>variation arriérés</b>	-2,05	-8,45	-19,00	-15,00	-58,17	-16,40	-15,00
<b>Solde primaire de base (en milliards)</b>	3,90	-0,60	-31,86	9,14	80,08	21,70	15,98
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)</b>	-8,40	-7,60	-38,76	3,30	74,95	13,60	4,21
<b>SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)</b>	-75,67	-78,10	-105,86	-62,72	-38,45	-101,10	-162,90
<b>SOLDE GLOBAL (en milliards)</b>	-38,87	-22,40	-57,93	-17,45	48,36	-17,10	-59,93
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE (en milliards)</b>	8,60	-1,80	-33,76	11,30	84,05	22,80	13,41
<b>Solde global base caisse (en milliards)</b>	-23,27	-41,60	-36,73	-9,65	63,49	-125,20	-74,93
<b>Solde courant (en milliards)</b>	63,40	53,60	37,54	59,09	168,62	134,90	172,12
<b>Solde primaire hors dons</b>	-65,40	-70,40	-99,76	-55,66	-33,12	-47,80	-151,13
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)</b>							
<b>Premier rang</b>							
<b>Solde budgétaire de base / PIB nominal (en %)</b>	<b>-0,41</b>	<b>-0,36</b>	<b>-1,69</b>	<b>0,13</b>	<b>2,84</b>	<b>0,46</b>	<b>0,14</b>
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires / PIB nominal (en %)	0,65	0,61	-1,11	1,19	4,17	1,63	1,16
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %)</b>	<b>1,5</b>	<b>0,9</b>	<b>5,4</b>	<b>3,8</b>	<b>1,3</b>	<b>7,9</b>	<b>3,0</b>
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	1,9	1,0	2,5	3,9	2,0	6,4	n.d.
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en %)	41,08	39,48	41,31	22,27	14,99	19,12	19,99
Arriérés de paiement :	0	0	7	45	0	0	0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0	0	7	45	0	0	0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0	0	0	0	0	0	0
<b>Second rang</b>							
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %)</b>	<b>34,44</b>	<b>37,99</b>	<b>39,00</b>	<b>35,64</b>	<b>32,09</b>	<b>35,61</b>	<b>31,89</b>
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	33,98	36,57	38,28	34,18	30,68	34,15	30,90
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %)</b>	<b>22,90</b>	<b>19,65</b>	<b>22,84</b>	<b>14,73</b>	<b>21,01</b>	<b>23,68</b>	<b>27,31</b>
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	22,59	18,92	22,42	14,13	20,08	22,71	26,46
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-9,74	-7,74	-6,19	-4,93	-9,96	-9,44	-11,61
Taux de pression fiscale (en %)	15,17	14,55	14,53	15,40	16,88	17,22	19,74
<b>AUTRES INDICATEURS</b>							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-3,66	-3,65	-4,61	-2,55	-1,46	-3,40	-5,23
solde global sur PIB nominal (en %)	-1,88	-1,05	-2,52	-0,71	1,83	-0,57	-1,92
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-1,13	-1,94	-1,60	-0,39	2,40	-4,21	-2,41
solde primaire de base en % des R.F.	1,24	-0,19	-9,54	2,41	17,96	4,24	2,60
solde courant en % du PIB	3,07	2,50	1,63	2,40	6,38	4,53	5,53
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,96	16,42	16,68	16,95	20,72	19,54	22,15
Dépenses totales en % du PIB	20,72	20,04	21,32	19,45	22,17	21,42	27,38
Dépenses courantes en % du PIB	13,90	13,92	15,05	14,55	14,33	15,01	16,62
Dépenses courantes primaires en % du PIB	13,30	13,59	14,75	14,31	14,14	14,73	16,24
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-201,27	-165,69	-142,40	-121,26	-263,16	-280,90	-361,50
<b>DETTE PUBLIQUE TOTALE</b>							
Encours dette publique (en mds)	849,39	844,85	949,56	547,77	395,84	568,81	622,77
Encours dette extérieure (en mds)	832,60	826,30	925,63	519,77	299,73	472,70	540,21
Encours dette intérieure (en mds)	16,79	18,55	23,93	28,00	96,11	96,11	82,56
<b>COMPTES NATIONALS</b>							
PIB nominal (en milliards)	2 067,46	2 140,01	2 298,71	2 459,37	2 641,30	2 974,77	3 114,72
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	928,46	957,43	984,86	1 021,78	1 069,03	1 122,84	1 165,50
taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,88	3,12	2,87	3,75	4,62	5,03	3,80

**TABLEAU 1 Bis : BALANCE DES PAIEMENTS DU BENIN***(en milliards FCFA)*

RUBRIQUES	2 005	2 006	2 007	2008*	2009**
1 – Balance commerciale	-151,6	-162,2	-266,0	-284,8	-327,8
Export FOB dont :	305,0	384,6	501,7	519,0	503,5
fibres de coton	90,3	49,4	64,2	75,0	55,4
graines de coton	0,9	0,3	3,6	0,1	0,1
pétrole brut	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
noix d'anacarde	10,5	8,6	8,4	12,5	16,0
Bois et ouvrages en bois	2,3	2,3	2,2	2,2	2,5
Tabac et cigarettes	10,3	18,4	14,6	6,3	6,6
Réexportations	133,0	247,3	260,1	286,6	253,4
Import FOB (1)	-456,6	-546,8	-767,8	-803,8	-831,3
Produits alimentaires	-142,0	-161,6	-260,2	-269,2	-282,6
Autres biens de consommation	-82,1	-100,2	-132,7	-137,2	-144,1
Produits pétroliers	-67,0	-83,8	-130,4	-174,5	-173,7
Biens intermédiaires	-90,6	-87,1	-115,6	-119,6	-125,6
Biens d'équipement	-61,7	-61,9	-94,6	-97,9	-102,7
2-Balance des services	-45,0	-70,7	-95,3	-96,0	-116,7
dont fret	-67,8	-88,0	-123,6	-132,1	-146,6
3-Balance des revenus	-9,4	-15,4	-4,2	-4,9	-4,6
dont intérêt de la dette	-8,6	-7,3	-5,9	-4,8	-6,0
4-Balance des transferts courants	86,7	135,2	128,7	135,2	152,8
Privés	63,6	79,2	73,5	74,4	56,1
Publics	23,1	56,0	55,1	60,8	96,7
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES (1+2+3+4)	-119,3	-113,1	-237,0	-250,5	-296,3
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES (5+6)	162,2	231,6	363,6	285,2	306,3
5-Transferts de capital	64,3	603,8	84,3	40,3	98,2
Administrations publiques	51,7	589,7	66,5	26,9	84,8
Dont remise de dette	12,0	560,6	5,9	5,3	4,2
Autres secteurs	12,6	14,2	17,9	13,4	13,4
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7-Opérations financières	97,9	-372,2	279,3	244,9	208,1
Investissements directs	28,2	28,7	125,3	79,8	79,5
Investissements de portefeuille	1,9	3,0	32,4	22,7	17,0
Autres investissements	67,8	-403,8	121,6	142,4	111,6
dont publics	43,6	-471,3	57,1	52,4	66,8
-tirages	52,9	65,5	71,0	60,7	85,2
-variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-amortissements	-9,3	-536,8	-13,9	-8,3	-18,4
dont privés	24,2	67,5	64,5	90,0	44,8
c-ERREURS ET OMISSIONS NETTES	6,3	12,6	14,7	0,0	0,0
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	49,4	131,4	141,4	34,7	10,0
<i>Ratios caractéristiques</i>					
Taux de couverture : Export b&s/Imports b&s(%)	67,4	68,1	64,1	64,0	59,0
Degré d'ouverture : (import b&s+ export b&s)/PIB (%)	41,1	50,0	62,6	58,3	54,4
Balance courante/PIB (%)	-4,9	-4,6	-9,0	-8,4	-9,3
Balance courante hors dons/PIB (%)	-5,2	-4,9	-10,0	-9,4	-11,4
Solde global/PIB (%)	2,0	5,3	5,4	1,2	0,3

(\*) estimation    (\*\*) :Prévision    (1) Données par produits en CAF

**Tableau 1 Ter - BENIN : SITUATION MONETAIRE INTEGREE**

(en milliards de FCFA)

	2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin (*)
9/9/09 13:08					
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>513,5</b>	<b>656,8</b>	<b>721,8</b>	<b>691,6</b>	<b>646,1</b>
Banque centrale	458,8	521,3	539,0	570,8	508,0
Banques	54,7	135,5	182,8	120,8	138,1
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>234,2</b>	<b>232,1</b>	<b>290,6</b>	<b>442,3</b>	<b>535,7</b>
Position nette du Gouvernement	(208,2)	(287,9)	(259,7)	(182,1)	(91,2)
Crédits à l'économie	442,4	520,0	550,3	624,4	626,9
Crédits de campagne	29,7	20,6	15,3	14,3	12,9
Crédits ordinaires	412,7	499,4	535,0	610,1	614,0
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>747,7</b>	<b>888,9</b>	<b>1 012,4</b>	<b>1 133,9</b>	<b>1 181,8</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>718,2</b>	<b>869,4</b>	<b>971,8</b>	<b>1 106,5</b>	<b>1 156,0</b>
Circulation fiduciaire	206,3	238,9	286,1	361,6	349,9
Dépôts en CCP	9,5	12,6	9,0	8,9	9,6
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	502,4	617,9	676,7	736,0	796,5
Sociétés d'Etat et EPIC	58,8	72,6	85,2	89,4	91,9
A vue	22,5	35,2	34,9	39,2	40,7
A terme	36,3	37,4	50,3	50,2	51,2
Part. & Ent. privées	443,6	545,3	591,5	646,6	704,6
A vue	233,6	303,2	331,3	346,7	347,3
A terme	210,0	242,1	260,2	299,9	357,3
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>29,5</b>	<b>19,5</b>	<b>40,6</b>	<b>27,4</b>	<b>25,8</b>
-Crédits à court terme	252,6	307,8	324,1	381,3	348,4
- Crédits à moyen & long terme	189,8	212,2	226,2	243,0	278,5
Source : BCEAO					

(\*) = données provisoires



TABLEAU 1.2

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT  
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**  
**Burkina Faso:**

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards )</b>	434,34	462,12	496,72	561,93	650,55	630,80	750,90
<b>RECETTES TOTALES (en milliards)</b>	301,01	344,79	365,18	391,93	440,25	483,90	508,30
recettes fiscales	270,09	318,55	336,76	362,33	405,19	444,70	465,80
recettes non fiscales	30,82	26,23	28,02	29,00	34,85	39,20	42,50
<b>DONS (en milliards)</b>	133,33	117,33	131,54	170,00	210,30	146,90	242,60
<b>DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)</b>	507,01	576,90	642,00	729,80	834,80	791,90	941,50
dont Dépenses sur PPTE	29,80	43,50	39,80	24,80	33,70	33,90	32,00
<b>DEPENSES TOTALES (en milliards)</b>	483,51	582,30	652,20	744,50	833,60	780,30	943,50
<b>DEPENSES COURANTES</b>	259,58	293,47	332,16	384,56	450,30	455,20	477,70
<b>dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES</b>	242,80	274,35	313,99	367,21	437,25	442,50	463,90
masse salariale	112,53	123,54	141,29	159,95	187,60	198,80	211,40
intérêts de la dette publique	16,79	19,13	18,17	17,35	13,05	12,70	13,80
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	222,59	288,90	323,02	359,91	383,30	325,10	465,80
investissements financés sur ressources internes	88,21	135,88	146,19	153,84	142,80	194,20	176,50
<b>Variation des arriérés de paiements/ajustement base caisse</b>	0	0	0	0	17	16	-2
<b>Solde primaire de base (en milliards)</b>	-30,00	-65,44	-95,00	-129,12	-139,80	-152,80	-132,10
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)</b>	-46,78	-84,57	-113,17	-146,47	-152,85	-165,50	-145,90
<b>SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)</b>	-206,00	-232,11	-276,82	-337,87	-394,55	-308,00	-433,20
<b>SOLDE GLOBAL (en milliards)</b>	-72,67	-114,78	-145,28	-167,87	-184,25	-161,10	-190,60
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)</b>	-16,98	-41,07	-73,37	-121,67	-119,15	-131,60	-113,90
<b>Solde global base caisse (en milliards)</b>	-72,67	-114,78	-145,28	-167,87	-167,05	-145,30	-192,60
<b>Solde courant (en milliards)</b>	41,43	51,31	33,02	7,37	-10,05	28,70	30,60
<b>Solde primaire hors dons</b>	-165,71	-218,39	-271,85	-335,22	-380,30	-283,70	-421,40
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)</b>							
<b>Premier rang</b>							
<b>Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %)</b>	<b>-1,86</b>	<b>-3,18</b>	<b>-3,95</b>	<b>-4,85</b>	<b>-4,72</b>	<b>-4,54</b>	<b>-3,80</b>
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	2,17	0,23	-0,55	-2,20	-0,73	-1,19	-0,16
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %)</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>6,4</b>	<b>2,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>10,7</b>	<b>3,0</b>
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	2,6	0,0	2,7	2,5	1,5	6,7	n.d.
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%)	44,26	43,97	44,39	22,77	22,51	23,19	22,02
Arriérés de paiement :	0	0	0	0	0	0	0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0	0	0	0	0	0	0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0	0	0	0	0	0	0
<b>Second rang</b>							
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %)</b>	<b>41,66</b>	<b>38,78</b>	<b>41,96</b>	<b>44,14</b>	<b>46,30</b>	<b>44,70</b>	<b>45,38</b>
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	33,63	33,99	36,54	39,04	39,36	38,66	38,35
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %)</b>	<b>32,66</b>	<b>42,65</b>	<b>43,41</b>	<b>42,46</b>	<b>35,24</b>	<b>43,67</b>	<b>37,89</b>
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	20,61	28,08	30,54	33,79	24,67	34,26	28,89
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-12,64	-13,61	-15,04	-9,59	-11,37	-11,93	-11,00
Taux de pression fiscale (en %)	10,75	11,99	11,76	12,01	12,51	12,19	12,13
<b>AUTRES INDICATEURS</b>							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,20	-8,74	-9,67	-11,20	-12,18	-8,45	-11,28
solde global sur PIB nominal (en %)	-2,89	-4,32	-5,07	-5,56	-5,69	-4,42	-4,96
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-2,89	-4,32	-5,07	-5,56	-5,16	-3,98	-5,02
solde primaire de base en % des R.F.	-11,11	-20,54	-28,21	-35,64	-34,50	-34,36	-28,36
solde courant en % du PIB	1,65	1,93	1,15	0,24	-0,31	0,79	0,80
Recettes totales hors dons en % du PIB	11,98	12,98	12,76	12,99	13,59	13,27	13,24
Dépenses totales en % du PIB	19,24	21,92	22,89	24,67	25,74	21,40	24,57
Dépenses courantes en % du PIB	10,33	11,05	11,60	12,74	13,90	12,48	12,44
Dépenses courantes primaires en % du PIB	9,66	10,33	10,97	12,17	13,50	12,13	12,08
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-317,70	-361,60	-430,50	-289,25	-368,38	-434,94	-422,24
<b>DETTE PUBLIQUE TOTALE</b>							
Encours dette publique (en mds)	1 112,51	1 168,22	1 270,65	687,02	729,15	845,62	845,62
Encours dette extérieure (en mds)	958,51	1 027,40	1 170,06	603,68	600,60	720,17	720,17
Encours dette intérieure (en mds)	154,00	140,82	100,59	83,34	128,55	125,45	125,45
<b>COMPTES NATIONALX</b>							
PIB nominal (en milliards)	2 513,64	2 656,74	2 862,73	3 017,56	3 239,00	3 646,90	3 840,00
PIB en volume (au prix de l'année 1999)	2 264,67	2 369,60	2 537,95	2 677,42	2 774,15	2 921,80	3 024,06
taux de croissance du PIB en volume (en %)	8,02	4,63	7,10	5,50	3,61	5,32	3,50

**TABLEAU 1.2 Bis : BALANCE DES PAIEMENTS DU BURKINA**
*(en milliards FCFA)*

RUBRIQUES	2 005	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	-293,4	-254,5	-286,6	-333,1	-302,1
Export FOB dont :	247,1	307,6	298,6	307,7	353,2
Coton	148,3	200,6	141,1	102,8	122,0
Produits de l'élevage	37,5	40,0	45,5	50,7	51,3
Cuirs et peaux	0,04	18,00	19,40	0,00	0,00
Karité	12,5	11,5	13,5	16,8	17,5
Or non monétaire	9,5	15,5	16,1	67,5	91,8
Import FOB (1)	-540,5	-562,1	-585,1	-640,8	-655,3
Produits alimentaires	-68,1	-60,4	-60,5	-63,7	-67,6
Autres biens de consommation	-50,2	-50,8	-50,9	-54,1	-60,9
Produits pétroliers	-121,0	143,0	-143,3	-174,3	-168,2
Biens intermédiaires	-150,5	-153,5	-159,0	-165,6	-168,5
Biens d'équipement	-158,4	-162,4	-171,5	-183,1	-190,1
2-Balance des services	-154,1	-167,0	-173,9	-190,5	-194,8
dont fret	-115,0	-127,4	-103,0	-145,2	-148,5
3-Balance des revenus	-10,9	-1,2	-1,1	-1,6	-6,5
dont intérêt de la dette	-11,7	-12,3	-6,7	-8,1	-11,1
4-Balance des transferts courants	123,9	133,4	193,3	183,3	196,0
Privés	27,9	42,1	55,0	57,0	58,2
Publics	96,0	91,3	138,3	126,3	137,7
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES (1+2+3+4)	-334,5	-289,3	-268,4	-341,9	-307,4
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES (5+6)	232,5	337,3	457,9	302,2	317,4
5-Transferts de capital	110,7	818,7	140,2	86,9	151,9
Administrations publiques	98,3	796,7	114,7	58,7	134,9
Dont remise de dette	24,1	684,4	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	12,4	22,0	25,5	26,8	17,0
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7-Opérations financières	121,8	-481,4	317,8	215,3	165,6
Investissements directs	18,1	17,0	164,5	36,5	15,7
Investissements de portefeuille	-1,1	-0,6	3,6	4,1	6,6
Autres investissements	104,8	-497,8	149,6	174,7	143,3
dont publics	136,1	-497,0	99,3	102,3	133,6
-tirages	160,6	142,5	114,5	115,3	149,2
-variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-amortissements	-24,5	-639,5	-15,2	-13,0	-15,6
dont privés	-31,3	-0,8	50,3	72,4	9,7
c-ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-1,7	1,5	-1,5	0,0	0,0
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	-103,7	49,5	188,1	-39,7	10,0
<i>Ratios caractéristiques</i>					
Taux de couverture : Export/Imports (%)	38,7	45,2	42,6	40,3	44,6
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB (%)	33,6	37,0	35,4	33,7	32,9
Balance courante/PIB (%)	-11,1	-9,6	-8,3	-9,4	-7,8
Balance courante hors dons/PIB (%)	-13,0	-11,5	-11,2	-11,9	-10,7
Solde global/PIB (%)	-3,4	1,6	5,8	-1,1	0,3

(\*) estimation    (\*\*) :Prévision    (1) Données par produits en CAF

**Tableau 1.2 Ter - BURKINA : SITUATION MONETAIRE INTEGREE**

(en milliards de FCFA)

	2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin (*)
9/9/09 13:08					
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>432,3</b>	<b>409,3</b>	<b>353,7</b>	<b>369,6</b>	<b>498,2</b>
Banque centrale	392,1	355,0	291,3	315,6	385,3
Banques	40,2	54,3	62,4	54,0	112,9
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>388,8</b>	<b>452,8</b>	<b>528,7</b>	<b>603,7</b>	<b>587,6</b>
Position nette du Gouvernement	(133,9)	(93,8)	(79,4)	(59,7)	(67,3)
Crédits à l'économie	522,7	546,6	608,1	663,4	654,9
Crédits de campagne	53,1	18,1	40,9	14,1	49,2
Crédits ordinaires	469,6	528,5	567,2	649,3	605,7
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>821,1</b>	<b>862,1</b>	<b>882,4</b>	<b>973,3</b>	<b>1 085,8</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>783,3</b>	<b>813,2</b>	<b>829,1</b>	<b>910,6</b>	<b>998,5</b>
Circulation fiduciaire	196,5	202,4	161,1	213,6	239,3
Dépôts en CCP	3,1	3,5	3,8	4,8	4,6
Dépôts en CNE	50,0	49,5	53,6	52,1	55,8
Dépôts en Banque	533,7	557,8	610,6	640,1	698,8
Sociétés d'Etat et EPIC	84,6	83,3	75,0	88,1	113,0
A vue	37,6	31,3	25,7	28,8	34,9
A terme	47,0	52,0	49,3	59,3	78,1
Part. & Ent. privées	449,1	474,5	535,6	552,0	585,8
A vue	205,2	231,1	241,2	257,2	281,0
A terme	243,9	243,4	294,4	294,8	304,8
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>37,8</b>	<b>48,9</b>	<b>53,3</b>	<b>62,7</b>	<b>87,3</b>
<b>Pour mémoire</b>					
- Crédits à court terme	341,9	320,2	377,8	419,2	407,4
- Crédits à moyen & long terme	180,9	226,4	230,3	244,1	247,6
Source : BCEAO					

(\*) = données provisoires

TABLEAU 1.3

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT  
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES  
COTE D'IVOIRE:**

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards )</b>	1 400,9	1 514,4	1 566,0	1 615,5	1 873,7	2 154,9	2 124,8
<b>RECETTES TOTALES (en milliards)</b>	1 351,8	1 438,5	1 471,4	1 600,4	1 820,1	1 971,6	2 083,9
recettes fiscales	1 190,0	1 241,4	1 251,1	1 364,0	1 468,1	1 620,4	1 828,8
recettes non fiscales	161,8	197,1	214,3	220,2	349,5	350,4	252,1
<b>DONS (en milliards)</b>	49,1	75,9	94,6	15,1	53,6	183,3	40,9
<b>DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)</b>	1 611,7	1 665,0	1 713,7	1 741,8	1 949,4	2 201,1	2 170,1
dont Dépenses PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>DEPENSES TOTALES (en milliards)</b>	1 602,6	1 654,4	1 693,4	1 719,7	1 920,6	2 196,1	2 151,0
<b>DEPENSES COURANTES</b>	1 386,5	1 392,2	1 457,6	1 459,4	1 593,3	1 750,3	1 707,1
<b>dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES</b>	1 168,5	1 206,0	1 280,5	1 327,5	1 427,1	1 568,4	1 576,3
masse salariale	539,4	545,8	563,4	589,1	640,3	711,7	745,0
intérêts de la dette publique	218,0	186,2	177,1	131,9	166,2	181,9	130,8
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	213,7	258,6	235,3	239,0	253,6	319,6	287,5
investissements financés sur ressources internes	124,6	152,2	133,7	211,3	187,5	241,9	235,8
<b>Variation des arriérés de paiements</b>	282	264	135	96	-89	75	-1 095
<b>Solde primaire de base (en milliards)</b>	58,68	80,30	57,11	61,65	205,50	161,30	271,80
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)</b>	-159,32	-105,87	-1 199,99	-70,25	39,30	-20,60	141,00
<b>SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)</b>	-259,92	-226,47	-242,35	-141,40	-129,30	-229,50	-86,20
<b>SOLDE GLOBAL (en milliards)</b>	-210,82	-150,57	-147,75	-126,30	-75,70	-46,20	-45,30
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)</b>	-159,32	-105,87	-1 199,99	-70,25	39,30	-20,60	141,00
<b>Solde global base caisse (en milliards)</b>	71,17	113,06	-13,21	-30,50	-164,70	29,20	-1 140,40
<b>Solde courant (en milliards)</b>	-34,72	46,33	13,75	141,00	226,80	221,30	376,80
<b>Solde primaire hors dons</b>	-32,82	-29,70	-44,95	12,60	65,70	-42,60	63,70
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)</b>							
<b>Premier rang</b>							
<b>Solde budgétaire de base / PIB nominal (en %)</b>	<b>-2,00</b>	<b>-1,29</b>	<b>-1,39</b>	<b>-0,77</b>	<b>0,41</b>	<b>-0,20</b>	<b>1,29</b>
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires / PIB nominal (en %)	-1,87	-1,29	-1,39	-0,77	0,52	1,18	1,58
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %)</b>	<b>3,3</b>	<b>1,4</b>	<b>3,9</b>	<b>2,5</b>	<b>1,9</b>	<b>6,3</b>	<b>3,0</b>
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	2,4	3,0	4,0	2,5	1,1	4,0	n.d.
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%)	91,56	94,31	87,30	85,21	80,79	71,47	62,84
Arriérés de paiement :	519,7	850,4	435,1	390,9	337,7	372,4	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	137	131	18	30	62	80	0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	383	719	418	361	275	292	0
<b>Second rang</b>							
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %)</b>	<b>45,33</b>	<b>43,97</b>	<b>45,03</b>	<b>43,19</b>	<b>43,61</b>	<b>43,92</b>	<b>40,74</b>
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	45,02	43,97	45,03	43,19	43,41	41,17	40,05
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %)</b>	<b>10,47</b>	<b>12,26</b>	<b>10,69</b>	<b>15,49</b>	<b>12,77</b>	<b>14,93</b>	<b>12,89</b>
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	10,40	12,26	10,69	15,49	12,71	13,99	12,68
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	2,04	1,67	0,38	2,75	-1,27	0,71	0,23
Taux de pression fiscale (en %)	14,90	15,18	14,49	15,02	15,48	15,45	16,68
<b>AUTRES INDICATEURS</b>							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-3,26	-2,77	-2,81	-1,56	-1,36	-2,19	-0,79
solde global sur PIB nominal (en %)	-2,64	-1,84	-1,71	-1,39	-0,80	-0,44	-0,41
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	0,89	1,38	-0,15	-0,34	-1,74	0,28	-10,40
solde primaire de base en % des R.F.	4,93	6,47	4,56	4,52	14,00	9,95	14,86
solde courant en % du PIB	-0,43	0,57	0,16	1,55	2,39	2,11	3,44
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,93	17,59	17,05	17,62	19,19	18,80	19,01
Dépenses totales en % du PIB	20,07	20,23	19,62	18,94	20,25	20,95	19,62
Dépenses courantes en % du PIB	17,37	17,02	16,89	16,07	16,80	16,69	15,57
Dépenses courantes primaires en % du PIB	14,64	14,75	14,84	14,62	15,04	14,96	14,38
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	163,00	136,42	32,50	250,10	-120,20	74,10	25,30
<b>DETTE PUBLIQUE TOTALE</b>							
Encours dette publique (en mds)	7 310,63	7 713,20	7 535,00	7 738,00	7 664,00	7 494,10	6 890,00
Encours dette extérieure (en mds)	6 150,40	6 313,20	6 339,00	6 484,00	6 382,50	6 209,90	5 802,00
Encours dette intérieure (en mds)	1 160,23	1 400,00	1 196,00	1 254,00	1 281,50	1 284,20	1 088,00
<b>COMPTES NATIONALS</b>							
PIB nominal (en milliards)	7 984,30	8 178,50	8 631,00	9 081,00	9 486,50	10 485,00	10 964,00
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	4 077,90	4 144,80	4 223,55	4 253,12	4 316,91	4 416,20	4 579,60
taux de croissance du PIB en volume (en %)	-1,74	1,64	1,90	0,70	1,50	2,30	3,70

**TABLEAU 1.3 bis - BALANCE DES PAIEMENTS DE LA COTE D'IVOIRE**

(en milliards FCFA)

RUBRIQUES	2 005	2 006	2 007	2008*	2009**
	1	1			
1 - Balance commerciale	290,3	625,7	1 229,0	1 491,3	1 377,2
	4	4			
Export FOB dont :	060,1	432,7	4 154,7	4 518,6	3 861,1
Cacao en fève	777,9	743,3	687,5	789,3	875,0
Cacao produits transformés	309,5	319,8	366,2	473,9	576,9
café	36,7	58,0	87,0	59,7	36,6
	1	1			
Produits pétroliers	060,5	569,5	1 256,8	1 632,4	993,2
Coton fibre	73,7	59,1	46,8	35,9	21,8
Bois débité	158,1	148,3	153,6	153,1	135,4
Caoutchouc	108,2	168,2	177,8	226,0	144,0
	-2	-2			
Import FOB (1)	769,8	807,0	-2 925,7	-3 027,3	-2 483,9
Produits alimentaires	-456,8	-531,5	-561,6	-695,2	-655,0
Autres biens de consommation	-452,8	-439,8	-472,4	-516,0	-487,4
Produits pétroliers	-836,8	-966,3	-903,2	-1 194,0	-679,5
Biens intermédiaires	-243,1	-314,0	-349,8	-393,6	-388,3
	-1				
Biens d'équipement	077,4	-789,6	-849,5	-663,0	-656,0
2-Balance des services	-680,9	-726,0	-743,2	-718,1	-643,5
dont fret	-419,1	-436,9	-461,9	-474,4	-399,3
3-Balance des revenus	-344,5	-371,4	-387,9	-400,2	-390,2
dont intérêt de la dette	-151,7	-102,4	-115,3	-123,6	-98,6
4-Balance des transferts courants	-243,9	-277,8	-164,5	-154,4	-150,7
Privés	-232,4	-259,2	-242,8	-269,3	-288,2
Publics	-11,5	-18,6	78,3	114,9	137,5
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES (1+2+3+4)	21,0	250,4	-66,6	218,6	192,8
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES (5+6)	62,2	-117,9	262,3	-233,9	-142,8
5-Transferts de capital	97,7	17,2	43,6	38,8	8,2
Administrations publiques	87,6	15,1	43,6	38,8	8,2
Dont remise de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,9	-0,5	-0,5
7-Opérations financières	-35,5	-135,1	217,8	-272,2	-150,5
Investissements directs	164,5	166,7	204,5	180,2	195,7
Investissements de portefeuille	1,1	7,7	45,9	13,5	-87,2
Autres investissements	-201,1	-309,6	-32,6	-465,9	-259,0
dont publics	149,6	75,2	66,2	-173,5	-67,2
-tirages	5,4	25,3	22,5	38,9	168,5
-variations des arriérés	417,5	345,3	266,6	25,4	-231,6
-réechelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	240,2
-amortissements	-273,3	-295,4	-222,9	-237,8	-244,3
dont privés	-350,7	-384,8	-98,8	-292,4	-191,8
c-ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-20,9	-19,7	16,9	0,0	0,0
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	62,3	112,8	212,6	-15,3	50,0
<b>Ratios caractéristiques</b>					
Taux de couverture : Export/Imports (%)	115,7	122,6	111,8	118,4	120,6
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB (%)	88,4	93,3	91,9	87,5	71,6
Balance courante/PIB (%)	0,2	2,6	-0,7	2,1	1,8
Balance courante hors dons/PIB (%)	0,2	2,6	-1,3	0,7	0,2
Solde global/PIB (%)	0,7	1,2	2,2	-0,1	0,5

(\*) estimation    (\*\*) :Prévision    (1) Données par produits en CAF

Tableau 1.3 ter - COTE D'IVOIRE : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin (*)
9/9/09 13:08					
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>1 000,9</b>	<b>1 036,6</b>	<b>928,4</b>	<b>1 021,3</b>	<b>893,2</b>
Banque centrale	946,0	994,2	925,7	950,3	883,3
Banques	54,9	42,4	2,7	71,0	9,9
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>1 500,1</b>	<b>1 962,5</b>	<b>1 956,2</b>	<b>2 103,7</b>	<b>2 056,3</b>
Position nette du Gouvernement	305,9	430,7	432,6	399,6	442,8
Crédits à l'économie	1 194,2	1 531,8	1 523,6	1 704,1	1 613,5
Crédits de campagne	37,7	96,6	60,7	94,7	58,5
Crédits ordinaires	1 156,5	1 435,2	1 462,9	1 609,4	1 555,0
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>2 501,0</b>	<b>2 999,1</b>	<b>2 884,6</b>	<b>3 125,0</b>	<b>2 949,5</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>2 347,4</b>	<b>2 836,5</b>	<b>2 749,5</b>	<b>2 997,5</b>	<b>2 840,4</b>
Circulation fiduciaire	758,4	1 043,4	922,9	1 078,7	885,9
Dépôts en CCP	7,9	16,9	8,1	17,9	17,8
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	1 581,1	1 776,2	1 818,5	1 900,9	1 936,7
Sociétés d'Etat et EPIC	126,9	104,2	105,0	69,0	70,3
A vue	50,8	57,6	57,1	38,8	40,3
A terme	76,1	46,6	47,9	30,2	30,0
Part. & Ent. privées	1 454,2	1 672,0	1 713,5	1 831,9	1 866,4
A vue	718,0	865,3	841,7	864,2	875,0
A terme	736,2	806,7	871,8	967,7	991,4
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>153,6</b>	<b>162,6</b>	<b>135,1</b>	<b>127,5</b>	<b>109,1</b>
<b>Pour mémoire</b>					
- Crédits à court terme	875,3	1 164,9	1 070,2	1 188,7	1 097,2
- Crédits à moyen & long terme	318,9	366,9	453,4	515,3	516,2
Source : BCEAO					

(\*) = données provisoires

TABLEAU 1.4

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT  
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES  
Guinée Bissau:

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards )</b>	31,4	49,0	48,2	50,5	53,8	65,3	64,2
<b>RECETTES TOTALES (en milliards)</b>	20,8	24,5	28,0	31,5	26,6	34,6	29,8
recettes fiscales	11,9	11,8	18,3	18,5	18,8	20,9	18,9
recettes non fiscales	8,9	12,7	9,6	13,0	7,8	13,7	10,9
<b>DONS (en milliards)</b>	10,6	24,5	20,2	19,0	27,2	30,7	34,4
<b>DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)</b>	52,8	70,4	67,1	64,1	72,1	77,3	78,9
dont Dépenses PPTE							
<b>DEPENSES TOTALES (en milliards)</b>	52,8	70,4	67,1	64,1	72,1	77,3	78,9
<b>DEPENSES COURANTES</b>	34,9	42,1	44,0	46,7	47,8	50,0	49,5
<b>dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES</b>	27,2	33,4	37,3	41,6	43,5	45,1	44,8
masse salariale	13,6	16,2	21,3	20,5	21,9	22,3	22,0
intérêts de la dette publique	7,7	8,7	6,7	5,1	4,3	4,9	4,7
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	17,9	28,3	23,1	17,4	24,4	27,3	29,4
investissements financés sur ressources internes	0,5	2,0	1,7	0,4	2,3	2,6	3,2
<b>Variation des arriérés de paiements</b>	21	9	3	8	5	-2	0
<b>Solde primaire de base (en milliards)</b>	-6,9	-10,9	-11,0	-10,5	-19,2	-13,1	-18,2
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)</b>	-14,6	-19,6	-17,7	-15,6	-23,5	-18,0	-22,9
<b>SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)</b>	-32,0	-45,9	-39,1	-32,6	-45,5	-42,7	-49,1
<b>SOLDE GLOBAL (en milliards)</b>	-21,4	-21,4	-18,9	-13,6	-18,3	-12,0	-14,7
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)</b>	-14,6	-19,6	-17,7	-15,6	-23,5	-18,0	-22,9
<b>Solde global base caisse (en milliards)</b>	-0,1	-12,8	-16,2	-5,2	-13,2	-13,5	-14,7
<b>Solde courant (en milliards)</b>	-14,1	-17,6	-16,0	-15,2	-21,2	-15,4	-19,7
<b>Solde primaire hors dons</b>	-24,3	-37,2	-32,4	-27,5	-41,2	-37,8	-44,4
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)</b>							
<b>Premier rang</b>							
<b>Solde budgétaire de base/PIB nominal (en %)</b>	<b>-10,52</b>	<b>-12,87</b>	<b>-10,80</b>	<b>-9,07</b>	<b>-12,95</b>	<b>-9,34</b>	<b>-10,66</b>
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	-9,73	-7,02	-7,69	1,84	-3,58	-2,03	-2,88
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %)</b>	<b>-3,5</b>	<b>0,9</b>	<b>3,4</b>	<b>2,0</b>	<b>4,6</b>	<b>10,4</b>	<b>3,0</b>
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	n.d.	0,0	3,0	2,1	2,2	5,7	n.d.
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%)	425,33	394,56	358,86	328,27	258,47	219,26	210,90
Arriérés de paiement :	36,00	25,90	21,30	17,40	12,10	31,40	0,00
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	18	4	4	6	3	11	0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	18	22	17	12	10	21	0
<b>Second rang</b>							
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %)</b>	<b>114,29</b>	<b>137,29</b>	<b>116,18</b>	<b>110,96</b>	<b>116,49</b>	<b>106,70</b>	<b>116,40</b>
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	110,73	109,58	103,22	66,67	76,96	78,11	79,49
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %)</b>	<b>4,20</b>	<b>16,95</b>	<b>9,27</b>	<b>2,17</b>	<b>12,23</b>	<b>12,44</b>	<b>16,93</b>
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	4,07	13,53	8,24	1,30	8,08	9,11	11,56
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,00	-4,59	-10,24	-18,05	-17,42	-14,01	-34,87
Taux de pression fiscale (en %)	8,57	7,75	11,17	10,72	10,36	10,84	8,80
<b>AUTRES INDICATEURS</b>							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-23,06	-30,13	-23,84	-18,93	-25,07	-22,15	-22,86
solde global sur PIB nominal (en %)	-15,42	-14,05	-11,53	-7,91	-10,08	-6,23	-6,84
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-0,07	-8,40	-9,89	-3,03	-7,27	-7,00	-6,84
solde primaire de base en % des R.F.	-57,98	-92,37	-60,13	-56,97	-102,13	-62,68	-96,30
solde courant en % du PIB	-10,16	-11,55	-9,77	-8,83	-11,68	-7,99	-9,17
Recettes totales hors dons en % du PIB	14,99	16,08	17,05	18,26	14,66	17,95	13,87
Dépenses totales en % du PIB	38,04	46,21	40,90	37,20	39,73	40,10	36,73
Dépenses courantes en % du PIB	25,15	27,63	26,82	27,10	26,34	25,94	23,04
Dépenses courantes primaires en % du PIB	19,60	21,92	22,73	24,14	23,97	23,40	20,86
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-11,10	-6,99	-16,80	-31,10	-31,60	-27,00	-74,90
<b>DETTE PUBLIQUE TOTALE</b>							
Encours dette publique (en mds)	590,32	601,09	588,80	565,70	469,02	422,64	453,02
Encours dette extérieure (en mds)	549,32	560,09	547,80	524,70	428,11	381,81	412,20
Encours dette intérieure (en mds)	41,00	41,00	41,00	41,00	40,91	40,82	40,82
<b>COMPTES NATIONAUX</b>							
PIB nominal (en milliards)	138,79	152,34	164,07	172,33	181,46	192,76	214,80
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	90,48	93,27	96,80	98,69	101,35	104,45	107,47
taux de croissance du PIB en volume (en %)	0,34	3,08	3,79	1,95	2,70	3,06	2,89

**TABLEAU 1.4 Bis : BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE-BISSAU**

(en milliards FCFA)

RUBRIQUES	2 005	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	-8,6	-27,6	-29,2	-31,9	-56,4
Export FOB dont :	47,2	38,8	51,3	56,0	52,6
Noix d'anacarde	44,7	31,5	38,6	48,3	45,2
Poissons et crevettes	0,5	0,1	2,0	2,5	3,0
Bois	0,1	0,2	0,1	0,7	0,7
Coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Import FOB (1)	-55,8	-66,4	-80,5	-87,9	-109,0
Produits alimentaires	-13,0	-14,0	-24,1	-28,2	-25,0
Autres biens de consommation	-11,5	-10,9	-4,8	-13,0	-17,0
Produits pétroliers	-7,9	-12,6	-14,8	-20,0	-17,0
Biens intermédiaires	-0,4	-0,5	-0,7	-0,7	-9,0
Biens d'équipement	-20,4	-22,2	-22,6	-20,0	-33,0
2-Balance des services	-19,3	-18,9	-16,7	-17,1	-28,1
dont fret	-8,4	-10,5	-11,3	-13,0	-23,0
3-Balance des revenus	-4,7	-4,6	-4,7	-5,5	-5,0
dont intérêt de la dette	-6,3	-4,4	-4,8	-3,6	-4,8
4-Balance des transferts courants	27,0	30,2	35,9	43,9	36,2
Privés	8,5	12,4	18,9	15,0	10,0
Publics	18,5	17,8	17,0	28,9	26,2
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES (1+2+3+4)	-5,6	-20,9	-14,6	-10,6	-53,3
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES (5+6)	16,0	23,3	24,3	22,7	55,3
5-Transferts de capital	31,0	16,8	15,4	16,3	66,9
Administrations publiques	29,0	15,3	15,4	15,9	66,8
Dont remise de dette	7,1	5,1	5,4	1,5	2,7
Autres secteurs	2,0	1,5	0,0	0,4	0,1
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7-Opérations financières	-15,0	6,5	8,9	6,4	-11,6
Investissements directs	4,2	9,1	9,0	5,0	4,5
Investissements de portefeuille	1,1	0,7	0,5	0,6	0,5
Autres investissements	-20,3	-3,3	-0,6	0,8	-16,6
dont publics	1,4	0,4	-1,1	9,6	-5,4
-tirages	4,7	8,8	5,2	11,6	5,0
-variations des arriérés	14,7	9,0	7,1	10,7	0,0
-rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-amortissements	-18,0	-17,4	-13,4	-12,7	-10,4
dont privés	-21,7	-3,7	0,5	-8,8	-11,2
c-ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-2,8	-0,6	2,4	3,0	0,0
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	7,6	1,8	12,1	15,1	2,0
<i>Ratios caractéristiques</i>					
Taux de couverture : Export/Imports (%)	64,2	46,6	59,5	61,0	43,7
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB (%)	78,4	77,9	103,3	103,4	104,4
Balance courante/PIB (%)	-3,4	-12,7	-8,4	-5,4	-25,8
Balance courante hors dons/PIB (%)	-6,6	-19,0	-18,1	-13,8	-36,3
Solde global/PIB (%)	4,7	1,1	6,9	7,7	1,0

(\*) estimation    (\*\*) :Prévision    (1) Données par produits en CAF



Tableau 1.4 Ter - GUINEE BISSAU : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin (*)
9/9/09 13:08					
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>43,5</b>	<b>51,5</b>	<b>55,3</b>	<b>66,6</b>	<b>69,3</b>
Banque centrale	37,3	44,4	64,0	53,0	60,6
Banques	6,2	7,1	-8,7	13,6	8,7
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>23,4</b>	<b>20,7</b>	<b>50,3</b>	<b>27,7</b>	<b>33,6</b>
Position nette du Gouvernement	10,9	10,2	15,6	9,1	7,1
Crédits à l'économie	12,5	10,5	34,7	18,6	26,5
Crédits de campagne	0,1	0,0	5,7	0,6	0,0
Crédits ordinaires	12,4	10,5	29,0	18,0	26,5
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>66,9</b>	<b>72,2</b>	<b>105,6</b>	<b>94,3</b>	<b>102,9</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>62,2</b>	<b>69,0</b>	<b>106,2</b>	<b>89,2</b>	<b>96,9</b>
Circulation fiduciaire	38,7	43,5	68,1	53,3	60,7
Dépôts en CCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	23,5	25,5	38,1	35,9	36,2
Sociétés d'Etat et EPIC	0,5	0,3	0,4	1,4	0,7
A vue	0,5	0,3	0,4	1,4	0,7
A terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part. & Ent. privées	23,0	25,2	37,7	34,5	35,5
A vue	19,8	19,8	32,0	26,0	27,6
A terme	3,2	5,4	5,7	8,5	7,9
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>4,7</b>	<b>3,2</b>	<b>(0,6)</b>	<b>5,1</b>	<b>6,0</b>
<b>Pour mémoire</b>					
-Crédits à court terme	11,1	8,7	33,0	15,6	23,2
- Crédits à moyen & long terme	1,4	1,7	1,8	3,0	3,3
Source : BCEAO					

(\*) = données provisoires

TABLEAU 1.5

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT  
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Mali:

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards )</b>	534,1	557,9	621,6	713,5	730,3	741,5	910,2
<b>RECETTES TOTALES (en milliards)</b>	421,7	454,6	506,6	554,2	569,9	607,3	700,0
recettes fiscales	349,1	393,3	446,2	478,6	487,2	519,4	602,5
recettes non fiscales	35,2	18,7	15,1	25,9	22,2	21,2	26,0
<b>DONS (en milliards)</b>	112,4	103,3	115,0	159,3	160,4	134,2	210,2
<b>DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)</b>	551,5	625,7	712,7	796,3	839,0	828,2	1 077,1
dont Dépenses PPTE	34,7	28,8	29,8	22,2	10,7	10,9	11,5
<b>DEPENSES TOTALES (en milliards)</b>	555,4	634,7	690,0	802,3	886,6	820,6	1 066,1
<b>DEPENSES COURANTES</b>	353,8	392,5	421,9	461,5	497,6	525,8	633,9
<b>dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES</b>	335,1	375,3	403,6	446,0	483,7	511,7	619,1
masse salariale	106,2	121,7	137,8	147,9	162,9	186,0	217,1
intérêts de la dette publique	18,7	17,2	18,3	15,5	13,9	14,1	14,8
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	201,6	242,2	268,1	340,8	389,0	294,9	432,2
investissements financés sur ressources internes	78,3	89,4	98,1	112,1	161,4	122,1	128,5
Variation des arriérés de paiements	0	0	0	0	0	0	0
Ajustement base caisse					5,2	49,2	-87,6
<b>Solde primaire de base (en milliards)</b>	8,3	-10,1	4,9	-3,9	-75,2	-26,5	-47,6
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)</b>	-10,4	-27,3	-13,4	-19,4	-89,1	-40,6	-62,4
<b>SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)</b>	-129,8	-171,1	-206,1	-242,1	-269,1	-220,9	-377,1
<b>SOLDE GLOBAL (en milliards)</b>	-17,4	-67,8	-91,1	-82,8	-108,7	-86,7	-166,9
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)</b>	24,3	1,5	16,4	11,4	-57,2	-5,5	-9,5
<b>Solde global base caisse (en milliards)</b>	-17,4	-67,8	-91,1	-82,8	-103,5	-37,5	-254,5
<b>Solde courant (en milliards)</b>	67,9	62,1	84,7	92,7	72,3	81,5	66,1
<b>Solde primaire hors dons</b>	-115,0	-162,9	-165,1	-232,6	-302,8	-199,2	-351,3
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)</b>							
<b>Premier rang</b>							
<b>Solde budgétaire de base/PIB nominal (en %)</b>	<b>-0,42</b>	<b>-1,04</b>	<b>-0,46</b>	<b>-0,61</b>	<b>-2,60</b>	<b>-1,04</b>	<b>-1,49</b>
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	3,10	1,32	2,12	1,46	-1,47	-0,12	-0,33
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %)</b>	<b>-1,3</b>	<b>-3,1</b>	<b>6,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>9,2</b>	<b>3,0</b>
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	0,1	-1,0	1,5	3,6	1,6	8,0	n.d.
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%)	70,1	63,9	61,3	39,9	39,7	37,5	38,7
Arriérés de paiement :	0	0	0	0	0	0	0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0	0	0	0	0	0	0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0	0	0	0	0	0	0
<b>Second rang</b>							
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %)</b>	<b>30,42</b>	<b>30,94</b>	<b>30,88</b>	<b>30,90</b>	<b>33,44</b>	<b>35,81</b>	<b>36,03</b>
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	27,33	28,84	25,50	25,23	27,72	29,87	28,39
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %)</b>	<b>22,43</b>	<b>22,73</b>	<b>21,99</b>	<b>23,42</b>	<b>33,13</b>	<b>23,51</b>	<b>21,33</b>
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	11,22	14,36	17,40	20,72	30,48	21,23	19,12
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-9,17	-10,16	-10,09	-4,94	-9,00	-8,64	-8,08
Taux de pression fiscale (en %)	14,23	14,94	15,42	14,95	14,23	13,28	14,40
<b>AUTRES INDICATEURS</b>							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-5,29	-6,50	-7,12	-7,56	-7,86	-5,65	-9,02
solde global sur PIB nominal (en %)	-0,71	-2,58	-3,15	-2,59	-3,17	-2,22	-3,99
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-0,71	-2,58	-3,15	-2,59	-3,02	-0,96	-6,08
solde primaire de base en % des R.F.	2,38	-2,57	1,10	-0,81	-1,544	-5,10	-7,90
solde courant en % du PIB	2,77	2,36	2,93	2,90	2,11	2,08	1,58
Recettes totales hors dons en % du PIB	17,19	17,27	17,51	17,31	16,64	15,53	16,73
Dépenses totales en % du PIB	22,64	24,11	23,84	25,06	25,89	20,98	25,49
Dépenses courantes en % du PIB	14,42	14,91	14,58	14,42	14,53	13,44	15,15
Dépenses courantes primaires en % du PIB	13,66	14,26	13,95	13,93	14,12	13,08	14,80
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-224,90	-267,44	-292,00	-158,30	-308,21	-338,10	-338,00
<b>DETTE PUBLIQUE TOTALE</b>							
Encours dette publique (en mds)	1 719,90	1 682,76	1 774,60	1 277,39	1 359,54	1 466,63	1 618,82
Encours dette extérieure (en mds)	1 646,70	1 634,81	1 735,20	605,08	784,22	899,53	1 100,13
Encours dette intérieure (en mds)	73,20	47,95	39,40	672,31	575,32	567,10	518,69
<b>COMPTES NATIONAUX</b>							
PIB nominal (en milliards)	2 453,55	2 632,06	2 893,86	3 201,48	3 424,54	3 911,00	4 183,00
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	1 241,29	1 269,23	1 347,07	1 417,80	1 478,74	1 554,15	1 617,87
taux de croissance du PIB en volume (en %)	7,66	2,25	6,13	5,25	4,30	5,10	4,10

**TABLEAU 1.5 Bis : BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI**

(en milliards FCFA)

RUBRIQUES	2 005	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	-76,3	39,2	-138,9	-226,3	-101,8
Export FOB dont :	580,7	810,7	745,9	886,7	927,0
Coton	139,7	142,5	110,9	65,6	38,7
Amande de karité	1,5	0,3	2,3	2,6	2,7
Animaux vivants	27,8	27,5	37,6	51,8	52,3
Peaux et cuirs	3,1	1,1	0,7	0,9	0,7
Or	355,5	587,5	515,2	647,7	669,0
Import FOB (1)	-656,9	-771,5	-884,7	-1 113,0	-1 028,8
Produits alimentaires	-134,3	-121,1	-155,2	-156,5	-144,1
Autres biens de consommation	-73,3	-126,9	-168,6	-194,5	-202,4
Produits pétroliers	-196,5	-227,9	-232,6	-268,2	-153,0
Biens intermédiaires	-124,8	-132,6	-147,6	-143,4	-148,4
Biens d'équipement	-155,8	-214,4	-257,8	-420,5	-450,9
2-Balance des services	-165,5	-188,9	-191,7	-221,8	-233,6
dont fret	-143,4	-191,5	-178,9	-238,6	-220,6
3-Balance des revenus	-109,2	-134,6	-139,7	-109,3	-145,8
dont intérêt de la dette	-17,0	-14,5	-11,1	-12,5	-12,5
4-Balance des transferts courants	120,0	170,0	191,7	229,3	180,1
Privés	58,9	83,9	134,9	164,1	118,2
Publics	61,1	86,1	56,8	65,2	61,9
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES (1+2+3+4)	-230,9	-114,3	-278,5	-328,1	-301,1
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES (5+6)	290,6	225,2	254,9	279,8	309,1
5-Transferts de capital	108,9	1 181,3	155,6	150,6	192,9
Administrations publiques	102,6	1 175,4	140,9	120,1	174,9
Dont remise de dette	30,1	1 107,5	10,7	10,9	11,5
Autres secteurs	6,4	5,9	14,7	30,5	18,0
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	0,0
7-Opérations financières	182,0	-955,8	99,6	129,4	116,2
Investissements directs	118,5	43,0	31,4	82,9	28,5
Investissements de portefeuille	2,3	-1,7	-3,7	2,4	4,4
Autres investissements	61,2	-997,1	72,0	44,1	83,3
dont publics	83,4	-912,7	87,3	70,8	148,6
-tirages	122,9	140,6	118,7	99,9	177,7
-variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-amortissements	-39,5	-1 053,3	-31,4	-29,1	-29,1
dont privés	-22,2	-84,4	-15,3	-26,7	-65,3
c-ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-12,7	-25,8	12,9	0,0	0,0
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	47,0	85,1	-10,7	-48,3	8,0
<b>Ratios caractéristiques</b>					
Taux de couverture : Export/Imports (%)	75,0	86,7	73,7	71,1	76,9
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB (%)	52,9	65,6	63,8	67,0	59,3
Balance courante/PIB (%)	-7,2	-3,6	-8,1	-8,3	-7,0
Balance courante hors dons/PIB (%)	-8,6	-4,9	-9,0	-8,9	-7,8
Solde global/PIB (%)	1,5	2,7	-0,3	-1,2	0,2

(\*) estimation    (\*\*) :Prévision    (1) Données par produits en CAF

Tableau 1.5 Ter - MALI : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin (*)
9/9/09 13:08					
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>483,0</b>	<b>526,4</b>	<b>506,4</b>	<b>496,5</b>	<b>508,8</b>
Banque centrale	491,2	460,5	464,7	467,1	465,3
Banques	-8,2	65,9	41,7	29,4	43,5
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>393,4</b>	<b>494,8</b>	<b>493,8</b>	<b>516,2</b>	<b>557,6</b>
Position nette du Gouvernement	(141,4)	(123,5)	(134,9)	(155,0)	(142,7)
Crédits à l'économie	534,8	618,3	628,7	671,2	700,3
Crédits de campagne	16,3	0,0	17,2	0,1	18,8
Crédits ordinaires	518,5	618,3	611,5	671,1	681,5
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>876,4</b>	<b>1 021,2</b>	<b>1 000,2</b>	<b>1 012,7</b>	<b>1 066,4</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>878,3</b>	<b>1 018,3</b>	<b>1 009,3</b>	<b>1 024,8</b>	<b>1 050,2</b>
Circulation fiduciaire	319,9	323,9	345,5	318,3	304,0
Dépôts en CCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	558,4	694,4	663,8	706,5	746,2
Sociétés d'Etat et EPIC	71,6	75,2	59,3	75,8	56,6
A vue	45,6	58,9	41,1	61,8	39,4
A terme	26,0	16,3	18,2	14,0	17,2
Part. & Ent. privées	486,8	619,2	604,5	630,7	689,6
A vue	297,6	325,9	317,9	357,9	384,6
A terme	189,2	293,3	286,6	272,8	305,0
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>(1,9)</b>	<b>2,9</b>	<b>(9,1)</b>	<b>(12,1)</b>	<b>16,2</b>
<b>Pour mémoire</b>					
- Crédits à court terme	340,1	402,8	402,7	424,3	442,9
- Crédits à moyen & long terme	194,6	215,5	226,0	247,0	257,5
Source : BCEAO					

(\*) = données provisoires

TABLEAU 1.6

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT  
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**  
**Niger:**

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards )</b>	221,2	245,9	304,9	1 130,3	455,6	584,2	518,9
<b>RECETTES TOTALES (en milliards)</b>	156,7	172,9	189,0	247,4	309,0	442,2	312,3
recettes fiscales	152,1	167,6	181,3	204,0	233,2	281,3	299,3
recettes non fiscales	1,2	1,4	4,9	38,5	71,2	158,8	10,1
<b>DONNS (en milliards)</b>	64,5	73,0	115,9	882,9	146,6	142,0	206,6
<b>DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)</b>	276,0	317,6	358,3	359,7	476,0	544,1	630,8
dont Dépenses PPTE	12,0	17,0	22,3	15,6	13,8	11,7	12,3
<b>DEPENSES TOTALES (en milliards)</b>	276,0	316,7	358,5	359,7	476,0	544,1	630,8
<b>DEPENSES COURANTES</b>	160,5	172,7	148,6	166,7	199,5	251,2	285,6
<b>dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES</b>	143,1	164,6	138,5	155,9	192,4	245,0	279,3
masse salariale	57,1	59,2	63,0	68,0	72,2	83,8	93,3
intérêts de la dette publique	17,4	8,1	10,1	10,8	7,1	6,2	6,3
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	115,5	144,0	193,3	182,6	236,6	256,2	314,8
investissements financés sur ressources internes	40,5	51,0	73,3	67,1	87,5	119,4	144,8
<b>Variation des arriérés de paiements</b>	-12	-19	-12	-14	-15	-16	-16
<b>Solde primaire de base (en milliards)</b>	-26,9	-42,7	-22,8	24,4	29,1	77,8	-111,8
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)</b>	-44,3	-50,8	-32,9	13,6	22,0	71,6	-118,1
<b>SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)</b>	-119,3	-144,7	-169,3	-112,3	-167,0	-101,9	-318,5
<b>SOLDE GLOBAL (en milliards)</b>	-54,8	-71,7	-53,4	770,6	-20,4	40,1	-111,9
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)</b>	-32,3	-33,8	-10,6	29,2	35,8	83,3	-105,8
<b>Solde global base caisse (en milliards)</b>	-67,0	-91,0	-65,8	756,6	-35,2	24,4	-127,6
<b>Solde courant (en milliards)</b>	-3,8	0,2	40,4	80,7	109,5	191,0	26,7
<b>Solde primaire hors dons</b>	-101,9	-135,7	-159,4	-101,5	-159,9	-95,7	-312,2
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)</b>							
<b>Premier rang</b>							
<b>Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %)</b>	<b>-2,89</b>	<b>-3,32</b>	<b>-1,85</b>	<b>0,71</b>	<b>1,08</b>	<b>2,99</b>	<b>-4,68</b>
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	-0,47	-0,48	3,75	3,88	3,12	5,04	-0,72
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %)</b>	<b>-1,6</b>	<b>0,2</b>	<b>7,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>11,3</b>	<b>3,0</b>
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	0,2	0,5	2,7	0,7	2,7	7,0	n.d.
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%)	74,76	71,08	60,31	20,70	24,11	20,08	22,74
Arriérés de paiement :	0,0	3,2	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0	3	2	0	0	0	0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0	0	0	0	0	0	0
<b>Second rang</b>							
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %)</b>	<b>37,54</b>	<b>35,32</b>	<b>34,75</b>	<b>33,33</b>	<b>30,96</b>	<b>29,79</b>	<b>31,17</b>
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	33,15	31,03	25,73	28,56	28,58	27,56	25,34
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %)</b>	<b>26,63</b>	<b>30,43</b>	<b>40,43</b>	<b>32,89</b>	<b>37,52</b>	<b>42,45</b>	<b>48,38</b>
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	16,55	17,82	20,83	21,63	29,18	34,80	35,68
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-10,43	-10,49	-12,54	-9,58	-9,63	-15,09	-17,45
Taux de pression fiscale (en %)	9,91	10,95	10,20	10,70	11,46	11,74	11,87
<b>AUTRES INDICATEURS</b>							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-7,78	-9,45	-9,53	-5,89	-8,21	-4,25	-12,63
solde global sur PIB nominal (en %)	-3,57	-4,68	-3,00	40,41	-1,00	1,67	-4,44
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-4,37	-5,95	-3,70	39,68	-1,73	1,02	-5,06
solde primaire de base en % des R.F.	-17,69	-25,48	-12,58	11,96	12,48	27,66	-37,35
solde courant en % du PIB	-0,25	0,01	2,27	4,23	5,38	7,97	1,06
Recettes totales hors dons en % du PIB	10,21	11,30	10,64	12,97	15,18	18,45	12,39
Dépenses totales en % du PIB	17,99	20,69	20,17	18,86	23,39	22,70	25,02
Dépenses courantes en % du PIB	10,46	11,28	8,36	8,74	9,80	10,48	11,33
Dépenses courantes primaires en % du PIB	9,33	10,75	7,79	8,18	9,45	10,22	11,08
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-160,0	-160,6	-222,8	-182,7	-195,9	-361,6	-440,0
<b>DETTE PUBLIQUE TOTALE</b>							
Encours dette publique (en mds)	1 147,0	1 087,9	1 071,7	394,8	490,8	481,3	573,5
Encours dette extérieure (en mds)	978,1	888,0	957,0	281,1	322,1	394,0	504,9
Encours dette intérieure (en mds)	168,9	199,9	114,7	113,7	168,7	87,3	68,6
<b>COMPTES NATIONAUX</b>							
PIB nominal (en milliards)	1 534,27	1 530,45	1 777,10	1 906,80	2 035,30	2 397,07	2 521,49
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	1 086,23	1 077,26	1 167,80	1 235,70	1 276,50	1 397,75	1 439,70
taux de croissance du PIB en volume (en %)	7,65	-0,83	8,40	5,81	3,30	9,50	3,00

**TABLEAU 1.6 Bis : BALANCE DES PAIEMENTS DU NIGER**

(en milliards FCFA)

RUBRIQUES	2 005	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	-154,0	-125,7	-120,5	-202,8	-226,7
Export FOB dont :	251,9	265,6	317,9	398,1	426,6
Uranium	78,5	79,6	143,1	129,3	135,0
Animaux vivants	31,8	46,6	16,6	42,4	45,2
Oignons	38,4	42,3	6,8	42,9	45,8
Niébé	13,5	19,1	0,8	36,2	45,5
Or	34,2	15,4	25,5	17,7	20,0
Peaux et cuirs	1,0	1,4	2,0	2,2	2,2
Import FOB (1)	-405,9	-391,3	-438,4	-600,9	-653,3
Produits alimentaires	-111,4	-23,4	-91,3	-62,7	-61,5
Autres biens de consommation	-160,3	-167,5	-187,7	-236,6	-234,3
Produits pétroliers	-64,3	-80,5	-80,5	-114,7	-88,7
Biens intermédiaires	-29,1	0,0	-61,1	-63,2	-80,9
Biens d'équipement	-142,4	-162,0	-116,0	-280,0	-358,3
2-Balance des services	-101,2	-124,4	-136,4	-217,3	-268,4
dont fret	-102,7	-124,4	-118,5	-166,6	-181,2
3-Balance des revenus	-5,0	0,6	-0,2	-6,0	-7,4
dont intérêt de la dette	-8,0	-3,7	-8,6	-3,7	-4,5
4-Balance des transferts courants	95,8	85,5	88,8	100,1	149,1
Privés	37,4	41,6	44,0	47,1	46,2
Publics	58,4	43,9	44,8	53,1	102,9
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES (1+2+3+4)	-164,3	-164,0	-168,3	-326,0	-353,4
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES (5+6)	185,0	260,7	245,2	395,2	358,4
5-Transferts de capital	99,3	879,0	101,3	113,4	126,4
Administrations publiques	95,5	872,0	94,4	106,3	120,0
Dont remise de dette	18,2	794,5	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	3,9	7,1	6,9	7,1	6,4
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	30,4	27,4	123,4	0,0
7-Opérations financières	85,7	-648,7	116,5	158,4	232,0
Investissements directs	18,3	26,9	58,0	125,2	169,0
Investissements de portefeuille	22,0	-2,0	-3,0	-3,2	9,9
Autres investissements	45,3	-673,6	61,5	36,4	53,1
dont publics	49,0	-663,2	45,5	20,3	46,8
-tirages	60,6	59,8	51,6	30,5	55,3
-variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-rééchelonnement	3,0	3,0	3,5	3,6	3,7
-Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-amortissements	-14,6	-726,0	-9,6	-13,8	-12,2
dont privés	-3,7	-10,4	16,0	16,1	6,3
c-ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-8,3	-9,4	-8,6	-9,3	0,0
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	12,4	87,3	68,3	59,9	5,0
<i>Ratios caractéristiques</i>					
Taux de couverture : Export/Imports (%)	53,9	55,6	58,8	51,7	49,2
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB (%)	44,7	45,9	48,6	55,0	56,8
Balance courante/PIB (%)	-8,6	-8,6	-8,3	-13,6	-13,8
Balance courante hors dons/PIB (%)	-10,6	-9,6	-9,6	-15,1	-17,2
Solde global/PIB (%)	0,7	4,6	3,4	2,5	0,2

(\*) estimation    (\*\*) :Prévision    (1) Données par produits en CAF

**Tableau 1.6 Ter - NIGER : SITUATION MONETAIRE INTEGREE**

(en milliards de FCFA)

	2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin (*)
9/9/09 13:08					
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>155,9</b>	<b>225,1</b>	<b>331,6</b>	<b>285,0</b>	<b>248,9</b>
Banque centrale	177,6	234,1	338,7	297,3	289,3
Banques	(21,7)	(9,0)	(7,1)	(12,3)	(40,4)
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>157,2</b>	<b>142,1</b>	<b>53,6</b>	<b>147,8</b>	<b>222,0</b>
Position nette du Gouvernement	(21,2)	(49,8)	(176,8)	(114,8)	(78,0)
Crédits à l'économie	178,4	191,9	230,4	262,6	300,0
Crédits de campagne	0,3	0,7	0,5	0,7	0,4
Crédits ordinaires	178,1	191,2	229,9	261,9	299,6
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>313,1</b>	<b>367,2</b>	<b>385,2</b>	<b>432,8</b>	<b>470,9</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>299,7</b>	<b>356,2</b>	<b>367,7</b>	<b>399,2</b>	<b>455,5</b>
Circulation fiduciaire	124,3	133,3	135,1	147,7	165,2
Dépôts en CCP	1,4	1,4	1,8	1,5	1,5
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	174,0	221,5	230,8	250,0	288,8
Sociétés d'Etat et EPIC	10,6	13,2	14,5	19,4	23,3
A vue	5,3	8,7	9,2	11,2	14,4
A terme	5,3	4,5	5,3	8,2	8,9
Part. & Ent. privées	163,4	208,3	216,3	230,6	265,5
A vue	99,8	126,5	127,3	131,9	174,7
A terme	63,6	81,8	89,0	98,7	90,8
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>13,4</b>	<b>11,0</b>	<b>17,5</b>	<b>33,6</b>	<b>15,4</b>
<b>Pour mémoire</b>					
- Crédits à court terme	113,9	113,5	142,5	145,3	163,1
- Crédits à moyen & long terme	64,5	78,4	88,0	117,3	136,9
Source : BCEAO					

(\*) = données provisoires

TABLEAU 1.7

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT  
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES  
SENEGAL:**

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)</b>	797,75	864,80	955,80	1 036,04	1 231,34	1 256,75	1 351,04
<b>RECETTES TOTALES (en milliards)</b>	720,05	776,80	880,20	962,64	1 100,00	1 151,45	1 199,00
recettes fiscales	676,97	738,50	850,80	921,90	1 041,40	1 087,15	1 172,00
recettes non fiscales	43,08	38,30	29,40	40,74	58,60	64,30	27,00
<b>DONS (en milliards)</b>	77,70	88,00	75,60	73,40	131,34	105,30	152,04
<b>DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)</b>	861,20	987,80	1 103,60	1 330,99	1 435,61	1 519,54	1 613,02
dont Dépenses PPTE	28,40	28,70	68,50	25,52	65,10	40,70	23,98
<b>DEPENSES TOTALES (en milliards)</b>	868,00	975,50	1 086,70	1 303,89	1 430,21	1 514,44	1 611,02
<b>DEPENSES COURANTES</b>	529,50	553,90	629,00	825,95	864,94	951,86	961,49
<b>dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES</b>	484,90	507,20	588,10	783,55	835,90	913,36	915,96
masse salariale	203,70	217,60	254,90	286,15	328,60	347,54	376,00
intérêts de la dette publique	44,60	46,70	40,90	42,40	29,04	38,50	45,53
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	338,50	410,30	454,70	474,94	565,27	562,58	649,53
investissements financés sur ressources internes	190,30	221,30	287,00	337,14	362,10	333,48	403,53
<b>Variation des arriérés de paiements</b>	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital ressources intérieures PPTE							
<b>Solde primaire de base (en milliards)</b>	44,85	48,30	5,10	-158,05	-98,00	-95,39	-120,49
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)</b>	0,25	1,60	-35,80	-200,45	-127,04	-133,89	-166,02
<b>SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)</b>	-141,15	-211,00	-223,40	-368,35	-335,61	-368,09	-414,02
<b>SOLDE GLOBAL Administration centrale (en milliards)</b>	-63,45	-123,00	-147,80	-294,95	-204,27	-262,79	-261,98
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE (en milliards)</b>	28,65	30,30	32,70	-174,93	-61,94	-93,19	-142,04
<b>Solde global base caisse (en milliards)</b>	-63,45	-123,00	-147,80	-294,95	-204,27	-262,79	-261,98
<b>Solde courant (en milliards)</b>	190,55	222,90	251,20	136,69	235,06	199,59	237,51
<b>Solde primaire hors dons</b>	-103,35	-152,00	-165,60	-298,85	-301,17	-324,49	-366,49
<b>SOLDE GLOBAL Admini, centrales et autres entités (en milliards)</b>	-51,98	-51,98	-135,80	-278,75	-186,77	-262,79	-261,98
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)</b>							
<b>Premier rang</b>							
<b>Solde budgétaire de base / PIB nominal (en %)</b>	0,01	0,04	-0,78	-4,10	-2,35	-2,25	-2,63
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires / PIB nominal (en %)	1,16	1,15	0,98	-3,38	-0,25	-0,92	-1,44
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %)</b>	0,00	0,50	1,70	2,10	5,90	5,80	3,00
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	0,20	0,80	0,40	1,60	4,90	4,20	n.d.
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%)	54,81	47,49	45,66	20,90	23,54	25,79	26,83
Arriérés de paiement :	0	0	0	0	0	0	0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0	0	0	0	0	0	0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0	0	0	0	0	0	0
<b>Second rang</b>							
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %)</b>	30,09	29,47	29,96	31,04	31,55	31,97	32,08
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	29,37	28,79	29,58	30,79	30,35	31,06	31,01
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %)</b>	28,11	29,97	33,73	36,57	34,77	30,67	34,43
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	23,35	26,30	26,26	33,87	27,89	26,45	31,66
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,05	-7,57	-6,99	-9,40	-12,60	-12,28	-9,07
Taux de pression fiscale (en %)	16,98	17,41	18,52	18,84	19,26	18,27	18,57
<b>AUTRES INDICATEURS</b>							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-3,54	-4,97	-4,86	-7,53	-6,21	-6,19	-6,56
solde global sur PIB nominal (en %)	-1,59	-2,90	-3,22	-6,03	-3,78	-4,42	-4,15
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-1,59	-2,90	-3,22	-6,03	-3,78	-4,42	-4,15
solde primaire de base en % des R.F.	6,63	6,54	0,60	-17,14	-9,41	-8,77	-10,28
solde courant en % du PIB	4,78	5,25	5,47	2,79	4,35	3,35	3,76
Recettes totales hors dons en % du PIB	18,06	18,31	19,16	19,67	20,34	19,35	19,00
Dépenses totales en % du PIB	21,77	22,99	23,66	26,65	26,45	25,45	25,53
Dépenses courantes en % du PIB	13,28	13,05	13,69	16,88	15,99	16,00	15,24
Dépenses courantes primaires en % du PIB	12,16	11,95	12,80	16,01	15,46	15,35	14,52
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-321,03	-321,03	-321,03	-460,00	-681,38	-730,70	-572,30
<b>DETTE PUBLIQUE TOTALE</b>							
Encours dette publique (en mds)	2 184,90	2 014,80	2 097,20	1 022,70	1 272,90	1 534,70	1 692,90
Encours dette extérieure (en mds)	2 028,90	1 865,10	1 944,00	864,40	968,50	1 161,40	1 462,70
Encours dette intérieure (en mds)	156,00	149,70	153,20	158,30	304,40	373,30	230,20
<b>COMPTES NATIONAUX</b>							
PIB nominal (en milliards)	3 986,43	4 242,84	4 593,10	4 893,38	5 407,75	5 950,21	6 310,34
PIB en volume (au prix de l'année 1999)	3 669,71	3 885,58	4 104,05	4 204,32	4 403,86	4 513,37	4 652,54
taux de croissance du PIB en volume (en %)	6,67	5,88	5,62	2,44	4,75	2,49	3,08



**TABLEAU 1.7 Bis : BALANCE DES PAIEMENTS DU SENEGAL**

(en milliards FCFA)

RUBRIQUES	2 005	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	-691,3	-836,5	-1 193,3	-1 234,3	-975,9
Export FOB dont :	832,4	833,5	802,2	915,9	855,7
Produits halieutiques	154,6	150,3	152,7	154,3	158,1
Produits arachidières	20,8	29,0	38,5	9,1	22,8
Engrais solide	9,7	1,6	12,4	8,5	4,5
Acide phosphorique	85,3	36,1	47,0	107,0	122,2
Phosphate	3,4	4,8	5,0	7,2	4,3
Produits pétroliers	162,8	189,3	142,5	180,6	81,3
Import FOB (1)	-1 523,7	-1 669,9	-1 995,5	-2 150,2	-1 831,6
Produits alimentaires	-340,2	-348,0	-473,6	-580,4	-465,7
Autres biens de consommation	-259,8	-343,7	-392,7	-405,6	-419,8
Produits pétroliers	-431,6	-460,8	-553,8	-527,9	-282,6
Biens intermédiaires	-300,1	-426,2	-439,7	-378,4	-390,1
Biens d'équipement	-378,9	-472,9	-453,8	-582,8	-559,2
2-Balance des services	-16,3	-18,5	-18,1	-61,2	-49,0
dont fret	-206,9	-226,9	-276,6	-291,7	-246,1
3-Balance des revenus	-47,2	-33,2	-35,4	-38,3	-43,4
dont intérêt de la dette	-30,1	-22,6	-13,8	-14,2	-20,8
4-Balance des transferts courants	397,6	437,5	618,0	641,5	547,0
Privés	340,8	409,3	566,0	606,8	502,3
Publics	56,8	28,2	52,0	34,8	44,7
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES (1+2+3+4)	-357,2	-450,7	-628,8	-692,3	-521,3
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES (5+6)	339,0	544,4	694,0	603,4	536,3
5-Transferts de capital	105,2	1 185,9	95,2	76,3	108,6
Administrations publiques	99,9	1 179,4	87,9	68,9	101,0
Dont remise de dette	36,6	1 114,9	2,1	2,0	0,0
Autres secteurs	5,3	6,5	7,3	7,4	7,6
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	-1,9	64,3	0,0	0,0
7-Opérations financières	233,8	-639,6	534,5	527,1	427,7
Investissements directs	27,6	110,0	130,7	132,4	78,6
Investissements de portefeuille	14,4	-12,3	28,8	0,3	-0,7
Autres investissements	191,8	-737,3	375,0	394,4	349,8
dont publics	157,5	-910,1	118,3	247,7	259,8
-tirages	203,6	172,8	149,1	282,8	299,0
-variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-rééchelonnement	33,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-amortissements	-79,1	-1 082,9	-30,8	-35,1	-39,2
dont privés	34,3	172,8	256,7	146,7	90,0
c-ERREURS ET OMISSIONS NETTES	4,1	5,3	5,6	0,0	0,0
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	-14,1	99,0	70,8	-88,9	15,0
<i>Ratios caractéristiques</i>					
Taux de couverture : Export/Imports (%)	63,7	59,5	53,2	53,4	57,3
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB (%)	65,8	69,4	73,3	71,7	59,8
Balance courante/PIB (%)	-7,4	-9,3	-11,6	-11,6	-8,3
Balance courante hors dons/PIB (%)	-7,6	-9,5	-12,6	-12,3	-9,1
Solde global/PIB (%)	-0,3	2,0	1,3	-1,5	0,2

(\*) estimation    (\*\*) :Prévision    (1) Données par produits en CAF

Tableau 1.7 Ter - SENEGAL : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin (*)
9/9/09 13:08					
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>823,2</b>	<b>851,2</b>	<b>744,1</b>	<b>762,3</b>	<b>777,7</b>
Banque centrale	656,9	644,3	620,7	653,1	690,2
Banques	166,3	206,9	123,4	109,2	87,5
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>1 191,0</b>	<b>1 323,5</b>	<b>1 395,3</b>	<b>1 467,7</b>	<b>1 550,7</b>
Position nette du Gouvernement	20,3	93,2	72,1	28,2	68,3
Crédits à l'économie	1 170,7	1 230,3	1 323,2	1 439,5	1 482,4
Crédits de campagne	21,3	10,4	15,7	5,2	19,9
Crédits ordinaires	1 149,4	1 219,9	1 307,5	1 434,3	1 462,5
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>2 014,2</b>	<b>2 174,7</b>	<b>2 139,4</b>	<b>2 230,0</b>	<b>2 328,4</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>1 863,3</b>	<b>1 972,1</b>	<b>1 900,0</b>	<b>2 006,7</b>	<b>2 024,0</b>
Circulation fiduciaire	438,2	483,6	418,9	474,3	469,6
Dépôts en CCP	22,6	22,7	6,6	13,9	14,6
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	1 402,5	1 465,8	1 474,5	1 518,5	1 539,8
Sociétés d'Etat et EPIC	54,1	58,7	62,8	71,8	67,5
A vue	37,6	46,9	39,6	35,7	37,3
A terme	16,5	11,8	23,2	36,1	30,2
Part. & Ent. privées	1 348,4	1 407,1	1 411,7	1 446,7	1 472,3
A vue	713,7	714,3	739,2	729,3	822,2
A terme	634,7	692,8	672,5	717,4	650,1
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>150,9</b>	<b>202,6</b>	<b>239,4</b>	<b>223,3</b>	<b>304,4</b>
<b>Pour mémoire</b>					
-Crédits à court terme	645,8	642,1	712,2	776,8	747,1
-Crédits à moyen & long terme	524,9	588,1	611,0	662,7	735,2
Source : BCEAO					

(\*) = données provisoires

TABLEAU 1.8

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT  
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Togo:

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards )</b>	170,78	179,56	187,97	211,89	224,91	249,94	242,75
<b>RECETTES TOTALES (en milliards)</b>	165,26	171,72	174,86	195,90	204,52	220,68	225,75
recettes fiscales	148,74	160,97	162,07	179,12	195,86	211,24	215,44
recettes non fiscales	16,51	10,74	12,79	16,78	8,66	9,44	10,31
<b>DONS (en milliards)</b>	5,52	7,85	13,11	15,99	20,39	29,26	17,00
<b>DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)</b>	146,40	169,85	219,82	244,20	221,11	253,25	296,63
dont Dépenses PPTE							
<b>DEPENSES TOTALES (en milliards)</b>	146,40	169,85	219,81	244,15	225,15	252,99	296,63
Fonds pour entretien routier	8,86	8,78	0,10	0,15	0,00	0,00	0,00
<b>DEPENSES COURANTES</b>	127,29	145,23	183,13	196,69	201,08	203,12	217,33
<b>dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES</b>	109,38	127,31	171,54	186,19	185,49	192,32	203,53
masse salariale	51,72	51,63	49,24	59,27	64,29	70,41	78,00
intérêts de la dette publique	17,91	17,92	11,59	10,49	15,58	10,81	13,80
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	19,12	24,62	36,68	47,46	24,07	49,87	79,30
investissements financés sur ressources internes	11,31	11,84	13,65	6,57	13,97	27,31	42,00
<b>Variation des arriérés de paiements</b>	15	17	15	3	-4	0	-12
<b>Solde primaire de base (en milliards)</b>	44,57	32,57	-10,33	3,14	5,06	1,05	-19,78
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)</b>	26,66	14,64	-21,92	-7,36	-10,53	-9,75	-33,58
<b>SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)</b>	18,85	1,87	-44,96	-48,30	-16,59	-32,57	-70,88
<b>SOLDE GLOBAL (en milliards)</b>	24,37	9,71	-31,85	-32,31	3,80	-3,31	-53,88
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)</b>	26,66	14,64	-21,92	-7,36	-10,53	-9,75	-33,58
<b>Solde global base caisse (en milliards)</b>	39,18	26,81	-16,89	-29,11	0,00	-3,01	-65,78
<b>Solde courant (en milliards)</b>	37,97	26,49	-8,27	-0,79	3,45	17,55	8,42
<b>Solde primaire hors dons</b>	36,76	19,79	-33,36	-37,76	-5,04	-21,51	-57,08
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)</b>							
<b>Premier rang</b>							
<b>Solde budgétaire de base / PIB nominal (en %)</b>	<b>2,74</b>	<b>1,43</b>	<b>-1,97</b>	<b>-0,63</b>	<b>-0,87</b>	<b>-0,68</b>	<b>-2,24</b>
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	2,84	1,43	-1,97	-0,49	0,15	-0,68	-2,24
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %)</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,4</b>	<b>6,8</b>	<b>2,2</b>	<b>1,0</b>	<b>8,7</b>	<b>3,0</b>
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	0,3	0,4	4,2	1,8	0,1	5,7	n.d.
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%)	113,34	103,32	98,73	94,30	96,16	62,39	57,73
Arriérés de paiement :	66,46	71,84	51,70	29,50	9,50	0,80	0,00
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	20	26	22	21	1	0	0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	47	46	30	9	9	1	0
<b>Second rang</b>							
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %)</b>	<b>34,77</b>	<b>32,07</b>	<b>30,38</b>	<b>33,09</b>	<b>32,82</b>	<b>33,33</b>	<b>36,20</b>
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	34,60	32,07	30,38	32,87	31,27	33,33	36,20
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %)</b>	<b>7,60</b>	<b>7,36</b>	<b>8,43</b>	<b>3,67</b>	<b>7,13</b>	<b>12,93</b>	<b>19,49</b>
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	7,57	7,36	8,43	3,64	6,80	12,93	19,49
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-10,29	-11,56	-22,80	-9,35	-9,90	-8,86	-12,29
Taux de pression fiscale (en %)	15,29	15,73	14,56	15,44	16,15	14,62	14,35
<b>AUTRES INDICATEURS</b>							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	1,94	0,18	-4,04	-4,16	-1,37	-2,25	-4,72
solde global sur PIB nominal (en %)	2,51	0,95	-2,86	-2,79	0,31	-0,23	-3,59
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	4,03	2,62	-1,52	-2,51	0,00	-0,21	-4,38
solde primaire de base en % des R.F.	29,96	20,23	-6,37	1,75	2,58	0,50	-9,18
solde courant en % du PIB	3,90	2,59	-0,74	-0,07	0,28	1,21	0,56
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,99	16,78	15,71	16,89	16,86	15,27	15,03
Dépenses totales en % du PIB	15,05	16,60	19,75	21,05	18,56	17,51	19,75
Dépenses courantes en % du PIB	13,09	14,19	16,45	16,95	16,58	14,06	14,47
Dépenses courantes primaires en % du PIB	11,25	12,44	15,41	16,05	15,29	13,31	13,55
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-100,05	-118,25	-253,83	-108,50	-120,11	-128,00	-184,60
<b>DETTE PUBLIQUE TOTALE</b>							
Encours dette publique (en mds)	1 102,40	1 057,20	1 098,90	1 093,96	1 166,25	901,40	866,95
Encours dette extérieure (en mds)	827,00	781,50	820,50	782,82	847,23	595,38	573,41
Encours dette intérieure (en mds)	275,40	275,70	278,40	311,14	319,02	306,02	293,54
<b>COMPTES NATIONAUX</b>							
PIB nominal (en milliards)	972,64	1 023,21	1 113,07	1 160,11	1 212,82	1 444,73	1 501,68
PIB en volume (au prix de l'année 2000)	941,62	965,50	977,45	1 015,58	1 036,75	1 053,67	1 079,70
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,85	2,54	1,24	3,90	2,08	1,63	2,47

**TABLEAU 1.8 Bis - BALANCE DES PAIEMENTS DU TOGO**

(en milliards FCFA)

RUBRIQUES	2 005	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	-270,2	-166,6	-189,4	-197,7	-244,6
Export FOB dont :	348,2	329,6	324,4	345,7	339,2
café	2,3	5,5	1,8	8,4	8,3
cacao	10,6	4,7	2,5	5,8	8,8
coton	16,0	19,0	12,0	13,1	6,4
phosphate	18,4	21,8	15,0	51,0	29,0
ciment	20,9	18,4	39,3	27,7	28,5
Réexportation	15,2	36,9	45,6	44,2	45,3
Import FOB (1)	-618,4	-496,2	-513,8	-543,4	-583,8
Produits alimentaires	-31,6	-49,5	-53,8	-58,8	-61,7
Autres biens de consommation	-57,6	-84,5	-86,7	-95,4	-99,5
Produits pétroliers	-254,8	-93,2	-97,3	-109,0	-96,4
Biens intermédiaires	-65,1	-86,1	-93,0	-102,3	-107,0
Biens d'équipement	-77,6	-77,6	-80,7	-88,8	-128,9
2-Balance des services	-53,6	-33,2	-33,3	-38,5	-44,0
dont fret	-94,8	-63,5	-62,4	-68,5	-75,0
3-Balance des revenus	-18,2	-19,8	-14,5	-10,9	-11,5
dont intérêt de la dette	-10,9	-10,0	-11,9	-6,3	-8,4
4-Balance des transferts courants	99,0	127,4	133,7	138,7	137,0
Privés	88,2	113,0	117,2	119,3	115,7
Publics	10,8	14,4	16,5	19,4	21,3
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES (1+2+3+4)	-242,9	-92,2	-103,4	-108,4	-163,1
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES (5+6)	225,2	155,3	96,5	141,9	168,1
5-Transferts de capital	26,8	33,5	35,2	283,8	73,6
Administrations publiques	13,1	16,0	17,6	261,3	50,0
Dont remise de dette	0,0	0,0	0,5	232,0	0,0
Autres secteurs	13,7	17,5	17,5	22,5	23,6
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7-Opérations financières	198,4	121,8	61,4	-141,9	94,5
Investissements directs	48,5	48,0	23,9	40,2	41,0
Investissements de portefeuille	2,9	30,4	2,4	2,3	-2,8
Autres investissements	147,1	43,4	35,0	-184,4	56,3
dont publics	19,6	15,7	-1,8	-215,2	12,8
-tirages	10,0	9,5	2,0	12,3	20,0
-variations des arriérés	29,0	25,8	26,6	-416,1	0,0
-rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	215,1	12,4
-Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	-10,5	0,0	0,0
-amortissements	-19,4	-19,6	-19,9	-26,5	-19,6
dont privé	127,5	27,7	36,8	30,8	43,5
c-ERREURS ET OMISSIONS NETTES	6,7	7,0	7,4	5,9	0,0
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	-11,0	70,0	0,5	39,4	5,0
<i>Ratios caractéristiques</i>					
Taux de couverture : Export/Imports (%)	57,7	69,0	67,0	66,5	62,1
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB (%)	104,1	94,0	92,9	81,3	82,1
Balance courante/PIB (%)	-21,0	-7,9	-8,5	-7,5	-10,9
Balance courante hors dons/PIB (%)	-22,1	-9,4	-9,9	-8,9	-12,3
Solde global/PIB (%)	-0,9	6,0	0,0	2,7	0,3

(\*) estimation    (\*\*) :Prévision    (1) Données par produits en CAF

Tableau 1.8 Ter - TOGO : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin (*)
9/9/09 13:08					
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>216,6</b>	<b>199,1</b>	<b>228,4</b>	<b>238,5</b>	<b>216,8</b>
Banque centrale	170,7	162,5	165,1	188,5	157,5
Banques	45,9	36,6	63,3	50,0	59,3
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>214,0</b>	<b>263,2</b>	<b>254,0</b>	<b>321,9</b>	<b>340,9</b>
Position nette du Gouvernement	(0,8)	8,1	(4,2)	78,6	79,6
Crédits à l'économie	214,8	255,1	258,2	243,3	261,3
Crédits de campagne	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0
Crédits ordinaires	214,7	254,6	258,2	243,3	261,3
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>430,6</b>	<b>462,3</b>	<b>482,4</b>	<b>560,4</b>	<b>557,7</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>425,9</b>	<b>449,5</b>	<b>473,3</b>	<b>531,5</b>	<b>533,5</b>
Circulation fiduciaire	107,8	122,0	115,7	129,2	108,7
Dépôts en CCP	8,8	3,8	3,9	5,1	5,7
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	309,3	323,7	353,7	397,2	419,1
Sociétés d'Etat et EPIC	30,9	43,5	42,4	54,2	54,2
A vue	22,0	19,1	25,8	37,1	18,1
A terme	8,9	24,4	16,6	17,1	36,1
Part. & Ent. privées	278,4	280,2	311,3	343,0	364,9
A vue	140,1	133,6	137,7	164,6	162,7
A terme	138,3	146,6	173,6	178,4	202,2
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>4,7</b>	<b>12,8</b>	<b>9,1</b>	<b>28,9</b>	<b>24,2</b>
<b>Pour mémoire</b>					
- Crédits à court terme	128,3	152,3	138,7	151,1	146,3
- Crédits à moyen & long terme	86,4	102,8	119,4	92,2	115,0
Source : BCEAO					

(\*) = données provisoires

**Tableau 1 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (Taux de croissance annuelle, en pourcentage)**

Agrégats	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
Secteur primaire	9,4	2,1	1,0	1,6	0,3	-0,4
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	2,3	4,5	2,2	3,6	3,3	4,3
Sylviculture	6,3	-4,3	13,5	18,1	-11,8	-17,0
Pétrole	18,7	0,4	-1,9	-3,1	-1,2	-3,8
Secteur secondaire	6,3	4,7	3,4	11,2	10,0	2,3
Industries manufacturières	2,9	2,5	0,0	2,3	2,9	2,8
Bâtiments et Travaux Publics	12,6	5,7	13,1	9,7	14,9	-5,3
Autres	23,3	17,9	10,2	59,3	29,2	7,2
Secteur tertiaire	5,9	4,7	4,4	5,3	4,1	3,6
Services marchands	6,2	5,0	4,7	5,1	4,4	3,6
Services non marchands	5,1	3,6	3,3	6	3,1	3,6
PIB au coût des facteurs	7,2	3,8	3,0	5,4	4,3	2,0
Droits et Taxes à l'importation	-1,0	2,1	4,1	-7	-3,5	-4,6
PIB aux prix constants du marché de 1992	6,5	3,7	3,1	4,4	3,8	1,6
PIB du secteur pétrolier	20,8	1,6	-1,5	4,4	4,9	-0,2
PIB du secteur non pétrolier	4,4	4,0	3,9	4,5	3,6	1,9

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 1 bis : CEMAC : Contribution à la croissance du PIB (en%)

Agrégats	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
Secteur primaire	2,9	0,7	0,3	0,5	0,1	-0,1
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	0,4	0,7	0,3	0,6	0,5	0,7
Sylviculture	0,1	-0,1	0,2	0,4	-0,3	-0,3
Pétrole	2,4	0,1	-0,3	-0,4	-0,1	-0,5
Secteur secondaire	1,3	1,0	0,7	2,4	2,3	0,5
Industries manufacturières	0,5	0,4	0,0	0,3	0,4	0,4
Bâtiments et Travaux Publics	0,4	0,2	0,5	0,4	0,6	-0,2
Autres	0,5	0,4	0,3	1,7	1,2	0,4
Secteur tertiaire	2,4	1,8	1,7	2,1	1,7	1,5
Services marchands	1,8	1,5	1,4	1,5	1,3	1,1
Services non marchands	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	0,4
PIB au coût des facteurs	6,6	3,5	2,8	5,0	4,0	1,9
Droits et Taxes à l'importation	-0,1	0,2	0,3	-0,6	-0,2	-0,3
PIB aux prix constants du marché de 1992	6,5	3,7	3,1	4,4	3,8	1,6
PIB du secteur pétrolier	2,7	0,2	-0,2	0,6	0,7	0,0
PIB du secteur non pétrolier	3,8	3,4	3,3	3,8	3,1	1,6

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 1 ter : CEMAC : Structure du PIB (en pourcentage)

Agrégats	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
Secteur primaire	46,0	54,2	55,3	53,3	54,4	43,1
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	13,6	12,0	11,7	11,4	10,6	14,2
Sylviculture	1,4	1,0	1,2	1,7	1,2	1,2
Pétrole	31,0	41,1	42,3	40,1	42,6	27,7
Secteur secondaire	14,4	12,5	12,7	13,6	14,3	16,1
Industries manufacturières	9,9	8,3	7,7	7,0	6,4	8,5
Bâtiments et Travaux Publics	2,6	2,3	2,6	2,8	2,9	3,4
Autres	1,9	1,9	2,5	3,8	5,0	4,2
Secteur tertiaire	34,2	28,7	27,3	28,4	26,8	35,5
Services marchands	26,7	22,4	21,5	22	20,7	27,3
Services non marchands	7,5	6,3	5,8	6	6,2	8,1
PIB au coût des facteurs	94,6	95,4	95,3	95	95,6	94,7
Droits et Taxes à l'importation	5,4	4,6	4,7	5	4,4	5,3
PIB aux prix constants du marché de 1992	100,0	100,0	100,0	100	100,0	100,0
PIB du secteur pétrolier	31,3	41,4	43,3	42	45,3	29,9
PIB du secteur non pétrolier	68,7	58,6	56,7	58	54,7	70,1

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 2 : CEMAC : Ressources et Emplois (Taux de croissance annuelle, en%)

Agrégats	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	6,5	3,7	3,1	4,4	3,8	1,6
DEPENSES INTÉRIEURES BRUTES	2,4	5,7	4,8	5,1	7,3	0,6
Consommation	3,2	5,3	5,8	3,1	3,4	1,1
Publique (État)	2,7	7,0	7,9	14,3	9,8	-1,7
Privée	3,3	5,1	5,6	1,8	2,5	1,5
Investissements bruts	-0,5	7,0	0,9	12,8	20,9	-1,0
Formation brute de capital fixe	-0,6	7,1	0,9	12,7	20,8	-1,0
Publique (État et Ad. publiques)	29,7	-0,7	31,8	16,7	35,8	-7,1
Privée (Entreprises et ménages)	-6,1	9,0	-6,1	11,5	15,8	1,4
Secteur pétrolier	-8,6	29,3	8,3	23,4	18,4	3,6
Secteur non pétrolier	-4,6	-1,7	-16,1	0,7	13,0	-1,1
Variations des stocks	-63,0	83,3	-12,7	-5,6	-13,9	19,3
EXPORTATIONS NETTES	-61,3	91,2	43,0	16,2	60,1	-9,7
Exportations de biens et services non-facteurs	17,1	1,9	-3,6	3,9	0,9	1,1
Importations de biens et services non-facteurs	-2,5	10,7	4,4	6,8	16,0	-2,7

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 2 bis : CEMAC : Ressources et Emplois (Contribution à la croissance, en%)

Agrégats	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	6,5	3,7	3,1	4,4	3,8	1,6
DEPENSES INTÉRIEURES BRUTES	2,5	5,8	5,0	5,4	7,8	0,6
Consommation	2,7	4,3	4,8	2,6	2,8	0,9
Publique (État)	0,2	0,6	0,7	1,2	0,9	-0,2
Privée	2,4	3,7	4,1	1,3	1,8	1,1
Investissements bruts	-0,1	1,6	0,2	2,9	5,1	-0,3
Formation brute de capital fixe	-0,1	1,6	0,2	2,9	5,1	-0,3
Publique (État et Ad. publiques)	1,1	0,0	1,4	0,9	2,2	-0,6
Privée (Entreprises et ménages)	-1,2	1,6	-1,1	2,0	2,9	0,3
Secteur pétrolier	-0,6	1,8	0,6	1,9	1,8	0,4
Secteur non pétrolier	-0,6	-0,2	-1,8	0,1	1,1	-0,1
Variations des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EXPORTATIONS NETTES	4,0	-2,2	-1,9	-1,0	-4,1	1,0
Exportations de biens et services non-facteurs	3,4	0,4	-0,8	0,8	0,2	0,2
Importations de biens et services non-facteurs	0,6	-2,6	-1,1	-1,7	-4,2	0,8

**Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.**

Tableau 2 ter : CEMAC : Ressources et Emplois (Structure du PIB, en%)

Agrégats	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
DEPENSES INTÉRIEURES BRUTES	79,6	72,7	72,8	82,2	78,6	99,8
Consommation	52,5	48,5	46,0	52,7	49,7	64,1
Publique (État)	7,8	6,9	7,0	7,7	7,6	9,4
Privée	44,7	41,6	39,0	45,1	42,1	54,7
Investissements bruts	27,1	24,2	26,8	29,4	28,9	35,7
Formation brute de capital fixe	26,7	23,8	26,5	29,1	28,7	35,9
Publique (État et Ad. publiques)	5,8	5,0	6,8	8,0	9,1	10,4
Privée (Entreprises et ménages)	20,9	18,8	19,7	21,2	19,6	25,5
Secteur pétrolier	6,7	7,0	8,7	9,9	8,9	11,7
Secteur non pétrolier	14,2	11,8	11,0	11,3	10,7	13,8
Variations des stocks	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	-0,2
EXPORTATIONS NETTES	20,4	27,3	27,2	17,8	21,4	0,2
Exportations de biens et services non-facteurs	56,0	59,9	62,8	55,2	58,1	41,9
Importations de biens et services non-facteurs	-35,5	-32,6	-35,7	-37,4	-36,8	-41,7

**Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.**



Tableau 3 : CEMAC : Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)

États	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
CEMAC	0,6	2,9	5,2	1,6	5,7	4,1
Cameroun	0,3	1,9	5,1	1,1	5,3	3,0
République Centrafricaine	-2,1	2,9	6,6	1,0	9,3	4,7
Congo	3,6	2,5	4,7	2,5	6,0	4,8
Gabon	0,4	-0,2	4,0	4,8	5,3	3,5
Guinée Équatoriale	4,2	5,0	5,0	5,5	4,7	5,0
Tchad	-5,3	7,9	8,1	-9,0	8,3	7,0

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC

Tableau 4 : CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats (En Mds de FCFA)

Agrégats	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009 Prév.
Recettes totales	4 245,6	6 030,4	7 959,2	8 267,9	10768,1	5935,7
Recettes pétrolières	2 287,6	3 864,5	5 552,5	5 534,6	7947,9	2959,0
Recettes non pétrolières	1 957,9	2 165,9	2 406,7	2 733,3	2820,2	2976,8
Dépenses totales	3 620,1	4 052,8	5 194,6	5 911,6	7268,8	6603,7
Dépenses courantes	2 490,5	2 850,2	3 362,5	3 642,5	4215,3	3782,7
Salaires et traitements	923,0	920,9	968,7	1 085,4	1265,9	1406,8
Biens et services	588,9	743,1	906,4	1 091,8	1260,7	1130,1
Transferts et subventions	498,8	749,4	1 035,9	1 171,4	1356,1	1007,8
Intérêts	479,8	436,8	451,5	293,9	332,7	237,9
Dette extérieure	406,6	351,7	373,3	227,7	274,6	197,7
Dette intérieure	73,2	85,1	78,2	66,3	58,1	40,3
Dépenses en capital	1 129,6	1 202,6	1 832,1	2 269,2	3053,5	2821,1
Sur ressources locales	808,8	969,4	1 591,5	1 997,6	2742,6	2489,6
Sur ressources extérieures	320,8	233,2	240,6	271,6	310,9	331,5
Solde primaire (en Mds de FCFA)	1 426,0	2 647,6	3 456,7	2 921,8	4142,8	-98,6
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	7,4	11,0	12,8	10,3	12,4	-0,4
Solde budgétaire de base (en Mds de FCFA)	946,2	2 210,8	3 005,2	2 627,9	3810,1	-336,5
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)	4,9	9,2	11,1	9,2	11,4	-1,2
Déficit global (base engagements hors dons)	625,5	1 977,5	2 764,6	2 356,3	3499,2	-668,0
Déficit global (base engagements hors dons) en% du PIB	3,2	8,2	10,3	8,3	10,5	-2,5
Déficit global (base engagements dons compris)	793,4	2 136,5	5 150,1	2 522,5	3708,1	-157,6
Variations des arriérés (baisse -)	-1 988,2	-214,9	-329,0	-1 543,6	-1688,8	-369,3
Intérieurs (principal et intérêts)	-82,3	-144,4	-299,3	-230,9	-179,7	-220,5
Extérieurs (principal et intérêts)	-1 905,9	-70,6	-29,7	-1 312,7	-1509,1	-148,7
Déficit global (base trésorerie)	-1 362,8	1 762,6	2 435,6	812,7	1810,5	-1037,3
Financement total	1 362,8	-1 762,6	-2 435,6	-812,7	-1810,5	1037,3
Extérieur	2 076,1	-82,7	69,1	1 462,0	410,9	360,6
Dons	167,9	159,0	2 385,5	166,2	208,8	510,4
Tirages	271,9	142,5	166,9	614,2	180,9	224,0
Amortissements de la dette extérieure	-775,7	-827,5	-2 908,0	-604,3	-1362,8	-619,6
Allègements de la dette extérieure	2 413,1	443,4	424,7	1 285,9	1384,0	245,8
Autres	-1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérieur	-713,4	-1 680,0	-2 504,7	-2 274,7	-2221,3	665,6
Système bancaire	-355,5	-1 125,5	-1 180,7	-952,0	-1036,3	755,6
Non bancaire	-357,9	-554,4	-1 324,0	-1 322,7	-1185,1	-90,0
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,1

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

**Tableau 5 : CEMAC: Balance des paiements (en Mds de FCFA sauf indication contraire)**

Agrégats	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009 Prév.
Solde du compte courant (transf. publics inclus)	1 191,2	2 736,8	2 608,6	-190,5	722,7	-3049,1
Solde du compte courant (transf. publics inclus) en% du PIB	6,1	11,3	9,7	-0,7	2,2	-11,3
Solde du compte courant (transf. publics exclus)	1 098,9	2 595,7	2 413,9	-322,8	581,5	-3245,1
Solde du commerce extérieur	6 515,9	9 581,9	10 801,8	8 900,7	11439,4	3917,5
Exportations, fob	10214,0	13 797,8	16 226,4	14 924,8	18589,7	10525,4
Importations, fob	-3 698,1	-4 215,9	-5 424,5	-6 024,1	-7150,3	-6607,9
Balance des services	-2 557,3	-2 994,5	-3 479,1	-3 834,6	-4298,1	-3863,3
Balance des revenus	-2 886,9	-4 022,4	-4 927,4	-5 389,5	-6529,8	-3284,5
Solde des transferts courants	119,4	171,8	213,3	132,9	111,1	181,1
Compte de capital et d'opérations financières	147,1	-185,1	538,4	1 412,5	1007,7	2323,8
Compte de capital	145,7	125,6	2 292,1	139,0	288,8	414,6
Compte financier	1,4	-310,7	-1 753,7	1 273,5	718,9	1909,2
Erreurs et omissions	-1 270,5	-1 522,5	-1 826,4	-425,7	491,8	0,0
Solde global	67,8	1 029,2	1 320,7	796,3	2222,2	-725,4
Financement	-67,8	-1 029,2	-1 320,7	-796,3	-2222,2	725,4
Variations des réserves off. (baisse +)	-575,0	-1 402,1	-1 715,7	-769,5	-1959,1	617,2
Financements exceptionnels	507,2	372,8	395,1	-26,8	-263,1	97,0
Variations des arriérés ext. (baisse -)	-1 905,9	-70,6	-29,7	-1 312,7	-1509,1	-148,7
Réaménagements de la dette	2 413,1	443,4	424,7	1 285,9	1246,0	245,8
GAP résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,1

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

**Tableau 6 : CEMAC : Situation monétaire (En Mds de FCFA)**

Agrégats	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
Avoirs extérieurs nets (y/c Services centraux)	1 510,1	3 065,4	4 898,0	6 389,9	7780,3	7444,1
Avoirs intérieurs nets	1 465,9	435,2	-735,7	-1 723,1	-2289,5	-1842,3
Crédits intérieurs nets	2 072,6	1 115,1	31,5	-686,3	-1287,6	-739,2
Créances nettes sur l'État	448,9	-690,3	-1 942,7	-2 965,9	-4170,6	-3661,9
Crédits à l'économie	1 623,7	1 805,4	1 974,2	2 273,0	2872,6	2922,7
Autres postes nets	-606,7	-679,9	-767,2	-1 036,8	-1001,9	-1103,1
Masse monétaire	2 921,6	3 442,8	4 103,5	4 625,2	5479,3	5545,0
Monnaie fiduciaire	851,4	964,4	1 114,8	1 200,0	1482,8	1441,6
Dépôts à vue	1 059,1	1 340,1	1 709,9	2 083,2	2578,9	2646,7
Dépôts à terme	1 011,1	1 138,3	1 278,8	1 332,4	1443,2	1456,7
Allocations de DTS	54,3	57,9	58,8	51,3	52,9	56,8
<b>Variations annuelles, en pourcentage</b>						
Avoirs extérieurs nets	84,3	103,0	59,8	30,5	22,8	-5,1
Crédit intérieur net	-16,4	-46,2	-97,2	-2 278,2	87,6	-42,6
Créances nettes sur l'État	-45,5	-253,8	-181,4	-52,3	-40,6	12,0
Crédits à l'économie	-1,9	11,2	9,3	15,1	26,6	1,7
Masse monétaire (M2)	10,0	17,8	19,2	12,5	18,5	0,7

Source : BEAC, États

**Tableau 7 : CEMAC : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques**

Zone CEMAC	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en Mds)	4413,5	6189,3	10344,6	8434,1	10976,9	6446,1
RECETTES TOTALES (en Mds)	4245,6	6030,4	7959,2	8267,9	10768,1	5935,7
Recettes pétrolières	2287,6	3864,5	5552,5	5534,6	7947,9	2959,0
Recettes non-pétrolières	1957,9	2165,9	2406,7	2733,3	2820,2	2976,8
recettes fiscales	1792,9	1980,4	2181,3	2425,8	2572,8	2639,6
recettes non fiscales	165,1	185,5	225,4	307,5	247,4	337,1
DONNS (en Mds)	167,9	159,0	2385,5	166,2	208,8	510,4
DEPENSES TOTALES (en Mds)	3620,1	4052,8	5194,6	5911,6	7268,8	6603,7
DEPENSES COURANTES	2490,5	2850,2	3362,5	3642,5	4215,3	3782,7
dont salaires et traitements	923,0	920,9	968,7	1085,4	1265,9	1406,8
intérêts de la dette publique	479,8	436,8	451,5	293,9	332,7	237,9
DEPENSES EN CAPITAL	1129,6	1202,6	1832,1	2269,2	3053,5	2821,1
sur financement interne	808,8	969,4	1591,5	1997,6	2742,6	2489,6
SOLDE PRIMAIRE (en Mds)	1426,0	2647,6	3456,7	2921,8	4142,8	-98,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en Mds)	946,2	2210,8	3005,2	2627,9	3810,1	-336,5
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en Mds)	625,5	1977,5	2764,6	2356,3	3499,2	-668,0
SOLDE GLOBAL, base caisse (en Mds)	-1362,8	1762,6	2435,6	812,7	1810,5	-1037,3
STOCK DETTE publique (en Mds)	12327,0	12007,2	8857,1	7902,5	6770,3	6150,0
dette extérieure	10708,5	10080,1	7365,2	6819,9	5985,2	5635,5
dette intérieure	1618,5	1927,1	1491,9	1082,6	785,1	514,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en Mds)	49,0	22,2	54,9	19,2	0,0	0,0
arriérés extérieurs	49,0	22,2	54,9	19,2	0,0	0,0
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en%)	4,9	9,2	11,1	9,2	11,4	-1,2
taux d'inflation annuel moyen (en%)	0,6	2,9	5,2	1,6	5,7	4,1
taux d'endettement public en% du PIB	63,6	49,8	32,8	27,8	20,3	22,7
accumulation arriérés gestion courante (en Mds)	49,0	22,2	54,9	19,2	0,0	0,0
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en%)	73,8	86,6	94,6	97,2	101,8	100,1
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en%)	7,4	11,0	12,8	10,3	12,4	-0,4
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	5,0	0,0	0,5	1,1	2,7	4,3
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en%)	5,7	10,8	9,0	-1,1	1,7	-12,0
taux de pression fiscale non pétrolière (en% du PIB non pétrolier)	13,5	14,0	14,3	14,8	14,1	13,9
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en%)	3,2	8,2	10,3	8,3	10,5	-2,5
solde global, base caisse sur PIB (en%)	-7,0	7,3	9,0	2,9	5,4	-3,8
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en Mds)	19384,2	24126,9	26963,0	28421,1	33417,2	27034,5
PIB nominal hors pétrole (en Mds)	13311,1	14127,2	15286,1	16418,6	18279,7	18961,9
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	12807,6	13276,1	13686,7	14295,1	14835,8	15078,3
taux de croissance du PIB en volume (en%)	6,5	3,7	3,1	4,4	3,8	1,6

**Tableau 8 : CAMEROUN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques**

Cameroun	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév
RECETTES TOTALES ET DONNS (en Mds)	1321,0	1583,1	4071,0	1993,7	2209,9	1883,2
RECETTES TOTALES (en Mds)	1312,1	1572,2	1845,1	1925,7	2117,7	1775,2
Recettes pétrolières	349,9	458,5	643,0	631,0	810,3	435,4
Recettes non pétrolières	962,2	1113,7	1202,1	1294,7	1307,4	1339,8
recettes fiscales	897,0	1024,3	1119,4	1202,6	1226,4	1197,1
recettes non fiscales	65,2	89,4	82,7	92,1	81,0	142,7
DONNS (en Mds)	8,9	10,9	2225,9	68,0	92,2	108,0
DEPENSES TOTALES (en Mds)	1140,0	1170,3	1349,9	1467,0	1962,1	1909,0
DEPENSES COURANTES	955,7	998,9	1122,9	1168,2	1387,2	1338,0
salaires et traitements	442,5	414,0	418,5	442,1	560,8	624,0
intérêts de la dette publique	158,9	129,8	126,2	44,9	37,2	36,0
DEPENSES EN CAPITAL	184,3	171,4	227,0	298,8	574,9	571,0
sur financement interne	124,7	143,9	187,2	232,9	475,8	457,0
SOLDE PRIMAIRE (en Mds)	390,6	559,2	661,2	569,6	291,9	16,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en Mds)	231,7	429,4	535,0	524,6	254,7	-19,8
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en Mds)	172,1	401,9	495,2	458,7	155,6	-133,8
SOLDE GLOBAL, base caisse (en Mds)	181,1	365,5	322,3	384,1	207,6	-213,8
STOCK DETTE publique (en Mds)	4515,4	4467,9	1899,2	1668,1	1520,5	1517,5
dette extérieure	3493,3	3229,7	1005,2	981,9	975,2	1002,2
dette intérieure	1022,1	1238,2	894,0	686,2	545,3	515,3
ARRIERES GESTION COURANTE (en Mds)	12,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	12,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en%)	2,8	4,9	5,7	5,3	2,3	-0,2
taux d'inflation annuel moyen (en%)	0,3	1,9	5,1	1,1	5,3	3,0
taux d'endettement public en% du PIB	54,2	51,1	20,2	16,9	13,9	14,1
accumulation arriérés gestion courante (en Mds)	12,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en%)	51,9	67,4	77,5	88,5	92,6	92,1
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en%)	4,7	6,4	7,0	5,8	2,7	0,2
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	-2,7	-0,3	0,1	1,4	2,4	-0,6
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en%)	-6,6	-4,0	-2,3	-1,7	-2,1	-9,4
taux de pression fiscale non pétrolière (en% du PIB non pétrolier)	11,5	12,8	13,3	13,5	12,5	11,7
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en%)	2,1	4,6	5,3	4,6	1,4	-1,2
solde global, base caisse sur PIB (en%)	2,2	4,2	3,4	3,9	1,9	-2,0
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en Mds)	8333,9	8749,6	9387,2	9881,9	10973,1	10788,5
PIB nominal hors pétrole (en Mds)	7779,0	8001,9	8420,9	8924,3	9824,3	10247,6
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1992/93)	7754,5	7932,6	8188,2	8468,2	8727,4	8960,3
taux de croissance du PIB en volume (en%)	3,7	2,3	3,2	3,4	3,1	2,7

**Tableau 9 : CENTRAFRIQUE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques**

Centrafrique	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONS (en Mds)	78,5	67,9	165,2	117,0	134,8	420,5
RECETTES TOTALES (en Mds)	55,8	58,6	73,3	83,6	92,5	99,1
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes non pétrolières	55,8	58,6	73,3	83,6	92,5	99,1
recettes fiscales	48,2	51,9	63,8	64,3	70,7	78,3
recettes non fiscales	7,5	6,7	9,5	19,2	21,8	20,8
DONS (en Mds)	22,7	9,3	91,9	33,4	42,3	321,4
DEPENSES TOTALES (en Mds)	94,0	122,8	109,9	109,6	138,2	160,1
DEPENSES COURANTES	75,9	84,5	73,3	80,2	98,1	110,3
salaires et traitements	38,9	39,2	37,2	36,3	36,9	41,8
intérêts de la dette publique	9,1	9,1	10,7	12,1	16,8	16,7
DEPENSES EN CAPITAL	18,2	38,3	36,6	29,4	40,1	49,8
sur financement interne	7,7	8,4	8,9	9,2	10,4	14,2
SOLDE PRIMAIRE (en Mds)	-18,6	-25,2	1,8	6,3	0,8	-8,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en Mds)	-27,8	-34,3	-8,9	-5,8	-16,0	-25,4
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en Mds)	-38,3	-64,2	-36,6	-26,0	-45,7	-61,0
SOLDE GLOBAL, base caisse (en Mds)	-16,9	-48,2	-88,1	-32,9	-56,2	-219,7
STOCK DETTE publique Mds)	826,7	848,5	742,2	736,1	654,7	355,9
dette extérieure	680,0	701,8	595,5	589,4	595,6	355,9
dette intérieure	146,7	146,7	146,7	146,7	59,1	0,0
ARRIERES GESTION COURANTE (en Mds)	21,3	16,9	18,6	4,1	0,0	0,0
arriérés extérieurs	21,3	16,9	18,6	4,1	0,0	0,0
arriérés intérieurs						
<b>Critères de convergence</b>						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en%)	-4,0	-4,6	-1,1	-0,7	-1,7	-2,5
taux d'inflation annuel moyen (en%)	-2,1	2,9	6,6	1,0	9,3	4,7
taux d'endettement public en% du PIB	120,1	113,1	90,9	85,6	69,2	34,7
accumulation arriérés gestion courante (en Mds)	21,3	16,9	18,6	4,1	0,0	0,0
<b>Indicateurs</b>						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en%)	85,6	80,8	74,6	60,7	67,0	65,6
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en%)	-2,7	-3,4	0,2	0,7	0,1	-0,8
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	1,5	0,1	-0,2	-1,7	0,1	0,6
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en%)	-6,8	-8,3	-8,0	-9,4	-12,6	-13,3
taux de pression fiscale non pétrolière (en% du PIB non pétrolier)	7,0	6,9	7,8	7,5	7,5	7,6
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en%)	-5,6	-8,6	-4,5	-3,0	-4,8	-5,9
solde global, base caisse sur PIB (en%)	-2,5	-6,4	-10,8	-3,8	-5,9	-21,4
<b>COMPTES NATIONAUX</b>						
PIB nominal (en Mds)	688,6	750,0	816,8	860,2	946,3	1026,4
PIB nominal hors pétrole (en Mds)	688,6	750,0	816,8	860,2	946,3	1026,4
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	463,7	477,4	497,7	515,6	526,9	539,7
taux de croissance du PIB en volume (en%)	3,5	3,0	4,3	3,6	2,2	2,4

Tableau 10 : CONGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Congo	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONS (en Mds)	740,4	1300,4	1797,0	1579,5	2459,7	1206,6
RECETTES TOTALES (en Mds)	737,9	1267,9	1792,0	1564,3	2442,0	1176,0
Recettes pétrolières	530,4	1047,6	1531,0	1284,5	2118,0	804,0
Recettes non pétrolières	207,6	220,3	261,0	279,7	324,0	372,0
recettes fiscales	200,0	212,1	250,5	264,5	309,9	324,2
recettes non fiscales	7,6	8,2	10,5	15,2	14,1	47,8
DONS (en Mds)	2,5	32,5	5,0	15,2	17,7	30,6
DEPENSES TOTALES (en Mds)	636,9	736,4	1113,0	1239,8	1238,0	1240,0
DEPENSES COURANTES	501,5	567,2	742,0	810,2	785,0	650,0
salaires et traitements	122,9	130,0	135,0	141,9	166,0	175,0
intérêts de la dette publique	147,0	150,0	179,0	100,7	150,0	74,0
DEPENSES EN CAPITAL	135,4	169,2	366,0	429,6	453,0	590,0
sur financement interne	122,4	152,9	353,0	382,6	400,7	548,0
SOLDE PRIMAIRE (en Mds)	261,1	697,8	871,0	472,1	1406,3	52,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en Mds)	114,1	547,8	692,0	371,4	1256,3	-22,0
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en Mds)	101,1	531,5	679,0	324,4	1204,0	-64,0
SOLDE GLOBAL, base caisse (en Mds)	-1515,8	461,8	602,4	-1081,8	-434,7	-160,8
STOCK DETTE Publique (en Mds)	3992,9	3883,0	3609,6	2685,7	2861,8	2649,5
dette extérieure	3780,4	3538,0	3305,6	2533,2	2729,3	2649,5
dette intérieure	232,5	212,5	345,0	172,5	152,5	132,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en Mds)	6,9	3,6	18,4	11,2	0,0	0,0
arriérés extérieurs	6,9	3,6	18,4	11,2	0,0	0,0
arriérés intérieurs						
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en%)	4,9	17,4	17,8	10,1	27,7	-0,6
taux d'inflation annuel moyen (en%)	3,6	2,5	4,7	2,5	6,0	4,8
taux d'endettement public en% du PIB	172,5	123,1	92,7	73,0	63,1	70,0
accumulation arriérés gestion courante (en Mds)	6,9	3,6	18,4	11,2	0,0	0,0
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en%)	29,3	71,7	87,9	85,9	98,6	97,8
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en%)	11,3	22,1	22,4	12,8	31,0	1,4
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales $\leq$ 1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en%)	15,1	10,7	0,1	-19,3	-9,9	-11,3
taux de pression fiscale non pétrolière (en% du PIB non pétrolier)	18,0	17,2	17,3	16,8	17,4	16,6
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en%)	4,4	16,8	17,4	8,8	26,5	-1,7
solde global, base caisse sur PIB (en%)	-65,5	14,6	15,5	-29,4	-9,6	-4,2
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en Mds)	2315,1	3155,0	3895,3	3681,0	4537,4	3785,3
PIB nominal hors pétrole (en Mds)	1110,1	1230,1	1448,0	1572,1	1780,2	1950,2
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1990)	995,9	1066,9	1132,8	1114,3	1185,9	1271,4
taux de croissance du PIB en volume (en%)	3,7	7,1	6,2	-1,6	6,4	7,2

**Tableau 11 : GABON : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques**

Gabon	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en Mds)	1141,8	1433,8	1582,6	1636,5	2078,1	1225,7
RECETTES TOTALES (en Mds)	1139,7	1431,8	1582,6	1636,3	2077,9	1221,7
Recettes pétrolières	628,2	906,8	1012,9	958,5	1361,5	476,7
Recettes non pétrolières	511,5	525,0	569,7	677,8	716,4	745,0
recettes fiscales	471,9	494,3	536,5	643,3	690,5	706,9
recettes non fiscales	39,6	30,7	33,2	34,5	25,9	38,1
DONS (en Mds)	2,1	2,0	0,0	0,2	0,2	4,0
DEPENSES TOTALES (en Mds)	850,1	1002,9	1122,2	1165,8	1296,2	1216,5
DEPENSES COURANTES	693,7	842,9	883,4	918,9	997,7	836,4
salaires et traitements	226,3	227,8	252,4	301,8	324,1	370,0
intérêts de la dette publique	149,2	129,7	116,7	118,9	114,3	95,6
DEPENSES EN CAPITAL	156,3	160,0	238,8	246,9	298,5	380,1
sur financement interne	142,2	151,1	190,0	198,6	244,1	309,5
SOLDE PRIMAIRE (en Mds)	453,0	567,5	625,9	637,7	950,4	171,4
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en Mds)	303,8	437,8	509,2	518,8	836,1	75,8
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en Mds)	289,7	428,9	460,4	470,5	781,7	5,2
SOLDE GLOBAL, base caisse (en Mds)	-107,5	355,1	426,9	430,6	714,6	-16,1
STOCK DETTE publique (en Mds)	1980,6	1801,8	1593,5	1796,0	763,4	677,6
dette extérieure	1781,3	1642,5	1474,2	1716,7	724,1	678,3
dette intérieure	199,3	159,3	119,3	79,3	39,3	-0,7
ARRIERES GESTION COURANTE (en Mds)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs						
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en%)	8,0	9,6	10,2	9,5	13,0	1,5
taux d'inflation annuel moyen (en%)	0,4	-0,2	4,0	4,8	5,3	3,5
taux d'endettement public en% du PIB	52,2	39,4	31,9	32,8	11,8	13,8
accumulation arriérés gestion courante (en Mds)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en%)	61,8	74,8	90,7	84,7	98,4	98,5
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en%)	11,9	12,4	12,5	11,6	14,7	3,5
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	0,0	0,0	0,2	0,9	0,0	-0,1
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en%)	13,7	15,3	18,1	18,7	22,4	7,1
taux de pression fiscale non pétrolière (en% du PIB non pétrolier)	22,9	22,5	22,6	23,4	21,9	23,2
solde global, base ordonnancements, hors dons sur PIB (en%)	7,6	9,4	9,2	8,6	12,1	0,1
solde global, base caisse sur PIB (en%)	-2,8	7,8	8,6	7,9	11,1	-0,3
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en Mds)	3792,1	4570,9	4991,5	5478,2	6454,2	4902,3
PIB nominal hors pétrole (en Mds)	2064,2	2201,2	2369,0	2747,8	3156,8	3050,8
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1989)	1791,6	1845,7	1867,4	1971,2	2016,9	2000,7
taux de croissance du PIB en volume (en%)	1,4	3,0	1,2	5,6	2,3	-0,8

**Tableau 12 : GUINEE EQUATORIALE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques**

Guinée Équatoriale	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONS (en Mds)	773,5	1410,2	2103,7	2308,5	3051,8	1318,6
RECETTES TOTALES (en Mds)	773,5	1410,2	2103,7	2308,5	3051,8	1318,6
Recettes pétrolières	700,3	1307,5	1962,7	2097,4	2881,4	1147,7
Recettes non pétrolières	73,2	102,6	141,0	211,2	170,4	170,8
recettes fiscales	56,5	58,9	79,9	77,4	74,9	95,3
recettes non fiscales	16,7	43,7	61,1	133,7	95,5	75,5
DONS (en Mds)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en Mds)	486,9	615,5	957,5	1219,3	1759,2	1301,3
DEPENSES COURANTES	123,8	169,5	197,6	200,5	367,7	331,0
salaires et traitements	30,9	36,6	40,6	52,5	56,4	68,6
intérêts de la dette publique	4,4	7,8	4,4	3,9	2,4	1,0
DEPENSES EN CAPITAL	363,0	446,0	759,8	1018,8	1391,5	970,3
sur financement interne	362,3	444,6	758,9	1018,8	1391,5	970,3
SOLDE PRIMAIRE (en Mds)	654,1	1248,6	1910,5	2112,0	2686,5	988,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en Mds)	287,4	796,2	1147,2	1089,2	1292,6	17,3
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en Mds)	286,7	794,7	1146,3	1089,2	1292,6	17,3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en Mds)	273,1	740,5	1146,3	1089,2	1292,6	17,3
STOCK DETTE publique (en Mds)	153,2	102,4	86,1	76,5	75,0	64,0
dette extérieure	153,2	102,4	86,1	76,5	74,0	62,0
dette intérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0
ARRIERES GESTION COURANTE (en Mds)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs						
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en%)	11,4	20,9	25,7	21,2	19,0	0,5
taux d'inflation annuel moyen (en%)	4,2	5,0	5,0	5,5	4,7	5,0
taux d'endettement public en% du PIB	6,1	2,7	1,9	1,5	1,1	1,8
accumulation arriérés gestion courante (en Mds)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en%)	100,2	100,2	100,2	97,7	97,9	98,0
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en%)	25,9	32,9	42,9	41,2	39,6	27,9
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en%)	9,3	19,0	9,1	1,2	5,9	-22,5
taux de pression fiscale non pétrolière (en% du PIB non pétrolier)	22,0	20,0	20,4	16,2	13,0	19,4
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en%)	11,4	20,9	25,7	21,2	19,0	0,5
solde global, base caisse sur PIB (en%)	10,8	19,5	25,7	21,2	19,0	0,5
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en Mds)	2522,3	3800,7	4457,9	5129,7	6787,9	3543,3
PIB nominal hors pétrole (en Mds)	257,2	295,0	391,3	478,9	574,3	490,5
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	748,1	814,5	857,9	1057,2	1216,2	1129,3
taux de croissance du PIB en volume (en%)	32,6	8,9	5,3	23,2	15,0	-7,1



Tableau 13 : TCHAD : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Tchad	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en Mds)	358,2	394,0	625,2	799,0	1042,6	391,5
RECETTES TOTALES (en Mds)	226,5	289,7	562,5	749,6	986,2	345,1
Recettes pétrolières	78,8	144,0	402,8	563,2	776,6	95,1
Recettes non pétrolières	147,6	145,7	159,7	186,4	209,6	250,0
recettes fiscales	119,3	138,9	131,2	173,7	200,5	237,8
recettes non fiscales	28,4	6,8	28,5	12,7	9,1	12,2
DONNS (en Mds)	131,7	104,3	62,7	49,4	56,4	46,4
DEPENSES TOTALES (en Mds)	412,3	405,0	542,1	710,1	875,1	777,0
DEPENSES COURANTES	139,9	187,3	343,2	464,5	579,6	517,0
salaires et traitements	61,5	73,3	85,0	110,8	121,7	127,4
intérêts de la dette publique	11,1	10,4	14,5	13,4	11,9	14,6
DEPENSES EN CAPITAL	272,4	217,7	198,9	245,6	295,5	259,9
sur financement interne	49,6	68,5	88,5	155,4	220,1	190,6
SOLDE PRIMAIRE (en Mds)	48,1	44,3	145,3	143,1	198,4	-347,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en Mds)	37,0	33,9	130,8	129,7	186,5	-362,5
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en Mds)	-185,8	-115,3	20,4	39,5	111,1	-431,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en Mds)	-176,8	-112,0	25,8	23,4	86,7	-444,3
STOCK DETTE publique (en Mds)	858,3	903,6	926,4	940,2	895,0	885,5
dette extérieure	820,4	865,7	898,5	922,3	887,1	887,6
dette intérieure	37,9	37,9	27,9	17,9	7,9	-2,1
ARRIERES GESTION COURANTE (en Mds)	8,1	1,7	17,9	3,8	0,0	0,0
arriérés extérieurs	8,1	1,7	17,9	3,8	0,0	0,0
arriérés intérieurs						
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en%)	2,1	1,1	3,8	3,8	5,0	-12,1
taux d'inflation annuel moyen (en%)	-5,3	7,9	8,1	-9,0	8,3	7,0
taux d'endettement public en% du PIB	49,5	29,1	27,1	27,7	24,1	29,6
accumulation arriérés gestion courante (en Mds)	8,1	1,7	17,9	3,8	0,0	0,0
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en%)	71,4	63,5	90,9	90,2	92,3	54,5
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en%)	2,8	1,4	4,3	4,2	5,3	-11,6
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en%)	-27,3	-1,1	-11,5	-13,2	-12,4	-40,7
taux de pression fiscale non pétrolière (en% du PIB non pétrolier)	8,4	8,4	7,1	9,5	10,0	10,8
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en%)	-10,7	-3,7	0,6	1,2	3,0	-14,4
solde global, base caisse sur PIB (en%)	-10,2	-3,6	0,8	0,7	2,3	-14,9
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en Mds)	1732,3	3100,7	3414,4	3390,1	3718,3	2988,8
PIB nominal hors pétrole (en Mds)	1412,1	1648,8	1840,1	1835,3	1997,9	2196,4
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1995)	1523,1	1653,5	1658,4	1688,5	1676,5	1702,2
taux de croissance du PIB en volume (en%)	33,7	8,6	0,3	1,8	-0,7	1,5

**Tableau 14 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur  
(en Mds de Fcfa)**

Agrégats	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
<b>Prix courants du marché</b>						
Secteur primaire	8 913,4	13 068,5	14 900,3	15 135,4	18 184,5	11 665,1
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	2 632,0	2 907,0	3 155,6	3 239,7	3 546,4	3 826,6
Sylviculture	279,7	245,8	331,9	488,1	401,1	336,7
Pétrole	6 001,7	9 915,7	11 412,8	11 407,6	14 237,1	7 501,8
Secteur secondaire	2 799,5	3 018,0	3 434,6	3 861,4	4 782,6	4 342,5
Industries manufacturières	1 913,5	1 994,7	2 076,1	1 979,4	2 152,8	2 285,5
Bâtiments et Travaux Publics	513,2	559,4	695,7	794,0	968,4	925,0
Autres	372,8	463,9	662,8	1 088,0	1 661,3	1 132,1
Secteur tertiaire	6 626,2	6 930,2	7 367,7	8 062,6	8 966,2	9 585,9
Services marchands	5 182,0	5 412,7	5 796,2	6 274,7	6 902,8	7 392,2
Services non marchands	1 444,3	1 517,4	1 571,5	1 787,9	2 063,3	2 193,7
PIB au coût des facteurs	18 339,1	23 016,7	25 702,6	27 059,4	31 933,3	25 593,5
Droits et Taxes à l'importation	1 045,1	1 110,2	1 260,4	1 361,7	1 483,9	1 441,0
PIB aux prix courants du marché	19 384,2	24 126,9	26 963,0	28 421,1	33 417,2	27 034,5
PIB du secteur pétrolier	6 073,1	9 999,7	11 676,9	12 002,5	15 137,5	8 072,6
PIB du secteur non pétrolier	13 311,1	14 127,2	15 286,1	16 418,6	18 279,7	18 961,9
<b>Prix constants, aux prix de 1992</b>						
Secteur primaire	4 110,6	4 196,8	4 239,7	4 309,6	4 323,4	4 306,9
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	1 997,6	2 087,5	2 133,7	2 211,2	2 283,5	2 382,6
Sylviculture	250,0	239,3	271,7	320,9	283,2	235,1
Pétrole	1 863,0	1 870,0	1 834,3	1 777,5	1 756,6	1 689,2
Secteur secondaire	2 667,5	2 793,8	2 890,0	3 213,0	3 535,0	3 616,5
Industries manufacturières	1 941,1	1 989,9	1 990,7	2 036,5	2 095,6	2 154,7
Bâtiments et Travaux Publics	431,7	456,5	516,5	566,5	651,0	616,8
Autres	294,7	347,4	382,8	610,0	788,4	845,0
Secteur tertiaire	5 059,6	5 295,7	5 526,3	5 818,2	6 056,3	6 276,0
Services marchands	3 761,6	3 951,1	4 136,8	4 346,5	4 538,6	4 703,7
Services non marchands	1 298,1	1 344,7	1 389,5	1 471,7	1 517,6	1 572,3
PIB au coût des facteurs	11 837,7	12 286,3	12 656,1	13 340,8	13 914,6	14 199,4
Droits et Taxes à l'importation	969,8	989,8	1 030,6	954,3	921,1	878,9
PIB aux prix constants du marché de 1992	12 807,6	13 276,1	13 686,7	14 295,1	14 835,8	15 078,3
PIB du secteur pétrolier	1 904,0	1 934,7	1 906,1	1 989,3	2 087,4	2 083,6
PIB du secteur non pétrolier	10 903,6	11 341,4	11 780,6	12 305,8	12 748,3	12 994,7

Tableau 15 : CEMAC : Ressources et Emplois(en Mds de Fcfa)

Agrégats	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Prév.
	<b>Prix courants du marché</b>					
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	19 384,2	24 126,9	26 963,0	28 421,1	33 417,2	27 034,5
DEPENSES INTÉRIEURES BRUTES	15 425,5	17 539,5	19 640,3	23 355,0	26 275,9	26 980,3
Consommation	10 168,1	11 712,2	12 401,3	14 989,5	16 602,2	17 322,7
Publique (État)	1 511,9	1 664,0	1 875,1	2 177,2	2 526,6	2 536,9
Privée	8 656,2	10 048,2	10 526,2	12 812,4	14 075,7	14 785,8
Investissements bruts	5 257,4	5 827,3	7 238,9	8 365,5	9 673,6	9 657,6
Formation brute de capital fixe	5 182,5	5 733,1	7 155,8	8 283,3	9 587,4	9 705,4
Publique (État et Ad. publiques)	1 129,6	1 202,6	1 832,1	2 269,2	3 053,5	2 821,1
Privée (Entreprises et ménages)	4 052,9	4 530,5	5 323,7	6 014,1	6 533,9	6 884,3
Secteur pétrolier	1 294,6	1 681,0	2 345,0	2 804,3	2 961,4	3 161,3
Secteur non pétrolier	2 758,3	2 849,5	2 978,7	3 209,8	3 572,5	3 723,1
Variations des stocks	74,9	94,2	83,1	82,2	86,2	-47,8
EXPORTATIONS NETTES	3 958,7	6 587,4	7 322,7	5 066,1	7 141,3	54,2
Exportations de biens et services non-facteurs	10 847,8	14 459,6	16 940,2	15 690,9	19 427,2	11 336,8
Biens	10 214,0	13 797,8	16 226,4	14 924,8	18 589,7	10 525,4
Pétrole brut	7 163,2	10 342,9	11 989,5	11 768,6	14 744,3	7 777,0
Autres	3 050,8	3 454,9	4 236,9	3 156,2	3 845,4	2 748,4
Services non-facteurs	633,8	661,8	713,8	766,2	837,5	811,4
Importations de biens et services non-facteurs	-6 889,1	-7 872,2	-9 617,5	-10 624,9	-12 285,9	-11 282,6
Biens	-3 698,1	-4 215,9	-5 424,5	-6 024,1	-7 150,3	-6 607,9
Services non-facteurs	-3 191,0	-3 656,3	-4 192,9	-4 600,8	-5 135,6	-4 674,7
	<b>Prix constants, aux prix de 1992</b>					
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	12 807,6	13 276,1	13 686,7	14 295,1	14 835,8	15 078,3
DEPENSES INTÉRIEURES BRUTES	13 110,7	13 855,7	14 515,8	15 258,7	16 378,9	16 472,4
Consommation	10 254,9	10 799,8	11 431,0	11 780,1	12 174,9	12 310,4
Publique (État)	1 016,5	1 087,7	1 174,1	1 341,8	1 473,2	1 448,4
Privée	9 238,4	9 712,1	10 256,8	10 438,2	10 701,6	10 862,0
Investissements bruts	2 855,8	3 055,9	3 084,8	3 478,6	4 204,0	4 162,0
Formation brute de capital fixe	2 858,0	3 060,0	3 088,3	3 482,0	4 206,9	4 165,5
Publique (État et Ad. publiques)	569,4	565,2	744,8	869,5	1 180,7	1 096,9
Privée (Entreprises et ménages)	2 288,7	2 494,8	2 343,5	2 612,5	3 026,2	3 068,6
Secteur pétrolier	793,0	1 025,2	1 110,3	1 370,3	1 622,7	1 680,6
Secteur non pétrolier	1 495,6	1 469,6	1 233,2	1 242,2	1 403,6	1 388,0
Variations des stocks	-2,2	-4,1	-3,6	-3,4	-2,9	-3,5
EXPORTATIONS NETTES	-303,1	-579,6	-829,1	-963,6	-1 543,1	-1 394,1
Exportations de biens et services non-facteurs	2 762,7	2 814,8	2 713,7	2 818,4	2 843,1	2 875,1
Importations de biens et services non-facteurs	-3 065,9	-3 394,4	-3 542,8	-3 782,0	-4 386,2	-4 269,3

Tableau 16. Indicateurs économiques, monétaires et financiers des Comores

INDICATEURS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES DES COMORES					
Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008*
Recettes totales (dons inclus)	26 434	30 509	29 533	33 945	41 965
Recettes intérieures (courantes)	22 445	23 972	21 555	21 160	23 379
Recettes fiscales	19 407	17 797	17 260	16 678	18 288
Recettes non fiscales	3 038	6 175	4 295	4 482	5 091
Recettes exceptionnelles	-	-	-	-	-
Dons extérieurs	3 989	6 537	7 978	12 785	18 586
Dépenses totales	28 847	30 426	33 599	37 272	46 283
Dépenses courantes	22 546	23 524	25 766	26 998	29 799
dont :					
Salaires	12 631	12 872	13 205	15 052	15 690
Intérêts sur la dette	1 282	1 182	1 144	778	1 217
Assit tech et Projets sur Fin exter	606	1 431	2 457	2 624	2 092
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	-
Dépenses en capital	6 301	6 902	7 833	10 274	16 484
dont financées sur ressources intérieures	2 539	1 411	1 250	1 227	1 759
Solde Budgétaire de Base (SBB)	- 2 034	468	- 3 004	- 4 440	- 6 087
Solde Global (hors dons)	- 6 402	- 6 454	- 12 044	- 16 112	- 22 904
Solde Global (dons inclus)	- 2 413	83	- 4 066	- 3 327	- 4 318
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2004	2005	2006	2007	2008*
Critères de 1er rang					
Solde Budgétaire de Base (SBB) / PIB nominal >= 0%	- 1,4	0,3	- 1,9	- 2,9	- 3,5
Taux d'inflation annuel moyen <= 3%	4,5	3,2	3,4	4,5	6,5
Taux d'endettement public					
Encours dette publ totale/PIB nom <= 70%	94,7	90,8	87,2	65,1	67,5
Arriérés de paiement intérieurs (non accumulation)	1 197	-814	1 023	4 929	2 666
Arriérés de paiement extérieurs (non accumulation)	1 400	1 104	1 483	556	1 801
Total arriérés de paiement	2 597	290	2 506	5 485	4 467
Autres indicateurs					
Masse salariale /recettes fiscales <= 35%	65,1	72	77	90	86
Investissements financés sur ressources intérieures /recettes fiscales >= 20%	13,1	7,9	7,2	7,4	9,6
Recettes fisc / Pib nom (Taux de pression fiscal >=17%)	13,3	11,8	10,8	10	10,5
Solde global hors dons/Pib	- 4,4	- 4,3	- 7,6	- 10,1	-13,1
Solde global/Pib	- 1,7	0,1	- 2,6	- 3,2	- 2,5
Avoirs Extérieurs Nets / Masse monétaire					
Taux de couverture extérieur de la monnaie (en%)	109,8	105,6	119,1	95,6	79,9
Compte courant extérieur hors dons / PIB nom	-5,2	-6,4	-5,0	- 7,2	-10
Banque Centrale des Comores, DESB					